PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 5 et 6 juillet 1947 (Paris)

Sommaire

Le président (Pierre Bloch) 3
Guy Mollet (Secrétaire général du Parti) 3
Flament 4
Jacques Arrès-Lapoque 10
Suzanne Kahn 20
Théodore Staub (Loire-Inférieure) 22
Benech (Lot) 23
Pierre Bloch (Comité directeur) 25
Delattre (Pas-de-Calais) 28
Armanges (Cantal) 31
Maurice Cormier (Maine-et-Loire) 32
André Ferrat (Lyon) 34
Eugène Imbs (Bas-Rhin) 37
Tellier (Somme) 39
Vandamme (Orne) 40
Guy Mollet 43
Marcel Roels (de la Moisson) 43
Victor Provo (Nord) 45
Antoine Mazier (Côtes-du-Nord) 48
Le Pan (Morbihan) 49
Alexandre-Marie Desrousseaux 50
Gérard Vee (groupe parlementaire) 53
Leguilles (Jeunesses Socialistes) 55
Paul Mistral 57
Robert Verdier 57
Henri Noguères (rédacteur en chef du Populaire) 64
Léon Blum 69
Guy Mollet 73
Guy Mollet 76
Yves Dechezelles 81
Jean Courtois 84
Guy Mollet 85
Daniel Mayer 94
Le président (Pierre Métayer) 106
Paul Valentino (Guadeloupe) 106
Jacques Piette (Seine et Marne) 108
Salomon Grumbach (Comité directeur) 110
Delaumay (Vienne) 113
Chataîgnier (Ain) 114
Oreste Cappoci (Comité directeur) 116

Fondation Jean-Jaurès

Léopold Sédar Senghor (Sénégal) 119
Jean Le Bail (Haute-Vienne) 122
Léon Boutbien (Comité directeur) 125
Francis Leenhardt (Bouches-du-Rhône) 129
Jean Texier (Gironde) 133
André Philip 135
Lamine Gueye (Sénégal) 138
Maurice Deixonne (Tarn) 139
Léon Blum 140
Maurice Deixonne 143
Albert Gazier (Seine) 145
Félix Gouin 148
Babana Horma (Mauritanie) 154
Paul Ramadier 155
Socie (Jura) 162
Delvaux (Jura) 164
Irma Rapuzzi (Bouches-du-Rhône) 166
Suzanne Charpy 169
Marius Moutet (ministre de la France d'Outremer) 170
Paul Ramadier (Président du Conseil) 176
Guy Mollet 177
Lamine Gueye 178
Marius Moutet 178
Le Secrétaire fédéral des Basses-Alpes 179
Le délégué de l'Orne 180
Max Lejeune 181
Théodore Staub (Loire-Inférieure) 184
René Peeters (Meurthe-et-Moselle) 185
Sissoko (Sénégal) 186
Yves Dechezelles 187
Ousman Sosse (Soudan) 189
André Cruz 190
Victor Provo (Nord) 192
Marceau Pivert 193
Gagnaire (Rhône) 195
Jean Rous (Comité directeur) 197
Pineau (Sarthe) 198
Jules Moch 201
Charles Lussy (Vaucluse) 202
Archidice 205
Naegelen 207
Guy Mollet (discours de clôture) 211
Daniel Mayer 216
Guy Mollet 219
Daniel Mayer 219

Collection Jean-Jaurès

Séance du Samedi 5 juillet 1947 (matin)

Président : M. Pierre Bloch (Comité directeur -Seine)
Assesseurs : Irma Rapuzzi (Bouches-du-Rhône), Cruz (Oran)
La séance est ouverte à 9h30, sous la présidence de M. Pierre Bloch, assisté d'Irma Rapuzzi (Bouches-du-Rhône) et de Cruz (Oran).

Le délégué de la fédération de Meurthe-et-Moselle - Je demande au président de bien vouloir traiter tout de suite la question de politique générale. Sinon, nous arriverons à la fin des débats de ce conseil, le temps pressera et on limitera le temps de parole de chaque délégué, de sorte qu'il nous sera impossible d'apporter le point de vue de nos fédérations respectives.

Le président (Pierre Bloch)

Il est évident que la situation de politique générale doit être examinée longuement et de telle façon que les camarades de toutes les fédérations puissent parler. Il faut donc y consacrer de très longues séances.
Le Comité directeur vous propose que ce soir, obligatoirement, toutes les autres questions, sauf la situation de politique générale soient terminées que la discussion soit au besoin arrêtée si elle n'était pas terminée ce soir, de sorte que la journée de demain, tout entière et éventuellement, séance du soir, soit consacrée à la situation de politique
C'est-à-dire qu'au contraire, voua aurez la possibilité de discuter très longuement. Si nous procédions inversement, il serait à craindre que la discussion se prolonge encore demain et le problème de la presse qui est la question essentielle mise à l'ordre du jour et qu'il faut tout même trancher, ne viendrait même pas en discussion.
C'est pourquoi, je vous demande de maintenir l'ordre du jour, l'ordre des questions.
Je pense qu'ainsi, nous pourrons discuter longuement sur cette question de politique générale. Je pense d'autre part que l'exposé du secrétaire générale sera une communication courte. Je crois que nous pourrons consacrer les trois séances de demain à la politique générale. Nous ne pouvons commencer la discussion de politique générale, les sinistres n'étant pas là et un grand nombre de fédération ne sont pas encore représentées.

Le délégué de Meurthe-et-Moselle - Je suis d'accord et je retire ma proposition.

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)

La première convocation que vous ayez reçue ne contenait pas le même ordre du jour que celui que tous avez sous les yeux. En effet, la question de politique générale ne pouvait être rayez de l'ordre du jour du congrès.
Il est apparu qu'il était vraiment impossible de tenir des assises nationales sans

Fondation Jean-Jaurès

que l'on discute de la politique générale. C'est pourquoi nous l'avons mise à l'ordre du jour.
Elle sera longuement et pleinement discutée demain.
Demain dès le début, j'essaierai de faire un exposé de la situation politique. Je vous parlerai un peu, pour information, de telle façon que les camarades des différentes fédérations soient mis au courant.
Je vous parlerai de ce qui s'est passé à l'égard des jeunesses Socialistes. Il n'y aura pas, si vous le voulez, de débat sur cette question.
Maintenant, quelques mots sur l'ordre du jour.
On vous a remis à tous des propositions, en vue de la réorganisation, ces propositions n'ont pas un caractère définitif. Elles vous sont remises aujourd'hui pour servir de base de discussion pour la préparation des différents congrès fédéraux. Vous savez quelle est la nécessité, à l'heure actuelle, de ces réorganisations.
Ensuite, nous allons avoir à discuter des élections municipales. Je crois qu'une modification s'impose. Nous n'allons pas pouvoir discuter de la tactique de la loi électorale.
En ce qui concerne le programme, il est, indispensable qu'il soit arrêté pour que la brochure contenant un programme détaillé puisse être immédiatement imprimé de telle façon qu'elle soit partout répartie en même temps voulu avant les élections.
La tactique viendra à l'ordre du jour du congrès
(Applaudissements)

Flament

Je vais tâcher de donner satisfaction à la fois à notre camarade Peters et à Guy Mollet dans un temps aussi bref que possible, pour reprendre une parole fameuse, Je tâcherai d'avoir le temps de faire tout.
Je ne vous imposerai pas la lecture de la brochure qui a trait à bob rapport, étant donné qu'elle se compose de 70 à 80 pages.
Avec votre permission, je me contenterai de vous donner les grandes lignes de ce programme des élections, qui, une fois encore a eu l'adhésion de la fédération nationale des élus Socialistes.
Du reste, je vous le doit tout de suite, ce programme n'est pas révolutionnaire en ce sens que nous ne vous apportons pas quelque chose d'extrêmement neuf. C'est le programme Socialiste de toujours, c'est le programme de Jules Guesde, de Léon Blum.
Il est simplement rajeuni, renouvelé, adopté aux circonstances actuelles et surtout au circonstances nées de la guerre.
Ce programme, camarades, débute par une introduction où nous faisons des prévisions en vue des élections municipales actuelles, où nous exposons pourquoi il y aura en 1947 des élections, pourquoi les élections 1945 étaient des élections provisoires, nous vous rappelons que, pour la seconde depuis 1945, les femmes sont électrices aux élections municipales et non seulement électrices, mais susceptibles d'être élues. Nous vous rappelons donc que ce programme est

Fondation Jean Jaurès

le programme Socialiste de toujours.
Après cette brève introduction, nous abordons directement le fond du programme que nous divisons en quatre parties principales.
Il nous est apparu en effet qu'un programme Socialiste aux élections municipales doit comporter quatre grands chapitres et se diviser de la façon suivante :
Le programme financier ;
Le programme économique;
Le programme social ;
Le programme administratif.
Dans ce programme nous exposons à la fois dans quelles conditions les conseils municipaux et les futurs conseillers municipaux peuvent faire application des lois actuelles et faire en sorte que ces lois actuelles soient appliquées dans un sens Socialiste. Nous ne nous bornons pas à ce point essentiel, nous estimons aussi que la législation actuelle a besoin d'être réformée.
C'est pourquoi voua trouverez dans le programme à la fois un rappel des textes actuels et la façon de les accommoder à la sauce Socialiste et un certain nombre de réformes que nous vous proposons d'apporter à la législation.
J'en arrive au premier point de ce problème.
Problème financier.- Comme vous le verrez, ce problème financier tient une place essentielle dans le programme, le tiers environ des quatre parties principales parce que, au fond, dans notre Parti comme dans tous les partis nous estimons que l'argent est maître de la guerre et qu'une commune ne petit réaliser quelque chose de sérieux et de stable qu'autant qu'elle a des finances saines un budget en équilibre, nous essayons, dans ce programme de fournir aux collectivités locales des moyens d'assainir le plus possible le système financier.
Dans cette partie financière, nous exposons d'abord les difficultés d'équilibre budgétaire, nous rappelons les difficultés auxquelles se heurtent les communes, non seulement pour équilibrer leur budget, mais encore pour parvenir à un équilibre aussi vrai que possible.
Nous faisons pour cet équilibre un certain nombre de propositions qui peuvent se résumer en trois thèmes principaux.
1) une redistribution entre l'Etat et les communes.
2) une extension du domaine fiscale des communes.
3) la création d'une caisse nationale de péréquation et d'équipement en faveur des municipalités et des départements.
Le principe a déjà été voté par l'assemblée constituante.
Redistribution des dépenses entre l'Etat et les communes, c'est un des grands chevaux de bataille du Parti Socialiste.
Il estime en effet que les communes ont actuellement à leur charge un certain nombre d'obligation qui ne sont pas essentiellement de leur ressort et qu'elles doivent faire face à des dépenses qui, normalement, devraient être à la charge de l'état.
Il y a les dépenses d'assistance. Nous estimons que le problème de l'assistance est un problème national, de solidarité nationale et que les communes devraient

Collection Jean Jaurès

simplement être appelées à désigner les bénéficiaires des lois d'assistance mais que les dépenses concernant l'assistance devraient être à la charge de l'Etat.
Nous estimons que les dépenses d'enseignement constituent elles aussi, des dépenses qui devraient être d'ordre national et nous proposons que pour la majorité de ses dépenses, l'Etat veuille en prendre la charge.
Enfin, nous proposons la suppression des subventions.
Je sais bien que nous en avons discuté longuement lors d'une dernière conférence des élus Socialistes.
Nous avons décidé que si nous acceptions temporairement le principe des subventions, il n'en n'était pas moins désagréable et quelquefois dangereux pour une commune d'être obligée d'équilibrer son budget par des subventions.
Car enfin, que se passe-t-il ? Nous sommes les uns et les autres partisans d'une autonomie communale ou tout au moins d'une liberté plus grande des communes et des départements.
Lorsque nous sommes obligés de faire appel aux préfets ou aux pouvoirs centraux de tutelle pour équilibrer nos budgets et de leur demander une subvention, nous nous mettons encore davantage sous la coupe de ces pouvoirs et il importe évidemment de supprimer ces subventions.
Dans les circonstances actuelle, ce n'est pas une chose très facile. Mais je crois que ces solutions, plutôt, ces propositions, sont de nature à apporter une solution.
Cette solution, nous la voyons dans la création d'une caisse de péréquation et d'équipement des collectivités locales.
Cette caisse aurait pour objet de réunir un certain nombre de fonds qui proviendraient de certaines taxes et de répartir ensuite ces ressources suivant des règles qui resteraient à déterminer.
La façon dont nous vous proposons de répartir ces fonds permettra une répartition équitable des fonds communs.
Avant la guerre, il y avait un certain nombre de fonds communs et les communes prétendaient à tort ou à raison -à raison le plus souvent- qu'elles n'étaient pas toujours sur le pieds sur lequel elles devaient être traitées.
Elles n'étaient pas traitées sur le pied qu'elles auraient dû l'être en ce sens que bien souvent elles touchaient des subventions très inférieures à la participation qu'elles apportaient à la constitution du fond commun.
Certaines villes comme Marseille, Toulouse apportaient un certain nombre de millions pour constituer le fonds commun et elles touchaient, dans la répartition du fonds commun, une somme infiniment moindre à celle qu'elles avaient versées.
Nous proposons que cette caisse soit gérée par des élus et non plus par des fonctionnaires car les élus sont plus près de la population. Ils connaissent les besoins de leurs administrés et je crois que si cette caisse était administrée à la fois par des élus municipaux et des conseillers généraux, la répartition des ressources mises à leur disposition serait faite dans un sens qui donnerai à chacun la satisfaction qui s'impose.
Nous en arrivons à l'extension du domaine fiscale des communes. A l'heure les

Fondation Jean Jaurès

communes disposent d'un certain nombre de taxes qui sont mises à leur disposition en principe, par la loi du 13 août 1928 et par un certain nombre de décrets et de lois ultérieures. Ces ressources sont d'abord les centimes additionnels.
Ces taxes additionnelles, je n'ai pas à en faire le procès devant vous, vous savez que ces centimes additionnels sont un système financier périmé, que le contribuable ne peut se reconnaître dans sa feuille d'impôt car ces centimes reposent sur une base variable. De sorte que lorsque le contribuable a payé sa feuille d'impôts et qu'il essaie de s'y reconnaître dans sa feuille d'avertissement, il n'y comprend plus rien.
Nous vous proposons, non pas la suppression pure et simple de ces centimes parce que vous savez que les impôts dureront toujours, mais nous vous proposons un système financier plus cohérent et surtout plus simple.
Ce système a été voté par l'assemblée constituante et il est à l'heure actuelle expérimenté en Alsace-Lorraine.
Ainsi, le centime additionnel disparaîtrait et serait remplacé par des taxes qui porteraient sur les mêmes bases en ce sens en ce sens qu'il y aurait une taxe sur le revenu des propriétés bâties, une sur les propriétés non bâties, sur les locaux servant à l'exercice d'une profession et les locaux servant à l'habitation.
L'avantage de cette réforme serait la suivante.
Les conseillers municipaux détermineraient la valeur locative qui servirait de base à la fatale taxe et fixeraient eux-mêmes le taux entre an minimum et un maximum déterminer par la loi.
Autrement dit, le contribuable n'aurait plus qu'à vérifier si le revenu net qui se trouve sur sa feuille d'impôt correspond à la réalité et si la multiplication est exacte. C'est donc un avantage qui, à première vue peut paraître modeste, mais qui, je vous l'assure aura l'adhésion de tous les contribuables, parce que chacun pourra une fols pour toutes examiner sa feuille et se rendre compte si l'imposition a été normalement et régulièrement établie.
Ceci est une simplification. Nous vous demandons maintenant une extension du domaine fiscal des communes.
La plupart des départements et des communes ont fait le bilan des impositions mises à leur disposition. Les communes ne peuvent plus rien puiser dans l'arsenal fiscal qui leur est proposé. Le plafond est atteint. Il faut donc procurer aux collectivités locales des ressources nouvelles et substantielles. C'est pourquoi nous vous proposons un certain nombre de taxes nouvelles qui seraient les suivantes ;
Une taxe tout d'abord sur la valeur en capital des fonds de commerce. A l'heure actuelle, je ne vous l'apprends pas, cette taxe existe nais elle ne porte que sur la valeur en capital des propriétés bâties. Or, il n'est pas exagéré de dire que les propriétés bâties supportent assez à l'heure actuelle le poids de l'impôt.
Les propriétés bâties souvent paient des impôts qui sont supérieurs au revenu réel tiré par le propriétaire. Vous connaissez tous certainement des propriétaires dont le loyer est aujourd'hui inférieur au montant des impôts qu'ils ont à acquitter.

Collection Jean-Jaurès

Par dessus tous ces principes, considérons qu'il existe à l'heure actuelle une taxe sur la valeur en capital des propriétés bâties, qui, encore une fois, ne constitue pas toujours un capital rémunérateur. Nous sommes parti de ce principe qu'il y avait un autre capital qui ne participait pas en général aux dépenses de la collectivité locale et qui était le fond de ce commerce qui constitue lui aussi un capital et quelquefois singulièrement rémunérateur.
Nous vous proposons sur la valeur en capital des fonds de commerce, sous cette réserve que seuls seraient imposés à cette, nouvelle taxe, les fonds de commerce qui sont la propriété de société par actions et seraient éliminés ceux qui constituent des instruments de travail, par exemple le petit épicier, le petit cordonnier pour lesquels le fond de commerce constitue l'exercice normal de sa profession...
Nous vous proposons d'adjoindre la taxe locale sur la production.
Vous savez qu'il y a un certain nombre de communes et quelquefois non des moindres, qui tout en percevant cette taxe n'en tire pas les ressources substantielles pour la raison suivante.
Prenons par exemple la commune de St-Gobain. Tout ce qu'elle fabrique est vendu sur d'autres marchés, de sorte que la commune de St-Gobain ne retire pas de le taxe sur les ventes en détail les bénéfices qu'elle pourrait en tirer.
Nous vous demandons de créer, en faveur des communes une taxe sur la production locale, une taxe qui porterait par exemple sur la production des chaussures, à Rennes ou à Fougères, ou des glaces à St-Gobain.
Nous vous proposons enfin une taxe sur les polices d'assurance. Vous savez que les Français sont très prévoyants de l'avenir, qu'ils ont pour habitude de s'assurer pour toutes les calamités qu'ils ont peur de voir surgir contre eux et nous vous proposons cette taxe étant donné que l'Etat lui-même a trouvé dans les polices d'assurances, un magnifique domaine pour les ébats de ses agents fiscaux. Nous vous proposons de permettre aux collectivités locales de percevoir une taxe exceptionnelle, d'un taux léger mais, qui étant donné que la plupart des Français sont assurés, apporterait aux communes des ressources substantielles.
Voilà en gros quel serait notre programme financier. Il est beaucoup plus complexe mais je ne voudrais pas m'y étendre davantage.
Passons au programme économique. Il comprend d'une part l'exploitation des grands services publics et d'autre, part la politique agricole et le rôle des municipalités et enfin le problème du ravi taille aient sous le caractère communal.
Les critiques que nous apportons à l'exploitation des services publics par des concessionnaires, vous les connaissez.
Politique agricole. Ce sont là des problèmes que vous connaissez également.
Problème du ravitaillement. C'est là peut-être l'innovation. Roche, et la fédération, voit avec lui qu'il serait peut-être nécessaire que le problème du ravitaillement se passât aussi sur le plan municipal. La fédération a estimé en effet qu'au fond, les maires qui sont en contact direct avec la population, chargés le plus souvent d'appliquer les grands principes du ravitaillement avaient peut-être leur mot à dire et que les municipalités auraient avantage à

Fondation Jean Jaurès

créer un certain nombre de coopératives, de mutuelles d'achat et peuvent créer un certain nombre d'abattoirs et auraient également le droit d'acheter directement dans les départements producteurs.
Ces idées, vous les verrez tout à l'heure dans le programme.
J'en arrive au programme social. Nous avons exposé comment le Parti Socialiste a l'intention de résoudre dans la mesure du possible le problème du logement en demandant aux collectivités publiques de faire un effort supplémentaire en faveur de la reconstruction et en préconisant la location Loucheur.
La Mère et l'Enfant fait l'objet de plusieurs chapitre.
Nous terminons par les réformes administratives, c'est-à-dire les réformes que le Parti Socialiste se propose d'apporter à la loi du 5 avril 1884.
Vous le pensez bien, ces réformes, nous les avons envisagées dans le sens liberté plus grande accordée aux communes, autonomie plus grande.
Depuis que le Parti Socialiste existe, il n'a cessé de réclamer cette autonomie.
Nous vous demandons donc l'autonomie des communes. Sous admettons évidemment, non pas une tutelle administrative, mais un contrôle administratif. Nous estimons en effet qu'il est nécessaire qu'un pouvoir central, préfet ou ministre de l'intérieur puisse contrôler si la municipalité a fait une, juste et régulière application de la loi.
En dehors de ce principe ainsi posé, nous pensons que dans certaines limites, les communes devront avoir le droit de s'administrer elles-mêmes. En particulier, les communes qui font un gros effort fiscal et qui se sont arrangées pour équilibrer le budget.
En effet, si une commune arrive à équilibrer son budget, c'est qu'elle administre sainement ses administrés et par conséquent, nous estimons qu'elle a le droit de se gérer elle-même. Autre réforme de la loi de 1884, de moindre envergure. Je n'y reviens pas.
Terminons par un court chapitre sur les syndicats de communes et nous demandons la même autonomie ou tout au moins des libertés plus grandes que celles demandées pour l'ensemble des communes.
Voilà camarades, très brièvement, le programme que nous vous proposons.
J'espère que vous aurez des questions à nous poser. Que vous nous demanderez des précisions.
Nous nous tenons à votre disposition.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je remercie notre camarade Flament pour son court exposé qui nous a tous intéressés.
Des camarades veulent-ils prendre la parole ?
Personne ne demande la parole ? Je considère que les conclusions du rapporteur sont acceptées par le Conseil national.
J'enregistre et je le remercie encore.
La seconde partie porte sur la presse du parti.
La parole est à notre camarade Arrès-Lapoque.

Fondation Jean Jaurès

Jacques Arrès-Lapoque

Je vais essayer d'être aussi bref que notre camarade Flament… Non pas que cette question de la presse ne soit pas une question essentielle pour le parti mais parce que je souhaiterais que le large et le plus parfait débat puisse suivre.

Je voudrais simplement poser quelques questions pour orienter le débat.

La presse du Parti Socialiste doit être rationalisée, dans ses détails et dans son ensemble. Elle a fleuri, que ce soit sur le plan national ou sur le plan local, après la libération un peu au hasard, dans l'enthousiasme de la victoire, mais elle n'a pas su toujours se donner la nature Socialiste qui lui permet de subsister dans les périodes plus difficiles, comme celle dans laquelle nous sommes entrés.

La presse du Parti, tout de même constitue un élément essentiel de propagande Socialiste.

Je dirai même qu'à l'heure actuelle où la presse réactionnaire fait un rigoureux effort, et le président même de cette assemblée le pense, pourra notamment, au Congrès national vous dire quelles sont les tentatives de la presse, je ne dis pas réactionnaire, mais fasciste pour reprendre dans ce pays son ampleur d'avant-guerre.

Dans ces conditions, i1 est nécessaires que nous mêmes, nous nous préoccupions avec sérieux de cette question.

Elle se divise en un certain nombre de chapitres que nous avons étudiés dans diverses commissions qui ont été nommées à cet effet et dont je n'ai pas de raison de me féliciter car ces commissions ont été très peu suivies.

Quelques camarades seulement se rencontraient dans les locaux du Populaire et la plus grande partie de la séance consistait à attendre les absents.

Nous essaierons aujourd'hui de faire un meilleur travail car je crois que ce débat ne peut pas être clos sans qu'une commission soit formée car un débat comme celui-ci ne peut pas être étudié à la légère.

La première préoccupation, si vous le voulez, par ordre de grandeur, sera notre quotidien central, le Populaire.

Depuis toujours je crois, dans le parti, il y a eu une question du populaire. Depuis toujours, on a cherché à définir une force pour ce journal et on essayer de préciser les rapports qui devaient y figurer.

Que doit être le journal du Parti ? Faut-il en faire un quotidien strictement et purement, étroitement politique ? Dans la table des matières que nous avons transmise aux fédérations, nous nous sommes exprimés sous une forme un peu brutale et schématique.

Est-ce qu'il faut prendre le titre d'un journal comme était l'Action française… (présentation)… Est-ce qu'au contraire, il faut faire un grand journal d'informations? Un journal d'informations dans lequel l'élément politique ne sera qu'à peine perceptible, se composant de quelques rares articles et tout le reste, des informations ?

Nous avons dit, faut-il faire le journal travailliste anglais, Je crois que la formule est entre les deux. Nous avons beaucoup réfléchi.

Chacun a interrogé en lui tour à tour le militant pour lequel évidemment l'essentiel c'est la politique et le marchand de papier pour lequel le problème

Contribution Jean Jaurès

essentiel c’est de vendre un journal.
Puis, tour à tous, l’un ou l’autre de ces deux personnages prenant le dessus, nous étions pour une formule ou pour l’autre.
En définitive, la meilleure c’est encore la synthèse. Mais la vraie synthèse.
Ce que l’on peut reprocher à notre formule a l’heure actuelle, c’est d’être -je me permets d’employer le langage du jésuite- davantage un mélange qu’une synthèse.
Je veux dire par là que l’on juxtapose l’élément politique, le leader, à toute l’information pure et simple telle qu’on peut la trouver dans l’ensemble en organes de la presse française.
Ce journal pourrait se diviser en deux parties où on aurait a la fois un journal type d’action française et un journal pour l’information.
La synthèse consiste à maintenir des articles de fond politique. Le Populaire ne serait plus le journal du Parti s’il ne comportait pas des articles de quelques-uns de ses leaders qui en font tout de même un journal des plus sérieux de la presse française.
Je crois que l’effort doit être fait dans le sens de l'information proprement dite et j’ai fait sourire notre camarade Verdier lorsque j’ai dit qu’il fallait une information orientée.
Je crois que n’importe quelle rubrique et n’importe quel article, même le plus ordinaire et le plus terre à terre peut être présenté dans un sens Socialiste, de telle sorte qu’il ne s’agisse pas d’une information quelconque, mais d’une information présentée par des militants du Parti Socialiste.
Je relisais récemment notre vieille presse d’avant l’autre guerre. Il était curieux de voir à quel point nos camarades poussaient le souci de cette information orientée.
On essayait de découvrir les causes sociales. Dans le moindre fait divers, on tirait des conclusions qui apparaissaient peut-être d’une façon mal habile, mais je ne demande pas que l’on mette toujours "voilà la conséquence de la conjoncture économique".
Je pense que les informations proprement dites doivent avoir un sens Socialiste sans être obligés pour cela de l’indiquer noir sur blanc.
Pour faire un journal de cette sorte, il faut des rédacteurs nombreux et bien payés. C’est là, un élément important pour un journal comme le nôtre qui a des difficultés.
Voilà sur ce point ce qu’il faudrait envisager. Dire la formule que nous souhaitons voir au Populaire en tenant compte cependant d’un autre aspect de la question.
Le Populaire est l’organe central au Parti Socialiste. Ce qui signifie qu’il n’est pas seulement le journal de Paris et de la région parisienne mais le journal de toute la France Socialiste et sympathisante. Dans ces conditions, il y a concurrence avec les journaux régionaux, mais cette concurrence est aujourd’hui devenue difficile parce que nous avons assisté sur le plan local à l’éclosion d’une presse extrêmement nombreuse et extrêmement lue.
Il ne faut pas que notre journal fasse double emploi avec cette presse et il ne

peut pas faire double emploi avec cette presse. Pourquoi f
Pour des raisons facilement compréhensibles.
Avec la meilleure volonté, noue n'arriverons jamais dans certaines régions de la France à faire parvenir notre journal aussi rapidement que le journal local et la nouvelle risque de ne plus être une nouvelle lorsque le journal arrivera entre les mains du lecteur. C'est pourquoi j'insiste pour que ce journal ait un intérêt par lui-même qui ne peut être qu'un intérêt politique dans l'information elle-même. Il faut que le Populaire ne fasse pas double emploi avec l'Espoir de Toulouse par exemple ou un autre journal.
On ne doit pas acheter le Populaire par devoir, mais par intérêt et par plaisir. C'est de cette façon seulement que l'on arrivera certainement à étendre son intérêt et son importance dans les différentes provinces de la France.
Maintenant je voudrais très rapidement aborder le deuxième aspect du problème, en ce qui concerne le Populaire, ses rapports, ses liens avec le parti lui-même.
L'histoire des rapports de l'organe central du parti avec le Parti lui-même est presque aussi vieille que le Parti Socialiste.
Le problème s'est déjà posé au sujet de l'Humanité d'avant 1914. Je ne reviens pas sur cette histoire intéressante où Jaurès apportait au Parti Socialiste un organe qu'il avait créé, qu'il avait fondé, dont il était le propriétaire, l'animateur.
Jaurès a toujours fait un effort pour que son journal devienne davantage la chose du Parti Socialiste ? L'histoire de l'Humanité entre 1905 et 1914 a été celle d'un effort constant pour assurer une maîtrise plus grande du Parti Socialiste sur le journal.
A ce moment-là d'ailleurs, en 1911, l'Humanité était devenue véritablement l'organe du Parti Socialiste. On ne se contentait pas de faire un rapport sur l'Humanité à tous les congrès comme on l'avait fait jusqu'alors mais par la structure que l'on donnait à l'organe administratif et de direction de ce journal, on disait qu'il était bien effectivement la propriété et la chose du Parti Socialiste.
Comment, dans la pratique a-t-on réalisé cela? En créant, sur la proposition de la fédération du Nord, représentée par M. Delaurie, un comité d'administration et de direction. Les deux termes avaient leur signification.
Delaurie disait qu'un organe central du parti doit être un organe décentralisé dans une certaine mesure, il doit être l'organe du Parti et alors, il s'adressait à Jaurès comme nous pouvons le faire aujourd'hui à Léon Blum. Nous dirons ce n'est évidemment pas une question personnelle, c'est l'importance de votre pensée, le poids de votre personne elle-même qui fait que nous devons conserver tout de même à ce journal son aspect de journal essentiel du Parti et Jaurès avait proposé lui-même la formule, comité d'administration et de direction à la fois.
La formule qu'a adoptée le Populaire de 1920 à 1939 a été la même. Vous vous souvenez en effet que dans les congrès de cette époque, lorsqu'on désignait les organes centraux du Parti, on désignait le conseil d'administration et de direction du Parti.
On donnait tellement un sens politique à cette élection que les membres de ce conseil d'administration et de direction, dont certains probablement se trouvent, encore dans cette salle, étaient élus par un système proportionnel, celui que nous

avons connu depuis la libération, mais les membres de ce conseil administration et de direction représentaient proportionnellement les tendances qui s'étalent exprimées au sein du congrès.
C'était la preuve que l'on voulait donner précisément un caractère politique à cet organisme.
On élisait, on désignait le directeur politique et l'administrateur qui conservaient évidemment leur rôle.
Après la libération, le procédé de désignation de ces organes a été modifié. C'est désormais le Comité directeur qui désigne le directeur politique du journal, le directeur politique adjoint, l'administrateur et désigne les membres du conseil qui ne s'appelle plus aujourd'hui que conseil d'administration. Ce conseil d'administration s'occupe, comme son nom l'indique de l'administration et uniquement de l'administration. J'ajoute, qu'étant donné sa composition, ce doit être là exclusivement son rôle car il comporte des représentant du personnel, d'autres branches du Populaire proprement dit qui ont parfaitement leur place dans une assemblée de cette nature qui me font justifier, quant à moi, l'existence d'un comité d'administration tel qu'il est.
Je me pose cependant cette question : n'est-il pas souhaitable d'établir d'une façon aussi précise que possible des rapports normaux avec le Parti lui-même. Ces rapports existent déjà puisque l'on désigne un directeur politique et que ce directeur politique est désigné par le Comité directeur.
Je pense que dans le cours de l'année, il doit exister entre le Parti et le journal un organe qu'il s'agit de déterminer. Ce n'est d'ailleurs pas si facile qu'on le pense. Il y a des arguments techniques qui ont une grande valeur.
Il est certain que le directeur politique doit subsister. Il y a un homme qui a à prendre ses responsabilités et ce ne peut être qu'un homme, qu'un individu qui prenne ses responsabilités..
Vous savez comment, surtout dans des périodes un peu agitées ou difficile du point de vue politique, il est nécessaire à la dernière seconde d'être là pour dire "voilà ce qu'il faut faire, voilà qu'il ne faut pas faire".
L'exemple que nous avons tous des commissions, même si elles s'appellent comités, nous montre que ce n'est évidemment pas un comité qui peut être un organisme d'exécution responsable. Il faut donc maintenir le directeur politique du Populaire dans son rôle.
Mais alors, il faut trouver la formule.
On pourrait penser peut-être à rendre à ce conseil d'administration, son rôle de conseil d'administration et de direction.
J'ai dit tout à l'heure les raisons qui nom aie paraissaient pas justifier cela parce que sa composition même ne permet pas à cet organisme d'être un organisme de direction.
On peut estimer qu'il y a lieu de désigner un comité qui serait lui un comité de direction et de même qu'il existe à côté de l'administrateur, un conseil d'administration, on pourrait concevoir qu'il existe à côté du directeur politique un conseil de direction. Cela serait une formule.
Il faudrait l'étudier. Il faudrait surtout faire un comité qui ne soit pas, trop

nombreux si l'on veut faire du travail. Nous avons émis l'idée de tendance. Il ne s'agit pas de les faire connaître à cette occasion.
Il y aurait peut-être encore une formule. J'avoue qu'elle m'est venue assez naturellement et il y a peu de temps. Pourquoi ne concevrait-on pas un comité de direction qui se composerait du directeur politique, du directeur politique adjoint et du secrétariat. C'est là encore une formule.
Les avantages de cette formule ce serait d'avoir une commission qui est sur place, cela a son importance. Justement parce qu'il faut rapidement quelquefois prendre une décision.
Le secrétariat du Parti est là normalement habituellement et le trajet qu'il y a entre la Cité Malesherbes et le journal Le Populaire n'est pas si long. L'autre avantage c'est qu'il y aurait, j'en suis certain, entre ces divers camarades la compréhension d'une situation politique car cela compte. Il ne s'agirait pas évidement à chaque instant d'être là pour dire "il faut faire ceci, il ne faut pas faire cela". Mais l'allure d'un journal ne dépend pas de telle actualité présente, elle dépend d'un climat général, qui peut être maintenu précisément par le contact de ces camarades représentant à la fois le journal et le Parti et je dirai même qu'il y aurait là un justice à rendre au parti et à sa qualité.
Lorsque nos camarades des fédérations viennent nous voir, ils nous disent, le Populaire ne va pas ce n'est pas comme cela. Il faudrait insérer telle chose, il faudrait donner à ce journal un autre aspect.
Dans votre esprit, en général, quand quelque chose ne va pas au Populaire, est-ce que vous n'accusez pas le secrétariat général ?
(Un non presque unanime, c'est la réponse du Conseil national).
C'est que nous pensions avoir cette responsabilité et nous pensions répondre et être critiqués, nous pensions être blâmés.
C'est cette situation juridique qui serait ainsi crée qui me parait normal et qui ne peut choquer personne.
On nous dira, cette situation existe en fait Personne n'a jamais refusé à un membre du secrétariat général ou du Comité directeur de venir au Populaire. Il a toujours été accueilli. Sous sommes tous des Socialistes les uns et les autres et lorsque nous nous rencontrons au journal, nous n'y perdons pas notre qualité de camarade.
Cela est exact, mais je voudrais que toute cette formule soit écrite noir sur blanc. Je préférerais que ce soit la loi pure et simple.
Ce qui se passait dès les premières années de la vie du Parti, je voudrais le voir régulariser, cet état des choses, cette cohésion étroite entre le secrétaire général au Parti et le journal lui-même, il faut que nous arrivions à l'établir.
Je le répète, ce débat doit être envisagé avec la plus grande sérénité et la plus grande objectivité.
Beaucoup de camarades tout à l'heure qu'il en était ainsi ? Faisons entrer dans le texte ce qui n'y est pas encore et lors que nos camarades précisément nous dirons qu'il en a toujours été ainsi, nous dirons simplement, marquons-le d'une façon précise, ne serait-ce que comme garantie pour l'avenir.
Voilà les questions qui devraient nous préoccuper essentiellement en ce qui

concerne le Populaire, en ce qui concerne sa force et les rapports entre ce journal et le Parti.
Nous avons aussi a étudier la question singulièrement plus délicate et plus nuancée des organes du Socialisme de province.
C'est là une tâche plus difficile parce que cette presse se présente sous un aspect singulièrement plus complexe. Certains journaux de province sont totalement des journaux du Parti en ce sens que formant des sociétés à responsabilité limitées, ce sont des Socialistes qui ont la plus grande part dans ces sociétés.
Il y a d'autres journaux dans lesquels l'administration ne comporte qu'une simple majorité Socialiste et qui verraient, avec inquiétude une trop grande importance prise par les Socialistes dans leur sein, précisément en raison de ce qu'ils touchent une clientèle qui n'est pas nécessairement et précisément Socialiste.
Il y en a d'autres enfin dans lesquels les Socialistes sont une minorité.
Les faits sont plus forts que nous et il faut bien admettre la nécessité de cette diversité dans la presse. Il y a des journaux de la troisième catégorie que je viens d'énumérer qui précisément rendent plus de services au parti dans ce sens que s'ils étaient ouvertement et de façon précise des organes quotidiens du Parti Socialiste, ils verraient fuirent un certain nombre de leurs lecteurs.
Si quant à la forme nous sommes d'accord pour maintenir le statu-quo en essayant tout de même de l'améliorer, en faisant prendre une part toujours plus grande à nos camarades au sein de ces journaux, je crois qu'il faut prévoir et organiser une sorte de groupement des journalistes Socialistes de ces journaux, surtout lorsque l'administrateur ou le directeur politique sont des Socialistes.
Il faut que, ayant un certain ensemble tout de même dans la presse qui représente la pensée du Parti Socialiste, même si cela n'est pas affirmé, il faut créer entre les camarades appartenant à ces différents organes ce lien de solidarité dans la lutte à mener. Or vous savez, surtout si vous avez voyagé et si vous avez vu les différents journaux du Parti qu'il y a souvent des variantes assez larges entre les journaux d'une région et ceux d'une autre région.
Sur les hebdomadaires donc, ce qu'il faudra cher (?) et trouver, c'est ce moyen de réunir en un même organisme qu'il faudrait définir aussi clairement et aussi rapidement que possible, les camarades partisans au sein de cette presse Socialiste ou d'influence Socialiste.
Cette diversité que je signalais dans les journaux quotidiens est encore beaucoup plus grande et c'est cela qui est vraiment paradoxale, dans la presse hebdomadaire fédérale qui elle, affiche fidèlement "organisme de la fédération Socialiste SFIO".
Si un contradicteur de quelque parti que ce soit voulait se payer une contradiction en passant il se procurerait la collection complète des hebdomadaires Socialistes et il pourrait donner l'aspect du "Temps". Il ne s'agit pas d'ailleurs d'enlever à chacun de ces organes leur originalités, le plus souvent, ce sont de vieux journaux Socialistes auxquels les militants fédéraux ont donné leur argent, leurs bénéfices, leur fatigue, qu'ils ont fait vivre au prix de mille sacrifices.

Fondation Jean Jaurès

Nous connaissons plus au moins les sacrifices qui sont imposés lorsqu'on veut faire vivre un organe fédéral.
Mais nous sommes un Parti Socialiste, un Parti qui tient compte de l'évolution historique. Ce que je voudrais c'est qu'avec notre temps, avec notre époque, nous publions l'héroïsme qu'il y a à faire en perte un journal envers et contre tout.
Nous ne devons pas faire une presse qui intéresse presque exclusivement les militants Socialistes. Il faut faire une presse qui intéresse les sympathisants et que l'on achète parce qu'elle a une certaine qualité, une certaine valeur.
Sous sommes bien placés pour connaître vos difficultés les uns et les autres. Combien se passe-t-il de mois que nous ne recevions la visite d'un camarade secrétaire-fédéral, responsable d'un organe départemental qui vienne nous dire, il y a un trou. Nous n'arrivons malgré tous nos efforts à ce que tous nos militants s'abonnent au journal. Il y aurait 75 000 francs à donner. Nous repartirons lorsque nous aurons cette somme. Jamais on entendra parler de notre journal que pour apprendre qu'il est un grand organe fédéral. Mais, au bout de quelques mois, le même camarade revient pour demander de l'argent pour combler le déficit.
Si le Parti Socialiste était un parti riche, ce serait toujours avec joie que nous viendrions en aide à nos camarades. Mais, vous le savez tous. Nous sommes ici dans un Conseil national où il n'y a que des militants, le Parti Socialiste n'est pas riche et il est obligé chaque fois qu'il donne quelque chose de se poser cette question délicate. A qui ne vais-je pas donner ?
Cela nous entraînent à faire un effort de rationalisation en ce qui concerne la presse hebdomadaire. Déjà un effort a été fait en ce sens. Notre agence de presse rédige ses flancs qui sont précieux et qui peuvent encore être améliorés en qualité et qui apportent aux journaux fédéraux éléments très utile pour les rendre plus intéressants, plus vivants et pour leur toucher une plus large clientèle.
Il y a aussi un autre effort à faire. C'est, dans la mesure du possible, de se grouper. Il y a quelque chose qui est curieux, c'est que les fédérations du Parti Socialiste s'ignorent trop les unes, les autres. Je ne dirai pas seulement sur le problème de la presse, mais sur bien d'autres problèmes. Il semble qu'on est à faire à deux partis qui se connaissent très peu. Au cours des tournées que j'ai pu faire, lorsque je demandais à un camarade d'un département, à côté que se passe-t-il ? Ils ne savent pas, ils ne se voient pas. Ce cloisonnement est surtout préjudiciable en matière de presse.
Je sais bien que c'est un effort à faire sur soi-même que son journal ne soit pas uniquement son journal. Nous avons tous ce patriotisme fédéral. Il y a une unité. La plupart de ces hebdomadaires tirent à 2 500, 3 000, 4 000.
Dans ces conditions, un hebdomadaire ne peut pas vivre, il est vite acculé à la faillite et les efforts désespérés que nous faisons tendent simplement à essayer de combler un gouffre. Le danger c'est l'ensemble des journaux qui risque de sombrer.
Je vous demande les uns et les autres de faire cette effort qu'ont fait certaines fédérations.

Elles se sont groupées. Je prends un exemple. Celui de la fédération du Lot-et-Garonne qui a tendu la main à leurs camarades de la Gironde et ils font d'une part, le Réveil Socialiste du Lot-et-Garonne et d'autre part, le Populaire girondin. Ce journal est composé de quatre pages. Les deux pages du milieu leur sont fournies par l'agence de presse du parti. La deuxième page est une page fédérale où ils font connaître les nouvelles locales, intéressant leur département et la première est une page plus générale qui est commune aux deux fédérations sauf que l'article est fait alternativement par un leader de telle ou telle fédération.
Quant aux titres, nous changeons pour chacun des journaux, chacun conserve son titre du point de vue pratique. Ce n'est là qu'une opération très rapide de changer le titre du journal lorsqu'on a épuisé la première édition.
Je vous demande de tenter cet effort et alors nous aurons réussi à arrêter cette hémorragie qui risque d'entraîner l'ensemble de notre presse. Nous pouvons donner à notre page aussi peut-être plus d'intérêt et plus de valeur car ce que je disais tout à l'heure pour le Populaire peut se répéter pour tous les journaux. Il faut des rédacteurs dans le mesure du possible, des rédacteurs qui soient payés. C'est quelque chose qui met en colère tous les militants du parti quand on leur dit ; quand on veut un travail bien fait, il faut le payer.
Voilà donc, camarades, l'effort qu'il faudra faire en ce qui concerne la presse fédéral. Je demanderai tout à l'heure à ce que des camarades qui connaissent particulièrement ces questions, se présentent pour faire partie de cette petite commission qui devra essayer de préciser tous les aspects de la presse.
Il y a une autre question qui est grave. C'est celle de nos hebdomadaires. Là mon camarade Delpesche essaiera de vous apporter quelques précisions avec des chiffres. Il vous montrera dans quelle situation, on peut le dire, tragique dans laquelle se trouve notre presse hebdomadaire.
Vous connaissez l'histoire de "La vie heureuse" et nous n'aurons plus bientôt de question de "La vie heureuse" au Parti Socialiste. Cet exemple montre qu'il faut être extrêmement prudent.
Un autre hebdomadaire se trouve dans une situation singulièrement difficile. Est-il possible de continuer de faire vivre un journal qui est un poids trop lourd pour le parti ? Est-ce que c'était d'ailleurs une formule qui était susceptible de nous amener un grand nombre de lecteurs. Etait-ce une formule regrettable pour le Parti. C'est une question qu'il faut se poser.
Personnellement, je suis d' accord sur la nécessité d'un hebdomadaire du Parti.
C'est une idée que j'ai soutenue et que j'ai essayé de réaliser. Vous avez peut-être lu, un peu avant le mois de mai, une note du secrétariat général vous disant les efforts que nous étions en train de faire pour réaliser un hebdomadaire du parti.
Là-dessus, nous avons reçu un certain nombre de lettres de camarades des différentes fédérations qui visiblement, n'avaient pas saisi le sens le cet hebdomadaire. On nous a dit, il va faire concurrence à notre hebdomadaire local. D'autres ont dit, il ne faut pas faire un autre hebdomadaire, il y a Gavroche.
Il ne s'agissait pas de cela du tout, ni de Gavroche à faire sous une nouvelle

formule, ni en concurrence des hebdomadaires départementaux.
Ce que nous voulions faire, c'était un journal politique qui devait être un journal Socialiste, donner des précisions aux militants que ne peut pas donner un quotidien sur les problèmes financiers, sur les problèmes sociaux, sur les problèmes économiques et agricoles. Il fallait aménager une place où l'on pouvait discuter en toute liberté des questions fondamentales du Socialisme.
Il aurait fallu sans doute, une page littéraire et une page sportive. Mais l'ensemble du journal restait un journal Socialiste.
Je dis que ce journal apportait d'ailleurs une aide indirecte mais certaine au Populaire. Cela pouvait figurer dans cet organe hebdomadaire, cela permettrait véritablement au Populaire de devenir cet organe de grande information et de mettre tout ce qui concernait le parti dans cet organe qui, par sa forme même pouvait être imposé aux sections.
Il n'est pas possible d'imposer un journal comme Gavroche aux sections. Vous connaissez toutes les préoccupations des sections, c'est d'aller à l'encontre des camarades qui diront : je ne comprends pas.
Tout à l'heure, j'ai fait figure d'homme qui se rapporte toujours au passé. Je peux encore dire que lorsque l'Humanité était le journal du Parti Socialiste, il y avait le "Socialiste" qui était lui l'organe hebdomadaire du Parti Socialiste et qui avait l'aspect précisément que nous entendrions donner à cet organe en le rendant peut-être plus vivant et en sachant que nous rencontrions certaines difficultés comme avaient connues nos prédécesseurs en la matière. Vous savez que la trésorerie du Parti Socialiste a toujours été en difficulté.
C'était un journal de la nature dont je viens de parler qu'il fallait réaliser, Faudrait-il donc qu'un certain nombre d'intellectuels s'intéressent au Parti Communiste parce qu'ils peuvent lire "Lettres françaises".
Nous pouvons faire quelque chose de plus intéressant avec un journal analogue.
Le Parti n'est pas en état de soutenir un journal de la nature de Gavroche et alors quand il faut jeter du leste, commençons d'abord par nous séparer de tout ce qui nous apparaît le moins précieux pour notre propagande.
Il y a d'autres hebdomadaires, comme "La Moisson" qu'il faut maintenir. Je l'ai répété souvent. Je conçois deux formes aux publications. Je conçois le journal Socialiste qui coûte de l'argent, je conçois la formule commerciale qui n'est pas Socialiste mais qui rapporte de l'argent.
Ce que je m comprends pas, c'est la formule commerciale qui fait perdre de l'argent.
"La Moisson", nous devons le soutenir parce que c'est un journal utile an parti. Il a encore une diffusion insuffisante bien que sa situation soit loin d'être aussi mauvaise que celles des hebdomadaires dont j'ai parlé. Il faut donc conserver "La Moisson". Les camarades ont besoin de cette documentation pour être en mesure de mener le combat au sein de leurs organisations.
Il y a d'autres journaux hebdomadaires auxquels il faudra penser. Il y a un journal des jeunes et un journal des femmes.
Je crois qu'il faut un journal pour les uns et pour les autres. Mais un journal de femme pose les mêmes questions. Allez-vous faire un journal qui soit un

hebdomadaire illustré comme "La vie heureuse", qui touche le lecteur par ces couleurs, par sa couverture ou au contraire, allons-nous faire un effort pour un journal de la femme Socialiste.
Il y a une initiative privée qui celle de notre camarade Agnès Masson qui est une bonne formule.
A titre d'indication, je cite cette formule. C'est un journal bien fait, qui est intéressant, qui plaît à beaucoup de militantes qui l'ont feuilleté, c'est un journal analogue, je ne dis pas dans le détail - qu'il faudrait pour les femmes et pour les jeunes.
Il y a encore camarades quelques rapides questions à traiter au sujet des agences de presse t agents de publicité. Je crois qu'il faut maintenir ces organismes. Ils ont besoin d'être améliorés. Il faut que là aussi, le Parti se manifeste d'une façon plus précise qu'il ne le fait encore.
Il est nécessaire que nous ayons uns agence de publicité. Je sais bien que nos camarades vont nous dire, cela ne vaut pas Havas, C'est vrai, hélas ! Il y a toujours quelques difficultés à faire mieux que ces trusts qui ont une aptitude commerciale éprouvée.
Mais tout de même, la bonne qualité doit se trouver à tous les échelons dans le Parti et surtout à l'échelon des administrateurs d'organismes fédéraux qui doivent concevoir que pour faire vivre une agence de publicité, il faut accepter quelques sacrifices qui sont absolument nécessaires.
Je voudrais en terminant, passer très rapidement aux éditions de la "Liberté" qui de près ou de loin est un organe du parti dans ce sens qu'elle diffuse des brochures. Cet organisme vit très difficilement. Il vit très difficilement parce qu'il est pris dans une double difficulté. Il faudrait pour qu'il vive que nous imprimions beaucoup de brochures. Mais il faudrait en second lieu que nous vendions ces brochures.
Il y a deux sortes de brochures possibles, la brochure d'actualité, mais la brochure d'actualité a un défaut. Avant qu'elle soit imprimée, elle a quelquefois perdu de sa valeur.
La semaine dernière encore, nous avons envoyé des opuscules qui peut-être paraîtront un peu dépassés.
Essayons d'apporter dans la lutte quotidienne qui se manifeste toua les jours plus difficile, des faits et une doctrine précise alors que l'on est quelquefois obligé de l'abandonner par la suite, c'est ce qui explique nous pouvons difficilement faire des fiches d'actualité.
Et puis, à coté de ces brochures d'actualité, il y a des brochures que je qualifie d'historiques, qui renouvellent notre idéologie Socialiste et qui est extrêmement précieuse et extrêmement intéressante. La date même de ces écrits oblige a un certain travail pour les replacer dans le cadre actuel et si l'on se met dans l'actualité immédiate ils n'ont plus le même sens.
J'ajoute que les militants hélas se désintéressent beaucoup trop de ce genre d'écrits et la preuve ce sont les stocke importants qui s'entassent dans les entrepôts de notre maison d'édition et qu'on trouve que très difficilement à livrer.

Fondation Jean Jaurès

Je crois que c’est encore à nos conseils nationaux ou à nos congrès que nos camarades arrivent à liquider le plus grand nombre possible de brochures. Voilà ce qui fait les difficultés de cette maison d'éditions du Parti.
Des camarades avisés ont pensé qu'il fallait s'orienter non seulement vers les brochures, mais vers le livre qui soit un livre car le public français aime un livre.
On a édité, réédité "Le Rouge et le Noir" par exemple. Je crois que c'est là un travail utile et qui permettra à la "Liberté" de pouvoir vivre et d'avoir une influence, d'autant plus que le Populaire est en train de modifier sa devanture.
Je m'excuse de m'être un peu étendu sur ce sujet important de la presse. Je n'ai pourtant fait qu'énumérer ou à peu près les questions qui se posaient. C'est un vaste problème dans lequel nous devons essayer de faire aujourd'hui toute la clarté désirable.
Je crois que la presse du Parti Socialiste doit être une de nos préoccupations essentielles.
Nous savons que ce n'est pas dans les congrès que l'on peut régler cette question difficile. Voilà pourquoi nous avons pensé qu'il fallait un Conseil national.
Je vous demande de considérer que le travail que nous allons faire aujourd’hui a une importance vitale pour le parti.
Faites cet effort. Le Parti a, plus que jamais besoin d’une voix pour se faire entendre.
Cette voix doit être essentiellement celle de la presse.
(Vifs applaudissements)

Suzanne Kahn

C'est simplement comme suppléante d’Irène Laure que je vous demande la permission de retenir votre attention quelques instants.
Irène Laure, retenue pour des raisons de famille loin de nous, s'excuse de ne pouvoir présenter le rapport que voici.
Ce n’est pas la question générale de la presse du parti que je vais traiter, mais un aspect particulier de cette presse.
Dans sa réunion du 6 juin dernier le bureau des femmes Socialistes, agissant au nom du comité national provisoire a chargé le secrétariat féminin de formuler devant le Conseil national les faits suivants, en ce qui concerne la presse féminine du parti.
Le bureau des femmes Socialistes demande tout d’abord que Le Populaire, et d'une manière générale tous les organes officiels du parti fassent une part beaucoup plus large aux problèmes intéressant les femmes. Et par là les militantes Socialistes n’entendent pas parler uniquement des problèmes de la mode et de tout autres choses de ce genre dont la presse féminine en général a coutumes d'abreuver les lectrices, mais elles entendent parler des problèmes qui constituent l'amer souci quotidien des mères, des travailleuses, des ménagères, c’est-à-dire des problèmes du ravitaillement, de la réforme nécessaire des administration qui y président, du logement, de l’habillement dans ce qu’il y a de plus immédiatement nécessaire, des problèmes de l’école, de l’organisation de la paix, c’est-à-dire des questions de politique extérieure qu’il y aura lieu de

mettre beaucoup plus à la portée des femmes.
Le bureau des femmes Socialistes serait élu comme la presse du parti. Il demande que le Populaire s'intéresse un peu plus aux activités du comité national et de ses organismes exclusifs, bureau et secrétariat et qu'il veuille bien accueillir ses communiqués.
Cependant, j'ouvre une parenthèse et je tiens à féliciter le Populaire d'aujourd'hui de l'excellent article qu'il a accueilli de notre active camarade Saunier. C'est là en effet une des directions dans lesquelles le Populaire pourrait nous aider.
Nous, femmes Socialistes, nous sommes souvent calomniées par les femmes des autres partis en ce qui concerne par exemple notre conception de la famille, sur les questions du travail féminin.
Nous serions heureuses que les organes du Parti nous permettent de répondre aux attaques dont nous sommes l'objet et de répondre comme l'avait fait notre camarade Saunier dans le Populaire de ce matin, à des informations mensongères données par les femmes Communistes à leur congrès.
Cependant, les militantes responsables du Parti estiment indispensable qu'il y ait à côté de la presse général du parti, des publications spécialement destinées à servir de lien entre toutes les femmes inscrites au parti et en même temps d'organes d'informations plus spéciales. Elles pensent que d'autre part, sur un plan plus vaste, il y a lieu de toucher les femmes qui ne sont pas encore membres du parti.
Le lien entre les militants a déjà été créé il y a quelques mois avec des moyens, à vrai dire, strictement limité, sous la forme d'un bulletin national des femmes Socialistes qui ne demande qu'à se développer et à s'améliorer si toutefois les possibilités matérielles lui en sont fournies par le parti et qu'il serait nécessaire de développer en prévision des élections municipales.
Après un long examen de la question, le bureau des femmes Socialistes demande que le parti fasse le sacrifice d'assurer à l'avenir la distribution gratuite de ce bulletin aux soins aux responsables de fédérations ou de sections. Si une telle décision est prise, il serait toujours facile d'offrir une compensation à celles de ces responsables qui ce sont déjà abonnées.
En dehors de ce bulletin, le bureau des femmes Socialistes pense qu'il y a place pour une autre publication destinée aux femmes, que ce soit un hebdomadaire ou une revue mensuelle qui s'adresserait à un public féminin plus étendu mais qui ne perdrait jamais de vue, comme ce fut le cas hélas, pour "La vie heureuse" ce que nous considérons comme l'objectif essentiel qui n'est pas de flatter les femmes de leur frivolités, mais de faire l'éducation politique et sociale des citoyennes et de leur faire aimer le Socialistes.
Mais il va de soi qu'une telle publication doit être placée sous le contrôle du Comité directeur et de la trésorerie du parti et que la rédaction et l'administration doivent en être assurées par des militants désignés par des organes centraux du parti et responsables devant eux.
Dans ces conditions, les femmes Socialistes responsables estiment que les sacrifices financiers consentis par le parti dans le but de soutenir une presse

féminine, digne de ce nom, seraient loin de l'être à fonds perdus. Ils permettraient de démontrer aux femmes que le Parti Socialiste se penche avec sollicitude sur leurs peines et leurs soucis et qu'il entend prendre effectivement en main là défense de leurs intérêts.
Par là, on pourrait mettre fin à la réputation que notre parti a malheureusement acquise d'être indifférent ou même hostile aux revendications des femmes, réputation que nos adversaires politiques entretiennent soigneusement. Je prie les camarades de se reporter à cet effet au rapport fait au Congrès du Parti Communiste par J. Vernech.
Cette réputation imméritée exprime sans doute l'espèce de désaffection que trop de femmes, en dehors des femmes inscrites au parti bien entendu, manifestent actuellement à notre égard et qui risquent de nous valoir les pires déconvenues électorales.
Parce qu'il a pleinement conscience de ce danger le bureau des femmes Socialistes fait appel à toutes les militantes responsables réunies ici au Conseil national pour que leurs vœux soient sérieusement et effectivement pris en considération.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole au suivant des orateurs. Je voudrais d'abord saluer la présence de notre camarade Léon Blum parmi nous.
(Vifs applaudissements).
Je pense qu'il faudrait employer une formule qu'Arrès-Lapoque a souvent employée au cours de son exposé, il faudrait orienter le débat.
Il faudrait commencer par donner la parole aux camarades qui veulent intervenir sur une lacune générale de la pesse, ensuite les camarades voulant parler du Populaire et enfin à ceux des camarades qui veulent intervenir au sujet de la presse régionale et départementale et sur nos hebdomadaires.
Je donne la parole à notre camarade Staub.

Théodore Staub (Loire-Inférieure)

J'ai quelques observations à faire pour dire ce que les camarades de province m'ont chargé de dire à ce congrès. Je sais que tous les journaux correspondent à un besoin. Mais je suis venu vous dire à cette tribune que nos adhérents, nos sympathisants sont des travailleurs, et par conséquent, perdent un certain nombre d'heure à lire notre presse. Ils ont des difficultés matérielles que vous connaissez qui leur prennent du temps, ils militent dans d'autres organisations que le Parti. Le temps qui leur reste pour lire se trouve considérablement réduit.
Ils sont abonnés à beaucoup de journaux du parti et quelques journaux étrangers au parti et ils n'ont pas le temps de les lire en entier.
Bien souvent, ce sont les titres que nous lisons. C'est une méthode déplorable.
Il y a un autre point de vue, c'est que cela fait des hommes qui dépassent le budget normal d'un adhérent du parti qui peut personnellement trouver le moyen de lire votre presse. Or, votre presse vivote. C'est pourquoi je dis que, bien que cela réponde à une nécessité, il faut avoir le courage d'en supprimer une partie et

pour cela il faut se poser une question qui se lie à celle de toute notre propagande.
On pariait tout à l'heure d'un journal pour les jeunes. Il me semble avoir commis une sorte de péché d'avoir soumis une motion qui demandait la création d'un journal pour les enfants, Est-il absolument nécessaire d'avoir dans le parti et dans la presse du parti des organes qui feront double emploi avec les organes existant déjà…
Il existe "Franc Jeu" qui nous donne satisfaction. Est-il nécessaire de faire vivre un organe de jeunes. Est-il nécessaire d'essayer d'avoir des organes de jeunes sous notre contrôle, ne serait-il pas plus important de pénétrer dans ceux qui existent déjà ? Les questions sont étroitement liées.
En ce qui concerne la presse des femmes ? La même chose. J'estime qu'il n'est pas possible de renoncer à un quotidien du parti.
Le quotidien local, camarades de province, vous savez bien que vous ne pouvez pas vous dispenser de lire votre organe.
Si l'on veut faire de là propagande dans un département, il faut suivre un programme pratique qui corresponde précis que l'on poursuit. Lorsque vous avez lu ce qui concerne le ravitaillement, |quelles faits divers, vous êtes déjà à la limite de votre temps. Vous n'avez plus le temps de lire l'article de fonds. Vous n'avez pas lu "votre organe" du parti.
On nous dira, utilisez au maximum les flans.
Je réponds : un principe excellent mais, je dirige moi-même un organe fédéral, et pratiquement, je sais fort bien que dans nos fédérations, il y a une présentation locale ou régionale. Il y a des problèmes sur lesquels il convient de mettre l'accent et c'est pourquoi il faudrait adopter une présentation s'adaptant à certaines nécessités pratiques. Il est une foule de détails dont dépend notre propagande et ces détails ne doivent pas être négligés.
Je crois que l'idée de cette commission dont parlait Arrès-Lapoque, il faudrait la lui adjoindre une espèce de commission de la hache.
Il c'est pas nécessaire d'avoir un organe féminin si tous les mois vous passez dans les organes fédéraux une page de la femme. Vous ferez du meilleur travail, vos organes pourront vivre.
Voyez-vous, vous n'avez pas tellement de bonnes volontés au sein de nos camarades. Ils sont déçus. C'est peut-être la conséquence de quantités de faits.
Nous n'avons pas tellement de bonnes volontés, probablement moins qu'avant la guerre. Ceux-là même qui ont de la bonne volonté, nous sommes obligés de les mettre à toutes les fonctions, de les utiliser au parti et hors du parti.
Il n'est pas possible de continuer comme cela.
Il faut rationaliser le travail.
(Applaudissements)

Benech (Lot)

Je représente un journal fédéral qui a eu son directeur déporté et mort en Allemagne et son administrateur fusillé par les allemands. C'est vous dire si nous tenons au nom de ce journal que nous avions bien avant la guerre et qui

nous a demandé encore bien du travail après l'avoir fait paraître dans la clandestinité sous le nom de "Lot résistant".
Je veux parler ici dit l'Agence de régies publicitaires dont notre journal n'a pas à se féliciter.
Je vous fais grâce des lettres que nous avons échangées.
L'Agence Havas nous a distribué pour l'année 1945 pour 64 000 francs de publicité. Pour une année entière, l'Agence Indépendante des Régies publicitaires nous a donné 2 000 francs. Heureusement camarades que nous avons notre publicité. Nous avons écrit à tous les notaires, les avoués et le résultat a été tel que par semaine nous avons à peu près 10 000 francs de publicité des avoués et des notaires.
Ces flancs ont déjà été vos dans toute la presse quotidienne régionale et par conséquent, ainsi composé, ils perdent un peu de leur intérêt. C'est absolument les mêmes pages que nous repassons dans les journaux fédéraux.
Les journaux fédéraux qui emploient ces flancs ont-ils constaté une augmentation d'abonnés. Je suis pour la formule commerciale.
Je pense que dès l'instant qu'on améliore le journal, il doit y avoir une amélioration des abonnés.
J'ai posé des question à toutes les fédérations Nous nous sommes réunis et nous avons dit, nous n'apportons pas de clientèle nouvelle mais, il faut être juste, nous intéressons davantage nos fidèles abonnés.
Je pense que cette méthode des flancs, la seule d'ailleurs possible pour pouvoir tirer à quatre pages et permettant aux fédérations de tirer les deux autres pages est une bonne formule, à la condition que ces flancs soient remaniés pour les hebdomadaires de façon que ce ne soient pas des flancs déjà passés dans les quotidiens car nous avons la même clientèle pour le quotidien régional et l'hebdomadaire. On ne lit pas les autres articles parce qu'on les a déjà lus dans la semaine.
Je demande que ceux qui tirent ces journaux fassent des mélanges et leur donnent des nouvelle s photos. Aujourd'hui, il faut un journal bien illustré.
Je pense que cette illustration doit occuper une grande partie de la page intérieure.
Je pense aussi qu'il n'est pas possible de faire imprimer l'hebdomadaire en entier à un journal, quotidien régional pour une bonne raison, c'est que ceux qui tirent à 5 000 paieront beaucoup plus cher la chronique locale tirée sur rotative que lorsqu'elle est faite à la main.
Les deux pages intérieures doivent être les mêmes sur tous les hebdomadaires mais ne seront pas les mêmes que les flancs paraissant dans les quotidien et l'on permet à chaque fédération de développer cette chronique locale "L'Auvergnat de Paris" qui est peut être le plus lu, qui porte des nouvelles anodines mais qui intéressent le lecteur.
La critique que j'adresse aux journaux fédéraux, c'est de ne pas avoir de chronique locale.
Avant la guerre, ils paraissaient sur six pages et il y avait quatre pages de chronique locale. Votre journal se vendait. Aujourd'hui, nous maintenons nos

chroniques locales et c'est ce qui fait que si nous tirions à la Libération à 1 000, nous atteignons aujourd'hui 5 000.
On a parlé de "La Vie heureuse » et du journal de la femme. La formule d'Agnès Masson est certainement une bonne formule. Je crois que pour les femmes et les jeunes, c'est celle de "La vie heureuse" mais faite d'une autre façon.
Je pense. Je pense que c'est par l'illustration que l'on attirera à la fois les jeunes, les femmes et peut-être quelques hommes qui aiment la littérature de ces espèces de magazines qui ne doivent pas disparaître et qui a fait la force, à mon sens, du Parti Communiste qui a su les multiplier.
(Applaudissements)

Pierre Bloch (Comité directeur)

Camarades,
Le débat sur la pressé qui s'est engagé ce matin devant le Conseil national est un début très important. Il faut bien le reconnaître, c'est dans la presse que s'est faite au lendemain de la libération, la révolution la plus profonde.
C'est aujourd'hui dans la presse que s'affirme la contre-révolution avec le plus de force.
Je crois que les camarades du parti ne se rendent pas compte de la gravité de ces problèmes.
Tout ce que nous avons gagé au lendemain de la Libération, nous l'avons perdu par des défaites les unes après les autres, hier Agence Havas, il y a quelques jours Hachette, demain la menace qui pèse sur la loi du 11 mai est en train de faire revenir en France toute la presse capitaliste, toute la presse réactionnaire, toute la presse des trusts.
Je crois que le parti n'a pas très bien compris au lendemain de la Libération l'importance de la presse. Je croit et je dis très sincèrement que des sommes considérables qui se chiffrent à des dizaines de aillions ont été gâchées par le Parti depuis la Libération et n'ont pas permis au Parti de donner aux journaux qui le méritaient et qui étaient bien administrés, l'aide nécessaire qui leur était pourtant indispensable.
(Applaudissement)
La grande erreur qui a été faite, c'est que de moins en moins la presse parisienne est une presse nationale. Il faut le reconnaître.
Aujourd'hui vous avez en province des quotidiens qui, à mon avis, ont eu raison de ne pas être les quotidiens du Parti Socialiste, mais les quotidiens de la démocratie Socialiste, touchant un très grand nombre de sympathisants et ces journaux, comme le journal du Nord, le journal du Mans, de Marseille apporte par leurs scabreuses éditions, des nouvelles locales qui intéressent de plus en plus le public de la région et le Populaire ne s'y vend pas. C'est tellement vrai que lorsqu'on examine les tirages de tous les journaux parisiens, aucun de ces journaux n'atteint bien-entendu les tirages d'avant guerre, mais, même les journaux du Parti n'ont pas retrouvé la clientèle d'avant guerre et c'est un fait.
Nous sommes obligés de le constater. Quand on voit par exemple que le

Fondation Jean Jaurès

Populaire d'avant-guerre avait une clientèle importante dans le Nord et qu'aujourd'hui, dans le Nord, il y a un journal admirablement bien fait, admirablement administré qui tire à un tirage considérable et qui vit par ses propres ressources, comment voulez-vous que lorsque ce journal est vendu à l'entrée des usines, des ateliers, le Populaire puisse retrouver sa clientèle d'avant-guerre, quand il arrive bien plus tard que lui. Le clientèle qu'il retrouve dans ces départements, c'est une clientèle de militants, d'élites qui lisent le Populaire, qui le lisent pour l'article de Léon Blum.

Actuellement, c'est un fait, pour qu'un quotidien du matin puisse vivre de ses ressources à Paris, il faut qu'il tire à 190 000 exemplaires, pour qu'il vive et équilibrer en province, il faut qu'il tire à 140 000.

Le problème est donc totalement différent à Paris et en province.

Il n'y a pas de doute. Nous disons, combien d'argent jeté au hasard quand on regarde nos journaux fédéraux qui tirent à 3 000 et 4 000 exemplaires et qui, en réalité, ne touchant que les militants du Parti, ceux qui ont la crainte, qui achètent ce journal parce quelquefois la fédération leur impose et quand on pense tout l'argent qui a été gaspillé pour ces journaux qui, quelquefois, n'ont aucun intérêt. Pour nos journaux de province, la grande erreur, c'est de faire les journaux comme avant la guerre et de ne pas s'être rendu compte qu'une révolution s'était faite.

Je me demande si, dans un avenir prochain, il ne faudra pas réviser complètement la manière de faire un journal pour le sauver, si ce journal n'est pas mort. Il faudra voir toutes ces anomalies de près La question est trop importante pour être prise à la légère. Si tel journal n'est pas en danger quand à sa forme, c'est sa fabrication qui est en cause.

Je dis que d'ores et déjà, un parti comme le nôtre doit étudier ces problèmes de la technique et ne pas se laisser surprendre car je suis persuadé que les grands trusts sont en train d'étudier ces questions de la presse et sont à l'écoute de toutes les discussions.

Je me demande, en ce qui concerne la presse parisienne, si le parti ne devrait pas étudier une nouvelle formule. Si par exemple, le Populaire de demain ne pourrait pas faire parvenir sa première page par avion ou si demain, par radio, elle ne pourrait pas être transmise aux grands quotidiens de province alors que les autres pages seraient des pages locales, régionales et départementales. C'est cela la formule. C'est ce que Le Parisien avait essayé de faire avant la guerre.

J'affirme devant vous, camarades que c'est demain avec cette forme de combat que les journaux de Paris, faisant partir leur première page par avion comme ça se fait en Angleterre et en Amérique, atteindront un résultat positif.

Il faut que la Commission technique du Parti étudie les problèmes de la technique qui vont se poser.

Nous sentons la menace qui pèse actuellement sur nous. C'est la contre-offensive qui, sur le terrain politique, se dresse contre nous. J'ai dit dans un Conseil national, si nous ne réagissons pas, Hachette sera à l'ordre du jour. Oh je sais que je rencontrerai quelques sourires sceptiques.

Si nous n'avons pas Havas, les camarades savent que Hachette est rentré chez lui

Fondation Jean Jaurès

et à nouveau, il impose des contrats draconiens à la presse et en réalité, d'ici quelque temps, il fera ce qu'il veut, ce qu'il a fait avant la guerre, lorsqu'un journal lui déplaira, il le sabotera.
Pensez à la loi du 11 mai. Il y a dans cette salle beaucoup de camarades qui connaissent les problèmes de la presse, beaucoup de camarades qui sont en contact avec la SNEP.
Vous savez aussi, camarades que ce débat sur la presse a été chaque fois renvoyé devant le Parlement et le ministre de l'information est en train tous les jours de saboter la loi concernant les biens des anciens propriétaires.
Nos camarades de toute la province sont menacés.
Il y a eu dans la presse les jugements les plus scandaleux qui aient été rendus.
On dit c'est l'argument de nos adversaires. La loi du 11 mai est une loi de spoliation. Le législateur a dit et répété que tous les journaux ayant paru sous les Allemands sont coupables.
Pour les uns, il y a la confiscation totale, pour d'autres qui empoisonnaient, il y l'expropriation. C'est-à-dire qu'après avoir gagné du temps, on voit une nouvelle installation. C'est contraire à l'esprit de la République.
La loi sur l'expropriation n'est pas une loi nouvelle en France. On nous dit, c'est la thèse que certains soutiennent au Parlement.
Camarades, vous savez, je pense, combien il a en France, de journaux condamnées :
- 25 journaux condamnés à l'expropriation à 100%.
- 15 journaux condamnés à l'expropriation partielle.
- Les autres… Eh bien, ils ont fait l'objet d'un non lieu ou aucun jugement n'a été rendu

Croyez bien qu'il ne faut pas que le Parti se base sur ce programme.
J'ai ici un dossier communiqué par notre amis Noguères. "L'indépendant" a été acquitté, il a fait l'objet d'un non lieu. Le séquestre a été levé. Maintenant, on essaie de mettre à la porte nos camarades Socialistes. Le jugement déclare : "ce journal n'a pas fait de propagande".
Comment, le juge a eu le toupet de dire que ce journal n'a pas fait de propagande. On trouve un placard de publicité dans Signal pour s'engager dans la. Marine allemande... ce journal n'a pas fait de propagande. On l'acquitte.
Tous les acquittements faits dans la presse portent sur les mêmes bases. "Pas de propagande pour la propagande de presse allemande".
Je demande que la commission de ce soir rappelle que la loi du 11 mai a été une loi préparée par notre camarade Defferre, ministre de l'information, que nous la tenons pour intelligible et ne pouvons permettre qu'elle soit touché.
Si cette loi du 11 mai est touchée, il n'y a pas longtemps avant que la presse de la résistance, toute la presse du Parti soit menacée et il ne se passera pas beaucoup d'eau sous le pont avant que les anciens "types" qui ont fait tant de mal réapparaissent et empêchent une presse libre, une presse indépendante et une presse Socialiste de pouvoir encore exercer une influence sur ce pays.
(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Delattre (Pas-de-Calais)

Nous sommes à la fédération Socialiste du Pas-de-Calais. Nous remarquons les progrès des autres journaux. Nous travaillons avec une grande partie des rapports de Jean Piat.

Nous estimons également que notre presse hebdomadaire, tout en apportant à nos militants la doctrine dont ils ont besoin doit s'appliquer à pénétrer chez les sympathisants et mieux encore, chez les indifférents qui, peu à peu, peuvent nous devenir sympathiques. Pour ce dernier point, il est évident que notre presse doit être agréable au point de vue présentation typographique, qu'elle doit contenir à côté des articles doctrinaires des variétés intéressantes.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous confectionnons "l'Espoir" du Pas-de-Calais lequel tire à quatre pages et se diffuse à plus de 28 000 exemplaires effectivement vendus avec six éditions locales.

Noua ne pensons qu'il nous faille, dans ce Conseil national, entrer dans nos détails de trésorerie. Avouez que malgré tout, «l'Espoir» tient le coup et nous ne sommes pas mécontents.

Nous sommes passés à quatre pages lors de l'augmentation du prix des journaux.

Nous avons été heureux à ce moment là de l'initiative, de l'agence du parti au sujet des flancs. Pour les camarades qui se trouveraient dans une situation identique, je dis que cette situation qui nous avaient parue à l'origine être un inconvénient, s'est révélée par la suite presque un avantage.

En effet, notre fédération étant extrêmement vivante et nous fournissant une copie abondante sur le plan extra-local, nous avons morcelé nos flancs et nous élaguons chaque semaine ce qui nous paraît le moins intéressant.

Il nous arrive aussi de reprendre un des papiers du flanc pour le donner se premier lieu lorsqu'il en vaut la peine. Après avoir mis au point la meilleure présentation pour notre hebdomadaire, nous nous sommes arrêtés à quelques grandes lignes. Nous les énumérons tout de suite parce que cela nous permettra de les lier aux observations que nous avons à faire sur les flancs et les bulletins de l'agence de presse.

Nous présentons chaque semaine un leader de notre fédération. Ainsi notre hebdomadaire conserve sa ligne départementale. Nous donnons aussi un leader sur la situation internationale en nous adressant à nos camarades Salomon Grumbach et Oreste Rosenfeld.

Cela nous donne quelques soucis. Il y a peu de temps, nos deux amis étaient en contradiction. Nous n'avons pas voulu imiter l'agence qui a donné dans un même flanc, ces deux papiers. Après la lecture de ces papiers, les lecteurs ont du se prendre la tête à deux mains pour essayer de comprendre.

Chaque fois que nous le pouvons, nous donnons un papier pour les paysans. Il est rédigé par des camarades bien su courant de la question. Il est plus coté dans la région que ceux du flanc qui ont un caractère de statistiques quelquefois trop accusé et indigeste.

Nous donnons un bulletin sur la situation minière en raison de la composition de la population.

Nous faisons une grande part aux faits divers.

Fondation Jean Jaurès

Nous donnons aussi, sous le titre de "Si nous bavardions un peu", les échos qui se trouvent dans le bulletin. Nous voudrions d'ailleurs que cette rubrique soit plus importante car il est incontestable que les lecteurs goûtent les échos avec plaisir.
Or, ceux-ci ne sont pas souvent nombreux et d'autre part, et c'est ici que j'attire particulièrement l'attention de notre camarade Jean Piat, il manque souvent d'intérêt et de consistance, il donne l'impression d'avoir été rédigé hâtivement et sans données précises.
Nombreux sont nos lecteurs qui nous en ont parlé et nous ont cité un exemple des échos dams des publications adverses. Les échos sont particulièrement à la mode et certains hebdomadaires vont jusqu'à en donner des pages entières.
Nous voulons tenter d'en avoir un peu plus et qui seraient en même temps plus étoffés.
Après cette critique amicale, nous sommes heureux d'avoir créé le bulletin hebdomadaire que notre camarade Raymond Joly, du Pas-de-Calais, tient d'une plume si alerte. Nous en sommes d'autant plus heureux que c'est nous qui en avons donné la création. Nous croyons que nos camarades l'ont également apprécié et qu'ils seront, dans le même ordre d'idées, en accord avec nous pour demander la création d'une nouvelle rubrique dans le même style pendant les sessions parlementaires des débats à la chambre et à l'occasion des incidents de couloirs. Elle apporterait aux lecteurs de province une idée de la vie intérieure du parlement.
Il y a un point très important qui n'est pas retenu par notre ami Jean Piat. La question d'un feuilleton. Tous les lecteurs et notamment les lectrices ont besoin d'une espèce de lien avec leur journal, un lien qui fait qu'ils attendent le numéro suivant avec impatience. La presse bourgeoise l'a bien compris et en a tenu compte pendant les périodes difficiles.
C'est le feuilleton en cours qui a sauvé certains périodiques. Il n'y a pas de raison pour que nous ne l'adoptions pas."
En ce qui nous concerne, nous avons résolu le problème dans le cadre départemental.
Nous pensons que l'agence de presse est bien placé pour discuter avec la société des auteurs donner dans des flancs et aux meilleurs comptes, des oeuvres populaires.
Nous avons remarqué que de temps en temps, le flanc de la page de la femme comprend un compte ou une nouvelle, nous sommes toujours très contents lorsque le fait se produit et nous le publions avec plaisir, sauf lorsqu'il est nettement amoral, comme, cela s'est produit deux fois sous la signature de Lang.
Il faut considérer que, sans être resté en arrière, la province n'admet pas encore la facilité de maîtresse qui peut être de fait courant dans la capitale.
Il est probable que tout à l'heure, Jean Piat nous donnera quelques explications.
Nous avons une grosse critique à faire sur la mauvaise présentation dactylographiée du bulletin, les stencils sont encrassés et difficilement lisibles. Par ailleurs, les noms propres sont souvent mal orthographiés, la ponctuation pas toujours respectée. Ce qui, dans ces trois cas, augmente la tâche du secrétariat de

rédaction.
La fédération du Pas-de-Calais souhaite que le bulletin de l'agence interprète aussi bien, la position du Parti, définie par les conseils et les congrès nationaux. Si les leaders du parti ne peuvent pas donner de papier, il serait souhaitable qu'une feuille toit réservée pour guider les rédactions départementales afin que la position du parti soit la même dans tout le pays.
Nous sommes d'accord pour le groupement des hebdos dont la situation financière est mauvaise.
Pour la publicité de notre hebdo, nous n'avons pas de ressources suffisantes, c'est que l'AEP ne peut pas nous donner les avantages nécessaires.
Après un échange de lettre avec Jean Piat, cette situation s'est améliorée. Il regrette que nos ministres n'aient pas favorisé l'agence du Parti. Si nous n'y prenons pas garde, les journaux fédéraux ou régionaux s'adresseront à une agence qui leur donnera des avantages. C'est là un gros danger pour l'organisation du parti et pour la presse du Parti.
Des faits menacent. Il nous a été dit que certaines fédérations sont liées et que leur position politique serait fonction de l'aide qu'elles peuvent recevoir d» certains milieux.
La fédération du Pas-de-Calais qui possède un bel hebdo, qui vit, qui prospère, avait le droit de vous donner le résultat de ses réflexions.
Nous nous excusons si ce rapport est un peu "dur".
Nous tenons à dire par contre que nous apprécions à sa juste valeur la part prise par l'agence de presse et nous sommes persuadés que ce sont là des indications précieuses pour l'avenir et le développement de la presse Socialiste.
(Applaudissements)

Le président : Je demande au Conseil national de voter la clôture.
La clôture est votée à l'unanimité. Il est 12 h 30. La séance de l'après-midi doit reprendre à 14 h 30.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 5 et 6 juillet 1947 (Paris)

Séance du samedi 5 juillet 1947 (après-midi)

Président : Peeters (Meurthe-et-Moselle)
Assesseurs : Flavie Baffie (Lozère), Delaunay (Vienne)

Le président annonce que la discussion va continuer sur le problème de la presse.
En raison du nombre des orateurs inscrits, le temps de parole sera limité à 10 ou 15 minutes, suivant le cas.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Armanges (Cantal)

Camarades,

Au cours de mon intervention, qui sera très brève, je vais essayer de vous redonner confiance dans la presse hebdomadaire du Parti, eu vous citant l'exemple de le fédération du Cantal et de son journal.

Je n'ai pas l'intention, comme les orateur, qui m'ont précédé ici, d'analyser le problème jusqu'au fond.

Je veux seulement vous indiquer très rapidement dans quelles conditions nous avons pu parvenir non seulement à sauver le journal du Parti Socialiste dans le Cantal, mais à lui donner encore un essor très| important.

Nous avons, dans notre département, un organe fédérale exclusivement Socialiste, qui tirait à 2 000 exemplaires et il y avait aussi un journal que j'avais l'honneur de diriger qui, sans être l'organe fédéral, était un organe républicain, laïque, et Socialiste, qui tirait a 4 000.

Nous avons décidé, le premier janvier de cette année, de fusionner ces deux journaux, et de faire, au lieu d'un journal spécifiquement Socialiste un journal de tendance et d'inspiration Socialiste qui conserve le sous-titre "Républicain, laïque et Socialiste".

Et dans ce département, qui n'est pas un département très avancé, je vous prie de le croire, nous avons obtenu les résultats suivants : nous avons sauvé l'organe d'inspiration Socialiste et nous sommes arrivés actuellement au chiffre de 8 500 comme tirage.

Comment-avons-nous, pu obtenir ce résultat ? C'est qu'au lieu de demeurer dans ce que je considère une erreur : l'édition d'un journal strictement de tendance qui ne s'adresse et ne peut s'adresser qu'aux militants de la base qui, par ailleurs sont suffisamment informés sur l'opinion et les idées Socialiste, nous avons fait, comme on l'a indiqué déjà au début de ces débats, un journal d'information.

Nous avons voulu pallier, dans une certaine mesure, à un des défauts de la presse hebdomadaire qui n'est pas, dans la limite qui lui est impartie, une presse d'information générale, et nous avons fait un bi-hebdomadaire.

Car il ne faut pas oublier que dans les populations de notre pays, notamment parmi les populations rurales, i1 y a encore des quantités importantes de personnes qui ne lisent pas de quotidien et qui tiennent à être informées de la politique générale.

La formule bi-hebdomadaire nous permet tout en laissant une grande place aux informations locales -qui sont l'appât avec lequel on attrape les lecteur par voie de conséquence, avec lequel ou leur fait absorber la pensée Socialiste- nous avons cependant donné aux informations générale, deux fois par semaine une place suffisamment importante pour que les gens qui ne lisent pas les quotidiens se sentent, malgré tout, presque au jour le jour au courant de l'activité politique et économique du pays.

Et nous avons parallèlement -ceci est peut-être aussi important que le reste- développé au maximum nos informations locales, en leur réservant, parmi les quatre pages que nous publions, deux fois, par semaine deux grandes pages.

Nous avons dans notre département constitué une ressource touffue de

correspondants locaux.
On rit parfois - il est de bon ton de rire de ce qu'on appelle les "chiens écrasés" ; mais je vous assure que cela a une importance considérable.
Je vous assure que les paysans ne demandent qu'à voir dans le journal qu'on leur offre, les toutes petites nouvelles de leur commune. Et lorsqu'ils ont lu ces petites nouvelles, l'essentiel de la vie locale, alors, mais alors sûrement ils lisent les articles de tendance; ils ont, dans les articles de doctrine, l'aliment qui leur devient peu à peu aussi indispensable que les informations locales elles-mêmes.
Voilà comment nous sommes arrivé en partant d'un organe fédéral qui, comme je vous le disais tout à l'heure, tirait à 2 000 exemplaires, voilà comment nous sommes arrivée au chiffre de 8 500 en six mois, et voilà comment notre tirage augmente de jour en jour.
Je saie bien que j'ai peut-être tort de dire cela ici, en Conseil national, et que si un jour des difficultés financières assaillent notre journal, on nous répondrait "Mais il y a quelque temps, vous étiez trop optimiste.
Mais je voulais cependant vous faire sentir qu'il est possible-de faire vivre un hebdomadaire en s'y employant à fond en organisant -et c'est la première tâche essentielle- un réseau de correspondant locaux.
Tant que vous n'aurez pas, dans chaque commune, un camarade, un instituteur, un cantonnier, un facteur, et même un militant qui vous enverra très régulièrement les nouvelles de votre pays, tant que vous n'aurez, pas dans chaque commune un certain nombre de gens qui vendront un journal pour y lire des nouvelles qu'ils connaissent déjà, vous n'aurez pas de lecteurs. Je veux en terminant, vous dire que nous avons obtenu ce résultat dans un département qui est conservateur, et que nous avons dans des communes à large majorité réactionnaire, une quantité d'abonnements deux à trois fois plus grande que les journaux réactionnaires eux-mêmes, et que nous avons ainsi la possibilité, l'espoir et même la certitude qu'en lisant notre journal, ils deviendront un jour des Socialistes.

Maurice Cormier (Maine-et-Loire)

Au nom de ma fédération, je voudrais apporter quelques suggestions en ce qui concerne la Presse en général de notre Parti.
Nos militants reprochent à l'organe central du Parti Socialiste, comme l'a dit ce matin Arrès-Lapoque, d'être un journal mal informé. Il est informé pour la généralité. Il a tort de faire une politique qui n'intéresse pas l'ensemble de ses lecteurs.
Nous constations que dans Le Populaire, trop souvent n relate des scandales, des affaires de la cagoule, des "chiens écrasés". On ne nous parle pas assez de politique on ne nous dit pas assez l'action de nos parlementaires, de nos élus.
On constate trop souvent que quand il y a des faits importants, des discussions au gouvernement, nous sommes informées tardivement et de façon restreinte.
Un exemple suffira pour donner l'avis qui les fédérations :
Dernièrement, il y a eu une intervention, une mise au point faite par Tanguy-Prigent au Conseil de la République, lequel répondait à des attaques provenant

du Parti Communiste, notamment de M. Serge Lefranc sur le problème du blé. 48 heures seulement après cette séance, en quelques lignes Le Populaire se contentait de faire un tout petit article.

Nous avons l'impression, lorsqu'on prend Le Populaire, qu'à part l'article du leader, c'est très souvent un journal de pure information, qui ne relate pas beaucoup la politique générale du Parti.

Le journal n'est pas assez vivant auprès de nos militants. Nous constatons que dans nos petites fédérations, Le Populaire est laissé par les camarades Socialistes et que ce sont souvent les étrangers au Parti qui l'achètent afin de se renseigner, et que très peu de temps après, ils "le laissent tomber" parce qu'il est mal informé au point de vue politique.

Je suis chargé par ma fédération d'élever une protestation contre certains fait qui se renouvellent trop souvent, notamment au point de vue "sports".

Je citerai, par exemple urne épreuve patronnée depuis la Libération par Le Populaire ! La course cycliste Paris-Cholet, qui eut lieu dimanche dernier. Le Populaire avait assuré son patronage ; cela lui coûtait environ 100 000 francs. 48h. avant le départ, on a envoyé un télégramme à Cholet, disant que la course ne sera pas sous le patronage du Populaire parce que "nous ne disposons pas des fonds".

Les organisateurs de cette course étaient uniquement du Parti Socialiste. Cela a fait très mauvaise impression au point de vu, sportif je le dis au responsable de cette chronique, j'estime qu'on y va un peu fort,- que le Comité directeur pourrait avoir un droit de regard sur cette question

Quand un organe patronne, c'est dans un "but commercial ou politique".

Du Mans à Cholet, c'est un journal MRP qui en prend la charge. Nous n'acceptons pas cela. Le Populaire doit patronner d'un bout à l'autre et ne pas laisser le soin, au moment le plus important de laisser recueillir les lauriers de cette organisation sportive.

La fédération se déclare d'accord pour crée cet organe d'information dans le genre de "France Nouvelle comme disait Arrès-Lapoque.

Pour les hebdomadaires, nous sommes reconnaissants à l'agence de presse d'avoir mis sur pied cette organisation qui nous permet d'utiliser les flancs. C'est tout à fait pratique. Notre journal est bien plus intéressant que dan le passé. Mais ils ont trois défauts, ces flans :

1) Surtout des articles trop longs (Il est facile de faire des textes assez longs).
2) Les articles ne sont pas d'actualité ou d'actualité dépassée par le temps.
3) Il y a la question dont aucun camarade n'a parlé ici.

Une petite dizaine d'histoire dans une des pages, l'histoire du bla-bla-bla, se prononce à l'unanimité pour la suppression de cette espèce d'histoire, à laquelle les enfants et les parents ne comprennent rien. S'i1 y avait un article, ou, comme le proposaient certains, un feuilleton cela serait beaucoup plus intéressant pour le journal lui-mime.

Pour la page féminine, nous disons que: "La Vie heureuse" est un journal qui, tout en se prétendant Socialiste, présentait des modèles -un élément masculin est mal venu pour en discuter- qui n'étaient pas à la portée des camarades du groupe

féminin, notamment en ce qui concerne le point de vue mode. Nos camarades ont entendu le point de vue de notre camarade Agnès Masson. Ce système devrait être préconisé. Nous devons faire un effort afin d'augmenter la diffusion d'un aussi important magazine.
Pour terminer, il y a une question qui dit que les petites fédérations ont beaucoup de difficultés pour faire vivre les hebdomadaires. Dans notre fédération, nous tirons seulement à 2 500.
Il ne faut pas oublier qu'il y a, seulement sur la quantité d'abonnés restreinte, environ 900 lecteurs étrangers au Parti.
Nous avons des difficultés matérielles, pour l'organisation, aussi bien rédactionnelles que financières.
Très souvent, nous estimons que le Comité directeur devrait prendre en considération ces justes revendications. Comme le disait Arrès-Lapoque, il faudrait une plus grande coordination entre militants du parti, il ne faut pas donner l'impression qu'entre le Comité directeur et Le Populaire, il y a un fossé.

André Ferrat (Lyon)

Camarades,
Je voudrais limiter mon intervention à un seul aspect du problème de la Presse du Parti ; le problème des quotidiens régionaux Socialistes et socialisants.
Nous nous plaignons de notre Presse. Nous sommes sans doute plus riches que nous ne le pensons, mais nous ne savons pas utiliser les richesses qui sont à notre disposition.

Une voix Très bien !

André Ferrat - Nous avons dans tout ce pays une trentaine de quotidiens de province qui :
- les uns sont dirigés par des fédérations ; ils sont purs.
- Les autres, la très grosse majorité de cette trentaine de quotidiens, sont des quotidiens socialisants.
Dans la direction et l'administration desquels des camarades Socialistes se trouvent en majorité, quelquefois en minorité, mais ayant, même lorsqu'ils sont en minorité une influence très grande.
Ces 30 journaux titrent entre 20 000 et 150 000 exemplaires chacun. Cela signifie un tirage quotidien de 2 millions d'exemplaires.
Vous comprenez, camarades rien qu'à l'annonce de ces chiffres, la puissance que représente ou plus exactement que pourrait représenter cette presse quotidienne qui n'est pas organisée, qui n'est pas contrôlée, qui sans doute est, dans le sens large du mot, une presse Socialiste d'information, mais dans laquelle le Parti n'a la plupart du temps, pas son mot à dire, et qui mène une politique souvent en ordre dispersé et quelquefois contradictoire.
Quelle est l'origine de cette presse ? Cette presse est née de la résistance.
Sauf trois on quatre journaux du Parti, qui sont officiellement des journaux Socialistes qui arborent l'étiquette des organes du Parti Socialiste de telle ou

Fondation Jean Jaurès

telle fédération, les autres sont des journaux nés de la résistance, non pas par l'effort calculé, centralisé, prémédité du Parti, mais un peu par hasard, et surtout par la volonté et par le travail des membres du Parti qui ont travaillé trop souvent isolément au sein des organisations de la Résistance.
Ces journaux sont la plupart du temps la propriété d'un petit groupe de camarades Socialistes ou socialisants auxquels restent encore adjoints des camarades de la Résistance souvent apolitiques vaguement sympathiques.
Ces journaux, organisés sous forme de SARL, quelquefois sous forme de sociétés anonymes, quelquefois mais très rarement sous forme de sociétés coopératives, ce qui correspond en réalité à une SARL ; ces journaux la, je le répète sont, à l'heure actuelle, isolés les uns des autres, ne se connaissent pas. Aucun effort sérieux, jusqu'à présent, n'a été fait pour coordonner leurs efforts.
Or, ce n'est un secret pour personne que la situation matérielle de la Presse, à l'heure actuelle a, comme le disait ce matin notre ami Pierre Bloch, mauvaise mine. Chacun de ces journaux se débat au milieu des ses difficultés financières. Il y a disons-le ici, un péril qui les menace tous. C'est qu'ils sont, justement à cause de leur isolement, poussés, qu'ils le veuillent ou non - à prendre des contacts à rechercher des idées qui, si l'on n'y prend pas garde, feront que dans quelques mois, ces journaux échapperont totalement à l'influence du Parti.
Le péril est grand et vous comprenez pourquoi il est important que le Conseil national du Parti consacre à la question de la presse s'en préoccupe.
Difficultés matérielles, donc, qui se doublent de difficultés politiques.
Sans doute, chacun de ces journaux a compris qu'il ne pouvait pas être un organe essentiel politique. Ce sont, presque tous, des journaux de large information, avec des formules plus ou moins heureuses ! Mais tous donnent, quand même, la petite dose quotidienne de propagande Socialiste, quelquefois maladroite, mais, enfin, ils essaient de la donner'
Beaucoup de ces journaux, qui ont de graves difficultés financières, sont en train de restreindre cette propagande Socialiste.
J'estime, parce qu'ils sont sollicités par des puissances qui sont capables de leur venir en aide à certaines conditions, que nous devons empêcher cela à tout prix. Nous devons faire en sorte que cette arme considérable, qui devrait être tout entière à la disposition du Parti, y reste.
Et pour cela, nous devons, non pas exiger que ces journaux se transforment en des journaux ouvertement Socialistes -ce serait une erreur et ce serait leur condamnation à mort pour 9/10 d'entre eux- nous ne devons pas exiger non plus, comme contre-partie d'une aide que nous leur apporterons, un contrôle trop sévère et trop tatillon et surtout comprendre, camarades des fédérations, à qui je parle maintenant - que si dans bien des cas vous êtes en conflit ouvert ou plus ou moins caché avec les journaux du type dont je vous parle parce que vous ne les trouvez pas suffisamment Socialistes, (parce que ce n'est pas un journal exclusivement Socialiste) comprenez bien que si vous exigez absolument de leur imposer le contrôle fédéral, ce contrôle serait trop étroit, et ce contrôle serait intolérable; même avec la meilleure bonne volonté du monde, les dirigeants de ces journaux ne pourraient pas accepter un tel contrôle sous peine de voir leur

journal s’effondrer.
C’est seulement sur le plan national et non pas sur le plan fédéral que l'on peut réaliser avec doigté voulu à la fois l’aide et le contrôle politique nécessaires de ces journaux.
Nous avons -je vais prendre un exemple concret- par exemple, dans notre fédération dit l’Isère un journal quotidien qui s'appelle "Le Dauphiné libéré".
Ce journal rayonne sur plusieurs fédérations : Isère, Deux-Sèvres, Drôme, Ain, etc.
Or, nos fédérations sont dressées contre ce journal parce que celui-ci n'est pas suffisamment Socialiste à leur gré. Ils voudraient imposer contrôle qui a été repoussé par la direction de ce journal.
Je ne veux pas prendre position dans ce conflit et dire que la direction de ce journal a toujours eu raison. Je ne veut pas dire que ce journal est un modèle de grand journal d'information à tendance socialisante que nous voudrions voir. Non pas.
Mais je dis que c’est seulement sur le plan national que l'on peut avec les autres journaux, aider et contrôler ce journal "Le Dauphiné Libéré" et en faire le journal qui touche des dizaines et des dizaines de milliers de lecteurs, puisqu’il tire à 150 000.
Nous n’avons pas le droit de perdre, soit par sectarisme, soit par indifférence, une telle ressource. Nous devons le reprendre en mains, négocier sur un autre plan.
Eh bien ! Ce conflit que je viens d'évoquer entre un journal et une fédération, il n’est pas unique.
Quelle est donc la solution qui s’impose ? La solution qui s’impose, c'est d’organiser, sur le plan national, un groupement, le groupement des journaux démocratiques. Je ne dis pas des journaux Socialistes, comprenez-moi bien.
Nous ne pouvons pas, dès l’origine, appeler ce groupement "Groupement des journaux Socialistes" parce qu’il serait mort-né si nous faisions cela. C’est un groupement des journaux démocratiques.
Certains d’entre eux répugneront, au début, à une certaine discipline. Mais si celle-ci est menée avec les nuances et le doigté nécessaire, mais l’objectif de ce groupement, l’objectif essentiel, et n’est pas seulement tant de le contrôler, c’est d’abord de les aider, et ces journaux s’aideront d’abord eux mêmes s’ils sont groupés.
Il existe une fédération, nationale de la presse que nous avons laissée entre les mains d'adversaires du Parti.
Dans cette fédération, certain courants politiques sont prépondérant parce qu’ils y ont mené un travail d’organisation systématiques et à l'intérieur de la fédération nationale de la presse, nous sommes une poussière, nos camarades ne se connaissent pas les uns les autres et ne se concertent pas lorsqu’il s’agit de prendra des décisions capitales.
Je dis que si une trentaine de journaux à tendance socialisante se groupaient, s'organisaient, il y aurait la possibilité d'avoir, par la vertu même de cette organisation des ressources considérables.

Fondation Jean-Jaurès

Ils pourraient avoir, à Paris, notre agence, avoir des facilités pour le papier, l'outillage de leurs entreprises, pour leur publicité.
Ils pourraient aussi s'aider. Car certains de ces journaux - rares malheureusement sont bénéficiaires alors que les autres sont déficitaires.
Un tel groupement je n'oserais pas dire coopératif mais d'entraide de ces journaux, est de la plus haute importance à l'heure qu'il est.
Camarades, je ne voudrais pas entrer dans des considérations techniques. Je fais seulement aujourd'hui un appel à tous les camarades des fédérations, pour qu'ils entrent immédiatement en pourparlers avec les camarades Socialistes qui font partie des conseils d'administration des journaux dont je vous parle. Que ces camarades nous écrivent, qu'ils écrivent au Secrétariat du Parti et rapidement un "groupement de la presse quotidienne Socialiste de province" sera constitué. Ce jour là, nous ne serons pas deux millions de lecteurs qui risqueront de passer à nos adversaires, nais deux millions de lecteurs qui deviendrons des Socialistes.
(Applaudissements)

Eugène Imbs (Bas-Rhin)

Camarades,
Moi aussi, j'ai l'intention d'attirer l'attention du Conseil sur la gravité dans laquelle se trouve la presse Socialiste provinciale.
J'ai l'honneur de représenter ici un vieux journal qui s'appelle "La presse libre de Strasbourg" c'est-à-dire du Bas-Rhin.
Ce journal existe depuis quarante-neuf ans. Et nous fêterons le 50ème anniversaire l'année prochaine si nous existons encore. Car la situation est très grave.
A deux reprises j'ai eu l'occasion de m'expliquer devant notre Secrétaire général Guy Mollet, et lui-même a reconnu la gravité de la situation. Il m'a répondu : "Moi-même à Arras, je suis dans la même situation".
La "Presse libre de Strasbourg" n'est pas un journal crée ou fondé pendant le mouvement de la Résistance. Nous existons depuis 49 ans. Il a été crée dans le temps où l'Alsace était allemande. Nous avons résisté à cette époque, contre les opérants de la Prusse, contre l'Empire, contre la réaction allemande et prussienne, et nous nous sommes développés avec le temps. Nous avons eu même la chance de constituer l'imprimerie. Et ainsi, nous avons travaillé laborieusement et nous sommes arrivées à 1939.
Je pourrais même dire qu'avant 1939 nous étions devenus demi-riches pour ne pas dire riches. La guerre a éclatée et aujourd'hui nous sommes sinistrés et pillés entièrement.
Personne ne s'occupe de nous, car j'ai le droit de le dire, nous n'étions jamais un journal socialisant, mais un journal Socialiste pur et simple, fidèle à Karl Marx et à Jean- Jaurès.
Par conséquent, aujourd'hui, nous avons tout perdu. Nous n'étions pas seulement un journal Socialiste. Nous étions aussi le flambeau des idées françaises aux bords du Rhin.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Et nous étions seuls, presque tout seuls. Vous vous souvenez de cette époque autonomiste en Alsace, où la coalition s'est formée entre les cléricaux, les Communistes et Karl Hans. Nous étions seuls contre cette coalition, en défendant l'idée française, la France elle-même au bord du Rhin.
Nous ne demandons aucune récompense. Nous avons fait notre devoir. Mais nous l'avons fait, et par conséquence nous avons le droit quand même un peu d'attirer l'attention aujourd'hui en ces temps graves.
Que demandons-nous ? Nous demandons maintenant à l'abonné 75 francs par mois c'est à dire 3 francs par numéro.
Nous sommes obligés de dépenser, pour ce numéro, de 3,60 à 3,80. Alors, nous sommes condamnés à faire un cadeau d'un franc- à chaque abonné, et nous n'avons pas le droit de changer le prix,
On dit c'est la loi qui nous empêche, ou les arrêtés ministériels, etc. Mais cela ne peut pas continuer comme cela. Je crois qu'il y a possibilité, il faut donner la possibilité, le droit d'augmenter le prix de notre abonnement. Il y a un déficit de 60 à 80 000 par mois. Cela est insupportable.
Si la presse libre disparaît des bords du Rhin, ce n'est pas seulement une grande perte pour le Parti Socialiste, mais aussi une grande perte pour la France tout entière. Je dis simplement la vérité.
Par conséquent, Je m'adresse au gouvernement, au groupe parlementaire. Je me suis déjà adresse au sommet; du Parti pour trouver un moyen, une solution pour faciliter notre travail. Nous ne voulons que travailler, mais dans des circonstances à peu près acceptables.
Par conséquent, je m'adresse à tous pour accomplir cette tâche lourde et continuer la vie et le travail, je m'adresse ici à Blum ; s'il me permet de m'adresser à lui-même, d'origine d'Alsace lui-même ; Avec ses relations en Amérique, peut-il nous fournir quelques millions pour combler le fossé dans lequel nous sommes tombés ? C'est tout ce que je voulais dire, très brièvement.

Léon Blum - Quel est le fait qui tous interdit d'augmenter le prix de l'abonnement ?

Eugène Imbs - Le préfet, tout le monde. Je me suis également adressé au Secrétaire général. Il n'a pas trouvé le moyen. C'est interdit : nous n'avons pas le droit d'augmenter le prix eux abonnés.
Depuis un an, je cours de ministère en ministère. Il n'y a rien à faire.

Léon Blum - C'est une affaire qui doit pouvoir se régler par accord

Eugène Imbs - Vous voyez, je suis obligé de m'adresser, dans cette question grave, au Conseil du Parti.
Je répète, camarades, je m'adresse au Gouvernement, je m'adresse au groupe parlementaire pour modifier le plus tôt possible ce texte qui existe et qui empêche la presse Socialiste de se développer.
Si nous arrivons, nous resterons ce que nous étions hier à Strasbourg, non pas

seulement ; le Parti Socialiste et la presse Socialiste purement et simplement mais aussi le champion de la France.

Le président - Il y a 13 orateurs inscrits. Je propose 10 minutes par orateur,... je propose 5 minutes…

X - Je pense qu'il ne serait pas digne du Conseil de limiter à 5 minutes, lorsque nous avons à attendre la réponse en ce qui concerne l'agence de presse.
Je fais confiance au Président pour demander les noms des orateurs qui renoncent à la parole.
(Quelques orateurs renoncent à leur tour de parole).

Tellier (Somme)

Camarades,
Je serai très bref, l'essentiel ayant été dit par les orateurs précédents.
Je voudrais néanmoins faire remarquer qu'en ce qui concerne certains journaux fédéraux, il leur est matériellement impossible, actuellement, de disposer des flancs de l'agence de presse.
Je parle en particulier des journaux qui tirent à plat. Il y a pour ces journaux, des difficultés techniques qui rendent impossible l'emploi des flancs
Par conséquent je demanderai aux camarades de l'agence de bien vouloir envisager la possibilité la possibilité de faire bénéficier ces journaux de flancs spéciaux ou d'un procédé identique.
En ce qui concerne notre journal "Le Cri du Peuple" l'hebdomadaire de la fédération Socialiste de la Somme, celui-ci s'est très bien tirée de la situation malgré les difficultés croissantes.
Avant la guerre, notre hebdomadaire tirait à 3 500. Après la Libération, nous avons tiré à 5 000, pour aller jusqu'à 20 000.
Malheureusement, à la suite des augmentations successives du prix du papier, du personnel des imprimeries, et du passage a 4 francs, notre tirage a sensiblement diminué.
Il est actuellement de 12 000, ce qui nous permet néanmoins d'avoir une trésorerie saine.
Je voudrais me permettre une suggestion à nos camarades de l'Agence de presse.
Tout à l'heure, j'ai été très surpris d'apprendre que tous les articles des rédacteurs étaient payes.
Camarades, je pense que, dans le Parti Socialiste - et plus particulièrement je pense à nos camarades parlementaires je pense que ceux-ci pourraient faire des articles à titre bénévole. Cela permettrait de faire des économies substantielles à l'Agence de Presse.
Cette observation s'adresse aussi bien au Populaire.
En ce qui concerne les parlementaires, je vous fais une proposition concrète, à savoir que leurs articles soient gratuits Je crois qu'il y aurait là une économie substantielle à faire.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
J'attire également l'attention des camarades de l'agence de presse sur la difficulté d'illustrer les journaux fédéraux. J'ai maintes fois demandé aux camarades d'envisager la possibilité d'adresser aux journaux fédéraux des clichés.
Nous pouvons aussi bien utiliser les flancs sur les rotatives que sur les machines à plat, et utiliser des clichés qui très certainement reviendraient à un prix inférieur a ceux que nous sommes obligés de payer dans les fédérations.
Un cliché nous coûte, sur une colonne, environ 400 francs. Je suis persuadé que nous pourrions obtenir, par l'agence de Presse, ces clichés à un prix nettement inférieur.
Voilà, les suggestions que je voulais faire.
Toutefois, vous me permettrez, puisque personne n'en a encore parlé aujourd'hui, de demander au Conseil national de bien vouloir faire l'application des statuts en ce qui concerne la collaboration à des journaux qui ne sont pas Socialistes, par les camarades Socialistes.
(Applaudissements)
Je pense que le Conseil national, dans une situation aussi difficile que celle que nous traversons pour le Parti, ne permettra pas qu'il y ait des parlementaires ou des camarades du Parti, pour se faire les fossoyeurs du Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Vandamme (Orne)

J'aurais voulu aborder la forme de propagande par la presse, et je demande qu'on me donne dix minutes pour le faire. C'est une question assez importante pour que je n'abuse pas des instants du Congrès.
La Presse est un des principaux éléments de la propagande ; c'est elle qui doit recruter des adhérents à nos sections et faire de ces adhérents des militants leur apprendre la doctrine Socialiste, leur infuser la foi Socialiste, l'idéal Socialiste. Voilà le principal rôle de notre propagande.
Or, il est évident que l'éducation de la plupart de nos adhérents est dans un état assez précaire. Comment nos camarades peuvent-ils se faire les propagandistes nécessaires et indispensables au recrutement du Parti.
J'entendais l'autre jour, à notre congrès, d'Argentan, un de nos élus déclarer que la doctrine était inutile, et que lorsqu'il parlait aux paysans, il n'avait pas besoin de connaître la doctrine marxiste.
Il y a là quelque chose d'extrêmement grave.
Il est évident que l'art de la propagande consiste à s'adapter à son auditoire. On ne peut pas employer les mêmes arguments, la même forme, la même rhétorique lorsqu'on parle à des paysans, à des ouvriers ou à des intellectuels.
C'est évident. Mais quelle que soit la dialectique si le propagandiste ne s'appuie pas sur une doctrine solide, s'il n'a pas toujours en vue la réalisation de cette doctrine, sa politique ne peut être qu'équivalente ou contradictoire. C'est vrai pour la presse comme pour la propagande parlée.
Un journal, dans un milieu rural, ne doit pas parler comme dans un milieu

Fondation Jean Jaurès

industriel.
On ne demande pas au Populaire de faire de la doctrine marxiste, mais on demande à ses rédacteurs de s'appuyer toujours sur cette doctrine, et quelque se soient les sujets traités, d'avoir toujours en vue la réalisation de cette doctrine.
Dans la conjoncture actuelle, une des tâches essentielles du Parti est de pénétrer les masses et d'arracher ces masses ouvrières et paysannes à l'emprise du Parti Communiste.
Sans cela, nous allons non pas au Socialisme mais au capitalisme d'état dans sa forme totalitaire, qui est l'antithèse du Socialisme et sa négation.
Il faut donc constamment dénoncer la propagande du Parti Communiste, comme aussi celle des autres partis.
Je ne peux, en quelques minutes, parler de tout ; ce n'est pas par coups d'épingle comme dans le Populaire, mais dans des articles profonds.
C'est une question qui dépasse le débat actuel. Il faut détruire dans les masses cette légende de l'URSS, pays du Socialisme, alors que Trotsky, dans son, livre. "La révolution universelle" disait qu'il n'y avait jamais eu do Socialisme en Russie.
Il faut démontrer par des faits précis que le capitalisme d'état à forme totalitaire tel qu'en Russie exploite l'ouvrier, comme le fait le capitalisme privé ; que l'ouvrier russe est attaché a son usine comme le serf du Moyen-Age, qu'il ne peut changer ni de métier ni de lieu, et qu'il n'a aucun droit de parole, ni d'écrire, ni de réunion, ni de grève, ni d'association; que son salaire est insuffisant à lui donner le nécessaire, qu'il vit avec sa famille dans des taudis.
Je dis incidemment : la radio par exemple, est aussi sous l'emprise de Cremieux et de Guignebert ; qu'enfin des débats avec Verdier se sont terminés de façon tendancieuse.
Je m'étonne que, sous un ministère Socialiste, et sous celui de Ramadier, on permette encore de faire des propagandes insidieuses et mensongères comme celle des Amis de l'URSS, qu'on présente la Russie comme une sorte de paradis, alors que c'est le pays le plue arriéré et le plus réactionnaire.
Le rôle du Parti Socialiste doit être de faire ce travail, d'éclairer les travailleurs de notre pays sur ces vérités, et de leur montrer, en opposition, la liberté Socialiste et marxiste, l'association des hommes libres, de la société sans classes, sans barrières, la société même sans état dans le sens d'organe de contrainte et d'opposition.
Nous ne voyons rien de cela dans Le Populaire. Nous ne voyons que des échos camouflés ou émoussés, et c'est tout.
Et vous voyez l'Humanité monter en épingle les discours de Duclos ou Thorez.
Et comme le disait un de nos camarades, le discours de Tanguy-Prigent au Conseil de la République avait été remarquable; qu'est-ce qu'on a-vu dans le Populaire ? Même le discours de Ramadier, avant-hier, à la Chambre des députés.
On aurait dû avoir en entier tout cela, pour indiquer quels sont les saboteurs de la politique du blé.
Voue le trouverez danse l'Aurore, mais pas dans le Populaire.

Camarades, nous sommes dans une période révolutionnaire. Le capitalisme est dépassé. Nous allons vers une autre forme de ce que peut-être le Socialisme, mais qui peut-être aussi le capitalisme d'état à forme totalitaire, qui est l'antithèse du Socialisme et sa négation.
Si nous ne prenons pas la tête de la révolution, si nous- n'attirons pas à nous les masses ouvrières et paysannes, s'en est fait du Socialisme, La presse doit donc s'imprégner de ces vérités et profiter de toutes les occasions pour les proclamer.
Je ne parlerai pas de certaines choses, l'affaire des oasis, de ces millions en or qu'on a découvert appartenant à un Communiste dont on n'a jamais plus parlé.
Que sont-ils devenus ? D'où provenait cet argent. Peut-être cela nous intéresserait-il vivement ?
Enfin, le refus de l'URSS à la rénovation économique de l'Europe.
Nous avons lu avec intérêt mes articles extrêmement fins, écrits avec son talent habituel par notre camarade Léon Blum. Ces articles sont un véritable régal.
Nous aimerions que Blum fut appuyé par un polémiste dans Le Populaire, qui écrive avec ce style direct et brutal, ironique, imagé, populaire, qui frappe les hommes et les fait réfléchir .
(Applaudissements)
Il n'y a pas un seul polémiste de talent dans Le Populaire. Même ; il n'y a pas de polémiste du tout.
(Applaudissements)
Blum déclare ce matin dans La Populaire, qu'il se perd en conjectures sur les motifs du refus brutal de Molotov, car il pense, avec sa politesse habituelle, que Molotov est un homme de bonne foi.
Or, le capitalisme russe est actuellement dans sa phase impérialiste.
Lénine, dans son livre "L'Etat et la Révolution" caractérise la phase impérialiste du capitalisme par son esprit de conquête.
Le crime commis par Staline en 1939 en s'associant à Hitler, avait comme but, précisément, cette conquête de la Pologne, de la Finlande, des Pays baltes.
J'estime qu'aujourd'hui, le refus de Molotov est presque aussi criminel.
Blum se demandait pourquoi le refus de Molotov C'est excessivement simplet : l'unité économique de Europe, c'est la préface de l'unité politique de l'Europe, des Etats-Unis d'Europe, des Etats-Unis du monde. C'est la paix, la sécurité pour les peuples. Mais c'est aussi la fin de tous les régimes d'hégémonie et de conquête, de toutes les doctrines. Et voila pourquoi Molotov a refusé, a dit non. C'est quelque chose d'extrêmement subtil, c'est clair comme de l'eau de roche.
Et c'est cela que je voudrais que la presse de notre Parti étale au grand jour, sans ambiguïté, en termes nets, précis. C'est évidemment, et peut-être toute la politique du Parti qui est à revoir.
Je vous le dis, chers camarades, nous sommée dans une période révolutionnaire
Nous allons signer notre rôle historique, qui est de prendre la tête de la Révolution qui vient, et qui sera ce que nous saurons la faire.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Guy Mollet

Je me permets d'interrompre un instant le débat, non pour en sortir, mais si possible pour y revenir.
Je demande à tous les camarades qui vont intervenir, de se préoccuper du problème réel qui vous est posé aujourd'hui, de faire que de ce débat, sortent enfin des résolutions, de faire que de ce débat sortent enfin des décisions telles que le Parti sache exactement comment il veut que soit organisée sa presse.
Je sais qu'à l'occasion du débat sur la presse, tout est possible à dire. On peut reprendre le débat de politique générale à l'occasion de la presse. On peut faire dès ce soir, le débat de demain à l'occasion de la presse ?
Je supplie les camarades qui vont prendre la parole maintenant de bien vouloir prendre, avant d'intervenir, le questionnaire qui leur a été donné, et sur l'un ou l'autre des points, ou sur tous les points, de bien vouloir dire quelle est leur positions :
Comment doit être organisé la presse de province quotidienne.
Comment doit être organisé, s'ils doivent l'être, les hebdomadaires du Parti.
Comment ils conçoivent la structure, la ligne politique du journal Le Populaire.
Comment ils conçoivent le contrôle du Parti sur les différents organes du Parti.
Je demande aux camarades de limiter leur intervention à ces points précis.

Marcel Roels (de la Moisson)

En tant que responsable de "la Moisson", je me dois de vous donner quelques précisions.
J'avais l'impression qu'on en viendrait aux critiques, qu'on ferait des observations pour nous "enguirlander".
Vous auriez peut-être partiellement raison
Et je m'attendais à répondre.
Vous savez dans quelles conditions "La Moisson" est née en août 1945. Quelques camarades ont décidé, pour répondre à la propagande du Parti Communiste qui disposait de "La Terre", de créer un organe central agricole, hebdomadaire.
Où m'a demandé d'y collaborer. J'ai accepté.
Puis nous avons lancé une formule qui ne me paraissait pas viable. Elle l'eût été si nous avions lancé "La Moisson" en 1944, des après la libération, au moment où "Le Terre" commençait à apparaître.
L'expérience a été tentée. Elle s'est avérée décevante. La formule a été changée. Certains hommes ont été changés, Dieu merci, et puis nous avons confié l'impression à une toute petite équipe. Et de 3.600 abonnés en mars 1946, il y a actuellement 11.000 abonnés, Nous tirons à 25.000 de façon à éviter le "bouillonnage".
C'est Insuffisant. J'irai plus loin; c'est indigne d'un Parti comme le nôtre.
On dit que nous faisons l'impression pour voir des satisfait pour la rédaction. Les satisfaits, je m'en fiche. Je suis un militant qui essaie de suivre Pierre Joseph, le vétéran de Maine-et-Loire, un des premiers disciples de Jules Guesde.

Fondation Jean-Jaurès

On se fiche des louanges et des récompenses ; on n'en attend pas des hommes, mais de l'idéal, de la satisfaction qu'on en retire.
Je récite qu'il est indigne qu'un journal comme "La Moisson", même imparfait, tira à 25 000.
Il est indigne qu'il n'y ait que 11 000 abonnés alors qu'il y a des centaines de milliers d'adhérents, qui ne sont pas à Paris, mais en province.
Si nous sommes un peu coupables de ne pas résoudre à votre désir le plus intime, vous êtes, vous aussi, coupable s de ne pas nous avoir apporté des abonnés et des lecteurs.
Il fallait que cela fût dit. Je n'ai dit violemment, brutalement, avec toute la foi dont je dispose et que certains connaissent.
(Applaudissements)
"La Moisson", telle qu'elle est, peut répondra aux désirs de beaucoup. Nous essayons d'aborder toutes les rubriques, de les traiter le mieux possible, nous avons développé la rubrique des foires et marchés
Mais cela ne nous permet pas de lutter contre ceux qui disposent de sept ou dix éditions, avec impressions régionales.
Nous avons lancé cinq ou six éditions départementales ou fédérales. Elles se sont avérées désastreuses par le faute da fédérations qui nous ont envoyé de la copie.
Je fais des réserves. Mais ce ne sont pas les camarades qui ont assuré la copie de cette page familiale ; elle était absolument insuffisante. Parfois nous nous sommes demandé comment nous allions boucler. Nous n'avions même pas le nom des candidats.
J'avais proposé au Secrétariat d'envisager si possible dès maintenant une page 2, et que cette page 2 fut multiplié par 2 ou 4, c'est à dire que nous aurions eu 4 éditions régionales au besoin en modifiant légèrement la présentation de la page 1.
A mon avis, si nous faisons cela, et si vous, de votre côté, vous faites un effort en tant que fédérations, "La Moisson" vivra.
C'est un début de propagande. Il faut le considérer ainsi. "La Moisson" n'aura de force que le jour où elle tirera à 200 000.
A l'heure actuelle, les sections nous doivent un million, que nous ne toucherons jamais. Les journaux ont été envoyés et les secrétaires des sections ont oublié de nous envoyer l'argent. Dans ces conditions, ça ne peut pas marcher.
"La Moisson" doit être maintenue. Je continuerai à faire l'impression avec les camarades bénévoles qui, je, vous assure, sont bougrement mal payés.
Nous n'en faisons pas une affaire d'argent. Je l'ai dit à Arrès-Lapoque. Pour nous c'est un point d'honneur de la développer, de le maintenir', et de lutter par tous les moyens contre "La Terre", qui fait de la démagogie.
En plus de "L'Unité Paysanne" de Dorgères, la Moisson a sa place dans le Parti.
A vous d'essayer de le maintenir, et à nous tous de le développer.
(Applaudissements)

Lafond (Hérault) - Je représente la fédération qui est d'une contrée qui,

Fondation Jean-Jaurès

évidemment, ne produit que du vin.
Nous sommes quelques départements à penser que, dans la Moisson, on fait pas une place suffisante aux questions vinicoles.
Et puis, il y a des erreurs à ne plus commettre, qui consistent à faire passer des articles signés Coulon, collaborateur notoire, alors qu'on refuse les articles de notre camarade Milaud, de la Commission fédérale agricole de l'Hérault.
Je sais que nous n'avons pas la possibilité de faire des éditions départementales, mais si nous voulons dans l'Hérault vendre quelques exemplaires de "La Moisson" nos camarades agriculteurs doivent y trouver quelque unes de leurs préoccupations quotidiennes. Si on ne parle que un blé ou de l'élevage, cela ne les intéresse que de très loin. Nous sommes un département de monoculture.

Marcel Roels - C'est au sujet du cas Coulon.
Il traitait de questions techniques dans un journal.
Nous avons cru que Philippe Lamour, secrétaire de la CGA n'aurait pas accepté dans son journal, la. Prose d'un collaborateur.
Je précise qu'il s'agissait d'une question technique et non politique.
D'autre part, si nous ne occupons pas suffisamment de la question du vin, c'est parce que les fédérations vinicoles ne font rien pour nous renseigner et pour nous aider.

Victor Provo (Nord)

Chers Camarades,
La fédération, comme vous le pensez bien, s'est penchée comme il convient, sur le problème de la presse.
On a fait l'éloge de la presse et de la fédération du Nord. Je ne veux pas dire qu'on pas eu raison. Il y a, dans d'autres régions, suffisamment de raisons d'être heureux et satisfaits. Nous avons pensé devoir apporter notre point de vue dans ce débat.
Nous avons suffisamment de raison d'être heureux, depuis le mois de janvier - quand on veut être courageux et défendre catégoriquement une politique- depuis janvier, nous avons gagné 30 000 lecteurs.
Depuis ces deux derniers mois, c'est-à-dire pendant les mois particulièrement difficiles où notre organe a pu prendre position sur les conflits sociaux, il l'a fait courageusement dans le sens voulu par les Congrès du Parti, et suivant les décisions gouvernementales, nous avons gagné 10 000 lecteurs.
(Applaudissement).
Ceci, pour vous dire que lorsqu'on veut prendre les problèmes courageusement, défendre une politique, on parvient généralement a d'excellents résultats.
Nous avons pensé que nous ne pouvions pas être absents d'un débat de ce genre, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'un rapport moral du Populaire.
Nous avons été appelés à faire une démarche auprès de notre ami Verdier, d'une manière toute amicale : nous avons dit à Verdier que nous étions étonnés que Le Populaire ne défendit pas la position gouvernementale avec plus de force et de vigueur, car souvent nous avons eu l'impression que le gouvernement Ramadier

Confédération Jean-Jaurès

se défendait tout seul à travers le Pays.
(Applaudissements)
Si nous avons à nous prononcer sur la formule qui doit être celle du Populaire de demain, nous demanderons que le Populaire soit axé sur la politique, mais qu'il n'abandonne pas les informations.
Il y a différents problèmes qui ont été examinés.
Arrès-Lapoque, ce matin, a parlé d'un hebdomadaire national.
Permettez-moi de refléter à la fois l'opinion: à la fédération Socialiste du Nord et la mienne en tant que trésorier du Parti.
J'ai dit -ce fut là une observation que j'ai faite au Comité directeur- qu'un nouvel organe a caractère national, quoiqu'en dise Arrès-Lapoque et quoiqu'en pensent les camarades, concurrencera presque inévitablement les organes fédéraux.
Et lorsqu'il s'agira d'équilibrer les dépenses et les recettes, je doute fort que nous nous trouvions devant m équilibre parfait.
Cette observation que je pourrais la faire en ce qui concerne Gavroche, accueilli avec enthousiasme par une fraction du congrès, par tout le congrès et qui -personnellement je le crois- est un beau journal.
Je le dis parce que c'est vrai et non parce que Texcier est là, je le dis parce qu'il n'y a pas assez de camarades qui l'achètent.
Il ne s'agit pas de décréter que nous aurons un journal magnifique, avec de nombreuses pages littéraires et une rubrique qui intéresse tout le monde ; mais il faut aussi que nous le vendions. Or il est caractéristique de constater que nos camarades n'ont pas fait l'effort nécessaire.
Nous avons eu la même histoire avec "La vie heureuse".
Nous sommes toujours dans ce parti enthousiasmé par les idées nouvelles.
Seulement, lorsqu'on veut faire quelque chose qui soit une nouveauté, on se trouve devant des camarades qui viennent vous dire : vous savez "La vie heureuse", c'est parfait, mais les femmes sont trop déshabillées, dans "La vie heureuse" ; il y a des rubriques qui pourraient être aménagés d'une manière différente ; nous voudrions voir ceci et cela.
Eh bien c'est ce qui paralyse le plus généralement, l'activité de ceux qui sont placés à la tête de cet organe et de ce journal.
C'est pourquoi la fédération du Nord se prononcera contre le comité de direction politique qu'on veut adjoindre à la direction actuelle du populaire.
Si on le fait, vous vous apercevrez du résultat : demain, quand vous aurez ce comité, vous attendrez huit jours avant d'être renseigné, parce qu'il faudra consulter le comité constitué à cet égard la plupart du temps on n'aboutit pas des résultats heureux après avoir investi un camarade d'une certaine confiance. Je demande qu'on reste, à l'intérieur du parti, avec ce qui avait hier notre confiance.
Nous sommes d'accord, pour des raisons financières, à ce que, hélas, puisqu'il faut faire un choix et malgré qu'il soit toujours très difficile de faire un choix, nous nous prononcions, si nous ne pouvons pas faire autrement pour le maintien de La Moisson, organe de pénétration Socialiste, à la condition qu'on n'en modifie ce qu'il y a l'extérieur du journal, pour qu'on accepte plutôt La Moisson

que Gavroche. Je m'en excuse auprès de Texier.
Vous ne pouvez pas vous permettre de dépenser peut-être des millions, pour des organes qui ne se vendent pas ou que le parti ne veut pas vendre.
Nous sommes d'accord pour le maintien de La Moisson et nous nous prononcerons pour la suppression de Gavroche. Nous nous prononcerons alors pour qu'on ne lance pas le nouvel hebdomadaire du Parti.
On a parlé -j'en veux dire quelques mots- du journal des jeunes et du journal des femmes.
Très de mois il y avait des camarades qui disaient : pourquoi pas aussi un journal des anciens du Parti, c'est toujours très bien.
Je sais personnellement ce qu'a coûté au Parti le lancement d'un journal des jeunes. Je sais aussi ce qu'écouter aux parties le lancement de "La vie heureuse", au Parti et au Populaire.
Je dis : surtout au Populaire, car c'est lui qui a assumé la plus lourde charge.
Par conséquent nous avons quelque raison de dire qu'en cette matière, il faut être extrêmement prudent. Il y a des dépenses financières que nous ne pouvons pas nous permettre de faire. Nous avons un train de vie qui n'est pas en concordance directe avec nos ressources.
Au prochain congrès nous nous verrons contraints de vous demander une augmentation de la cotisation.
Tout à l'heure, vous allez discuter de la réorganisation du Parti. Je ne sais pas quelle sera votre opinion là-dessus.
Je pense que vous l'accepterez ; mais ceci aura aussi des conséquences financières. Il faut que vous en soyez d'ores et déjà averti.
Il faut qu'on perde dans le Parti, l'habitude de décider de choses ou d'actes qu'on n'aura pas la possibilité de conduire à leur terme.
Toutes les dépenses qu'on engage doivent être payées, non pas avec des dépenses extraordinaires telles que la souscription, mais pas les dépenses normales, régulières.
C'est pourquoi je me permets de faire un appel auprès de tous les secrétaires fédéraux pour qu'ils comprennent la nécessité de donner aux souscriptions nationales que nous comptons faire, le maximum, pour que le parti puisse bénéficier au maximum de ressources.
D'abord, rendre immédiatement les listes de la première souscription, et les fonds recueillis ; et qu'il s'adonne de toutes leurs forces, de tout leur cœur, au lancement de la souscription nouvelle, de manière à permettre au Parti d'avoir les fonds nécessaires, les fonds que sa politique et que son organisation réclament.
Pour nous résumer, la fédération du Nord se prononcera contre l'hebdomadaire national du parti pour la suppression de Gavroche, pour le maintien de La Moisson, contre un journal des jeunes, contre le journal des femmes, tout ceci, pour des raisons à la fois politiques et financières que j'ai essayé, très modestement, à cette tribune, de définir devant vous.

Collection Jean Jaurès

Antoine Mazier (Côtes-du-Nord)

Camarades,

Je voudrais dire, en quelques mots, mon opinion sur la presse féminine.

Nous avons entendu ce matin la voix de notre camarade Kahn.

J'appartiens à une fédération provinciale où les femmes ont une activité très grande ; mais cette activité se déroule conjointement avec l'activité des hommes et uniquement avec activité des hommes.

Notre fédération comprend au bureau fédéral autant de femmes que d'hommes. Au journal, l'administrateur est une femme. Nos propagandistes femmes sont aussi nombreuses que nos propagandistes hommes.

(Applaudissements)

Je dis ceci uniquement parce que je vais vous apporter au point de vue de la presse féminine, un son de cloche différent de celui de notre camarade Colette Kahn, qui apportait la thèse du bureau national des femmes.

Nous estimons que l'activité des femmes dans les fédérations doit être très grande ; très grande au parti, mais ne jamais se séparer de l'activité des hommes.

(Applaudissements)

Et nous estimons que ce n'est que de cette façon que le parti pour avoir une jeunesse nouvelle, parce que les femmes apportent à la politique une certaine jeunesse, parce qu'elles n'étaient pas habituées, précédemment à la politique.

Elles y apportent aussi une certaine générosité.

Je crois que tout ceci est nécessaire pour faire vivre notre Parti ou lui apporter une vie nouvelle.

(Applaudissements)

Je voudrais me placer sur le point de vue pratique, de ce point de vue pratique qui ressort de tous les débats qui ont eu lieu ici aujourd'hui.

Je crois que tout ce qu'on dit nos camarades nous ont amenés à ceci : c'est que le parti souffre du manque d'argent. C'est normal, car notre parti est indépendant. Puisqu'il souffre du manque d'argent nous devons passer une seule dépense qui soit un gaspillage, une seule dépense qui ne soit pas payée ou payante.

J'estime qu'un journal exclusivement féminin n'est peut-être pas une dépense payante.

Au point du pratique, la solution de la vie heureuse a été, à mon sens une mauvaise solution. Elle leur est excellente si elle avait su s'adresser au défaut des femmes, si elle avait su lier à cela le côté politique. Elle ne l'a pas fait. "La vie heureuse" a fini par se vendre un peu, mais n'a plus été lue par les femmes Socialistes.

Je sais que les femmes Socialistes notre fédération l'ont abandonnée de jour en jour.

Cette formule s'étant révélée mauvaise, il en reste une autre, celle que doit préconiser le bureau national des femmes, qui est la formule d'un journal abordant seulement les problèmes féminins, le statut futur de la femme, le problème de l'enfance, le problème de la paix.

Camarades femmes, je crois qu'un tel journal serait veut aussi à l'échec il serait voué à l'échec parce qu'il serait lu par quelques militantes par quelques

Fondation Jean Jaurès

sympathisantes, et dirigé évidemment par une poignée de camarades qui feraient un travail très vaste, surhumain, mais qui n'arriveront pas animer suffisamment une presse qui doit s'adresser aux masses.
C'est pourquoi je crois qu'un tel journal ne répondrait pas à ce que nous voulons.
Je crois qu'il n'y a qu'une solution : c'est de transposer, au point de vue journalistique féminin, la formule prise dans notre fédération au point de vue de l'action féminine du parti, c'est-à-dire que je crois qu'il faut que les femmes est une plus large place dans la presse du Parti, comme l'a dit Suzanne Colette Kahn ce matin.
Il faudrait qu'au populaire, nous puissions avoir notre place. Je dis que les femmes de vous envoyer des articles populaires, tout autant que les hommes ; qu'il y ait une page plus spécifiquement féminine, quelquefois c'est possible, mais que les femmes y collaborent.
Les femmes devraient apporter des arguments de propagande qui serviraient dans nos réunions publiques. Je crois que ce serait la solution pratique.
Je me souviens de Staub, qui disait ce matin qu'il faudrait que chacun puisse, en apportant sa collaboration à la presse du Parti, donner un climat, une atmosphère nouvelle à cette presse.
Je crois que les femmes, grâce à leur générosité, à leur foi Socialiste, pourrait apporter cette atmosphère nouvelle, apporter leurs qualités à la presse du Parti.
Je suis hostile à une presse féminine indépendante qui à mon avis serait un échec au point de vue pécuniaire et au point de vue du Parti.
Je crois que notre parti a beaucoup de bonnes choses volonté, mais pas tellement pour qu'on puisse gaspiller. C'est pourquoi il faut nous unir dans la presse, dans la fédération, dans nos sections.
C'est pourquoi je vous demande de vous prononcer contre un journal spécifiquement féminin.
(Applaudissements)

Le Pan (Morbihan)

Camarades,
Le problème du Populaire est capital, et nous sommes beaucoup à trouver qu'il n'existe pas, au Populaire, la flamme qui animait tout à l'heure. Notre camarade de La Moisson, flamme qu nous voulons trouver dans toute notre propagande. (Applaudissement).
Le Populaire, journal d'information, nous sommes d'accord.
Nous ne méconnaissons, ni les uns ni les autres, les difficultés de nos camarades qui sont au Populaire. Ils ont à composer, car ils engagent le Parti dans tous leurs écrits.
Néanmoins, il est indispensable qu'en notre monde frénétique, nous prenions les moyens modernes de pénétration de l'idée Socialiste. Il faut que noue conquérions les masses, que nous les possédions entièrement.
Alors, quels moyens faut-il employer ?
Je désirai pour ma part, qu'il y ait des titres frappants, au Populaire. En province, nous avons encore quelquefois le temps de méditer. Mais quand nous

Fondation Jean Jaurès

venons à Paris, que nous observons les gens qui vivent dans le métro, nous nous rendons compte qu'ils parcourant rapidement les titres. Il figure peut-être au bas un article insignifiant mais ils auront retenu le titre.
Lisez l'Humanité ; elle. comportera toujours les noms des militants en caractères d'affiche et tous les cerveaux en seront imprégnés.
Un député du Parti que je ne veux pas nommer intervient-il à la tribune de la Chambre, (intervenir c'est beaucoup dire ; nos camarades parlementaires ne nous démentiront pas) il aura lu un petit papier en ânonnant, qu'il aura compris à moitié ou au quart. Il aura les applaudissements de ses camarades.
(Une voix : C'est faux.)
Le lendemain, dans toute la France, le journal de son parti publiera cela en caractères d'affiche ; on connaîtra les paroles historiques qu'il aura prononcées
Les premiers étonnés seront ses compagnons de chaque jour, qui ne lui connaissaient pas une pareille valeur intellectuelle. Mais le trait aura porté.
Voyons, Messieurs, mes chers camarades -je m'excuse de cet air bourgeois, c'est l'émotion qui m'étreint- aujourd'hui, il se passe un événement capital dans l'histoire de notre pays, capital pour la France entière, capital pour le Conseil national Socialiste : tous les journaux publient des articles pour demander ce qui va sortir de nos assises.
Nous sommes discrets : le Populaire n'en parle pas !
(Applaudissements)
Camarades, j'estime que dans le domaine de la Presse, si nous voulons retrouver l'ambiance des foules, il ne faut pas murmurer, mais hurler notre voix Socialiste, pour qu'on nous entende.
C'est comme cela que nous conquerrons la France que nous pourrons assurer l'avenir du Pays
(ApplaudissementS)

Alexandre-Marie Desrousseaux

Je ne sais pas ce que j'aurais à dire, je suis venu très tard.
Mais puisqu'on m'appelle, pourquoi ne prendrais-je pas cinq minutes pour dire deux choses.
J'entends que l'on discute sur la direction du populaire. Quels sont les rapports entre le parti et le populaire ?
excusez les lieux, ils ont toujours des souvenirs en train de renaître : c'est le congrès de Saint-Quentin.
À ce congrès, un grand nombre d'entre nous pour des raisons qui reposaient sur quelque chose de réel, les autres sur des désirs très variés - n'étaient pas content.
Et quelqu'un m'a dit tout à l'heure : la fédération du Nord vient de parler il se trouve qu'il n'est pas d'accord avec Delory à Saint-Quentin.
Pourquoi ? Parce que la fédération du Nord, sous les traits de Delory représentait quelque chose qui n'existe plus maintenant.
On avait un journal qui était dirigé par Jaurès selon ce que Jaurès avait été avant qu'il y eut entre le parti lui des rapports qui sont devenus de plus en plus étroits.
Un Jaurès tout fait, qui avait fondé l'humanité.

Fondation Jean Jaurès

Il la dirigeait, naturellement, en se préoccupant à chaque instant -je puis vous l'affirmer- de ce qu'exigeait l'attitude du Parti, l'intérêt du Parti dans son ensemble et dans ses portions diverses.
Citez-moi un journal du Parti Socialiste de n'importe quel pays. L'Arbeiter Zeitung de Vienne était quelque chose comme l'idéal d'un pays Socialiste, journal du parti sous la direction de Victor Adler et de quelques hommes. Il s'est élevé avec ses lieutenants, avec ses amis qui avaient fondé en réalité le Parti Socialiste là-bas.
Il ne s'est jamais passé un seul congrès où on est examiné sous le titre presse du Parti des plaintes qui arrivaient naturellement, parce que, heureusement, nous ne sommes jamais contents de notre journal. J'espère que nous n'en seront jamais contents.
A Saint-Quentin, la situation était celle-là. Nous avions envie de trouver un moyen d'informer, que Jaurès tiendrait toujours compte de ce qui s'était fait quand on avait rapproché les organes des diverses organisations sur un journal qui existait avant l'unité
Nous avions cru trouver un système qui consistait à dire : nous mettrons Vaillant et Jules Guesde à coté de Jaurès; ils feront le trio, et certainement ils tiendront compte de ce que chacun dira.
Ce système n'était pas admirable, parce qu'il avait deux inconvénients; celui de mettre Jaurès, en apparence au moins, sous une espèce de suspicion d'autre part, de ne pas rendre, très commode l'attitude à prendre lorsque cela aurait été sur des sujets où l'on, savait d'avance qu'il ne pensait pas exactement de même.
Alors, c'est Jaurès qui a trouvé quelque chose.
Alors, Provo n'est plus contre Delory, parce que Delory, par ma bouche mais d'accord avec moi, et d'accord avec lui à déclarer que dans ces conditions, l'acceptation consistait à ajouter au titre de Conseil d'administration, les mots "et de direction". Ce qui ne voulait pas dire que le conseil d'administration était directeur du journal, mais qu'il aurait constamment son mot à dire.
Et Jaurès en a souvent tenu compte sans que cela prenne l'aspect ni de bataille, ni d'entente qui ne fallait pas prendre.
Voilà ce que je voulais dire, simplement.
Qu'on trouve un système quelconque pour dire que le parti aura de ses sûretés de ce qui sera fait par Le Populaire.
La seconde chose que je voulais dire et cela peut-être rentre-t-il dans les choses que vous attendiez ordinairement de ma bouche, c'est le mécontentement sur la façon de détail dont les choses marchant. On discute toujours beaucoup de cela aussi ; c'est une vieillerie.
Qu'est-ce qu'on veut que soit le journal fait au nom du Parti ? Sera-ce un journal d'information, un journal de pensée ? Un journal de discussion?
En réalité, on veut tout cela, et tout le monde a parfaitement raison de vouloir tout cela à la fois. Seulement, cela se traduit par des numéros à faire au jour le jour
Ce que je reproche, et très sérieusement, à notre journal, ce sur quoi j'attire l'attention de ceux qui sont chargés de faire les numéros un à un, c'est que le

Coll. Fondation Jean Jaurès

journal ne répond pas à ma définition,
Naturellement, je crois que c'est la meilleure ; un journal Socialiste est un journal qui est fait par des Socialistes et non pas par des journalistes …(applaudissements)… Par des Socialistes qui se font journalistes parce qu'ils écrivent dans un journal. Aussitôt qu'on fait un journal, on devient journaliste.
Je suis du Syndicat des journalistes Socialiste. Je suis aussi du Syndicat des journalistes "tout court". Par conséquent, on m'a regardé comme journaliste, et j'ai toujours tâché de l'être.
Cela me fait rire, parce que quelquefois, je suis obligé de raconter à des camarades, que le premier journal que j'ai fait s'appelait "Le Saint Pierre". C'était le nom de ma classe. Pensez si c'était la lutte de classe ! J'avais 11 ans. (Applaudissements)
Je regrette que ce n'était pas un journal Socialiste.
Vous m'excuserez, mais je n'ai pas écarté le mot de journaliste par haine de cette profession. J'ai voulu dire qu'il ne fallait pas croire que des journalistes qui se mettent à faire du Socialisme dans un journal sont l'idéal de ceux qui font le journal du Parti Socialiste, non. Ce sont des Socialistes qui pensent, avant tout, au Parti, à la bataille du Parti, et qui la mènent dans les journaux sous une forme que je définis toujours comme ceci: "Un article Socialiste, dans un journal, ne peut pas, sans changements, être publié dans un autre".

(Une voix: Très bien)

Ce qui veut dire qu'on doit penser à son journal.
Si je voulais entrer dans le détail, et vous montrer toutes les choses qui ne vont pas, je n'en sortirais pas.
Je n'ai d'ailleurs pas apporté de numéro, pas même celui d'aujourd'hui, où, cependant, je pourrais montrer une grande difficulté qui fait que le journal ne répond pas du tout à ce qu'il devrait être dans le détail.
Je ne parle pas de la politique qu'il fait, En gros, j'en suis content. Il prend les attitudes que prend le Parti.
On se demande s'il doit avoir des rapports avec le Comité directeur ou avec autre chose, etc.
Naturellement, il y a des rapports avec le Comité directeur. Le Comité directeur n'a qu'à' se déranger pour le trouver, et le rapport est tout trouvé.
Ce qui manque, voyez-vous, c'est un homme embêtant, qui lise le journal depuis la première ligne jusqu'à la dernière, qui ne laisse passer rien du tout; qui appelle les rédacteurs et leur dise : "Mon petit, ce n'est pas cela qu'il fallait faire…(Applaudissements)… non seulement tu as fait une faute d'orthographe qui a de l'importance... Car vous savez, Louis de Brouckère n'est pas à. ma connaissance un homme vaniteux, mais je suis persuadé qu'il lui est très désagréable d'ouvrir notre journal et de voir qu'il y a quelqu'un qui ne sait pas écrire son nom.
En admettant que quelqu'un fasse une faute d'orthographe, il faut quelqu'un pour le lui dire. Le journal n'est pas bien corrigé.

Fondation Jean Jaurès

Il y a beaucoup de négligence parce que les camarades se croient des journalistes et que, quand ils ont fait leur travail, ils pensent que c'est fini.
Pas du tout ! Il faut savoir si le travail qu'ils ont fait sert le Parti.
Voilà ce que je voulais dire.
Par conséquent, ce que je demanderai outre ce qui doit sortir de nos délibérations - je n'ai pas voix délibérative, de nos consultations, c'est qu'on s'arrange pour que ça marche le mieux possible
Mais je demanderai alors intérieurement à nos camarades qui savent combien je suis à côté d'eux quand ils font le journal, même quand je suis loin, qui savent que je connais leurs difficultés de leur travail ; je leur demande d'avoir quelqu'un qui sera chargé de dire à chacun s'il y avait quelque chose qui n'allait pas. Et vous verrez que ce sera infiniment mieux.
(Applaudissement).

Gérard Vee (groupe parlementaire)

Je voudrais apporter quelques informations au sujet de la Moisson.
On n'a pas dans l'ensemble, été très méchant à son égard. Nous vous en remercions.
La Moisson est le dernier venu des journaux du Parti. C'est peut-être pour cela qu'elle n'est pas le journal que le Parti attendait.
Il est exact que si La Moisson était sortie en septembre 1944, nous aurions à l'heure actuelle, un nombre d'abonnés et de lecteurs supérieur à ce que nous avons.
Seulement, nous avons fait autre chose à la Libération : nous avons sorti, nous, Socialistes, La Libération paysanne. Nous avons fait ce geste élégant de le donner à la Confédération générale de l'Agriculture, et ce journal, que nous avons fait vivre pendant l'occupation, est maintenant entre les mains de gens qui n'aiment pas beaucoup le Parti Socialiste.
C'est le journal qui a peut-être coûté le moins au Parti mais qui lui coûte extrêmement cher.
C'est la raison pour laquelle nous faisons de notre mieux. Pour en faire un journal de propagande et de pénétration Socialiste dans les campagnes.
Je vous ; assure que pour un journal Socialiste, c'est à dire pour un journal qui veut être sérieux, qui ne veut en aucun moment participer à cette campagne abominable de démagogie paysanne qui s'est faite dans le pays, je vous assure qu'il faut que ce journal reste un journal sérieux d'éducation et de propagande Socialiste.
En ce qui concerne le contenu, quelques critiques, quelques griefs, notamment pour l'absence de chroniques suivies pour les questions vinicoles.
C'est vrai, mais nous rencontrons là des difficultés : car nos camarades Socialistes spécialistes devraient s'imposer le devoir de le perfectionner en informations, documentation, articles. Noua faisons de notre mieux, mais il faut qu'il y ait la solidarité de tous no a camarades.

Le journal La Moisson n'est pas le journal de quelques camarades de Paris, mais

de tous les camarades qui sont dans leur fédération, les spécialistes des problèmes agricoles.
(Applaudissement)
En ce qui concerne le recrutement des abonnés, nous allons commencer incessamment une expérience nouvelle.
Nous voulons associer au recrutement des abonnés, tous les camarades, tous les Parlementaires.
Les camarades sont, dans leurs départements, des camarades qui reçoivent beaucoup de monde, de correspondance.
Lorsque des électeurs s'adressent à des députés Socialistes, ces députés ont le devoir de leur envoyer, quelques jours après, une circulaire leur demandant de s'abonner à la presse Socialiste, de nous transmettre régulièrement des listes de sympathisants, d'abonnés possibles. Nous leur ferons le service de quelques numéros.
Et non pas l'administration, mais le camarade parlementaire enverra lui même une circulaire avec la formule de mandat, et cela aura, je crois, un peu plus d'importance auprès du candidat abonné.
Il ne faut pas perdre une seule occasion de faire connaître nos journaux dans les grandes manifestations, qu'elles soient politiques ou commerciales. C'est un système de propagande qui paye et qui paye bien, même si cela ne rapporte pas sur le moment.
Si nos journaux souffrent de la mévente, c'est qu'il n'y a peut-être pas, dans le Parti, assez de dynamisme chez nos correspondants jeunes, qui n'aiment plus vendre des journaux comme on le faisait autrefois. Il n'y a rien de déshonorant a cela. Nous l'avons fait. Daniel Mayer l'a fait !
Il n'y a rien de déshonorent d'aller à des réunions, même non Socialistes ; et chaque fois qu'on place dans la main de quelqu'un un journal en échange de 4 francs, on fait une bonne opération.
C'est cela que nos camarades secrétaires fédéraux doivent demander à chacun des camarades jeunes des fédérations.
Nous ne disposons pas de ressources extraordinaires comme La Terre. Nous n'employons pas n'importe quelle forme de propagande, pour avoir des abonnés nouveaux.
Si notre presse connaît une crise, elle connaît la même crise que le Socialisme. Dans un monde troublé comme le nôtre, les paroles de sagesse et la raison n'ont pas autant de sagesse que la démagogie et la facilité.
L'autre jour, Blum disait qu'on n'exprime bien que ce qu'on ressent soi-même. C'est vrai pour la presse comme pour le Parti.
On a dit tout à l'heure que notre camarade Marcel Weiss a parlé de La Moisson. Nous ferons de notre mieux pour que ce journal soit au service du Parti, le meilleur moyen de propagande dans les campagnes.
Nous ferons que ce moyen soit plus perfectionné, plus puissant. Cela dépend, dans une certaine mesure, des camarades qui s'occupent de La Moisson. Cela dépend de tous nos camarades de toutes les fédérations.
Si vous le voulez, nous pouvons faire de La Moisson, un des meilleurs journaux

du pays.

Leguilles (Jeunesses Socialistes)

J’ai été chargé, par le Comité national des Jeunesses Socialistes, de présenter la rapport sur la presse des Jeunes.
Ce rapport a été présenté à la Conférence des secrétaires fédéraux des Jeunesses Socialistes, qui se tient actuellement.
Mistral vous dira, dans quelques instants, l’adresse que la Conférence nationale envoie au Conseil national du Parti.
Je vous donne lecture de ce rapport, qui a été adopté à l’unanimité par les Jeunes ;
"Les incidents récents entre les membres de l’ex-BN des JS et le Comité directeur du Parti ont remis à l’ordre du jour la question des Jeunesses Socialistes.
Le Congrès national du Parti aura à statuer sur les formes que doit revêtir la propagande Socialiste dans la jeunesse et décider de la réorganisation du Mouvement JS. Mais de toute façon, le Parti ne peut pas se désintéresser d’une masse sociale numériquement, très importante et qui porte en elle l’avenir du pays et du Parti: la jeunesse.
Oublier de propager la doctrine et l'idéal Socialiste dans la jeunesse, réserver ses moyens pour les adultes au nom de je ne sais quel "il sera toujours temps" est une erreur, une faute. Car la jeunesse, seule couche vierge de la population, avec son enthousiasme et sa perméabilité, est la masse que touche le plus facilement une propagande, et spécialement la propagande facile à assimiler, celle que l’on peut voir et revoir, celle qui va à domicile, suppriment l’effort de délaisser un bal pour une réunion publique, la propagande par écrit.
Le journal est la meilleure forme de propagande par écrit. Un journal Socialiste pour la jeunesse s’impose
Ce journal Socialiste pour la jeunesse doit également être celui de l’organisation Socialiste de la jeunesse, dans la situation présente le journal des jeunesses Socialistes.
Les membres de l’ex-BN des JS sont légalement propriétaire du Drapeau rouge.
De plus, le titre Drapeau rouge est définitivement discrédité par les campagnes contre le Parti, menées dans les derniers numéros. Un nouveau titre devra être lancé : le CNM et la conférence des SFJS étudieront cette question.
Le nouveau journal devrait être la propriété du Parti, si possible en faire une annexe du populaire ; sa rédaction devra être sous le contrôle du Parti. Sa ligne politique sera ainsi toujours conforme à celle du Parti.
La forme du journal : on peut envisager la forme magazine, mais il y a tant de magazine lancé, disposant de gros moyens, et le but poursuivi ne serait pas atteint, car ce journal ne saurait en rien Socialiste sauf dans le titre, ce qui serait un handicap de vente.
On serait amené à adopter une formule hybride : un compromis entre le journal politique et le magazine, et la vie d'un tel journal est impossible car il ne peut contenter aucune des deux parties de sa clientèle.

Fondation Jean Jaurès

Il reste donc le journal politique, dont la forme générale pourrait être celle du Drapeau rouge.
C'est à dire : le maintien de la page sports, jeunesse, camping, en éliminant les parties trop techniques ; une page dont le but correspondrait parfaitement au but des jeunes Socialistes, donner à tous les jeunes des loisirs sains et fructueux pour leur corps est pour leur esprit.
Une première page politique avec des sujets centrés sur l'actualité, une troisième page légèrement modifiée ou les diverses branches d'activité de la jeunesse auraient leurs chroniques et où une place serait réservée aux questions internationales et à l'avis des organisations JS étrangères ainsi qu'une chronique d'éducation.
La modification essentielle porte sur la seconde page, où il faut prévoir un net élargissement des échos, et aussi un développement de la rubrique la vie du mouvement JS en faisant de cette rubrique un réel instrument de travail et d'émulation entre les fédérations.
Ce journal devra être aussi au service de la Jeunesse, par une rubrique d'annonces : échanges, vacances, correspondance... et en plus de l'intérêt supplémentaire, cela procurera des ressources.
L'idée du feuilleton peut être également retenue.
Il n'y a donc pas de modifications essentielles dans la présentation du journal JS ; le changement sera plutôt dans le fait que nous aurons un journal au service du Parti au lieu d'un journal qui, vivant avec l'appui financier du Parti, n'avait de pire tête de turc que le Parti lui-même.
La vie de ce journal, il ne faut pas le cacher, sera difficile ; il ne faut pas s'attendre à une prompte montée de la diffusion par le mouvement qui vient de subir un rude choc : les abonnements, nous savons par expérience, les difficultés rencontrées dans leur collecte, la vente par les messageries Hachette sera quasi nulle. C'est un tableau très sombre financièrement et il faudra ne pas vouloir partir sur un très grand pied, mais procéder par étapes : créer le journal, le lancer dans le Mouvement, et nos JS garderont moins l'allure générale, importante commercialement, certes, mais plus le fond du journal lui-même puis, ensuite, faire son lancement avec l'appui moral des militants du Parti et l'appui matériel des JS, qui verront qu leur organisation vit et qui, pour la faire grandir, feront l'effort nécessaire.
Supprimer le journal, c'est supprimer le mouvement JS, c'est perdre tout contact avec la jeunesse. Il faut considérer ce journal comme un moyen de propagande, et non comme une entreprise commerciale.
On pourra envisager la création de Comités de patronage parmi les adultes.
Le Conseil national ne voudra pas que dans ce bâtiment où au premier Congrès des cadres du Parti clandestin était affiché au-dessus de la tribune: "Un parti sans jeunesse est un parti qui meurt" ; le Conseil national ne voudra pas tuer le parti en le coupant de l'avenir et donnera mandat au comité national des JS et au Comité directeur du parti, d'étudier les modalités de réalisation d'un journal Socialiste pour la jeunesse qui deviendra le grand journal de la jeunesse Socialiste.

Collection Jean Jaurès

Je demanderai au Conseil national de se prononcer sur l'esprit de ce rapport plus que sur les modalités techniques, car nous voulons la continuité du parti lui-même.
(Applaudissements)

Paul Mistral

j'ai tenu à venir rapporter devant vous, une motion qui vient d'être votée par la conférence des secrétaires fédéraux des jeunes, réunis en ce moment ruent Victor Massé.
Je dois d'ailleurs rassurer nos camarades sur l'atmosphère qui règne au sein de cette réunion. Un seul perturbateur a essayé de jeter le trouble parmi nous ce matin. Nous l'avons prié de bien vouloir prendre la porte.
Actuellement nos débats se déroulent dans la plus grande fraternité. Voici le texte de la motion adoptée par cette conférence : "les Secrétaires fédéraux des JS réunis à Paris le 5 juillet adressent au parti leur salut fraternel.
Prennent acte de la dissolution du bureau national des JS par le Comité directeur et déclarent approuver cette décision. Remercie le secrétaire général du parti et le secrétaire national adulte des JS pour leur action en vue de préserver au maximum l'intégralité du mouvement jeune.
Souhaitant que dans l'effort de redressement qu'ils s'engagent entreprendre, le Parti à tous les échelons, leur apporte son aide la plus efficace, tant dans le domaine matériel que moral.
Proclament leur volonté inébranlable de faire des JS un grand mouvement, digne de la mission que leur a confié le gouvernement : former les meilleurs militants du Socialisme.
Et décident de transmettre cette motion au comité national du Parti."
(Applaudissements)

Robert Verdier

C’est tout à l’heure Henri Noguères répondra, comme rédacteur en chef du populaire à quelques unes des critiques qui ont été faits aujourd'hui sur le populaire et qui ont un caractère technique.
Je voudrais seulement, en ce qui me concerne, faire quelques réflexions très brèves, et sur la formule du journal et sur ses rapports avec le personnel et sa direction.
En ce qui concerne la formule du journal, nous avons entendu instituer l’opposition entre un journal d’information et un journal politique.
Je dis "de nouveau", car ainsi que Bracke ; y a fait allusion tout à l’heure, c’est une très vieille opposition dans le Parti, et je puis vous dire qu’ayant consulté la sténographie de plusieurs congrès d’avant guerre, en remontant même jusqu’à. une date assez éloignée, j’ai retrouvé les mêmes réflexions, la même opposition presque dans tous nos congrès.
Je crois que cette opposition, est artificielle. Je crois qu’il est faux de poser le problème de cette manière. Car il, suffit de réfléchir un peu à ce qu’est un

Fondation Jean-Jaurès

journal, pour se rendre compte que la frontière entre la politique et l'information n'est pas toujours facile à établir, et que même très souvent, l'information peut prendre un caractère politique.
Je ne sais pas si, ces temps derniers, vous-avez lu attentivement l'Humanité, mais voua pouvez voir qu'on arrive à donner un caractère politique même à une affaire comme les empoisonnements de Macon, et même au Tour de France, en tressant des couronnes à Vietto sympathisant ou militant Communiste.
Je ne dis pas que nous devons imiter cet exemple. Je voudrais simplement, en faisant cette allusion, vous rappeler combien il est difficile de tracer une limite rigide entre politique et information.
Je crois que le véritable problème, celui qui depuis longtemps préoccupe le Parti, se pose en d'autres termes.
Il consiste plutôt à se demander dans quelle mesure le journal, le quotidien au Parti doit être un jour purement politique, dans quelle mesure il doit servir le Parti.
J'ai été frappé d'entendre ici, comme au dernier Congrès, le reproche qui consiste à dire que le journal ne parle pas assez de l'action des ministres, des interventions faites à la tribune de l'assemblée par des camarades parlementaires.
Eh bien, camarades, je crois que cette critique procède d'un état d'esprit qui souhaiterait que le journal fut non pas à proprement parler un journal, non pas un quotidien qui se vend dans un large public, mais une sorte de Bulletin au Parti, contenant presque exclusivement ; la documentation pour la propagande du Parti.
Je crois que beaucoup d'entre vous, ne peut-être inconsciemment, souhaiterions que le journal fut une réplique quotidienne d'arguments et ripostes.
Je vous demande de songer plutôt à ce qu'ont dit la plupart des camarades, qui connaissent le journalisme, qui savent ce qui fait le succès d'un journal, quelles sont les conditions de ce succès.
Je vous demande de considérer qu'un journal, même journal de Parti, même journal politique, doit avoir pour but de s'adresser non pas exclusivement à des militants, mais â un très large public, et que par conséquent, il faut lui donner une autre allure que celle du bulletin d'un Parti. Il faut s'efforcer de l'aérer.
Voyez-vous, en ce qui concerne la formule du journal, Je crois qu'il faut se rappeler les réflexions souvent faites dans d'autres Congrès par certains des militants qui ont été longtemps mêlés à la vie du Populaire ; et je pense à certains, en particulier, comme Jean Longuet, qui présidait le Congrès de Nancy en 1928 ou 1929, qui disait à propos de 1 discussion sur le Populaire :
Pour faire réussir notre journal, il ne faut pas se placer dans l'état d'esprit d'un militant pur qui voudrait trouver cinq pages c'était l'époque des journaux à 5 pages de politique, de discussions doctrinales, de débats parlementaires, de comptes-rendus des syndicats.
Si vous faisiez un tel journal, il ne serait pas viable. Un journal, c'est une marchandise que vous places sur le marché.
Il n'y a pas de décision impérative de Congrès qui nous amènerait des acheteurs

à ce journal, s'il ne leur plaît pas.
Nous sommes tenus, nous sommes obligés de tenir compte de cette exigence du grand public.
Je crois que c'est en tenant compte des exigences que nous servirons le mieux non pas seulement le journal, mais aussi la propagande du Parti.
Et c'est, au fond, ce que nous avons essayé de faire du Populaire, en tenant compte des critiques qui avaient été faites au dernier congrès, critiques qui n'avaient apporté rien de constructif, et qui nous avaient laissé en présence de cette formule mixte un peu bâtarde de journal de Parti, et en même de journal d'information.
Nous avons essayé d'abord d'être au service du Parti. Je suis un peu étonné que certains camarades disent aujourd'hui que, dans la période récente, le journal n'a pas suffisamment aidé le gouvernement dirigé par les Socialistes.
Je tiens à leur dire que j'ai entendu assez souvent une critique exactement opposée.
Il y a un certain nombre de camarades qui, souhaiteraient que le journal manifestât beaucoup plus d'indépendance, et que le cas échéant, il adressa des critiques aux camarades qui sont chargés des responsabilités gouvernementales.
Mais, d'autre part, je crois que même dans cette période, si nous consultons la collection du Populaire, nous pouvons constater que nous avons fait un très gros effort pour soutenir le Gouvernement, dans une période difficile.
On nous a reproché, par exemple, de ne pas avoir dit suffisamment la vérité en ce qui concerne les dernières grèves, les derniers mouvements sociaux.
Je vous rappelle que dans le numéro du 4 juin Le Populaire a fait un montage photographique pour reproduire certains titres et le début de certains articles de l'Humanité, et pour montrer, par les dates et les textes, que très souvent la position du Populaire avait précédé la position ; prise ensuite, mais seulement ensuite, par l'Humanité.
De même, toujours dans la même période, il est arrivé de faire souvent des tableaux comparatifs.
Comparaison entre ce que Daniel Mayer avait accordé et se que Croizat avait accordé auparavant.
Comparaison entre ce que Jules Moch donnait aux cheminots, et ce que la fédération des cheminots demandait.
Je pourrais vous citer une infinité d'exemples de ce genre.
S'il s'agit de reprendre le journal sur une période beaucoup plus longue, je vous rappellerai tout ce que nous avons publié cette année pour aider le Parti, l'effort qui a été fait au moment des élections, lorsque nous avons publié une série de tableaux récapitulatifs sur l'action des ministres Socialistes sur, l'action du groupe parlementaire dans chaque département de l'activité politique.
Plus récemment on nous a fait le reproche tout à l'heure de ne pas l'avoir suffisamment soutenu.
Plus récemment, quand il y a eu le débat sur le blé et le ravitaillement, nous avons récapitulé dans un tableau, toutes les critiques adressées à Tanguy-Prigent et nous avons mis en face de toutes les réponses qui avaient été faites, soit par

Tanguy-Prigent soit par notre camarade Gérard Vee.
Ce que je voudrais dire en ce qui concerne le soutien du Parti, c'est que c'est aussi une servitude pour le journal. Cela lui prend, très souvent, beaucoup de place, et quand des camarades se plaignent que l'information, est incomplète, qu'elle n'est pas assez développée, je voudrais leur demander de songer que nous sommes obligés, et combien de réclamations à ce propos, nous sommes obligés de publier des convocations d'annonce de réunions, les listes de souscription pour le Parti, des appels en faveur de la souscription pour le Parti, toutes sortes de communiqués, de ce genre qui, dans un journal qui n'a que 4 pages, prennent tout de même beaucoup d'espace et nous interdisent de donner peut-être un plus grand développement aux informations, comme dans d'autres journaux.
Mais nous sommes forcés de donner à ce soutien au Parti, à l'action de tous les membres du Parti, un autre aspect.
Nous avons essayé de faire appel à la collaboration d'un certain nombre de parlementaires.
Rappelez-vous les deux séries d'articles écrits par Gazier, en septembre-décembre, lorsqu'il a été chargé de commenter le programme mis au point par le Conseil national ; puis une série plus récente de Gazier a propos, du débat qu'on appelle traditionnellement débat sur le dirigisme.
Mais surtout, ce que nous avons voulu faire, c'est de donner à cela un caractère plus vivant, un caractère d'information.
C'est en ce sens que nous avons ouvert depuis peu de temps, une rubrique qui vraiment manquait à ce journal Socialiste, c'est à dire une rubrique économique et financière. Et vous savez que maintenant, deux fois par mois, le mardi, vous pouvez trouver à la page 2, une rubrique économique et financière dont Christian Pineau a la direction.
Mais c'est du coté de l'information même que nous avons essayé d'aérer le journal, de lui donner un caractère plus vivant.
L'information sociale d'abord : vous avez pu constater que nous nous sommes efforcés de donner plus de place aux questions sociales, mais de les traiter surtout sous forme d'enquête, de reportage.
Ces notes, leur nombre en a été assez élevé.
Je voua rappelle quelques-uns de ces articles :
- celui de Roels - dont on a loué tout à l'heure la flamme (Il est aussi rédacteur au Populaire) sur les usines Renault, les travailleurs d'Air-France.
- celui de Capocci sur les travailleurs de l'horlogerie.
- d'autres reportages sur la SNEP, sur les usines Salmson.
Toutes ces enquêtes ont été menées par la rédaction du Populaire, en liaison avec les groupe Socialistes d'entreprises, avec les camarades qui travaillent ces usines et entreprises.
En ce qui concerne la vie à l'étranger c'est de ce côté-là que notre effort a porté, c'est par là qu'on peut chercher à faire des articles ou des études; c'est cela l'information vivante, mais qui ait aussi un caractère politique.
Je voudrais rappeler très brièvement le grand nombre d'enquêtes qu'il y a eu

cette années. Enquêtes de Paul Parpet sur la Russie, Capi en Autriche, Fontin en Indochine, Carish en Palestine, Rosenfeld à Moscou, moi même en Pologne.
De même, nous nous sommes efforcés de mettre à profit tous les voyages que pouvaient faire, non pas des camarades de la rédaction du Populaire, mais les camarades du Parti chargés par le Parti lui-même d'aller à l'étranger pour une mission au nom du Parti.
Quand Jean Rous a été notre délégué au Congrès Socialiste italien, il a donné au Populaire, deux articles sur la question des Socialistes italiens.
Quand Boutbien est allé avec Grumbach à Trêves il a décrit également cette manifestation.
Nous nous sommes efforcés également de développer le système des lettres de l'étranger et des correspondances venues de l'étranger.
En dehors des informations qu'il nous envoie régulièrement, Louis Levi nous adresse toutes les semaines une lettre de Londres.
Nous cherchons actuellement à étendre ce procédé. Nous avons commencé, depuis quelque temps, à avoir des lettres de Stockholm, de Belgique.
Nous sommes en pourparlers pour une correspondance de Prague et de Suisse.
Voilà dans quel sens il faut que nous poursuivions nos efforts si nous voulons que le journal, tout en demeurant politique, soit en même un journal vivant, et qu'on attire le grand public.
Par conséquent, je crois que ce qu'on peut vous demander, c'est non pas de prendre parti dans ce débat -que je crois artificiel,- dans cette opposition un journal d'information ou politique, mais de nous dire -étant entendu que bien des critiques peuvent être faites- de nous dire si nous devons continuer dans le sens où avons essayé de nous engager.
Enfin, quelques mots de la direction du journal et ses rapports avec le Parti.
La direction du journal, ses rapports avec le Parti, sont organisés, je vous le rappelle, conformément aux statuts actuels du Parti. Il n'y a le rien d'insolite. Il y a simplement l'observation de la Charte qui a été adoptée par le Conseil national qui avait pouvoir de Congrès.
C'est par l'intermédiaire du directeur politique du journal et du directeur adjoint qu'actuellement les rapports entre le journal et le secrétariat du Parti ou le Comité directeur, sont assurés.
Je crois que cette formule est la meilleure, ou en tout cas la plus pratique.
J'ai entendu ce matin notre camarade Arrès-Lapoque dire qu'il était souhaitable de constituer une sorte de comité. Un comité peu, nombreux sans doute, mais qui serait chargé d'exercer un contrôle sur le journal lui-même.
Je ne vois pas du tout comment ce comité pourra fonctionner pratiquement bien il sera ou nombreux et tout à fait intégré à la rédaction ; alors le même problème se résoudra dans les mêmes termes, où il ne sera pas intégré tout à fait à la rédaction.
Mais alors, Arrès-Lapoque, nous en avons fait l'expérience il y a peu de temps. Je me demande s'il sera facile de réunir très souvent et opportunément ce Comité.
Tu sais l'expérience que toi-même, avec nous, tu as faite â propos de la

Fondation Jean Jaurès

Commission du Parti qui devait préparer les travaux de ce Conseil national.
Comme tu le disais justement ce matin, nous avons été 3 ou 4 à passer le plus clair de notre temps à attendre que les autres veuillent bien venir à ces réunions.
Si on constitue un comité de membre du Parti qui s'adjoindrait la direction du journal, tu auras affaire a des hommes qui ont beaucoup d'occupations politiques, qui souvent ne pourront pas venir à ces réunions.
Ce qui est plus grave, c'est que je ne crois pas que ce contrôle soit efficace. On pourra pas se réunir tous les jours.
Or, les responsabilités, comme le disait Bracke, se prennent chaque jour, chaque soir. D'abord la conférence de rédaction à 5 heures; elle a lieu aussi beaucoup plus tard parfois, au moment où certain évènements politiques inattendus viennent tout bouleverser, au moment où il faut savoir sur quoi on fera le titre du journal, et quel caractère on lui donnera.
Je pourrais vous citer des exemples récents de l'impossibilité de convoyer un comité, par exemple au moment du conflit des mineurs: il a été réglé au moment ou on ne s'y attendait pas, brusquement, en fin d'après-midi.
C'est à ce moment seulement que la responsabilité pouvait être prise au journal, de présenter la solution sous telle ou telle forme utile au Parti
Récemment encore, avec les derniers débats parlementaires, vous savez quelles ont été les péripéties. D'abord, le premier ordre du jour du parti, assez long. A la dernière minute, autre ordre du jour infiniment plus court. On aurait pu discuter, l'après de la nécessité de publier intégralement le premier ordre du jour; au dernier moment tout aurait été jeté par terre par les derniers incidents des débats parlementaires.
Je crois que quand il s'agit d'un journal, les responsabilités sont à prendre chaque soir.
Il n'y a pas d'autre solution possible que de confier une responsabilité à un homme ou quelques hommes qui vivent constamment au journal, qui en ont la responsabilité, qui auront à s'expliquer soit devant le Comité directeur soit devant le Congrès.
Enfin, je voudrais terminer an faisant allusion à quelque chose dont on n'a pas parlé aujourd'hui et qui est pourtant primordial et qui était indiqué dans la circulaire du Secrétariat du Parti aux fédérations: c'est la nécessité de faire un effort de diffusion en faveur du Populaire.
On fait beaucoup de critiques à l'égard du journal. Je le comprends. Nous souhaitons les critiques, parce qu'elles peuvent être utiles et qu'on essaie d'en tenir compte.
Mais il est juste de dire qu'on peut adresser un certain nombre de critiques sévères à beaucoup do militants, parce que le journal ne trouve pas toujours auprès des fédérations et des sections, l'aide qu'il devrait attendre d'elles.
Il y a quelques mois, Jacques, chef du service de vente, a voulu poser, la question à toutes les fédérations pour demander si cela les intéressait que l'on revoie le samedi ce qu'on appelait l'édition rouge, c'est à dire l'édition préparée l'après-midi du samedi de manière qu'elle puisse arriver très tôt le dimanche matin, même dans les coins les éloignés de province, afin d'organiser des ventes

de masse.
Jacques a envoyé à ce moment 8 à 9 000 circulaires. Il a reçu 400 à 500 réponses.

Jacques - 140.

Robert Verdier - Il me dit 140. J'étais encore trop, optimiste.
Ce qu'il faut demander solennellement aujourd'hui à l'ensemble du Parti, à toutes les sections, à tour les militants, c'est de réagir contre cette paresse, et contre cette négligence à l'égard du journal.
Vous le savez, il est loin d'avoir autant de lecteurs que le Parti a d'inscrits. Il n'en a, je crois, même pas la moitié, si tous les militants faisaient un geste pour acheter le journal et la vendre, il est certain que la situation matérielle du Populaire serait meilleure, et que sa tenue pourrait être améliorée.
Car je vous prie de croire que si la rédaction ou la direction peuvent parfois commettre des fautes, il est certain aussi que les difficultés matérielles sont une entrave pour le journal et pour sa qualité.
Bracke a dit tout à l'heure ; chacun a une définition du Populaire, chacun à sa formule, conçoit à sa manière ce que devrait être le journal. C'est vrai.
Par conséquent, il est certain que, quelles que soient les améliorations apportées au journal, il ne plaira jamais entièrement à chaque militant et à tous les militants à la fois. Cela est une conséquence tout à fait naturelle, et que nous acceptons, à la vie intérieure de notre Parti, de notre sens même de la liberté de penser. Mais il ne doit pas y avoir en contrepartie de la négligence et de la paresse, cet état d'esprit ne doit pas nous interdire de faire un geste pour le journal et même de faire un effort très vigoureux pour sa diffusion.
(Applaudissement).

Le président - Au nom au Conseil national, souhaite la bienvenue à Ramadier qui vient de faire son entrée dans la salle.

Yvonne Latché (Maroc) - La fédération du Maroc demande la création d'un hebdomadaire consacré à l'Union Française.
Les défenseurs du Parti et les camarades d'Outremer sont placés dans des conditions de combat particulièrement difficiles. Les Socialistes au Maroc souhaiteraient avoir un lien constant avec les camarades de France.
Nous avons besoin d'être renseignés et de renseigner les responsables du Parti
Avant la fin de l'année, la Constitution impose le vote du statut des Territoires d'Outremer.
Aucun organe ne peut assurer cette liaison. Il est donc indispensable de consacrer un hebdomadaire à l'Union française, Ce journal s'adresserait à plus de 60 millions de citoyens, et ferait rapidement prospère. Aucun autre moyen de propagande ne serait plus efficace pour diffuser la pensée Socialiste.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Henri Noguères (rédacteur en chef du Populaire)

Verdier a dit que j'allais me charger de répondre aux critiques d'ordre technique, formulées contre Le Populaire.

Je voudrais toutefois regretter que ces critiques n'aient pas été plus nombreuses. Je suis persuadé qu'il est, dans les esprits, beaucoup plus de critiques qu'il n'en a été formulé. Je regrette qu'on ne soit pas venu les exprimer. Cela aurait permis un débat plus large, plus sérieux sur le fond du problème. Cela nous aurait donné, pour l'avenir, des indications très précieuses et qui, trop souvent, nous manquent, sur la volonté exacte, les désirs du Parti et des militants.

Vous savez, qu'au cours du dernier Congrès national, le rapport du Populaire a été rejeté.

Nous avons relu très attentivement la sténographie des débats de ce congrès, il nous a été à peu près impossible de dégager des interventions faites, des indications suffisamment nettes et précises pour nous montrer dans quel sens devait être redressée ce qui avait paru désagréable su Parti, en juillet ou août dernier.

Nous voudrions qu'il n'en soit pas de même cette fois, et que sortent des directives et indications précises.

Il est difficile d'interpréter les travaux préparatoires d'un Congrès ou Conseil, quand on voit, dans les interventions, un camarade venir dire : "Le Populaire fait trop de politique", et un autre dire "qu'il n'en fait pas assez", ou "Le Populaire soutient trop le gouvernement", ou "ne le soutient pas assez".

Il faut que sur l'ensemble de ces problèmes, qui, tous, ont leurs répercussions sur la confection technique du journal, des décisions soient prises et des directives données. Le Parti doit donner ses directives et émettre ses critiques.

Le Parti doit être tenu au courant d'un certain nombre d'éléments positifs qui constituent nos difficultés de tous les jours, et être amené à juger moins sévèrement ; l'action de ceux qui font tous les jours Le Populaire.

Nous nous heurtons à des difficultés vraiment considérables.

Bracke disait tout, à l'heure "Il est souhaitable et nécessaire que Le Populaire soit fait par des Socialistes qui deviennent ensuite des journalistes."

Je crains que ce soit presque trop cela qui se soit passé dans notre journal. Ce serait peut-être une des raisons de certaines faiblesses techniques du Populaire.

Vous ne devez pas ignorer qu'au lendemain de la Libération, le problème de l'épuration a posé dans la presse une série de questions extrêmement graves, notamment a entrain l'élimination quasi totale de la profession de certains éléments, et il a fallu repartir, à la Libération, avec des journalistes d'occasion.

Ce que nous avons fait au Populaire, à ce moment, c'est de repartir avec des camarades journalistes d'occasion, mais pas des Socialistes d'occasion, mais des militants, et qui le sont encore.

Je veux vous dire qu'aujourd'hui, dans sa totalité, à deux ou trois exceptions près - et elles sont strictement d'ordre technique - au secrétariat de rédaction et à la mise en page, non seulement tous les rédacteurs sont membres du Parti, mais ils étaient membres du Parti avant d'entrer à la rédaction du Populaire. Ils étaient des militants, avec la carte du Parti Socialiste. Il est bon que vous le sachiez.

Fondation Jean Jaurès

Une voix – C’est normal ! .

Henri Noguères - C’est normal ? Ce n’est pas ce que semblaient dire les camarades et Bracke.

Alexandre Bracke - Je veux dire que les camarades arrivent trop à se regarder comme des professionnels. Je n’en veux pas. J’ai toujours été dans les journaux Socialistes. J’ai toujours été rédacteur, petit travail, j’ai fait l’envoi, c’est à dire tout ce qu’on fait dans un journal. Je sais ce qu’on fait dans un journal. Je sais ce que c’est. J’ai toujours travaillé comme Socialiste.
On disait "professionnel" parce qu’on fait un journal. Il n’y a pas de qualités professionnelles, ça n’existe pas ! Vous voulez faire un journal ? Verdier l’a dit. Il a ma sympathie et mon admiration, car je ne mets personne au-dessus de lui dans le Parti.
Eh bien, Verdier a dit tout a l’heure une chose qui, pour moi, me parait fausse. Il dit: "Nous faisons un journal pour que les gens l’achètent".
Il faut que le journal soit Socialiste, autrement nous n’en avons pas besoin.

Henri Noguères - Cela ouvre un débat qui pourrait être extrêmement long, et je ne peux pas dire que je suis d’accord avec Bracke.
Je crois qu’il faut des qualités professionnelles bien déterminées pour faire un journal il faut des techniciens pour faire un journal ; des qualités, des connaissances techniques et matérielles.
Je crois qu’il est nécessaire d’avoir dans chaque rédaction, un certain nombre de points fixes, et dans chaque service du journal, un certain nombre de vieux routiers du métier. Nous en percevons tous les jours l’utilité. Tous les jours, dans tous les services, les jeunes rédacteurs sont bien contents d’avoir recours à l’expérience de quelques vieux du métier qui, malheureusement à mon sens, ne sont pas assez nombreux au Populaire.
C’est une des difficultés que nous rencontrons.
Nous rencontrons aussi des difficultés d’ordre matériel. Nous sommes obligés d’attendre, pour le départ l’envoyé spécial en Indochine, que Moutet s’y rende et qu’il y ait une place dans l’avion. Pour la Palestine, c’est la même chose.
Tout ceci nous place, vis à vis de l’ensemble des autres journaux. Or, nous devons conserver présente à l’esprit cette notion que nous avons des concurrents, qui peuvent devenir dangereux. Cela nous place souvent dans une position d’infériorité
Au Conseil fédéral de la Seine, je disais : un accord dans la clandestinité a permis d’occuper le local du boulevard Poissonnière. Quand Le Populaire l’a revendiqué, c’était plus dans l'intérêt du Parti que du journal. Car un journal, on le fait partout si on a un bon imprimeur. Dans la Cité Malesherbes, personne ne va ; nous avons pensé nécessaire d’ouvrir une façade dans le cœur de Paris, nous l’avons.
Mais venez voir à l’intérieur, ce qui se trouve derrière la façade. Vous verrez

Collection Jean-Jaurès

que l'atelier est vieux, insuffisant, et cela entraîne pour nous, tous les jours, des difficultés ; retard dans la tombée du journal, d'où arrivée en retard dans la province.
Nous avons pensé devoir maintenir le Populaire dans ce local, dans un grand local, fous avons eu raison, dans l'intérêt du Parti.
On vous a parlé de la formule du journal. Je ne reviendrai pas sur ce qu'a dit Verdier,
On a parlé de la rubrique sportive du journal; c'est un problème extrêmement grave et important.
Vous vous souvenez de la rubrique sportive du Populaire que Pierre Marie faisait avant guerre. Vous vous souvenez tout de la collationnement, chaque soir du point de vue de la CFGT c'était excellent.
Mais du point de vue de la vente du journal, de la diffusion, il y avait une lacune extrêmement grève.
À la libération, on a fait l'inverse et on est allé trop loin. On a fait la rédaction sportive, mais qui était l'égale ou la supérieure de la plupart des journaux dits bourgeois, et on n'a plus parlé de cette série d'organisations dans lesquelles militent nos camarades et qui, toutes, sont intéressantes pour le Parti.
Nous avons essayé d'y porter remède. La solution est entrée en application il y a quelques semaines.
Nous avons fait appel à un de nos camarades, à la fois vieux militant et spécialiste des questions sportives, qui a été successivement le collaborateur de Lagrange, Viénot, Gaston Roux, qui appartient à la Commission sportive du Parti, et qui nous a apporté un plan, dans lequel nous avons puisé un certain nombre d'idées.
Nous l'avons chargé d'exécuter ce plan. Il y a tous les jours, dans la rubrique sportive, non pas une place énorme consacrée aux sports ouvriers, mais chaque jour quelque chose.
Tous les dimanches, depuis quelques semaines, dans la page sportive, il y a un éditorial qui attire l'attention des sportifs sur l'action menée par le Parti en faveur de l'ensemble des sportifs ou de telle ou telle catégorie.
Voilà qui me parait quelque chose d'utile ; c'est la mission que nous avons confiée à nos camarades.
En voyant toutes les rubriques sous cet angle, on arrivera à donner à l'information le sens qui doit exister dans un journal comme le Populaire.
Nous avons voulu que presque chaque rubrique du journal ait son éditorial politique. Il y a l'article Blum, l'article sportif, la page sociale qui rencontre une certaine faveur, l'opinion de Jean Troleau, l'opinion Socialiste car le fait social du jour.
Je vous prie de croire qu'avec les éléments dont nous disposons, ce n'est pas extrêmement facile.
J'ai entendu dire au Conseil fédéral de la Seine, que Le Populaire disposait d'une rédaction pléthorique et se livrait à des dépenses somptuaires.
Je voudrais vous donner une précisions non seulement la rédaction du Populaire n'est pas - et de loin- comparable à celle de la plupart des journaux parisiens. Le

Figaro a cinq fois plus de frais de rédaction mensuellement ? Depuis 15 jours 3 semaines, nous avons décidé, au Conseil d'administration, de faire un effort considérable, en rétablissant l'édition départementale.
Car nous avons constaté qu'une des lacunes les plus graves du Populaire résidait dans son arrivée irrégulière en province.
Grâce à cette édition qui tombe tous les jours à 16 heures, le Populaire arrive partout le matin même du jour dont il porte la date.
Il n'y a à Paris que deux journaux, sur l'ensemble de le presse parisienne, qui fassent une édition comparable à celle-là : c'est le Populaire et le Figaro. Tous les autres font une édition dite matinale, qui tombe à 23 heures.
Je ne sais pas si vous vous rendez compte de ce que représente cet effort supplémentaire qui consiste à faire une édition qui sort à 16 heures, C'est un journal du soir et un du matin que fait le rédaction. Si le Parti avait décidé de sortir un journal du soir, il se serait adjoint une rédaction supplémentaire.
Nous fabriquons un journal du soir, et nous avons simplement augmenté de quatre unités la rédaction intérieure. Cela représente un grand effort
Je reçois presque tous les jours, dans le bureau, la visite d'un délégué syndical de la rédaction qui a vingt ans de Parti, qui fait des efforts pour le journal - et comme le Populaire doit donner l'exemple du respect des règles syndicales - qui vient de me faire remarquer qu'on travaille avec des effectifs tels que les journalistes du Populaire sont sur le tas de 9 h à 2 h.
Vous êtes tous d'accord tour penser que le Populaire doit être le défenseur des revendications de la classe ouvrière, appliquer la loi de 40 heures.
Vous penserez avec nous que les rédacteurs du Populaire ont accepté de faire cet effort supplémentaire. le Parti doit en avoir, non pas tellement de la reconnaissance, mais reconnaître la valeur de l'effort fourni.
(Applaudissements)
Ceci m'amène à vous faire part d'un autre ordre de réflexion pour nous extrêmement pénible.
Noue avons à la Rédaction, par les lettres que nous recevons, par les contacts que nous pouvons avoir avec des camarades du Parti, soit de la fédération de la Seine, soit de province, nous avons le sentiment qu'il existe dans le Parti, une espèce de snobisme particulier qui s'applique au Populaire.
Nous avons le sentiment qu'il est de bon ton, dans le Parti, de dire entre nous, et à l'extérieur : Le populaire, c'est le journal le plus mal fait de Paris, c'est le dernier informé si vous voulez ne rien savoir de ce qui se passe, lisez le Populaire.
Vous savez, camarades, que ce que je vous dis est exact. Beaucoup d'entre vous ont certainement prononcé ses phrases; elles l'ont été non seulement dans des assemblées comme celle-ci où il est de notre devoir de les prononcer si cela correspond à notre sentiment, mais elles ont été prononcées au café, au travail, dans une série d'endroits où au contraire vous entendez tous les jours les militants Communistes dire ; si vous voulez lire un journal bien fait, lisez l'Humanité. "Un journal bien informé, lisez l'Humanité."
Non contents de vanter le journal de son Parti, le Communiste le vend.

Il faut que nous régissions contre ce snobisme qui consiste à dénigrer le journal Le Populaire.
Je ne prétend pas qu'il soit le journal de Paris:' il ne le sera jamais, il a trop de servitudes.
Il ne sera non plus jamais exactement le journal qui correspond à votre conception personnelle parce que si vous trouvez dans la page 1 un article qui correspond à ce que vous souhaitez, par contre vous trouvez dans la page 2 des articles économiques, littéraires qui ne vous satisfont pas, ou en page 3 une rubrique sportive qui ne vous intéresse pas.
Le Populaire n'est pas fait pour chacun de vous, mais pour l'ensemble des membres du Parti, de tous ceux qui doivent le lire, qui le liront, qui voudront faire la propagande nécessaire autour du journal.
Le Populaire sera toujours une sorte de compromis. Mais il n'est pas non plus le plus mal fait, croyez-moi.
Il faut cesser de dénigrer le journal.
Je voudrais que sortent de ce Conseil national, non une série de décisions qui donneront des directives et fourniront la formule du journal, mais je voudrais que sur le plan pratique, il sorte des résolutions concernant l'action que le Parti s'engage à mener pour le Populaire ; car cette action, il la mènera, pas pour le Populaire, mais pour lui-même.
Le devoir du Parti, c'est de confronter ses propres effectifs et les chiffres de vente du Populaire.
Le devoir de chaque secrétaire de fédération, c'est de confronter ses effectifs et le chiffre de vente du Populaire.
Le jour où un secrétaire de fédération viendra trouver le rédacteur en chef du Populaire et dira : "En six mois nous avons doublé le chiffre des abonnements mais nous estimons que telle rubrique ne nous satisfait pas", alors nous tiendrons compte non pas seulement qu'il y a un intérêt matériel, mais nous tiendrons compte de ces indications parce qu'elles viendront de militants qui auront agi pour le journal, et que cela correspondra à quelque chose de sérieux.
Au lieu de cela, ceux qui viennent critiquer ce sont les secrétaires des fédérations où on vend moins le Populaire.
Je ne dis pas que nous ayons à l'égard de ces militants un préjugé et que nous soyons enclins à les boycotter. Mais nous avons davantage de considérations pour transformer notre journal dans la mesure où nous sommes assurés de satisfaire une clientèle qui se révèle fidèle et en accroissement.
Je voudrais redire encore que ce Conseil national aura été, en ce qui concerne Le Populaire tout au moins, inutile s'il ne sort pas de ses travaux, un certain nombre de directives précises quant à la formule du journal, et s'il ne sort pas de ses travaux un certain nombre de décisions et pas seulement de principe, en ce qui concerne l'action que toutes les fédérations, et que toutes les sections, et tous les militants individuellement doivent s'engager à mener pour le Populaire.
(Applaudissements)

Le président donne connaissance de la composition de la Commission de

résolution :
Ferrat, Rous, Dedecker, Verdier, Boyer, Tellier (Somme), Pierre Bloch, Colette Kahn, Mazières, Marceau Pivert, Pierre Henriez (Nord), Lussy, Leenhardt, Defferre, Roels, Samson (Toulouse), Texier (Gironde), Staub (Loire Inférieure) Texcier (Comité dirceteur) Henri Noguères, Yvonne Latche.

Léon Blum

(Applaudissements)
Je n'ai que quelques mots à dire, parce que je désire appuyer de quelques mots des observations déjà présentées, l'une par Noguères, l'autre par Verdier.
D'abord, à mon tour, je demande au Conseil national de prendre en considération l'effort vraiment admirable qui a été fait dans ces dernières semaines par la double équipe du Populaire : son équipe de rédacteurs et son équipe ouvrière.
Le Conseil d'administration a pris la résolution de rétablir l'édition départementale qui avait été supprimée pour raison budgétaire, à la fin de l'année dernière.
Les équipes du Populaire ont réalisé ce double travail d'un journal du soir et d'un journal du matin fabriquée à quelques heures dé distance, en n'augmentant que d'une façon insignifiante les équipes de l'atelier et sans augmenter l'effectif de la rédaction.
Tous ceux d'entre vous qui ont une idée claire de la vie professionnelle, de la confection d'un journal, doivent se rendre compte qu'il y a là un tour de force dont le Conseil national et le Parti doivent apprécier toute la valeur, et toute l'importance.
La seconde observation, déjà formulé ; par Verdier, a trait à la question du Comité de direction.
Je demande de la façon la plus instante au Conseil national, d'écarter cette solution, à laquelle je pourrais faire des objections d'un autre ordre, mais dont je voudrais vous marquer à mon tour à quel point elle est pratiquement inapplicable.
Je l'ai dit dès le premier moment a Arrès-Lapoque quand il m'a fait part de cette idée, soulevée dans les discussions de la Commission de la presse. Et la réflexion ne fait que confirmer cette réaction première.
Si vous ouvrez "Le Monde" de ce soir, vous verrez qu'il existe au Monde un Comité de direction.
Il est composé de trois personnes qui, toutes trois, sont des chefs de service du Monde, qui délèguent chacun un des grands chefs de service entre lesquels est partagée la rédaction du Monde.
Chacun d'eux est au journal pendant tout le temps de sa confection, et quand il y a un cas délicat à trancher ou des décisions d'ordre général à prendre sur le numéro du jour, il se rend dans le bureau de l'un d'entre eux.
Ils sont présents, ils sont permanents, et la chose va d'elle-même.
En ce sens, il existe aussi un Comité de direction au Populaire. C'est à dire que chaque jour, pour la confection du numéro, et à plus forte raison lorsqu'il n'agit

Fondation Jean Jaurès

de trancher un cas inopiné posé par l'actualité politique, Verdier, Noguères, Maurice Siegel secrétaire de la rédaction et moi, nous nous réunissons.
Ce Comité de direction en ce sens existe et fonctionne.
Il y a quelqu'un qui y manque souvent. Je m'en excuse auprès du Conseil national: c'est le Directeur politique du journal. Car, à vrai dire, je ne viens pas à Paris tous les jours, et sans être un délégué à responsabilité limitée, comme l'a dit un jour Henri Noguères, au contraire j'assume et déclare la responsabilité entière de tout ce qui se passe dans le journal.
Je suis cependant un Directeur à participation limitée. Je suis hors d'état, physiquement, de donner au journal la continuité de présente qu'une direction absolument effective exige. Cela pose souvent pour moi un cas de conscience personnel dont je n'ai pas à entretenir autrement le Conseil national.
Quand je ne suis pas là, je suis au bout du fil. J'y suis constamment. Noguères et Verdier sont en contact avec moi au moins deux fois par jour au moment de la conférence de rédaction du matin et de celle du soir. Et si un événement politique, inopiné, se produit, j'en suis aussitôt averti, et mon Dieu, c'est le fil téléphonique qui est le lien de ce Conseil de direction improvisé.
En ce sens, un Conseil de direction est possible et nécessaire, mais dans le sens où on l'a entendu, en tant qu'organisme extérieur à la rédaction du journal, en tant qu'organisme de collaboration et de contrôle politique de la direction du journal, je le répète, il est impraticable.
La plus lourde tâche dans la direction politique du journal, c'est la rapidité, en quelque sorte instantanée, avec laquelle on est tenu en présence d'un évènement d'ordre intérieur ou extérieur, de définir aussitôt une position.
Ayant tout juste le temps de conférer avec deux ou trois collaborateurs essentiels, ayant tout juste le tempe de réfléchir via à vis de soi-même, il y a là une nécessité d'improvisation à laquelle la direction politique d'un journal ne peut pas échapper.
Il se trouve que le journal peut engager ainsi le Parti. Il peut l'engager sans que le Parti ait délibéré, sans que même quelquefois il ait eu le temps matériel, comme on cherche à le faire, à se mettre en rapport ou d'accord avec le secrétaire-général du Parti, qui peut être absent, sur lequel on peut ne pas mettre la main aussitôt. Cela, c'est la responsabilité propre du directeur politique, c'est sa mission propre.
Et le Parti est constamment juge de la question de savoir si l'homme qui a charge de cette mission continue ou ne continue pas à mériter sa confiance.
Je veux ajouter quelque chose. Je pense que l'on n'a pas assez réfléchi. Nous nous sommes énormément occupés de la Constitution de la République, et nous avons eu raison, mais nous ne semblons jamais nous en souvenir exactement de la nôtre.
On a rappelé tout à l'heure le précédent du Congrès de St Quentin ; ce précédent, il serait peut être délicat de l'analyser de trop près.
Ceux d'entre vous qui sont familiers avec l'histoire du Parti se rappellent ce qu'a été exactement ce Congrès. Mais dites-vous qu'à cette époque et jusqu'en 1939, le directeur politique du Populaire était nommé par le Congrès.

L’administrateur était nommé par le Congrès. Le conseil d’administration du Populaire, qui, après Saint-Quentin s’est intitulé Comité d’administration et de Direction, était nommé par le Congrès. Aujourd’hui, il n’en est, plus ainsi.
Avant la guerre, en 1939 ; comme directeur politique du Populaire, j’ai exercé cette fonction un an en collaboration avec Longuet ; après cette année ; seul, depuis que le Populaire de Paris a été transformé en journal du matin.
A cette époque je ne relevais en rien de la Commission administrative permanente. J’étais élu par le Congrès, je ne relevais que du Congrès. Si un conflit était survenu entre la CAP et le secrétariat du Parti et moi, il n’y avait pas d’autre juge que le Conseil national ou un Congrès.
Aujourd’hui, il n’en est plus ainsi.
Le directeur politique du Populaire est nommé par le Comité directeur et non pas le Congrès.
L’administrateur est nommé par le Comité directeur.
Le Conseil d’administration est nommé par le Comité directeur.
Ce qui fait, soit dit en passant (je n’ai pas fait cette remarque au Congrès d’août l’an dernier parce qu’elle aurait eu un caractère de procédé offensif) ce qui fait que la présentation au Congrès d’un rapport du Populaire n’a plus de sens dans notre constitution actuelle car ni la direction, ni l’administration du Populaire ne relèvent plus directement du Congrès.
Si des critiques devaient être élevées, c’est à l’occasion du rapport moral du Comité directeur qu’elles devraient être étudiées.
(Applaudissements)
Telle est aujourd’hui, sans contredit possible, la Constitution,
Il s’ensuit que, dans la mesure où vous jugez nécessaire qu’un organisme du Parti contrôle la direction du Populaire, cet organisme existe, et c’est le Comité directeur, qui a nommé le directeur politique et de qui le directeur politique relève.
Voila, je crois quelle est la légalité du Parti, et il suffit d’en rappeler le texte pour montrer que la question soulevée n’a en réalité pas d’objet.
Je ne suis personnellement pas membre du Comité directeur. Je sais qu’il ne refusera jamais l'hospitalité chaque fois qu’il pourra paraître utile qu’un débat s’engage sur le journal, dans son sein.’
En tout cas, le directeur-adjoint du Populaire, Verdier, est membre du Comité directeur ; et il n’est pas seulement membre du Comité directeur, il est membre du Bureau du Parti. Et c’est ainsi que s’organise et que doit continuer a s’organiser de la façon la plus normale, le combat, et si vous le voulez -le mot ne me fait pas peur- le contrôle entre la direction politique du Populaire d’une part, et les organismes centraux du Parti, de l’autre.
Ce sont les deux seules observations que je voulais faire.
J’ajouterai cependant encore un mot, qui répondra aux préoccupations qui sont en ce moment dans tous vos esprits.
Verdier vous a dit tout à l’heure que certains camarades nous reprochent, dans ces dernières semaines, de n’avoir pas été le soutien assez fidèle du gouvernement.

Fondation Jean-Jaurès

La situation du journal, quand un gouvernement à direction Socialiste est au pouvoir, est aussi difficile que celle du Parti lui-même, c'est à dire qu'il a à satisfaire à la fois deux exigences qui, lorsqu'on les formule, sont contradictoires et inconciliables.
D'autre part, montrer de la façon la plus efficace, le plus affectueuse, la plus fraternelle, leur entière solidarité avec les camarades que le Parti a à déléguée au gouvernement, et cependant conserver vis à via de la politique gouvernementale, une indépendance de jugement.
Ces deux termes étant contradictoires, il ne sera jamais possible ni au Parti lui-même, ni à son organe central, de satisfaire à l'une et à l'autre d'une façon qui contente chacun de vous.
C'est là que doit se retrouver entre nous ce qu'il y a de meilleur et de plus fort dans l'esprit du Parti, les sentiments d'amitié et de fraternité qui doivent nous lier les uns aux autres ; le désir et la volonté de ne jamais, vie à vis des adversaires ou des indifférents, nous dresser dans des positions contraires et hostiles, mais rechercher entre nous avec plus de ferveur encore que dans les conjonctures habituelles de votre vie de parti, les terrains d'accord et les motions nécessaires.
Nous serons toujours blâmés, à cet égard, par les uns ou par les autres. Cela est inévitable.
On nous blâmera si l'attitude que nous prenons vis à vis du gouvernement peut être utilisée contre lui par ses adversaires ou si nous paraissons avoir manqué à cette solidarité nécessaire.
On nous blâmera si nous paraissons avoir renoncé totalement, à avoir abdiqué complètement -dans le seul souci de prolonger son existence- toute espèce d'indépendance d'esprit et de jugement critique.
Je ne me flatte pas que, dans des situations aussi difficiles, le Populaire puisse toujours satisfaire l'unanimité du Parti. Mais il a fait de son mieux. Je ne crois pas qu'il ait fait mal. Et il continuera à faire de son mieux.
Dans l'ensemble, je cois qu'il n'y a pas un de vous qui ne rende justice à l'effort accompli dans notre maison
Depuis maintenant une dizaine de mois, il n'est pas douteux que nous avons fait un journal. Naturellement, ceux qui y travaillent le voient encore mieux que ceux qui le lisent.
Pour ma part, quand je l'ouvre le matin, et que je le confronte sans complaisance avec les autres journaux, de la presse parisienne, je le lis toujours sans en avoir la plus légère honte, très souvent avec satisfaction, et quelquefois avec fierté.
Je voudrais que ces sentiments fussent ceux du Parti; et Noguères avait raison. Nous lui demandons de nous dire toujours ce qu'il pense de nous ; mais nous lui demandons aussi, même quand il nous critique, de le faire dans un esprit de bienveillance et de fraternité, avec le désir non pas de triompher de nous sur telle ou telle erreur commise, sur telle ou telle lacune constatée, mais pour que, tous ensemble, nous puissions travailler à le rendre constamment meilleur, constamment plus profitable.
Puisque je me suis mis à faire une discussion malgré moi, je voudrais vous dire

Fondation Jean Jaurès

encore quelque chose.
Vous aurez à prendre des décisions en ce qui concerne la presse du Parti.
Je veux appeler votre attention sur quelque chose que beaucoup d'entre vous savent, mais qui n'a pas été dit dans cette discussion à laquelle j'ai assisté.
Peut-être ne savez-vous pas qu'en France, les Editions de Paris, l'agence, les publications du Parti autres que le Populaire - Provo vous l'a dit d'un mot ont vécu, depuis la libération, à la charge presque exclusive du. Populaire.
Que s'il fallait vous apporter le compte de ce que représente le passif du bilan du Populaire, l'aide qu'il a apportée aux autres publications du Parti, c'est par dizaines de millions que se pose ce chiffre.
Qu'aujourd'hui encore, c'est en fait grâce à la trésorerie du Populaire, ou papier du Populaire, que la plupart des autres publications du Parti peuvent paraître régulièrement.
Je vous avertis que cette situation ne peut pas se prolonger plus longtemps. C'est en faisant courir un grand risque au Populaire lui-même que nous l'avons laissé durer plusieurs mois, alors qu'il était convenu entre nous que cela aurait du prendre fin dans le moment où le Société Nouvelle du populaire s'est reconstituée.
Quelles que soient les décisions que vous prendrez, il faut que vous ayez présent à l'esprit cette vérité. Si vous laissez subsister à la charge du Populaire le déficit, des publication du Parti dont vous déciderez le maintien, et si vous ne prenez pas les mesures nécessaires pour qu'elles vivent de leurs propres ressources, ou que leur déficit soit couvert par le Parti, c'est le Populaire lui-même que vous condamnerez à le faillite.
Et ce dans un bref espace de temps.
Cela est mis un peu hors de mon ressort, hors de ma compétence, mais je suis sur que l'administrateur du Populaire éprouve quelque soulagement du fait que j'ai pu prononcer ici ces paroles.
(Applaudissement).

Guy Mollet

Le premier problème posé est celui du Populaire.
Je pense -et je crois que c'est ce qui ressort des travaux de notre Conseil national- que le formule à retenir est celle du quotidien d'information ayant une teinte politique.
Je ne crois pas qu'il faille entrer dans la discussion pour savoir si Le Populaire, tel qu'il est conclu, a donné satisfaction à tous.
Je suie de ceux qui pensent qu'il est possible de donner satisfaction à tous. C'est plutôt une Commission, dans son travail qui pourra déterminer sa ligne exacte.
En ce qui concerne sa ligne politique, je ne saurais dire mieux que Blum nous n'avons pas a être l'organe du gouvernement, soutenant le gouvernement. Il nous faut, en même temps, être l'organe du Parti.
C'est plutôt sur ces positions du Parti qu' il faudrait mettre l'accent, que sur les positions transactionnelles que le gouvernement a été condamné à accepter.
S'il est un point but lequel il y a une différence entre ma pensée et celle de

Blum, c'est celle qui a trait aux moyens d'organiser les relations entre la direction du Populaire et le Secrétariat du Parti. Il s'agit de bâtir.
Il est évident que les rapports, jusqu'à ce jour, entre la direction du journal -entre certains éléments subalternes- et le secrétariat du Parti, ont été nettement insuffisants.
Un certain nombre d'incidents ont valu au secrétariat d'être vraiment peu satisfait de l'attitude du journal.
Il faut qu'il soit possible, au Secrétaire du Parti, quel qu'il soit, d'écrire librement dans l'organe central du Parti... (Applaudissements)…sans que les textes qu'il écrit soient soumis à des rectifications éventuelles.
C'est pourquoi je pense que, sous une forme à déterminer, -pas obligatoirement celle d'une commission- Blum avait raison quand il rappelait que c'est le Comité directeur unanime qui a désigné notre camarade Blum comme directeur du Populaire.
Il ne saurait donc être question une seconde de discuter de la façon dont le Populaire est dirigé.
Il faut placer le problème sur un plan technique et demander comment il est possible d'assurer d'une façon permanente, quotidienne, la collaboration totale, confiance, entre la direction, du journal et le secrétariat du Parti.

Léon Blum - Est-il arrivé une seule foi qu'un article envoyé par le Secrétariat du Parti au journal, ai subi une altération quelconque ?

Guy Mollet - J'aimerais que Verdier réponde.

Robert Verdier- Il est arrivé en effet que, dans un ou plusieurs articles, il y ait eu une faute de correction matérielle qui pouvait avoir une importance sur le fond même du texte.
Mais sous la forme où Guy Mollet le présente, le Conseil national pourrait croire qu'il s'est exercé une sorte de censure et que telle ou telle phrase a été tronquée. Mollet sait que ce n'est pas exact.
D'autre part, ce qu'il vient de dire indique à quel point il sera difficile pour un organisme nouveau, pour un Comité de direction ou de rédaction nouveau, d'éviter le retour de pareils incidents, car ces fautes-là sont des fautes qui viennent de la composition, de le correction, et par conséquent ces fautes ne peuvent être rattrapées qu'au dernier moment, à une heure du matin.

Guy Mollet - Appelons les choses par leur nom. Je prends l'incident le plus sérieux : entre le secrétaire du Parti et Verdier. Verdier a essayé, à posteriori, de savoir d'où cela pouvait venir; il n'a jamais pu le découvrir. Admettons que cela vienne de le correction.
Il s'agit d'une période où il y a une constitution de gouvernement. Je passe à un papier.
Je dis :
"Pour faire un gouvernement, il importe que chacun des partis en présence dise

ce qu'il veut faire."
Le thème de l'article continuait.
C'est traduit ;
"Que chacun dise ce qu'il peut faire ".
Veut faire, peut faire, je dis : coquille ! Je téléphone à Verdier en disant qu'il y a une coquille et que je passerai an second papier le lendemain.
Je passe mon second papier avec ce titre: "Il faut savoir dire ce que l'on veut"
Et en caractères gras, à un passage souligné, je dis : "Tous devront dire non pas ce qu'ils croient pouvoir faire, mais ce qu'ils veulent faire".
On a mis "...non pas ce qu'ils croient pouvoir faire, mais ce qu'ils peuvent faire ».
C'était assez grave : le lendemain, le jour où j'attirais l'attention, on me faisait dire le contraire.
Le dernier incident, qui m'a amené à ne plus oser traduire ma pensée, était à l'occasion de la manifestation que nous avons faite pour les 75 ans de Léon Blum.
Pendant les différents discours, un certain nombre ont dit ce qu'ils ont voulu. Je parlais le dernier. J'ai pris comme thème :
"Ce que nous aimons en Blum, ce n'est pas le sur-homme, ce, n'est pas l'œuvre extraordinaire... Ce que nous aimons en lui, c'est l'homme tout court, c'est l'homme qui a été un modèle pour nous tous".
C'est traduit "Ce que nous aimons dans Léon Blum, c'est le sur-homme, c'est l'œuvre extraordinaire, c'est etc.
(Applaudissements)
Je dois à la vérité de dire ici que je considère absolument que notre camarade Blum est au-dessus de tout cela, que Verdier est au-dessus de tout cela, mais qu'il y a dans les camarades à la rédaction ou à la correction, un certain nombre de Camarades - qui n'agiraient pas ainsi s'ils savaient que le secrétaire du Parti, quel qu'il soit, a une autorité lui aussi sur le journal du Parti.
Il ne s'agit pas de faire triompher l'un ou l'autre. Je referai ici la proposition que j'ai faite - il n'y a qu'un homme qui puisse représenter la pensée Socialiste pour être directeur du journal, c'est Blum.
Ce que je demande, c'est qu'on trouve un moyen d'établir entre la direction politique du journal et le Secrétariat, des rapports assez confiant pour que ces incidents ne puissent plus se reproduire.
Je pense à un autre point du questionnaire.
Il faut que le diffusion du Populaire, comme l'a dit Verdier -et j'insiste après lui- soit assurée par des militants du Parti avec plus de volonté et de courage que jusqu'à présent
C'est trop facile de venir au Congrès discuter, si dans les fédérations on ne fait pas l'effort nécessaire pour faire vendre le journal.
Et j'en, reviens à ce qua disait Provo : le Parti a besoin d'avoir un hebdomadaire semi littéraire; il aurait terriblement besoin d'avoir un hebdomadaire politique tel, que l'on ait enfin, dans toutes les fédérations, des points de vue communs et semblables sur les grands problèmes. Il a besoin d'avoir un organe s'adressant à

Fondation Jean Jaurès

la jeunesse, aux femmes, à la France d'Outremer.
Presqu'aucun de ces journaux n'est rentable. Il s'agit de savoir si le Parti va un jour se donner les finances de ces besoins ; on a encore des fédérations avec une cotisation de 10 ou 15 francs par mois. Il s'agit de savoir si vous avez l'illusion qu'avec cela vous pouvez faire vivre un Parti qui a besoin d'une presse. Camarades, vous vous trompez. Si vous estimez qu'à l'heure où sont venue chez nous un certain nombre de camarades représentant des professions libérales, si vous estimez qu'il est légitime de demander 15 francs à l'ouvrier qui vient chez nous, mais 15 francs aussi au dentiste, à l'avocat, je dis que vous faites une erreur. Ce n'est pas cela, l'égalité.
(Applaudissements)
Dans le projet de réorganisation, on demandera à chacun une cotisation semblable, et proportionnellement à ses ressources, de faire le même effort pour le Parti. Vous le demandez à vos élus, demandez-le aux militants.
Ce jour-la, vous aurez la presse dont le Parti a besoin.
En ce qui concerne les hebdomadaires fédéraux, il faudra aussi savoir faire les sacrifices voulus.
Un journal qui tire à 3.500 ou 5.000 n'est pas rentable.
Quand vous demandez au Parti de vous aider, il bouche un trou de trois semaines un mois, qui est refait le mois suivant. Ce qu'il faut, c'est que les fédérations voisines créent entre elles des hebdomadaires régionaux. C'est alors qu'on pourra tirer parti d'une presse pour répandre notre pensée.
(Applaudissement).

Le président annonce que la Commission va se réunir immédiatement (dans la salle Y).
Il donne ensuite connaissance de le composition du Bureau pour la séance du lendemain matin, qui aura lieu à 9 heures.
La séance est ensuite levée. (Il est 18h30).

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des ler et 2 mars 1952 (Puteaux)

Séance du dimanche 6 juillet 1947 (matinée)

Président : M. Cormier (Maine-et-Loire)
Assesseur : Yvonne Latche (Maroc), Bordelongue (Basses-Pyrénées)

La séance est ouverte à 9 h 30, sous la présidence de M. Cormier (Maine-et-Loire), assisté de Yvonne Latche (Maroc) et Bordelongue (Basses-Pyrénées).
Le président donne la parole au secrétaire général du Parti.

Guy Mollet

Avant d'entrer dans le vif du suet, je voudrais vous faire part de quelques suggestions faites par plusieurs camarades. Il semble qu'il soit nécessaire que

Coll. Fondation Jean-Jaurès

dans la matinée, ce débat soit organisé. En effet, il se produit trop souvent que les orateurs sont inscrits en ce cours de journée les uns et les autres. Ceux qui parlent le matin ont tout loisir de parler pendant 25 minutes et, à la fin du débat, on est obligé de tout précipiter de telle façon que les derniers orateurs inscrits n'ont plus que quelques minutes pour apporter leur point de vue.
Le but d'un Conseil national est essentiellement de faire connaître le point de vue de vos fédérations respectives.
Il faudrait, si vous étiez d'accord, que ce matin, après avoir entendu d'abord un exposé que j'essaierai de faire aussi objectif que possible de la situation et le rapport de Daniel Mayer, au nom du Comité directeur sur les propositions d'ordre économique, adoptées par le Comité directeur lors de sa dernière réunion, tous vous fassiez inscrire de façon à ce que nous puissions organiser le débat en raison du nombre des orateurs inscrits. Cela ne veut pas dire que le temps de parole d'un camarade qui va défendre son point de vue tout particulièrement sera limité. Cependant, il ne sera pas accordé le même temps de parole à chacun.
Je propose l'inscription des orateurs jusqu'à la fin du rapport de Daniel Mayer. Ensuite, la liste des orateurs sera close. Une suspension de quelques minutes nous permettra l'organisation du débat.
J'en arrive maintenant à la question de politique générale. Notre dernier Conseil national s'est tenu le 6 mai, c'est-à-dire, il y a deux mois.
Depuis cette date, un certain nombre de demandes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti se sont produites sur lesquelles je voudrais apporter quelques renseignements et surtout quelques points de vue. Ce n'est pas pour mener une discussion, mais simplement à titre d'information car je pense qu'il est nécessaire que nos camarades des fédérations aient quelques renseignements sur les évènements intérieurs du Parti.
Un événement intérieur du parti qui a une certaine importance, c'est l'indiscipline de certains membres du bureau national des Jeunesses Socialistes. Nous avons essayé de voua faire connaître aussi vite et aussi complètement que possible les conditions dans lesquelles le Comité directeur avait été amené à prendre de semblables décisions.
Depuis un certain nombre de mois déjà, ces fautes étaient commises par la majorité du Bureau national des Jeunesses Socialistes. Ces fautes étaient de caractère différent certaines relevant de quelques esprits fougueux qu'il n'est pas toujours de mauvais ton de trouver chez nos jeunes. Il vaut mieux les voir prendre des positions excessives à 20 ans que de les voir trop sérieusement apaisés car, à ce moment, l'expérience et les évènements risquent d'en faire vite des révolutionnaires plus conséquents. C'est pourquoi, généralement, personne ne s'émeut de les voir prendre une attitude particulière.
C'est pourquoi, au début, nous avons essayé de leur faire comprendre qu'il y avait une faute d'interprétation dans la position possible des Jeunesses Socialistes. Que les Jeunesses Socialistes, lorsqu'elles défendent les mots d'ordre du Parti y mettent un accent particulier, qu'il voient d'une façon quelque peu différente dans le présentation de ce mot d'ordre les touchant

particulièrement, qu'ils fassent preuve d'une plus grands énergie, à leurs yeux, que le Parti, cela ne va pas loin et ce n'est pas grave. Seulement que l'on voit peu à peu l'organisation des Jeunesses Socialistes prendre l'allure d'un autre parti politique en marge du Parti, quelle que soit la position qu'ils y puissent prendre, c'est quelque chose d'impossible. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles votre prochain congrès, lors qu'il aura envisager la réorganisation, devra se peser ces questions. Je le dis pour les femmes comme pour les Jeunesses. Il est normal que l'étude de certains problèmes féminins, certains problèmes intéressant la jeunesse, soient étudiés par les intéressés eux-mêmes.

Il serait très dangereux de voir peu à peu le parti se subdiviser en un certain nombre de partis, un parti féminin, un parti de jeunes dont certains par exemple, appartiendraient au gouvernement des jeunes, et d'autres, plus jeunes, appartiendraient au mouvement adulte. C'est là un problème que vous aurez à résoudre.

Nous avons essayé de faire comprendre au bureau national des Jeunesses Socialistes qu'il n'avait pas le droit de prolonger cette attitude. Cette attitude était celle que nous avons été obligés parfois de les rappeler à l'ordre. Cependant, elle était assez atténuée puisque, avant que le Comité directeur s'en saisisse, notre camarade Courtois avait réussi, dans une certaine mesure à faire enlever un certain nombre de ceux fui étaient des plus virulents par les arguments qu'ils faisaient insérer.

Nos Jeunes ont fait un congrès politique où ils ont discuté des problèmes de politique générale que le congrès politique de Parti avait lui-même mis à son ordre du jour.

Il faut le dire, ils ont abouti sur certains points à des positions adoptées par le Parti. Pour les textes des actions votées, ils étaient tellement différents des textes adoptés par le parti, que le Comité directeur, unanime, a dû leur demander de ne pas faire paraître ces textes dans leur journal et a interdit leur insertion.

Je ne fais pas longuement état de mes efforts personnels de secrétaire général, Mais, pendant des semaines, nous avons accumulé : les preuves de bonne volonté, de patience.' De nombreux camarades étaient au courent de ce qui se passait. Ils nous reprochaient comme une certaine faiblesse, voire même une certaine complicité, ils nous reprochaient notre patience.

Je suis de ceux qui pensent qu'il y a des erreurs normales chez les jeunes et je voulais minimiser au possible les fautes commises pour empêcher qu'ils soient nombreux à se solidariser. Nous avons une convention que rien ne venait encore atténuer.

Notre camarade Dunoyer était directement influencé par les organismes dirigeants du PCI,, il était directement commandé par les mots d'ordre du PCI.

Dans le Bureau national, parmi ceux qui prenaient des positions que je vais être appelé à dénoncer, il y en avait qui n'étaient même pas influencés par le PCI mais ils avaient une sorte de sentiment de solidarité presque normal chez les jeunes, par une sorte de refus de se "dégonfler". Ils tenaient à être aux côtés de Dunoyer.

Un jour, un incident a fait que nous avons eu la preuve des relations directes

Collection Jean Jaurès

entre Dunoyer et le PCI, avec le secrétaire général d'une organisation adulte du PCI.
C'était quelques temps après la conférence qui s'est tenue à Montrouge, au début du mois d'avril la police trouvait à Taverny en Seine-et-Oise une serviette appartenant à Dunoyer. Cette serviette contenait évidemment des papiers à son nom, les textes des motions votées au congrès Socialiste. Ces textes étaient annotés d'une façon manuscrite.
D'autre part, il y avait une somme de 250 000 francs. C'est tout de même un fait extraordinaire qu'un membre du Bureau national du Parti se promène avec 250 000 francs dans sa serviette. Ce qui est important dans tout cela, c'est la preuve établie que l'un des membres les plus influents sur les jeunes, avait des relations régulières avec le secrétaire du PCI.
Le soir même, de l'entrevue, Craipeau se rendait chez un camarade Socialiste de Taverny pour lui dire "Il vient de se passer quelque chose, il nous arrive "une tuile", il ne faut pas que l'on sache que Dunoyer est venu chez moi, je te demande de dire que c'est chez toi qu'il est allé. A la même heure, il annonçait que de tout façon, ça s'arrangerait, que l'on trouverait à justifier cette promenade de Dunoyer.
Le lendemain, je demandais moi-même à Rousseau qui fit l'étonné.
De son côté, Dunoyer donne une explication, à savoir qu'il était parti pour payer des fournisseurs pour le Congrès à quelques 15 kilomètres de là. Cette version paraissait normal, en apparence, Jusqu'à information d'un camarade Socialiste de là-bas.
Alors, Dunoyer finit par dire qu'il y était allé sur un mandat précis du Bureau national des Jeunesses Socialistes et, effectivement, Rousseau, qui ne connaissait pas l'histoire se souvenait subitement qu'il avait décidé, au cours d'une réunion d'envoyer Dunoyer, Massein et Chester en visite chez Craipeau pour organiser la campagne contre la guerre d'Indochine.
C'est une couverture pour essayer d'expliquer ce que Dunoyer faisait là-bas. C'est quelque chose de grave chez les jeunes cette tentative de nous "jouer".
Quand on s'adresse à Dunoyer aujourd'hui, il répond : "Ce qui arrive aujourd'hui, c'est à cause de Courtois avec lequel il est impossible de s'entendre".
Nous décidons alors, au Comité directeur de déférer Dunoyer devant la Commission nationale des conflits aux fins d'expulsion, tout au moins pour le suspendre de tout mandat impératif.
Personnellement, j'ai demandé qu'on fasse, dans certains pays, tous les efforts pour obtenir de ceux qui agissaient par solidarité, qu'ils se désolidarisent de l'action de Dunoyer.
Nous avons eu à faire à des camarades qui se refusaient à comprendre, qui continuaient à informer Dunoyer et on essayait de transposer le problème sur le plan de la politique générale.
Quand on essaie de jouer là-dessus en disant que c'était un problème de politique géniale et qu'en fait, nous essayons de chasser par des méthodes administratives un certain nombre de jeunes parce qu'ils sont à nos yeux trop

révolutionnaires… c'est aller un peu loin.
Il est absolument faux que le Comité directeur ait pris des mesures pour des raisons politiques. Au bout de quelques jours, j'ai obtenu un certain nombre d'engagements.
En ce qui concerne l'incident Dunoyer, sa visite chez Craipeau, il accepterait de reconnaître sa faute.
En ce qui concerne la parution éventuelle des textes, il s'engageait à ne rien dire et à ne rien publier dans le bulletin intérieur aucun texte qui n'aurait pas été accepté préalablement par le Comité directeur, les motions en particulier dont la parution était interdite.
Il s'engageait à respecter à l'avenir les décisions des Congrès nationaux, conseils nationaux, se rangeant ainsi à la position adoptée par le Comité directeur.
J'étais heureux d'avoir enfin réussi, à force de persévérance à empêcher les jeunes de commettre ce que je considérais comme une faute grave.
Effectivement, le samedi et le dimanche, il y avait Comité national des jeunes. Le samedi soir, j'y suis allé, devant le Comité national des jeunes, j'ai rapporté ce fait.
Je partais pour faire une réunion dans le Nord et j'ai dit à Courtois : "C'est fini, ils veulent à l'unanimité, déclarer l'incident comme clos et ils ont décidé, à l'unanimité également de tenir les engagements".
Le dimanche après, mon absence, ils adoptent une motion dans laquelle ils proclament "Nous sommes solidaires de Dunoyer, la décision du Comité directeur est une manœuvre".
J'apprends cela en rentrant le mercredi matin.
Je les convoque et c'est moi-même, malgré ma sympathie pour quelques-uns d'entre eux, qui proposait au Comité directeur, étant donné leurs engagements, leur dissolution.
A sept heures du soir, par téléphone, je demandais qu'ils prennent l'engagement que la motion en question serait annulée, qu'elle ne paraîtrait nulle part, qu'ils en prennent l'engagement.
Ils me demandent simplement d'être autorisés dans un Bulletin intérieur aux Jeunesses à exposer leur point de vue sur ce conflit. J'ai dit que cela pouvait être fait dans un texte où ils exposeraient leur point de vue à coté de celui du secrétariat du Comité directeur.
Ils acceptent à sept heures du soir, mais, à cette heure, la presse du Populaire était en train de tirer à des dizaines de milliers d'exemplaires, un tract disant exactement, le contraire des engagements qu'ils avaient pris et publiait tous les textes qu'ils avaient donné leur parole d'honneur à ne pas publier.
De ce fait, le lendemain, nous faisions une réunion du Comité directeur et nous avons décidé de dissoudre le Bureau national.
Cette décision, les jeunes ont essayé de jouer sur le fait qu'elle n'a pas été décidée à l'unanimité. Je dois dire que les trois camarades n'ont pas donné leur accord, ont affirmé que sur le fond ils étaient en accord avec nous, que s'ils n'acceptaient pas là solution de dissolution, c'est qu'ils craignaient les

répercussions dans le mouvement des Jeunesses Socialistes, qu'ils espéraient encore des arrangements possibles et surtout qu'il fallait éviter l'élargissement de ce conflit.
Dès le lendemain, nous votions le texte que la Populaire a publié. Ce texte a été voté à l'unanimité. Les Jeunes ont encore essayé de faire état de divergence. Nous avons publié un nouveau texte voté à la même unanimité, si bien que toute tentative faite par les représentants du Bureau national de transposer le problème sur le plan politique générale était un mensonge.
Ils ont réussi dans quelques coins, là où un certain nombre de militants des jeunes, généralement avec ce même esprit de solidarité -que je crois mal comprise- ont continué à se solidariser, mais, d'ores et déjà, nous pouvons dire que plus de 80% de nos Jeunesses nous sont revenues et il nous en reviendra beaucoup plus lors que, les uns et les autres, dans vos fédérations, vous aurez apporté la vérité, vous aurez fait là lumière sur les faits.
Dunoyer lui-même, c'est laisser aller dans l'avant-dernier numéro d'un éditorial à dire ce qu'étaient au fond ses pensées. C'est qu'à ses yeux, l'heure était venue de la scission intérieure du Parti Socialiste. L'heure était venue pour lui de la création d'un parti nouveau.
Cette dissolution a eu indirectement un retentissement intérieur au secrétariat.
Parmi les trois camarades qui, pour les raisons données, n'auraient pas voté la dissolution, se trouvait Dechezelle, alors secrétaire général adjoint. Le lendemain je lui ai dit qu'il était impossible qu'il adopte cette position et je lui ai demandé sa démission qu'il m'alors donnée.
Puis, lorsque nous avons vu les jeunes, cette soi-disant division dans le Bureau national, craignant que la démission de Dechezelles puisse être alors traité comme une sorte d'accord donné à leur attitude, j'ai demandé à Dechezelles le soir de ne pas donner sa démission. Dechezelles continua.
Le lendemain Dechezelle, pour des raisons de politique générale, n'ayant pas fixer à ses yeux, le congrès assez vite sur la politique générale donnait sa démission.
Ces débats de politique générale sont inscrits à l'ordre du jour du congrès.
Partout, les Jeunes essaieront de dire que c'est sur le problème de politique générale que s'est produite la division du Comité directeur (au secrétariat). Les ordres du jour par lesquels nous avons condamné l'attitude des jeunes ont été votés à l'unanimité.
Je crois qu'il est bon d'apporter quelques éclaircissements - que je crois nécessaires - car beaucoup trop souvent, les camarades du Parti se plaignaient et partiellement à juste titre, d'être insuffisamment informés.
Vous devez être très prudents. Certains arguments risquent de tomber entre les mains de nos adversaires et d'être utilisés contre nous.

Yves Dechezelles

Je crois nécessaire de donner quelques décisions sur les positions que j'ai prises et qu'un certain nombre de camarades attribuent à la dissolution du Bureau national des Jeunesses. Comme l'a indiqué Guy Mollet, il est exact que ma

démission n'a pas été donnée uniquement en raison de la divergence qui était survenue sur la dissolution du Bureau national des Jeunes.
Guy Mollet le reconnaîtra, j'en suis sûr, cette démission avait été posée, enfin, le problème de cette démission avait été posé bien avant le conflit des Jeunesses.
Sur un certain nombre de problèmes et en particulier le problème de la constitution au gouvernement Ramadier, d'Union nationale, nous nous étions séparés au Comité directeur. Le problème de la solidarité du Secrétariat général ayant été envisagée, nous avions envisagé ensemble, l'éventualité de sa démission.
Un certain nombre d'autres désaccords sont survenus, soit au Comité directeur, soit même dans un Conseil national au sujet du problème du Vietnam.
Une résolution unanime avait été votée par ce Conseil national, mais personnellement, j'avais l'impression qu'un désaccord régnait entre moi et Guy Mollet, mais j'avais le sentiment que cette unanimité était une unanimité de surface et les événements qui sont survenus par la suite nous ont prouvé que cette motion unanime du Conseil national n'avait pas été appliquée par le gouvernement et le ministre Socialiste.
Ensuite est venu le problème des jeunesses Socialistes. J'ai assisté au Congrès national des Jeunesses Socialistes et je suis intervenu pour demander de ne pas voter un certain nombre de motions qui ne concernaient pas directement les problèmes de la Jeunesse mais qui étaient des motions de politique générale. J'ai eu le sentiment que l'immense majorité de ce Congrès national était derrière son Bureau national et, en effet, toutes ses motions ont été votées soit à une très grosse majorité, soit même à l'unanimité.
A ce moment-là, aurions-nous pu prendre une position extrêmement nette, interdire à ce Congrès de voter de telles motions.
J'ai éprouvé le sentiment que le Congrès national des Jeunesses qui était fort bien organisé, aurait violé la discipline du Parti et aurait été en dissidence et cela aurait peut-être pris un caractère singulièrement plus grave que celui que prend aujourd'hui la dissidence du bureau national des Jeunesses Socialistes.
Par la suite, il est exact que le secrétariat général et particulièrement notre camarade Guy Mollet est intervenu à de très nombreuses reprises auprès des membres du bureau national et c'est alors que, pour les raisons qu'il vous a indiquées, que le problème de la dissolution du bureau national s'est posé devant le Comité directeur.
Il est évident qu'aucun de nous n'approuve les actes d'indiscipline de qui qu'ils viennent et aucun de nous en votant contre la dissolution du bureau national n'entendait approuver des actes d'indiscipline.
Mais le point de vue de ces trois camarades -je ne crois pas mal interpréter le point de vue de ces deux autres camarades- était celui-là. Nous craignions les répercussions pour le Parti, de la dissolution immédiate du Bureau national.
D'autre part, comme le disait tout à l'heure Guy Mollet, c'est la structure même du mouvement des Jeunesses Socialistes qui en fait en quelque sorte un petit parti autonome et qui l'amène à prendre des positions différentes de celles du Parti. Part conséquent, le problème des Jeunesses était essentiellement un

Fondation Jean Jaurès

problème de réorganisation de l'ensemble du Parti pour qu'à l'avenir le Mouvement des Jeunesses Socialistes ne puisse pas être un mouvement autonome à côté du grand Parti,
Enfin, camarades, et cela je dois le dire, même si je dois choquer un certain nombre de camarades, le problème de l'indiscipline, il ne concerne pas uniquement le mouvement des Jeunesses Socialistes.
(Applaudissements)
Depuis des mois, nous sommes les témoins d'indiscipline constante sur tous les problèmes et ces indisciplines ont certainement des répercussions beaucoup plus graves, nos seulement pour l'avenir de notre Parti mais pour la vie même des peuples, que l'indiscipline des Jeunesses Socialistes.
Voilà quel était, camarade, mon autre sentiment. Et nous disons encore aujourd'hui :
"Nous redresserons notre parti, nous le sauverons si nous réussissons à donner aux organismes élus par le congrès national, l'autorité nécessaire pour empêcher toutes les indisciplines".
(Applaudissements)
Le dernier problème est le suivant : nous disions dans la situation politique et économique en face de laquelle nous nous trouvons, alors que la politique de baisse engagée par notre camarade Léon Blum a dû cesser, alors qu'en réalité, actuellement le gouvernement n'a plus de politique économique, alors qu'en réalité, ce gouvernement se trouve désemparé, que nous considérions nécessaire de réunir dans le plus court délai possible un congrès national extraordinaire pour déterminer une nouvelle politique économique et pour réorganiser notre parti. Et j'avais remis ma démission, mais lorsque j'ai vu que le congrès national n'était pas avancé et que pendant encore de longues semaines, le Parti irait encore à mon nom, c'est alors que j'ai donné ma démission.
Ce sont toutes ces raisons accumulées qui ont fait que j'ai donné ma démission.

Léon Boutbien - Tout de même Dechezelles, tu as voté contre la date fixée par deux fois.

Yves Dechezelles - Le problème de la solidarité du secrétariat s'était posé et quelques heures avant la réunion du Comité directeur, nous avions Guy Mollet et mol eu un entretien au cours duquel j'avais indiqué, d'une manière nette mon désir de voir réunir dès que possible un Congrès national extraordinaire.«
Encore une fois, je n'ai pas voulu m'opposer à notre camarade Guy Mollet sur ce problème, mais j'en ai tiré la conséquence et j'ai donné ma démission.
En ce qui concerne le problème des Jeunesses, j'estime que les camarades des Jeunesses auraient du se plier à la discipline et que si certains d'entre eux pouvaient considérer la dissolution comme arbitraire, ils devaient se plier à la discipline et c'est pourquoi j'ai voté les motions qui condamnaient leur attitude.
Si cette indiscipline a été sanctionnée, j'estime que la volonté du Parti doit frapper toutes les indisciplines, d'où qu'elles viennent.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Jean Courtois

Je vais être bref. Je veux simplement rappeler que lors du dernier Conseil national, le problème des jeunesses avait été soulevé et le Conseil national lui-même l'a rapporté,

A ce moment-là, j'avais déclaré que j'avais l'impression que le Mouvement des Jeunesses présentait un danger pour l'unité même du Parti, étant donné l'activité qu'un certain nombre de jeunes qui n'étaient plus des jeunes, avaient dans les organisations du Parti.

Il est regrettable qu'à ce moment-là, on ait pas accepté les solutions que je proposais au Conseil national, sur le problème des jeunesses, je ne lui fais pas l'injure qu'il a omis consciencieusement et que je rapporte ici. Je veux simplement compléter, je n'en veux pas pour cela à notre camarade Guy Mollet.

Au congrès de Montrouge, nous avions eu des difficultés. J'affirme ici que si les indisciplines se sont répétées depuis le congrès de Montrouge, dans les Jeunesses, c'est qu'un certain nombre d'adultes appuient ces indisciplines.

(Applaudissements)

Si au Congrès de Montrouge certains membres responsables du Parti avaient appuyé le Secrétaire national adulte des Jeunesses au lieu de saboter son autorité, nous n'en serions peut-être pas là aujourd'hui.

Lorsque Craipeau est allé chez un camarade pour lui dire qu'il fallait trouver un alibi à Dunoyer, parce qu'il y avait le secrétaire général des Jeunes de la Seine... Le camarade Socialiste lui a répondu : "Des membres au Comité directeur le savent".

L'autre a ajouté : "Si c'est Dechezelles, cela n'a pas d'importance".

C'est Craipeau lui-même, secrétaire général du PCI qui a indiqué qu'il demanderait au bureau national des Jeunesses Socialistes de fournir un alibi à Dunoyer en disant qu'ils l'avaient mandaté, ce qui est absolument faux.

Depuis, le conflit, nous avons la preuve palpable que certains militants des jeunesses Socialistes du bureau national étaient en contact direct depuis plus de six mois avec le PCI. Nous avons le compte rendu sténographique de réunions communes tenues entre des membres du bureau national et des jeunesses Socialistes avec des gens du PCI, compte rendu sténographique dans lequel il y avait deux sortes de réunions, l'une où étaient les "durs" et siégeaient avec le PCI et une deuxième réunion où étaient les plus "mous", sortes de réunion où assistaient Dunoyer et d'autres et dans lesquelles on décidait qu'il ne fallait pas passer en bloc au PCI. On décidait d'y passer par deux ou trois par semaine, sinon, ce serait trop remarquable. Dunoyer disait : "on ne fera pas la scission tout de suite. Il faut être prudent nous ferons la scission à son heure".

Il pensait qu'il ne fallait pas faire une scission en retirant simplement les jeunesses parce que ça n'irait pas très loin mais dans certains milieux des jeunesses, on avait l'espoir de faire une scission dans le Parti qui irait jusqu'à la base. Il y avait de ce côté-là des espoirs certains.

J'ai été clairvoyant. On m'a dit que je manquais de psychologie, que je ne comprenais rien et on en écoutait d'autres. Mais, voilà où nous en sommes à

l’heure actuelle.
Hier, soixante secrétaires des fédérations, représentant 80% des effectifs des jeunesses nous revenaient. Je vous affirme que dans quelques mois, ça sera 95% des Jeunesses qui seront derrière nous.
(Applaudissements
Ce mouvement des jeunesses était dirigé contre le parti. Nous sommes quelques-uns à avoir parfaitement compris et à vouloir nous débarrasser de certains éléments. Si les adultes du parti savent nous aider, demain, nous aurions toutes les Jeunesses Socialistes avec nous. Il faut les éclairer. Il faut renseigner ceux qui obéissent, sans trop comprendre, à une sorte de solidarité, qui, comme le disait tout à l’heure Guy Mollet, est normale chez les jeunes.
(Applaudissements)

Guy Mollet

(Reprenant) - J’avais oublié la question qui avait trait au compte-rendu sténographique des réunions qui se sont tenues entre certains membres du bureau national des Jeunesses Socialistes et des membres du PCI. Nous avons découvert ces textes postérieurement à la dissolution. Cela justifie l’attitude que nous avons prise.
Je plaide donc coupable, mais en ce sens que j’ai, jusqu’à l’extrême limite de mes forces, essayé de diminuer au possible ce conflit, essayé de sauver tout ce qui pouvait être sauvé.
Une autre information, celle concernant une déclaration mettant en cause Dechezelles. Il faut dire que Craipeau est un..."malhonnête" qui essaie d’utiliser à l’intérieur du Parti les différences qu’il y a entre certains camarades. On n’a pas le droit de faire siennes les accusations d’un adversaire. C’est assez fréquemment que vous serez les uns et les autres, utilisés les uns contre les autres par des adversaires du parti, quels qu’ils soient.
Je vous demande maintenant de renvoyer le débat sur les Jeunesses à sa place normale, c’est-à-dire lors de la discussion de l’ordre du jour sur les jeunesses au prochain congrès national.
J’en arrive au débat sur la politique générale.
Je vous demande de faire, les uns et les autres sur vous-même, l’effort voulu pour que la gravité du débat nous impose à tous une certaine sévérité.
Au dernier Conseil national, une décision avait été prise. Par 2 529 mandats contre 2 525 le Conseil national se prononçait pour le maintien de notre camarade Ramadier à la tête du gouvernement.
Puis, à l’unanimité, une motion était adoptée qui fixait les lignes politiques générales du parti.
Cette motion, je n’ai pas l’intention de la commenter maintenant, mais je vous invite à vous y reporter pour déterminer quelles étaient les lignes politiques qui devaient être suivies par notre Parti en fonction des décisions prises au dernier Conseil national.
Puis, à l'unanimité, une motion était adoptée qui fixait les lignes politiques générales du Parit. Cette motion, je n'ai pas l'intention de la commenter

Fondation Jean Jaurès

maintenant, mais je vous invite à vous y reporter pour déterminer quelles étaient les lignes politiques qui devaient être suivies par notre Parti en fonction des décisions proses au dernier Consiel national.
Notre camarade Ramadier modifia légèrement la formation de son gouvernement. Tous les évènements qui se sont succédés nous les avons présents à la mémoire puisque ce sont ces événements mêmes qui font la situation actuelle.
Tout d'abord, les grèves. Je n'ai pas l'intention de les énumérer toutes car j'ai l'impression que je risquerais d'en oublier. Nous aurions plus vite fait de dire celles qui n'ont pas encore eu lieu que de dire celles qui ont déjà eu lieu.
Gaz, électricité, cheminots, banques, mineurs, commerçants, etc.
Il y a à mon sens, un premier problème, les mouvements sociaux, puis un deuxième problème qui ne fut pas sans retentissement et sur lequel, malheureusement, l'attention du parti est trop peu attirée. Ces problèmes pourtant, ne sont pas sans répercussions, ainsi, vous avez les débats qui ont eu lien à la chambre sur les problèmes de la France d'Outremer lors de la levée d'immunité parlementaire des parlementaires malgaches et les répercussions sur l'attitude des élus Socialistes tant à l'Assemblée Nationale qu'au conseil de la République.
Il y a les problèmes posés par le ravitaillement, le plan Marshall et l'échec de la conférence des trois.
C'est là quelque chose qui compte et qui ne doit pas échapper à vos préoccupations dans la journée avant de prendre des décisions. Puis il y a le projet financier, la demande de convention de 100 milliards.
Le débat sur la politique générale économique du Parti et sur ce que devait être la politique économique du gouvernement doit être très complet. Il y a aussi ce que l'on a appelé l'interpellation Gazier.
Je pourrais me borner à cette simple énumération de faits importants.
Mais, après ce bref historique, je voudrais ouvrir le débat. Je voudrais l'ouvrir en faisant quelques recommandations aux camarades du Conseil national.
La gravité même de la situation exige que le débat soit à la fois complet et sincère et d'autre part, sérieux et serein.
Qu'il soit complet et sincère, cela suppose que chacun de nous dise sans aucune arrière-pensée mais aussi sans aucune restriction, ce qu'il pense de la situation actuelle et ce qu'il propose pour en sortir. Sérieux et serein, cela veut dire que chacun de vous doit faire sur lui-même l'effort nécessaire pour comprendre, sinon admettre une pensée différente de la sienne et pour ne pas apporter de nouvelles difficultés au débat.
Nous devons être les uns et les autres, animés de la même volonté de servir. Ce ne sont pas des hommes qui sont en cause, ce sont des programmes et les moyens de les réaliser. Nous devons pouvoir accepter tout jugement sur notre action.
Ce qui compte, c'est que le parti ait, ce soir, souverainement déterminé sa politique et lorsqu'il l'aura ainsi déterminée, il se donne pour l'appliquer à tous les postes, les hommes les plus aptes à le faire. En ce qui concerne les grèves,

c’est mon opinion que je vais donner.
Prenons par exemple la grève du gaz et de l’électricité. J’ai été amené à dire à ce moment-là au Président du Conseil qu’en ce qui concernait les réquisitions, j’étais de ceux qui étaient favorable à des mesures de salut public, j’étais de ceux qui estimaient que lorsqu’un gouvernement est convaincu que l’heure du salut public est arrivée, certaines mesures s’imposent, mais à la condition que ces mesures s’appliquent sans distinction à tous ceux à qui elles doivent s’appliquer. J’avais une raison pour parler ainsi, c’est qu’à l’heure où les (…) qu’à l’heure où l’on envisageait des réquisitions de milliers d’ouvriers et d’ouvrières, on ne devait pas hésiter à la même heure â faire chez les paysans qui ne livrent pas leur blé la même forme de réquisition.
(Vifs applaudissements).
La grève des chemins de fer ; Vous saurez par une petite brochure insérée dans le dernier numéro de "Arguments et Ripostes" quelle a été la position adoptée par les GSE qui ont été un peu à la pointe du combat.
La grève des banques - Notre camarade Capocci est inscrit dans la discussion, i sera plus sévère que je saurais l’être.
La grève des mineurs. Camarades du Pas-de-Calais, permettez moi de vous dire que nos camarades mineurs, ceux qui pensent comme nous sont à l’heure actuelle dans une situation absolument catastrophique pour défendre la propagande du Parti. C’est quelque chose d’invraisemblable.
Alors que Lacoste avait obtenu un accord, les Communistes étaient en train d’essayer de retirer les mineurs du travail -, on apprend que le Président du Conseil leur donne 60 francs et des travailleurs de ce genre-là sont en grève.
Puis nous avons les problèmes posés par la France d’Outremer. J’espère qu’au cours des discussions, on en profitera pour discuter sur la question d’un grand nombre de nos camarades députés au conseil de la République. Il faut que le Parti sache qu’à l’heure actuelle, un certain nombre de problèmes sont posés au Parti, que nous sommes menacés d’une sorte de scission de tous les élus Socialistes de la France d’Outremer.
Il y a des problèmes en face desquels vous devez-être tous placés.
Alors que nos camarades sont mécontents, c’est une raison de plus pour rester avec nous et oeuvrer avec nous pour que ça change.
Les affaires étrangères, je laisserai à Salomon Grumbach le soin d’être sévère sur la politique de M. Bidault.
(Puis Guy Mollet donne lecture de quelques pages de la motion).
Telle était la loi du Parti, celle que le Comité directeur et le secrétariat se devait de défendre. Là encore j’aurais estimé avoir failli au devoir de ma tâche si je n’avais pas défendu cette loi jusqu’au bout.
Or, où en sommes-nous ? La politique préconisée par le gouvernement Socialiste homogène que présidait notre camarade Léon Blum, cette politique nul ne peut nier qu’elle est finie.
Le meilleur juge est notre ami Léon Blum qui a lui-même écrit dans un des articles du Populaire. Le problème nous est posé de savoir par quelle politique nous allons le remplacer, quelle va être la nouvelle ligne politique fixée par le

Parti.
La politique actuellement menée, quelle est-elle ? Je me permets de la définir sous une forme peut-être sévère que je souhaiterais injuste car lorsqu'on se mêle d'avoir des opinions pas assez optimistes, on est les premiers à souhaiter que les événements vous apportent un démenti.
La politique actuelle nous amène à ceci : les Socialistes nous jouons perdant sur tous les tableaux. Nous avions dit, pas d'augmentations de salaires. Mais en ayant encore le courage de le dire, nous perdrions l'audience d'une partie des travailleurs.
Devant les nouvelles demandes de nos camarades fonctionnaires, peut-être un des problèmes les plus graves de la vie même du parti, nous allons réaffirmer la même intransigeance dans les mots en disant : rien à faire, nous sommes contre les augmentations généralisées, puis avec quelques heures de recul, nous ferons quand même les augmentations.
C'est encourager les hommes à faire la grève puisqu'ils savent qu'en fin de compte, ils obtiennent satisfaction.
L'économie ? Là encore nous jouons perdants car elle ne correspond pas aux aspirations du pays. Economie orientée, dirigée ? dira-t-on ? On ne dirige rien du tout.
La viande est libre plus qu'elle ne l'a jamais été. Je vous répète, nous jouons perdant sur tous les tableaux.
La sauvegarde de la monnaie ? Nous devions nous battre contre l'inflation, éviter les menaces de déflation. La politique financière actuellement menée est telle que tous les techniciens des finances savent que l'effort fait il y 6 a mois est d'ores et déjà insuffisant.
Nous devions oeuvrer pour faire triompher cette politique qui avait fait du parti le premier Parti de France dans les faits en janvier dernier. Nous devions faire triompher la politique de la baisse, et c'est nous qui faisons la politique de la hausse et le gouvernement lui-même en donne l'exemple dans les mesures financières que nous avons adoptées. Les derniers projets financiers commencent par créer une atmosphère de hausse. Lorsque l'on voit augmenter les prix des transports, du charbon, du pain, les timbres-poste, le paquet de tabac, vous avez créé d'une part les conditions économiques puisque je ne crois pas qu'il soit facile de soutenir la thèse que l'on peut d'un côté augmenter les transports du charbon sens répercussion certaine sur les prix industriels. Mais il y a quelque chose de plus grave, c'est que nous devions réaliser avec le gouvernement Socialiste homogène, sur le plan psychologique et moral, un renversement de vapeur. Le renversement de vapeur vient d'avoir lieu de nouveau à partir du moment où le gouvernement adopte des mesures de hausse. Nous avons fait exactement l'inverse, la vapeur de nouveau a été renversée. Nous avons créée une atmosphère de hausse.
Certes nos camarades ministres ont fait dans le conseil des ministres un effort formidable nos parlementaires ont fait un gros effort à la Commission des finances pour atténuer, pour codifier le caractère même des accords mais c'est quand même le consommateur, c'est quand même la classe travailleuse qui

paiera l'immense majorité de par ces répercussions de hausse sur tous les prix.
Quelque chose de plus grave encore, l'injustice, il y a des heures où un hommes politique peut l'envisager. L'impopularité, il y a des heures où il faut savoir l'envisager. La faiblesse chez nous est peut-être de se demander trop souvent quelles seront les élections après les répercussions. Il ne faut pas envisager l'inefficacité d'une décision. Le trou bouché les mois derniers la façon dont il a été bouché se révèlera très vite inefficace. Son aspect, dans sa majorité inflationniste, les faits économiques poussent à l'heure actuelle à l'inflation. Je le dis avec l'espoir formel que les faits me démentiront, j'ai peur que ce soient bientôt des Socialistes qui président le gouvernement qui devra faire la dévaluation de la monnaie française.
Nous nous sommes trouvés placés au groupe parlementaire devant la position suivante : un projet qui à coup sûr nous conduisait à l'injustice et l'inefficacité. Une politique gouvernementale telle que nous estimons qu'elle nous mène à rien sinon à la catastrophe, nous avons dit, ce n'est pas possible, nous ne pouvons pas donner notre travail à cela.
Je voudrais vous dire dans quelles conditions nous avons été amenés à voter ce projet.
Nous étions un certain nombre et je suis de ceux-là qui avaient dit, l'heure est venue où une nouvelle politique nous est demandée, l'heure est venue ou l'on nous demande cela, il est nécessaire que les Socialistes renoncent actuellement la participation gouvernementale.
Seulement, c'est un argument qui nous a conduit et, oh, certainement pas tous. On nous a dit, vous n'avez pas le droit de partir en laissant les caisses de l'Etat à sec. On ne part pas sans payer la note disaient quelques-uns. Vous n'allez pas partir comme de Gaulle nous disait un autre.
C'est ainsi que notre ami Gazier qui je l'espère vous l'expliquera vint devant le groupe parlementaire faire une proposition que je tiens à rappeler.
Le président du Conseil, notre ami Ramadier devait faire dès l'après-midi une déclaration au cours de laquelle déjà il affirmerait la politique économique du parti sur laquelle nous serions intransigeants et alors nous votions le projet financier puis ensuite, une interpellation serait déposée par Gazier dont les termes seraient discutés au groupe parlementaire, sanctionné par une résolution sur laquelle le Président du Conseil poserait la question de confiance.
Certains camarades nous disaient : la Chambre ne peut pas nous suivre et le problème se posait ainsi ou bien la chambre adoptait cet ordre au jour et laisserait l'autorité réelle au Président du conseil et nous permettrait de faire une politique à l'heure actuelle seule possible, ou bien elle ne céderait pas et c'est alors vraiment sur des problèmes de politique générales que le gouvernement serait tombé.
Je dis les choses comme je les pense. Nous avons voté les projets financiers. Cela ne nous donne pas satisfaction mais nous étions disciplinés. A l'unanimité, après une longue délibération au cours de laquelle chaque camarade a dit à Gazier ce qu'il faudrait qu'il dise, il a été décidé de faire confiance à Gazier pour son interpellation, les termes de l'ordre du jour en furent adoptés

unanimement, moins trois voix.
Par cet ordre du jour, le président du Conseil s'engageait à suivre la politique tracée par le gouvernement Socialiste homogène.
Je crois que personne ne va me corriger sur ce point.
L'interpellation s'est déroulée. Le matin du vote de la question de confiance, nous devons intervenir qu'après la discussion entre radicaux MRP et Socialiste. Nouvelle réunion du groupe qui à l'unanimité, maintint la décision de maintenir l'ordre du jour Gazier et après les délibérations de la journée, une réunion de groupe annoncée pour le soir fut remise. Nous avons été, au cours d'une suspension de séance reconvoqué pour que le groupe décide, cette fois par 58 voix contre 15 de retirer l'ordre du jour.
On nous a donné un certain nombre d'argument à savoir que les déclarations président étaient aussi objectives que le texte de la motion et que cela engageait autant la Chambre que le texte même de la motion.
S'il en était ainsi, je me demande pourquoi les radicaux et les MRP n'acceptaient pas le texte de la motion.
(Applaudissements)
Non seulement c'est un doublon, mais c'est quelque chose de plus grave.
Ou bien il ne fallait pas céder, telle était l'intention, ou bien il ne fallait pas déposer l'interpellation Gazier ou bien alors, il faut alors jusqu'au bout.
C'est tout de même pénible de voir que dans la presse adverse, notre thèse est défendue.
Le "Monde" nous dit des vérités et nous montre que le groupe parlementaire restait inutilisé.
"Ou bien le groupe avait dès la première heure l'intention de ne pas amener la Chambre se prononcer et alors il ne fallait pas accepter la proposition Gazier ou bien il fallait avoir le courage de l'aller jusqu'au bout et de mettre la chambre dans l'obligation de céder
La majorité actuelle du gouvernement, la majorité actuelle de l'Assemblée empêche nos camarades ministres et le Président du Conseil de faire la politique voulue par le parti. C'est le fait le plus grave, Vous pensez dans quel esprit nous pouvons travailler dans une coalition qui ne peut pas nous donner satisfaction. Je pense avec gravité que pour faire triompher les points de vue du Parti, cela suppose deux choses :
1 - que le Parti ait déterminé son point de vue
2 - que ceux qui le défende, y croient eux-même.
Le Président du Conseil, avec l'autorité réelle qu'il avait acquise dans le parlement et dans le pays était en mesure s'il l'avait voulu de faire faire à cette Chambre la politique que nous voulions.
(Applaudissements)
Mais à l'heure ou nous prenions nos responsabilités, où nous jugions fructueuse l'action de chacun, qu'il me soit permis die rappeler qu'à maintes reprises, nous avons été amené à prendre au Conseil directeur un certain nombre de décisions qu'hélas il a été impossible de communiquer aux camarades des fédérations. Ces décisions étaient totalement différentes de la position par le président en conseil.

Fondation Jean Jaurès

J'ai le devoir de vous dire qu'à maintes reprises, au Comité directeur, nous nous sommes retrouvés unanimes, ministres y compris, sur un certain nombre de positions. Je n'en rappellerai que quelques-unes.
Nous avons fait une démarche auprès du Président du Conseil protestant contre la délégation à Moscou. Le Président du Conseil nous a parlé de l'impossibilité de la quelle il était la cause.
Avec la même unanimité, nous sommes allés, demander qu'on n'affectât pas le général Juin au Maroc. Nous avons, à deux reprises différentes, alors qu'un débat opposait notre ami Philip à Rastel, dit au Président du Conseil que si l'on suivait la politique de Rastel, au lendemain de sa nomination, c'était la catastrophe.
Nous avons demandé à trois reprises au Président du Conseil je ne sais accepter la position défendue par Bourdan sur la presse.
La semaine dernière, à l'unanimité, nous adoptions la politique économique, que nous défendons et rapportée par le camarade Daniel Mayer. Pourquoi faut-il qu'à chaque fois, notre ami Ramadier nous dise, je me battrait contre cette position-là ?
Je dis qu'il faudra, aujourd'hui, fixer d'une façon précise et la ligne politique du Parti et ce qui doit être fait sur les problèmes économiques il faudra le fixer d'une façon telle que la politique du Parti ainsi fixée, fasse à tous, sans exceptions propagandistes, ministres, journalistes, secrétaire général du parti, l'obligation absolue de s'en faire les défenseurs et de la faire triompher partout.
(Applaudissements)
Lorsque nous demandions le départ des Socialistes, les camarades nous disaient "Et alors ? Et après ? Et si vous vous en allez, que se passera-t-il ?
Il m'est arrivé, au groupe parlementaire l'on me demande de me substituer à notre ami Vincent Auriol et d'envisager d'ores et déjà comment se ferait le gouvernement du lendemain.
Je pourrais dire que ce n'est pas de mon ressort. Cependant, ce que je veux dire, c'est que de toute évidence, il doit y avoir unanimité pour constater qu'une crise c'est toujours une mauvaise solution, Que nous n'avons pas les uns et les autres de bonne solution, il n'est plus que de mauvaises solutions.
A mesure que les jours passent, les solutions s'avèreront de plus en plus mauvaises.
Mais enfin, s'il était vrai qu'il n'en soit plus, je vous pose une question.
"C'est donc fini ?"
C'est vrai, il n'y aura plus d'autre gouvernement républicain après le gouvernement actuel ? Vous acceptez cette thèse que c'est terminé ? Mais alors, pourquoi sommes-nous réunis ici ?
Actuellement je soutiens que si difficiles qu'elles soient, il existe encore actuellement, des solutions sur le plan parlementaire. Elles existent encore parce que la menace d'anti-parlementaires n'a pas encore fait son plein. Je pense à tout l'immense mouvement anti-parlementariste qui sera utilisé peut-être par la voix de de Gaulle, peut-être par d'autres, je pense à l'immense désapprobation qui atteint au plus profond le Parti Communiste, qui l'atteint encore plus

Fondation Jean Jaurès

profondément que le nôtre mais avec ce drame que ceux qui, à l'heure actuelle quittent les rangs Communistes, ce n'est pas pour venir chez nous qu'ils le font, c'est pour aller ailleurs, soit chez es anarchistes, soit parfois chez les gaullistes.
A l'heure actuelle, il est encore des solutions parlementaires. Je dis que dans trois mois, il n'y en aura plus. C'est cela que je voudrais essayer de montrer.
Je voudrais essayer d'analyser ce que sera la situation si nous continuons. Si nous continuons dans la voie de l'inflation, j'ai peur qu'avant trois mois, des mesures monétaires soient rendues indispensables. Le Parti Socialiste risque à ce moment-là, parce qu'il aura été celui qui l'aura maintenue - s'il l'a fait pris par les évènements par sa majorité, par la coalition gouvernementale - de paraître aux yeux du public, le responsable. Il sera durement déconsidéré et il n'y aura plus au moment de la crise, de parti capable de sauver le régime. Ce sera une crise de régime.
(Applaudissements)
Le problème qui se pose c'est, ou bien de faire un gouvernement de salut public avec nous, ou bien de faire, sans nous, un gouvernement qui veuille continuer la politique actuelle et quels peuvent être les gouvernements ?
Quels peuvent-ils être ?
D'abord celui, comme je l'ai déjà dit, qui correspond à la majorité réelle de cette Chambre, celui qui vraiment devra un jour sortir si le régime démocratique et parlementaire doit subsister.
Les Communistes n'accepteront pas d'en faire partie, le MRP qui souvent a des positions communes sur les problèmes économiques, n'acceptera pas de se mettre avec la droite dans l'immédiat.
Radicaux et droite n'accepteront pas de prendre des responsabilités.
Je sais aussi que les Communistes viennent de faire, soit en politique intérieure pour les Communistes français, soit en politique extérieure pour les Russes, des fautes telles que leur retrait actuel dans le gouvernement ; c'est eux qui l'auront rendue impossible leur participation.
A l'heure même où je dis qu'ils sont fous, ceux qui croient que jamais plus on ne reverra les Communistes dans une participation gouvernementale en France, qu'ils pensent bien que l'on voit à l'heure actuelle se modifier la structure même de la représentation parlementaire qui fait que leur retrait actuellement, dans le gouvernement, est impossible à envisager.
Mais, sortis de ces deux hypothèses, n'y en a t'il pas d'autres ? Ne peut-on pas envisager des gouvernements ? Chaque fois, on se tourne de notre côté.
Commençons donc par les mettre dans l'obligation de prendre leurs responsabilités.
Un gouvernement MRP est-il impossible à envisager ? Vous allez dire les MRP ne sont pas fous.
Et nous alors..? gouvernement Socialiste est-ce vraiment impossible ? Plus souhaitable que celui qui existe.
Daniel Mayer se fera tout à l'heure le rapporteur de la politique économique acceptée la semaine dernière par le Comité directeur.
C'est sur une politique économique semblable que l'on aurait vraiment un

Fondation Jean Jaurès

gouvernement de salut public dans le pays. Je dis que nous pouvons encore réussir.
Je dis par contre, que nous ne pouvons qu'aller à l'échec avec ce que nous faisons actuellement.
Au dernier conseil national, notre camarade Ramadier me disait, en toute sincérité et avec toute sa fois : "Guy Mollet, veux-tu vraiment que je sois le fossoyeur de la République ? " J'ai dit vous allez y revenir en posant la question comme je vais vous la poser.
"Allez-vous décider aujourd'hui, en Conseil national que nous serons les fossoyeurs du Parti. " Car, où en est le Parti ?
Pendant et au lendemain de l'expérience du gouvernement Socialiste homogène, de partout des nouvelles de la santé du Parti nous arrivaient, remarquables, des adhésions nouvelles de tous les côtés, des sections nouvelles de tous les côtés. Depuis, quel changement d'atmosphère.
Depuis, les chiffres ont baissé. Je sais que d'ici la fin de l'année, ils évolueront et la vie normale du Parti fera que certains retards seront comblés, mais, à l'heure actuelle, il n'est que 12 fédérations en France qui aient atteint leurs chiffres du premier janvier dernier. A l'heure actuelle, nous avons au total, 50 000 cartes de moins qu'au premier janvier dernier sur 350 000 Je sais que pour beaucoup ce sera comblé. Les nombreuses fédérations sont actuellement à un chiffre tel qu'elles augmenteront leurs effectifs par rapport à l'année dernière.
Maintenant, c'est l'espoir optima, c'est-à-dire que lorsque nous étions fin janvier dans une situation psychologique telle que nous sentions tous que cette année, le Parti faisait un grand pas, je suis à vous dire que mon espoir le plus cher, c'est de maintenir cette année, les effectifs de l'an dernier.
En même temps, il se produit quelque chose de grave. Depuis quelques semaines, les camarades manque de courage, mal averti, un peu partout, pas tellement nombreux les camarades démissionnent du parti. J'ai demandé aux camarades fédérations responsables ce qui se passait.
Mécontentement légitime, mécontentement général, mais avec un caractère grave. Vous devez être en face de toutes vos responsabilités. Ceux qui nous quittent actuellement ne sont pas ceux qui sont pas venus à nous en 1944 ou début 1945. Ce sont des militants qui ont 15, 20 et 25 ans de parti.
D'autre part, nous voyons venir certains militants nouveaux, mais ces militant nouveaux viennent grossir la masse aujourd'hui devenue majorité dans le parti, cette masse immense des militants venus au lendemain de la Libération avec tout leur cœur mais sans culture Socialiste, et actuellement, il s'agit d'entrer dans l'action. La plupart d'entre eux appartiennent à la classe moyenne, aux professions libérales alors ceux-là nous font courir le risque le jour où ils prennent conscience qu'ils sont la majorité, de transformer le caractère même du Parti Socialiste. Je voudrais créer chez vous un peu d'anxiété. L'un des problèmes essentiels c'est d'empêcher le Parti Socialiste de perdre le droit qu'il a de s'appeler Socialiste.
(Applaudissements)
On m'a dit et la presse a écrit que les débats de ce jour étaient inutiles que les

camarades étaient venus avec des mandats impératifs.
Quels que soient les mandats que vous puissiez avoir et en quelque sens que tous ayez ces mandats. Je vous dis que vous n'avez pas le droit de vous prononcer avant d'avoir tous, sans exception, entendu tous les arguments, Juger, peser, pris le sens de vos responsabilités, faute de quoi, ce ne serait pas de la démocratie réelle.
L'heure est trop grave pour que nous ne fassions pas tous ensemble avec une franchise totale, en ce qui concerne les hommes, l'effort, l'immense effort qu'exige la situation actuelle.
La Démocratie, le régime, le pays même, ne peuvent plus être maintenant sauvé que s'il subsiste un Parti Socialiste.
A l'heure où se posera la crise de régime, seul, le Parti Socialiste est susceptible de sauver le régime. Pour cela, il faut deux choses : que le Parti reste lui-même et qu'il vive.
(Vifs applaudissements)

Daniel Mayer

Le camarade Guy Mollet a demandé que le débat qui vient de commencer par son intervention sur la politique générale, soit à la fois complet et sincère, sérieux et serein.
Je crois que pour qu'il soit sérieux et serein, en tout cas, il faudrait que vous chassiez de votre esprit tous les bruits, la plupart d'entre eux étant faux, qui ont circulé dans les journaux au cours de ces dernières semaines.
Il y a dans le parti, une proportion un peu redoutable à croire automatiquement ce qui est dit dans les journaux, sauf naturellement dans le Populaire. Certains journaux étrangers qui sont les premiers dans la campagne de dénigration quotidienne, n'ont d'autre but que de jeter le trouble dans les esprits des militants, ce qui fait que tous arrivez ici, bien souvent avec de fausses informations, ou en tout cas, avec un état d'esprit qui fait croire qu'un certain nombre d'entre vous ont pris des positions légèrement différentes des positions réelles qu'ils ont prises.
Je crois que les débats seront aussi sérieux et sereins si nous savons poser les vraies questions qui se posant à l'attention du Conseil national du Parti, à ne pas poser de questions à côté et surtout ne pas poser des problèmes qui ne doivent pas être posés devant un Conseil national et ne pas se plonger dans un climat, dans une atmosphère passionnée.
Je reprendrai sans doute, au long de son exposé quelques-unes des idées déjà exprimées tout à l'heure par Guy Mollet.
Je crois que le problème principal, celui sur lequel nous avons le devoir de nous pencher particulièrement, c'est le problème social.
Il s'agit de constater un certain nombre de grèves, de tenter d'en déceler l'origine et de rechercher ensemble les moyens de parvenir, non pas à ce que l'on appelle la paix sociale, car une expression que les marxistes n'accepteraient pas facilement, mais parvenir à un retour de climat de concorde sociale nécessaire pour fournir la preuve que la démocratie peut vivre, même lorsque les

Fondation Jean-Jaurès

Communistes ne sont pas au gouvernement.
Notre camarade Ramadier, au cours d'une intervention prononcée à l'Assemblée Nationale a parlé du chef d'orchestre clandestin des grèves. Je crois que le chef d'orchestre existe, Je ne dirai pas qu'il est tellement clandestin que cela.
On s'est aperçu que les grèves se sont déroulées dans des secteurs nationalisés, elles ont continué dans un certain nombre de secteurs où la population ouvrière est peu nombreuse, mais où la nature du travail rend extrêmement sensible l'arrêt de ce travail : les boulangeries de la région parisienne les grands minoteries, ou bien encore dans des professions très nombreuses et qui risquaient de paralyser la vie économique du pays, ce sont les cheminots, ou bien dans des professions à la fois très nombreuses et plus sensibles encore que celles que je viens de citer, ce sont les mineurs hier et on nous menace de celle des fonctionnaires ; demain.
Je voudrais ouvrir un certain nombre de parenthèses et dont je m'excuse.
Quelle est la position du Parti Socialiste en face des problèmes posés par l'extension de la CGT ?
Vous me permettrez de regretter qu'en 1947, un militant qu'on appelle un ex-confédéré soit tout simplement à l'intérieur de la CGT un militant qui, il y a 12 années, n'était pas dans la même organisation que les Communistes, mais qui ne se rend pas compte bien souvent que dans les grèves, leurs instigations, leur menées, leur conduite, par cela, les ex-confédérés rendant plus difficile la tache du gouvernement Socialiste.
(Applaudissements)
Je laisse à notre camarade Capocci le soin de s'expliquer sur certains articles de Forces Ouvrières que Jacques Duclos a apportés à la tribune.
L'erreur, c'est de traiter dans un journal qui sera repris par toutes les campagnes adverses ; notre camarade Paul Ramadier n'est pas digne du nom de chef d'une organisation syndicale et membre d'un Comité directeur.
(Quelques protestations)
Pour l'instant, on juge la politique du gouvernement et la politique du parti est celle des membres du Comité directeur.
La deuxième parenthèse concernant le mouvement des grèves c'est l'erreur que fait chacun d'entre vous lorsque vous lanciez des comptes-rendus de grève perlée.
La grève perlée, c'est la ruine de l'économie française, la grève perlée est l'arme la plus redoutable dont la classe ouvrière se sert, non point tellement contre le patron de son entreprise, ou contre le patronat de sa branche d'activité mais contre l'économie française tout entière et vous me permettrez, de le dire, contre la classe ouvrière elle-même. J'étais il y a neuf jours aujourd'hui, à la conférence internationale du BIT à Genève et pour condamner la grève perlée, Je n'ai pas eu le besoin d'improviser longuement, j'ai repris les pages les plus démonstratives d'Albert Thomas, de Jean Jaurès sur l'amour du travail bien fait, pour la possibilité pour l'ouvrier de s'élever dans la connaissance la plus profonde de son métier, pour condamner les hommes qui, chaque jour, détruise le tiers de la production, comme ils font à Saint-Gobain.

Fondation Jean Jaurès

Je dis qu'il faut condamner certaines formes de lutte ouvrières et cela se conduit à la troisième observation sur ce point particulier.
On use un petit peu trop en ce moment de l'arme de la grève. La grève devrait être l'arme ultime de la classe ouvrière pour obtenir une grande chose et peut-être simplement, pour défendre la République. On use un peu trop de la grève parce que l'on est en train en ce moment de substituer au syndicalisme je ne sais quel corporatisme …(vifs applaudissements)… et je suis à peu près convaincu qu'au cours de l'année 1933 et au mois de janvier 1934, il y avait eu de tels mouvements de grève, la grève du 12 février 1934 n'aurait pas connu le succès qu'elle a connu et je voudrais que les militants syndicalistes n'oublient pas que la grève est l'arme ultime de la classe ouvrière.
(Applaudissements)
Et je voudrais sur un dernier point, attiré l'attention de nos camarades, en particulier du groupe Socialiste d'entreprise sur les difficultés qu'ils créent au Parti lui-même lorsque bien souvent, dans les syndicats, ils semblent jouer la carte de la scission syndicale.
La condamnation que je viens de prononcer devant vous de certaines mesures de la. majorité confédérale, c'est une condamnation qui ne doit pas s'exercer en dehors, c'est une condamnation que l'on a le droit et le devoir de prononcer à l'intérieur de la confédération générale du travail et je crois que ce serait une erreur de le part de militants du Parti Socialiste - et ce n'es pas en contradiction avec ce que je viens de dire que la tactique qui consisterait à jouer le jeu de la scission du syndicalisme français car cette scission en ce moment, ne profiterait ni au Parti Socialiste, ni à la classe ouvrière mais elle profiterait à la politique de ceux qui désirent de scissions supplémentaires dans le mouvement ouvrier et ce serait de Gaulle qui serait le vainqueur d'une scission syndicale.
(Vifs applaudissements)
Le rôle que les militants doivent par conséquent jouer a l'intérieur du groupement syndical, c'est un rôle qui consiste d'abord à être des meilleurs militants syndicalistes que les autres à ne pas déserter le combat syndical, à rester à l'intérieur de leurs syndicats, d'exiger que toutes les garanties soient prises par des votes à bulletins secrets par des nominations de camarades appartenant à toutes les tendances, pour que l'indépendance du syndicalisme soit un fait. Nous ne voulons pas créer une Confédération générale du travail qui soit Socialiste, mais nous voulons revenir au sort premier du syndicalisme français et être fidèles à son premier pionnier.
(Applaudissements)
Le chef d'orchestre peut-être recherché parmi les proches de Benoît Frachon, voilà quelque chose qui recueillera certainement l'assentiment à peu près unanime du Conseil national.
Il n'y aurait pas de chef d'orchestre s'il n'y avait pas un certain nombre d'instruments et ces instruments sont, sans aucun doute, le mauvais ravitaillement, la misère dans les grands centres ouvriers qui créées un fond de mécontentement qui fait que le chef d'orchestre n'a qu'a se présenter avec sa baguette pour que les instruments se mettent en action. C'est certain. Mais

disons que si le chef d'orchestre ne pourrait effectivement pas jouer de sa baguette s'il n'y avait pas un fond de mécontentement extrêmement grave dans ce pays et c'est là-dessus que nous avons le devoir de nous pencher, ne serait-ce que pour empêcher le chef d'orchestre de jouer le rôle que nous condamnons en lui.

Après la décision du dernier Conseil national de maintenir la formation politique actuelle, nous avons pris un certain nombre d'arrêtés concernant cette misère générale et concernant le problème social sur lesquels je voudrais rapidement attirer l'attention du Conseil national.

Nous avons d'abord, pratiquement augmenté d'un pourcentage assez important les salaires anormalement bas en faisant passer le minimum vital de 7 000 francs à 7 000 francs net pour deux cents heures de travail, au lieu de 25 et pouvant protéger les travailleurs qui n'atteignent pas un niveau de 25 heures alors que ceux qui atteignaient 35 heures étaient protégés par l'arrêté concernant le minimum vital.

Nous avons porté l'exonération à 84 000 frs de l'ancien abattement de 60 000 pour l'impôt sur les traitements et salaires et nous avons pour tous les salaires et pour tous les ouvriers, prévu une prime à la production.

Ramadier a donné à plusieurs reprises depuis, au cours d'un débat à la Chambre une définition extrêmement précise qui a été ratifiée par l'Assemblée Nationale à une très large majorité. La prime à la production ou à la productivité collective doit être donnée aux ouvriers dans tous les cas où l'augmentation de la production dûment constatée, permet la diminution du prix de revient.

Ainsi, l'augmentation du profit reste du fait que le prix de revient a diminué parce que les frais généraux ont été étalés sur un plus grand nombre de produits fabriqués, grâce à l'augmentation de la production.

Je crois que nous n'avons pas suffisamment souligné dans notre propagande, le caractère essentiellement révolutionnaire du décret du 31 mai sur les primes à la production qui prévoit qu'une Commission uniquement composée de fonctionnaires, c'est-à-dire de représentants de la nation, recherchera la répartition équitable de la marge bénéficiaire résultant d'un accroissement de la production entre les travailleurs, les consommateurs et l'entreprise, Je dis que cet arrêté a un caractère révolutionnaire puisque pour la première fois une part de profit ne va pas automatiquement à l'entreprise mais au contraire, indépendamment du petit pourcentage qui devra être ristourné à l'entreprise pour son équipement, l'essentiel sera aux ouvriers sous deux formes, au consommateur par la diminution du prix de vente, à l'ouvrier par prime à la production.

Depuis que nous avons pris ces mesures, un certain nombre de faits nouveaux sont intervenus.

On a constaté que la trésorerie connaissait une difficulté particulière.

Il fallait demander à la Banque de France 100 milliards d'avance nouvelle. Demander à la Banque de France 100 milliards d'avance, sans contrepartie, c'est exactement ce que l'on appelle l'inflation. Il fallait donc déposer un projet de loi servant de gage à la nouvelle avance qui était réclamée à la Banque de France.

C’est ainsi que sont intervenues les propositions que l’on a appelées les projets Schuman ou le plan Schuman.
Je crois d’ailleurs que l’on a dit là-dessus beaucoup de choses en grande partie inexactes.
Ce qu’il y a de tragique dans l’économie actuelle, c’est qu’elle est basée sur une énorme hypocrisie. Nombreux sont les camarades qui ont des informations en ce qui concerne les subventions. Des subventions, mais il y en a pour tout. Mais la vie des citoyens est basée sur une série d’hypocrisies économiques.
La suppression d’un certain nombre de subventions et en particulier la subvention sur le pain sont en réalité un élément d’équilibre financier et un rapprochement vers la sincérité économique et la sincérité financière.
Il ne faut pas oublier de noter que ce sont nos ministres Socialistes qui ont obtenu pour les économiquement faibles, un certain nombre de ristournes compensatrices concernant l’augmentation du prix du pain qui interviendra à partir du ler août. La suppression de la subvention au pain est un élément, de démocratisation parce lorsque l’Etat donnait 2 ou 4 francs par kilo pour le pain, il payait pour le riche comme pour le pauvre
A partir où l’on a relevé le prix du pain au kilo, nous n’avons pas oublié les vieux dans la mesure où nous avons augmenté l’allocation temporaire au-delà de l’augmentation que cela permettre pour le pain.
J’ai voulu simplement indiquer, moi qui était opposé à la suppression de la subvention au pain, qui ait mené contre André Philip et Léon Blum lui-même une certaine lutte pour que cette subvention ne soit pas supprimée le caractère de démocratisation qu’on entendait donner à cette suppression de subvention, puisque l’Etat ne paiera plus le pain du riche comme celui du pauvre, il paiera simplement le pauvre puisque le riche paiera le pain au prix réel.
Guy Mollet avait raison de souligner tout à l’heure que les projets Schuman, dans leurs incidences économiques -je pense en particulier au prix des transports marchandises- ont créé un climat de hausse et que l’on a l’impression que ce que l’on a appelé l’expérience Blum était une expérience terminée.
Je voudrais tâcher d’indiquer, au nom du Comité directeur unanime, les mesures que le gouvernement doit prendre aujourd’hui, après que le Parti les eut faites siennes, pour éviter de constater totalement l'enterrement de l’expérience Blum, mais au contraire pour faire une nécessaire mise au point.
La prime à la production est en train de perdre son caractère premier, elle n’est déjà plus une prime à la production, elle est, suivant les cas, ou un augmentation de salaire camouflée, ou une prime à la grève et la prime à la grève est l'élément le plus injuste que je puisse connaître.
Ce sont les ouvriers qui n’ont pas fait grève parce qu’ils ont un sens civique extrêmement développé qui seraient pénalisés puisqu’ils ne toucheraient pas de prime à la production. Ce seraient les ouvriers les plus faibles, les moins bien organisés, ce seraient eux qui parfois, en face d’un patronat qui n’a pas de marge bénéficiaire mais simplement parce qu’ils sent les plus nombreux, les plus agissants, ces ouvriers auraient droit à la rémunération; Je dis que nous n’avons pas le droit de laisser prendre à la prime à la production, le caractère qu’elle est

Fondation Jean Jaurès

en train de prendre car se serait une prime aux troubles sociaux. Et nous dirions aux ouvriers, dépêchez-vous de faire grève, sinon vous n'aurez rien. Dès que vous aurez menacé de faire grève, vous obtiendrez ce que la justice économique, la justice gouvernementale n'avait pas été capable de vous donner jusqu'alors.
J'entendais qu'il ne fallait pas augmenter les salaires.
L'augmentation générale des salaires, c'est le problème de l'inflation, parce qu'avec la part de salaire nouvellement augmenté, la classe ouvrière n'a rien acheté et cet argent, elle se dépêche d'aller le porter au marché noir.
Si l'on ne prend pas préalablement des dispositions concernant le ravitaillement, l'ouvrier aura la même marchandise pour une somme plus élevé et c'est cela encore le problème de l'inflation, ce n'est pas l'augmentation du pouvoir d'achat. Ce qu'il faut, c'est augmenter les moyens d'achat mis à la disposition d'une classe qui n'arrive pas à transformer ses moyens en pouvoir d'achat réel.
Il s'agit de prendre les devants, de ne pas discuter avec les organisations syndicales au cours de réunions interminables à l'intérieur desquelles bien souvent, l'autorité gouvernementale est en train de prendre peu à peu ce qui lui reste.
Ce n'est pas en discutant sur les menaces de grève que nous arriverons une solution.
Ce soir nous voulons une réponse ferme et satisfaisante, disent les uns, nous vous donnons 48 heures poursuivent les autres.
Croyez-moi, ces gens portent à la République les coups les plus sensibles.
Il faut conserver une certaine autorité gouvernementale, non pas de donner l'expression d'une opposition catégorique, mais une autorité qui fait comprendre quelle doit être notre politique économique et notre politique des salaires. Montrer que l'on a su, à l'avance, tresser un mur, le mur solide sur lequel nous accotions et d'où nous ne partirons sous aucune espèce de forme et sous aucun prétexte.
C'est dans cette mesure seulement que nous conserverons l'autorité gouvernementale dont l'appui nous est nécessaire dans l'intérêt de la nation et de la République elle-même.
Il nous faut prendre les devants et dire ce que nous entendons faire. Je veux définir pour vous ce que l'on a appelé le plan du Comité directeur et qui est l'effort collectif d'un certain nombre de camarades.
Il nous faut d'abord équilibrer le budget si possible sans charges nouvelles, en précisant et en fixant un délai maximum de quelques semaines, délai de rigueur pour une réorganisation administrative complète, pour la suppression totale et massive des services inutiles, des services faisant double emploi.
Il y a des services entiers qui ne sont pas à l'étage de la France de 1947 parce qu'ils sont trop importants et donne l'impression d'être une sorte d'article de luxe dans un état misérable.
Il nous faudra réduire les crédits militaires, ce que nous ne pouvons d'ailleurs faire que dans la mesure ou préalablement, nous avons voté urne loi portant organisation de la défense nationale, car il ne s'agit pas de dire, nous allons laisser pour l'armée tant de milliards et nous verrons ce que nous ferons avec ces

Fondation Jean Jaurès

milliards.
Il faut dire, voila l'armée dont la France a besoin et étudier sa structure et on fixera d'une manière précise combien elle coûtera et on aboutira certainement à une orientation vers les industries d'équipement, rentrant dans le cadre du plan Monnet, le financement des programmes de reconstruction et d'équipement sur le plan local ou sur le plan régional' faire sortir les projets qui n'ont pas encore réussi à sortir depuis près d'un an et demi...
C'est dans la mesure où l'on va sur place sur le plan local et régional que l'on a le plus de chances d'aboutir.
En ce qui concerne les salaires et les prix, rien ne serait plus dangereux actuellement que la convocation d'une nouvelle conférence du type Palais-Royal, comme celle que nous avons connue au mois de juin de l'année dernière. Les conférences aboutissent à la juxtaposition d'intérêts agricoles, d'intérêts ouvriers, d'intérêts patronaux chacun des représentants des organisations présentes s'imagine que le total de leurs revendications représente l'intérêt général, Le total de leurs revendications est la contrepartie et la symétrie est exactement le contraire de l'intérêt général, il s'agit d'une juxtaposition d'intérêts particuliers, par conséquent, il nous faut réunir de nouvelles conférences de ce type mais il faut cependant créer un plan d'ensemble, à l'intérieur duquel chacune des parties pourra appliquer l'une et l'autre a étudier dans le détail le prix en fonction des récoltes, et en premier lieu, du prix du blé,
Jules Moch disait l'autre jour que les prix industriels n'intéressent pas tellement la classe ouvrière, à tel point que le ministre des transports ne connaît aucun ouvrier qui ait acheté une locomotive,
En réalité, les produits agricoles rentrent pour 66%, pour les deux tiers dans le budget ouvrier.
C'est donc dans la mesure où l'on aura fixé les prix agricoles et en premier lieu, le prix du blé que l'on pourra fixer un pourcentage nouveau des prix et salaires.
Les prix agricoles sont de beaucoup trop élevés par rapport aux prix industriels. Il y a aussi une anarchie à l'intérieur de chacun des secteurs ; à l'intérieur du secteur agricole.
Entre 1938 et 1947, le blé est à l'indice 5, les betteraves sucrières à l'indice 7, le lait à l'indice 7. Tandis que l'orge est à l'indice 11, les pommes de terre à l'indice 11, la viande à l'indice 18, la viande de charcuterie à l'indice 14, les oeufs à l'indice 11.
Il nous faut relever le prix du blé, mais il nous faut un ensemble de produits agricoles dont le total soit inférieur aux prix actuels. Il faut que le blé redevienne sans aucun doute, l'étalon à la place de la viande, mais il est inadmissible que la viande soit au coefficient 16 et c'est de la que surgissent les entraves à l'unité sociale.
Le seul effet de l'augmentation du prix du blé sera de porter l'ensemble des prix à un niveau plus élevé, mais il nous faudra prendre un certain nombre de mesures à l'égard des paysans et à l'égard du monde agricole.
Les gouvernements se sont efforcés jusqu'à présent de développer un système d'attribution de certains produits servant de prime de bonne livraison, mais tel

qu’il a été pratiqué ce système, dont le principe est bon, s’est révélé inefficace. Les attributions aux bons livreurs deviennent le plus souvent des primes théoriques, sans rapport avec l'effort effectué. Et de même que tout à l’heure je parlais de prix à la production, la prime au bon livreur prend tout simplement l’allure d’une augmentation des prix, étant donné sa généralisation. Il faut condamner ce système.

Ce qu’il faut faire, c’est établir solennellement qu’il ne sera livré ni engrais, ni bons prioritaires aux cultivateurs qui n’auront pas d’abord livré un minimum dont le montant devra être aussi proche que possible des livraisons qu’il serait équitable d’attendre de chacun d’entre eux.

Pour agir d’une manière efficace, il faudra faire porter cette mesure, non seulement sur les engrais, mais sur les sulfates, textiles, sur les bons matières.

Cette mesure devra s’étendre également -et je crois que ce sera là qu’elle aura le maximum d’efficacité- sur le matériel agricole, sur la main-d'œuvre émigrantes qui sera mis à la disposition de l’agriculture et éventuellement même sur la reconstruction en matière agricole.

Lorsque l’on aura fixé les prix agricoles en tenant compte des maintenant de l’incidence de l’augmentation des tarifs de transports marchandises, en tenant compte dès maintenant des éléments déjà prévisibles concernant les récoltes, lorsque l’on aura rétabli le contrôle de la viande à tous les stades, du producteur au consommateur, en réglementant ce qui a trait aux questions d’achat et en fixant le plan de congélation de la viande alors, on sera capable de définir le niveau de vie nécessaire pour qu’un foyer ouvrier puisse avoir des possibilités décentes pour vivre.

Je ne crois pas qu’il soit politiquement possible que l’on cherche, pour ceux qui le désirent, un terrain de chute au gouvernement sur tel ou tel paragraphe, sur un plan de congélation de la viande.

Lorsqu’on aura fixé le budget ouvrier, en tenant compte du ravitaillement, il faudra arrêter un coefficient équitable de hausse des salaires pour les secteurs qui n’ont pas encore été étudiés. Il faudra aller au devant de la grève, au devant de la classe ouvrière, branche d’activité par branche d’activité. Voilà ce qu’il est possible de faire spontanément, éviter cette course des salaires et des prix.

Que cette augmentation soit un pourcentage, une somme fixe.

Ce que je sais, c’est qu’il serait nécessaire, si le parti adopte cette politique, que l’on fixe un plafond d’augmentation et que si l’on augmente de 4 francs ou d’un pourcentage quelconque les salaires jusqu’à une certaine somme, ce n’est pas une raison pour accorder quelques dizaines de milliers de francs d’augmentation à des hommes qui ont déjà 400 000 ou 500 000 francs.

Nous aurons contre nous la Confédération Générale du Travail puisque sa politique actuelle, pour des besoins politiques sur lesquels il est absolument inutile d’insister loi, consiste à faire la "cour" aux fonctionnaires du plus haut grade. La classe ouvrière comprend et nous pouvons nous battre là dessus.

Ce qu’il faut, c’est établir un plan, dire par exemple à partir de quelle date on doit fixer un rappel de production pour cette prime que l’on appelle "prime à la production". Il nous faut balayer toute cette hypocrisie qui est une entrave

énorme à l'économie de la nation.
Cette prime à la production fournira à la classe ouvrière l'occasion de fournir l'effort nécessaire pour la reconstitution de notre économie et la reconstruction du pays.
Il faudra restaurer la procédure d'arbitrage et peut-être lui donner l'allure de l'arbitrage tel que Jules Moch, rapporteur général, en 1937, en avait esquissé et défini les grandes lignes sous le premier gouvernement de notre camarade Léon Blum et peut être sous le gouvernement qui a suivi.
Ainsi, dans les entreprises nationalisées, l'Etat ne peut pas être à la fois le patron et l'arbitre et il faudra décider une bonne fois pour toutes que lorsqu'il y a un conflit dans une entreprise nationalisée, ce sont d'une part, le personnel, d'autre part la direction qui est responsable et seule responsable de la gestion et de l'équilibre financier et il faudra enlever cette notion de l'Etat patron pour lui permettre de redevenir l'état arbitre qu'il n'aurait jamais cesser d'être car les conflits du gaz et de l'électricité se sont déroulé d'une manière inconsidérée entre le gouvernement et les responsables syndicaux, avec la direction de l'éclairage de France, entre les mineurs et la commission des houillères, le conflit aurait dû être débattu.
La gouvernement ne doit pas être le patron des métallurgistes mais le patron des fonctionnaires.
Il nous faudra, sur le plan commercial, réduire sensiblement le nombre des intermédiaires et nous avons eu le tort, nous, Parti Socialiste, au soir de la dernière réunion de l'assemblée constituante, de voter le retour à la liberté commerciale. Il faudrait que nous ayons le courage de revenir sur les lois portant liberté commerciale.
Il y a 400 000 ou 500 000 commerces nouveaux qui ont été ouverts alors qu'il y a pénurie de marchandises. C'est-à-dire que l'on a augmenté le nombre des intermédiaires, augmenter la rigueur du parti commercial et l'on a apporté de l'eau au moulin du marché noir.
Pendant que le gouvernement actuel est en train de se débattre dans des conditions extrêmement difficiles pour tenter d'obtenir que des ouvriers étrangers puissent venir en France pour travailler, on rencontre un certain nombre d'individus qui ont perdu l'habitude du travail, qui ont voulu se livrer à toutes sortes d'opérations à caractère immoral.
Le Parti Socialiste a, dans cette double bataille économique et bataille de l'immoralité publique, son mot à dire.
Lorsque l'on aura fait cela, on pourra fixer, pour les prix industriels, un pourcentage de hausse non par article, mais par branche d'Industrie, en tenant compte de la part de salaires, de l'incidence de la hausse des transports marchandises. Mais je dis tout de suite que le plafond de hausse devra être de 10% et que l'on ne devra en aucun cas augmenter les prix, d'un pourcentage supérieur à celui dont les prix ont été diminués depuis le 31 décembre 1946 car il faut que nous donnions à notre tour une prime sous cette forme au commerçant loyal qui a appliqué avec vigilance et civisme, à la lettre les décrets pris par notre camarade Léon Blum le ler janvier et notre camarade Ramadier le

ler mars.
En aucun cas, le nouveau palier que nous aurons ainsi arrêté, ne devra être supérieur au palier du 31 décembre 1946.
Il nous faudra aussi orienter l'industrialisation, empêcher toute une série de fabrication dites de luxe ou de demi-luxe qui, pratiquement, sont des objets d'aucune espèce d'utilité sociale, il faudra développer la fabrication des produits d'utilité publique.
Pour la clientèle agricole, il faudra, comme pour l'industrie, deux catégories d'objets, l'utilité sociale et l'industrie d'exportation.
C'est cela le vrai dirigisme "on fiche la paix à tous les autres", après avoir supprimé un certain nombre d'entre eux.
Je suis effrayé lorsque je lis dans la presse, à l'intérieur du Parti, de vastes débats de doctrine entre le loyalisme et le dirigisme.
Notre camarade Ramadier venait de dire à la Chambre, il faudra rendre la liberté à certaines branches, accentuer le dirigisme là où c'est nécessaire.
On est partisan de la liberté là où l'abondance des produits le permet. Le dirigisme doit persister là où la pénurie actuelle donne lieu à une distribution rationnelle du ravitaillement.
Le dirigisme a pour simple but de rendre équitable la répartition dans la pénurie alors que le problème ne se pose évidemment pas en période d'abondance. Par conséquent, c'est un problème d'ordre pratique qui se pose.
Il est nécessaire que les mesures que je viens d'indiquer soient prises dans l'ordre essentiel où je les ai indiquées. Il est nécessaire de fixer les prix agricoles, puis Ies salaires, puis les prix industriels. Mais, c'est dans une mesure d'ensemble annoncée en même moment et marquant bien la nécessité d'une remise en ordre général et la volonté au gouvernement de s'y tenir que chacune de ces mesures, devra être prise.
Qu'on ne croit pas qu'il s'agisse là d'une nouvelle politique, d'entraîner l'écho de l'expérience Léon Blum et que nous sommes en train de faire une politique d'inflation.
L'inflation ne peut résulter que d'une absence de remise en ordre générale.
Peut-être y a-t-il déjà un processus inflationniste en marche dans le pays.
L'objectif, en réalité reste le même.
Notre camarade Léon Blum a réussi a donner un cran d'arrêt à l'inflation, nous continuons à donner un nouveau cran d'arrêt à un palier différent mais l'objectif reste le même et j'ai en moi, la confiance que si le Conseil national d'abord, et le gouvernement ensuite sont assez sages pour accepter les grandes lignes de la politique que j'ai tenté de définir, nous pourrons suivre de nouveau l'expérience et dans trois ou quatre mois ou dans un temps plus rapproché, on ne parlera pas de nouveau palier de hausse, mais d'un nouveau palier de baisse, du type des paliers de décembre 1946.
Pour cela, il faut que le Conseil national, répondant à l'appel de Guy Mollet soit suffisamment sérieux et suffisamment serein pour ne pas se poser à lui-même d'autres problèmes que les problèmes économiques, financiers et sociaux.
Il est possible que ce Conseil national dise : Il faut que Ramadier reste au

Fondation Jean Jaurès

gouvernement. Il est aussi possible que l'on dise qu'il faut que le gouvernement s'en aille parce qu'on est mécontent, il faut "partir pour partir" comme d'autres demandent qu'on "reste pour rester".
Il faut aussi, surtout, éloigner de nous, cette série de secondes questions qui consisteraient à dire, ou bien il faut que les Communistes reviennent au gouvernement ou bien les Communistes ne devraient jamais revenir au gouvernement. Si l'on pose cette seconde série de problèmes, on est ramené à cette hypothèse que ceux qui veulent que les Communistes ne reviennent jamais, concluront qu'on doit demeurer au gouvernement et ceux qui veulent que les Communistes reviennent à tout prix, concluront qu'il faut que l'on s'en aille pour leur permettre de revenir.
Je crois que le dernier Conseil national a été sage dans sa majorité de demander à notre camarade Paul Ramadier de rester au gouvernement malgré le départ des Communistes et les difficultés que l'on a connue depuis, il faut avoir le courage de le dire. On les connaissait déjà, on les pressentait à l'avance. On savait que pour le replâtrage Ramadier sans les Communistes, il n'y eut aucune espèce de fait nouveau. Par conséquent, on n'a pas le droit aujourd'hui de revenir sur la décision du dernier Conseil national, sous prétexte qu'il y a eu un certain nombre de difficultés qui se sont fait jour depuis, puis que des difficultés, on les connaissait à l'avance.
Je crois que le parti devra un jour ou l'autre affirmer qu'il est difficile de gouverner dans les circonstances actuelles et avec la Chambre telle qu'elle est actuellement composée, les Communistes étant encore du gouvernement, Mais il y a une chose que je sais également. C'est qu'à aucun prix, sous aucun prétexte, les Communistes devront entrer au gouvernement sous la pression des grèves, sous la pression des troubles sociaux car ce serait un fait extrêmement redoutable pour la vie de la République elle-même.
Je veux aussi, avant de terminer, vous entretenir d'un fait nouveau dont Guy Mollet ne nous a pas parlé. Depuis la dernière réunion de notre Comité directeur, il y a eu le problème de l'offre Marshall et le refus de la Russie soviétique de s'intégrer dans l'Europe.
On nous a parlé de bloc occidental. On a fait un rapprochement entre ce bloc occidental et le voyage rapide et aérien de Léon Blum à Londres.
Ce n'est pas Léon Blum qui a crée le bloc occidental. C'est Molotov qui est en train de tenter de le créer ce bloc occidental sous la forme habituelle de l'hypocrisie diplomatique.
On parle d'indépendance au moment précis où l'on refuse l'offre Marshall qui, justement permettait à chacun des pays de conserver la plénitude de son indépendance politique puisqu'il s'agissait de créer l'Europe.
Je suis généralement peu en accord avec le ministre des Affaires Etrangères, mais nous devons féliciter le gouvernement, le président du Conseil et le ministre des affaires étrangères de la sérénité avec laquelle ils ont répondu au départ de Molotov par l'invitation de vingt deux nations européennes de venir à PariS pour construire l'Europe.
Il ne faut pas construire l'Europe contre la Russie, il faut construire l'Europe

sans la Russie mais en lui laissant la place libre et en lui disant, le jour où tu voudras revenir, ta place est prête, nous avons servis les intérêts de la Russie soviétique en son absence comme si elle avait été présente.
Il faut laisser à la Russie sa part et lui faire sa part a l'avance. Ce qui est vrai sur le plan international camarades, c'est aussi vrai sur le plan intérieur, Nous devons, les Communistes n'étant pas au gouvernement, faire une politique aussi sociale et aussi pro-ouvrière que nous la ferions s'ils étaient au gouvernement.
Notre anti-fascisme ne doit, à aucun réjouir l'anti-Communiste de la bourgeoisie capitaliste, nous n'acceptons pas comme définitif le départ des Communistes du gouvernement, même si nous estimons que maintenant, ils n'y ont plus leur place.
Nous n'acceptons pas cette attitude de la Russie d'avoir je ne sais quel monopole intérieur ou extérieur, et que le Parti Communiste aurait lui aussi un monopole, celui de représenter la classe ouvrière.
Le Parti Communiste n'a pas le monopole de la classe ouvrière.
C'est dans la mesure où nous resterons nous-mêmes, fidèles à notre doctrine, que nous défendons le mieux les intérêts de la classe ouvrière
et dès lors, le problème qui se pose devant le Conseil national n'est pas de savoir si tel homme restera à tel poste ministériel.
Le Parti Socialiste est-il capable de concevoir un plan d'ensemble, une politique cohérente des salaires, des prix agricoles, des prix industriels ? Si on répond oui, il s'agit alors de poser une autre question.
Est-ce que le gouvernement peut avoir l'efficacité nécessaire, le courage nécessaire pour appliquer cette politique ?
C'est dans la mesure où l'on a répondu oui, à ces deux questions que nous pourrons travailler efficacement.
Vous me permettrez de vous dire, répondant beaucoup plus à vos clameurs qu'à vos applaudissements, si vous répondez négativement, vous savez très bien, sans qu'il y ait le moindre doute dans vos esprits que tous les ministres s'inclineront devant la décision du Conseil national.
Si vous répondez affirmativement, si vous diffusez une politique d'ensemble, si vous nous donnez les moyens de nous y accrocher, alors nous demanderons que le Parti soit unanime derrière les hommes qu'il aura fixés au gouvernement.
Il faut que le Parti se réveille. Il faut que nous puissions faire une politique économique et sociale conforme aux intérêts de la classe ouvrière dont les grandes lignes seraient arrêtés par un plan d'ensemble dont je vous ai parlé tout à l'heure.
Nous aurons ainsi fait un pas en avant pour défendre la liberté et pour construire la paix.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je demande au Conseil national de voter la clôture de la séance.
La clôture de la séance est votée.
(Il est 13 heures).

Fondation Jean-Jaurès

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 5 et 6 juillet 1947 (Paris)

Séance du dimanche 6 juillet 1947 (après-midi)

Président : Pierre Métayer (Seine-et-Oise)
Assesseurs: Jeanne Martin (Cher)
André Texier (Gironde).

Le président (Pierre Métayer)

Camarades,
Nous allons continuer nos travaux. Il a été décidé à l'unanimité que la séance serait suspendue à 20 heures pour reprendre à 21 h 30 et se terminer vers minuit.
Soyons aussi optimistes que les camarades qui en ont décidé ainsi.

Paul Valentino (Guadeloupe)

Camarades,
Ce n'est pas sans une certaine émotion que j'ai entendu ce matin notre ami Guy Mollet exprimer la crainte de voir un mouvement de sécession se manifester de la part des élus Socialistes d'Outremer à l'égard du Parti Socialiste.
Certes, les débats qui ont marqué la levée de l'immunité parlementaire du député Raseta ont provoqué une certaine effervescence parmi les élus d'Outremer. Mais je dois témoigner qu'à aucun moment nous n'avons pensé qu'une sécession pouvait frapper le Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Certes, il y a eu une manœuvre montée par les Communistes contre le Parti Socialiste, et certains élus d'Outremer se sont laissé, en la circonstance, manœuvrer. De même qu'on a organisé aux abords du Parlement, des manifestations pour faire pression en vue du changement de l'équipe gouvernementale, de manière à permettre aux Communistes d'accéder à nouveau au gouvernement.
De même, à l'occasion des affaires de Madagascar, on a voulu organiser, en dehors du Parlement, certaines manifestations qui auraient permis de dégager une majorité nouvelle, dont l'existence serait impossible sans l'adhésion massive des députés d'Outremer.
Il y a donc eu une tactique Communiste pour essayer de bloquer toutes les voix des députés d'Outremer en faveur d'une opération politique. Mais jamais on n'a osé nous présenter l'opération comme dirigée contre le groupe Socialiste, mais on nous a dit qu'il s'agissait tout simplement de laisser l'Assemblée Nationale.
Donc, Guy Mollet, sur ce point, aurait été mal informé.
Ce qui demeure néanmoins, c'est que nous, députés d'Outremer, connaissons un certain trouble.
Nous avons mené une propagande pour nos pays respectifs, et cette propagande se nourrissait de l'enseignement authentique du Socialisme.

Collection Jean Jaurès

Nous sommes venus ici, convaincus qu'au lendemain de la Libération, il aurait été possible aux élus de la France métropolitaine et d'Outremer, de s'atteler à une construction Socialiste.
Pour ne parler que de mon département, nous avons une majorité marxiste, et pas seulement une majorité marxiste, mais déjà une majorité spécifiquement Socialiste.
Nous entendons, dans mon pays, entreprendre une construction Socialiste, et nous constatons que c'est dans la Métropole que la sagacité du prolétariat fait obstacle à la naissance de la majorité marxiste qui pourra effectivement entreprendre une construction Socialiste. Les vues politiques qui existent chez nous ne peuvent pas être réalisées parce que dans la Métropole, étant donné la conjoncture particulière, nous connaissons un certain trouble dans nos pays.
Et nous pensons qu'au fond, c'est là l'origine de toutes les difficultés de la France dans les territoires d'Outremer.
Voyez-vous, dans ces pays plus qu'en France, il est normal que la politique Socialiste, que la politique prolétarienne soit mise en action, qu'elle soit effectivement pratiquée.
Quand les travailleurs de France manifestent même de façon inconsidérée, comme ces jours derniers, sans tenir compte des difficultés économiques et financières qui sont celles de la France en ce moment, l'idée ne nous est jamais venue de penser qu'ils manquent au patriotisme, à la sécurité française, à la loyauté française. Vous pensez simplement qu'ils sont insuffisamment informés et que leur sens politique n'est pas suffisamment développé.
Mais lorsque les travailleurs d'Outremer, sous l'empire des mêmes préoccupations, des mêmes angoisses, manifestent, tout de suite, c'est, pour vous, l'autorité française qui est mise en cause.
Et vous êtes souvent tout prêts à mobiliser l'appareil de coercition de l'Etat pour essayer de mater certains groupements.
Et c'est précisément parce que, quelquefois, cet appareil de coercition de l'Etat se trouve mis en oeuvre contre les revendications des travailleurs, qu'après, dans les pays d'Outremer, des mouvements de sécession percent, parce qu'alors le sentiment se développe dans la classe ouvrière, que la puissance publique s'intéresse au maintien des privilèges capitalistes.
Et au fond, il n'y aura pas d'Union française si vous ne vous décidez à préconiser une construction Socialiste dans certains pays d'Outremer.
Et nous, qui sommes venus ici avec la résolution de servir la classe ouvrière de nos pays respectifs, quand nous mesurons nos possibilités au point de vue politique, les hésitations qui existent en France, l'opposition que nous rencontrons quand il s'agit de mettre en oeuvre la politique Socialiste de nos territoires, nous connaissons certaines angoisses. Et il faut dominer souvent, pour nous, nos impatiences, pour comprendre les difficultés auxquelles le gouvernement métropolitain à faire face en France. Et comme nous faisons cet effort, nous vous comprenons, nous restons solidaires avec vous, et nous ne voudrions pas que, faisant le sacrifice de cette patience, on puisse assimiler à ce mouvement dirigé contre le Parti Socialiste, cette patience que nous refrénons à

Fondation Jean Jaurès

cause de notre attachement à l'égard du Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Jacques Piette (Seine et Marne)

Camarades,
Les nécessités de l'horloge m'ont accordé quelques instants. J'aurais préfère que moins d'orateurs se fissent inscrire dans ce débat, de telle manière que les représentants des fédérations n'aient pas le sentiment d'assister à une réunion du groupe parlementaire élargi, mais à une réunion de membres du Parti venant de province.
Quoi qu'il en soit, la discipline de ce matin a permis de donner à quelques secrétaires fédéraux de s'exprimer devant le Parti.
J'ai choisi un thème qui risque de décourager un peu le Conseil national.
Je voudrais parler des problèmes financiers, et non pas simplement pour apporter une critique vaine parce que dépassée par les événements politiques mais pour essayer d'apporter une pierre à l'édifice Socialiste dont parlait ce matin Guy follet, comme devant servir de base à l'action future du Parti.
Ce n'est pas sans surprise que l'opinion Socialiste, tout autant que l'opinion publique, a établi une relation de cause à effet désagréable entre les accords des cheminots et le plan financier de Schuman.
Comme par hasard, 24 heures après la grève des cheminots, le plan Schuman est en première colonne des journaux parisiens et de province.
Il n'y avait qu'un pas, que l'opinion publique a vite franchi.
C'est sur ce point que je veux attirer l'attention du Congrès
C'est là un vieux mythe que nous avons, car c'est comme cela depuis un certain nombre de générations. Il y a deux moments difficiles dans les finances: juin et décembre, car ce sont les grosses échéances.
Juin e t décembre sont les mois au cours desquels les Bons émis par le Trésor public viennent à renouvellement ou à remboursement, dans leur majeure partie.
Il est de bon ton, dans l'école classique et libérale, de rassurer les détenteurs d'épargne, qu'il s'agit d'arriver à ce moment, où l'Etat doit faire face à ses échéances.
Il est non moins important de constater que, sous des vocables divers, c'est toujours en face des mêmes problèmes qu'on se trouve.
Je suis étonné qu'en 1947, on n'ait pas parlé du Mur d'Argent. C'est une espèce de serpent de mer qu'on a déjà rencontré un certain nombre de fois, notamment à l'époque du Cartel des Gauches.
Je ne crois pas à la charpente squelettique du Mur d'Argent. Je crois qu'un schéma d'interprétation est nécessaire.
Je crois qu'en juin 1947, c'est devant le Mur d'Argent que nous nous sommes trouvés, et qu'on n'a pas su le franchir, et aussi du côté Socialiste.
En réalité, il y a là le problème du tour de vis fiscal avec celui des échanges de la Banque de France. C'est vraiment prendre le Cochon de Payant pour un monsieur qui ne comprend pas grande chose.
Ces deux problèmes ne sont rapprochés que dans une économie libérale,

Fondation Jean Jaurès

économiste.
Il faut reprendre la formule Blum. Il est nécessaire de rétablir la confiance des collecteurs d'épargne.
Comme il s'agit, comme le disait Daniel Mayer ce matin sur une question de Marceau Pivert, comme il s'agit d'une société à caractère hybride, il serait dommage de réitérer en permanence des mesures de finances pour servir de palliatif à des problèmes qui ne posent plus en 1947 comme en 1925.
En particulier, quand on nous dit : augmentons le prix du blé, du pain, des timbres, des transports pour résoudre le soi-disant trou de trésorerie, je dis qu'on abuse, parce qu'on a simplement pris dans les tiroirs ce qui avait déjà servi à Poincaré dans la circonstance.
Le vrai problème, c'était, pour le Parti Socialiste, de faire pour une fois appel à une imagination non pas révolutionnaire, mais que j'appelle créatrice.
Pourquoi ne s'est-il pas levé un membre du Parti pour dire que ce n'était même pas la peine de faire un tour de vis fiscal, qu'il condamnait ?
Je dis que ce n'était pas la question que souhaitaient voir poser les militants Socialistes et même l'opinion publique.
Nous voulons qu'on sorte des sentiers battus, et qu'on n'apporte pas toujours le remède classique de l'Inspection des finances, mais quelque autre, différent.
Cependant, il y a derrière nous, une expérience, une expérience dont on aurait pu tirer quelque profit : c'est l'expérience allemande.
En 1933, il s'est trouvé un financier allemand pour apporter une solution exigée par le déficit de trésorerie de la Reichsbank, solution qu'on aurait peut-être eu intérêt à reprendre en France.
Qu'est-ce qui interdisait un ministre Socialiste de venir devant le procédé Schuman, pour dire :" Ce ne sont pas les impôts qui résoudront".
Le problème que nous posons, est le suivant : A situation dramatique, opposons des remèdes révolutionnaires ou imaginatifs
Qu'est-ce qui empêchait - je le demande au Conseil national et aux spécialistes des questions financières - qu'est-ce qui interdisait au Parti de demander que les Bons qui venaient à échéance, ne soient pas renouvelés ? Qu'est-ce qui interdisait au Parti de dire: Nous ne les rembourserons pas.
Qu'est ce qui interdisait au Parti de dire: Voyons, Moch, le problème n'est pas bien posé.
On demande aux salariés de faire un sacrifice compatible avec leur dignité ; on demande de mettre en péril l'existence même des sociétés industrielles, mais on ne dit rien aux détenteurs de capitaux.
Essayons de voir se problème, comment il se présente du point de vue économique ; ce sont d'abord Ies collecteurs des banques, les assurances, les sociétés à portefeuille important.
Je vous pose la question sur la plan politique.
Cela aurait été une politique d'imposer aux gens qui présentaient leurs bons à échéance et qui exigeraient d'être remboursés de leur dire : Vous repasserez dans six mois. C'est élémentaire, simple.
Il y a eu d'autres moments dans l'histoire de la France. M. Ribot a pris des

dispositions du même genre ; celle-ci nous aurait aliéné les détenteurs d'épargne. Qu'est-ce que cela aurait ajouté de plus grave au Parti Socialiste, on disant : "nous agirons sans eux".
Nous avons butté là-dessus en 1945. On a failli butter en 1947.
Il était possible de trouver des formules nouvelles ; il aurait été préférable de les examiner, de choisir le moment où on tombera du gouvernement, voir de l'extérieur pour un homme du Parti qui n'est pas parlementaire.
A partir d'un moment, où on nous explique qu'il n'est pas question de tomber quand il y a des problèmes financiers qui risquent de laisser la caisse vida si on vient à s'en aller.
Comme le disait Leenhardt, c'était la bataille ouverte des militants Socialistes.
Au-surplus, sur le plan du comportement du Parti Socialiste, ne croyez-vous pas qu'en reprenant la formule que Jacques Duclos utilisait avec un rare démagogie : de faire payer les riches ; bien sûr, nous avons quel est le contenu limité de la caisse.
Nous prétendons, qu'elle qu'aurait pu être la g... que l'opinion public aurait réservée au Parti si, au lieu de démocratiser ce plan Schuman, il l'avait refusé pour présenter quelque chose de plus révolutionnaire que les décisions libérales ou classiques présentées dans ce sens.
Je voudrais terminer sur un mot de Jaurès. Ce n'est pas une conclusion, mais un acte d'encouragement.
Si les solutions techniques sont difficiles, on peut Ies examiner. Ce n'est pas en diminuant de 15% le prix du tabac qu'on apporte de grandes satisfactions à l'opinion publique.
Mais si on lui avait dit : Nous sommes désireux d'apporter une solution nouvelle au problème du Mur d'argent, je vous assure que dans les masses, cela aurait eu un retentissement profond. Si on avait voulu faire preuve d'imagination créatrice, on aurait apporté plus qu'aujourd'hui. Guy Mollet disait tout à l'heure : les vieux militants du Parti nous quittent, c'est un problème angoissant.
J'appartiens à une fédération ni paysanne, ni ouvrière, ni parisienne, ni provinciale. C'est beaucoup pour une fédération. Cela nous permet de prendre contact avec les vieux militants. Ce qui actuellement leur pèse le plus, c'est la désespérance dans laquelle on les a entraînés.
Quand ils voient des gouvernements comme Ramadier, Bidault Teitgen ou tout autre, qui ont conduit les affaires courantes sans aucun effort d'imagination, croyez bien que c'est cela qui les fait partir du Parti, et pas autre choses. Il faut savoir si on tombera sur le dirigisme ou sur toute autre position au sein du Parlement.

Salomon Grumbach (Comité directeur)

En entendant ce matin Guy Mollet et Daniel Mayer, je me demandais s'il y avait une contradiction entre Ies deux discours.
Mollet a terminé par une conclusion : il faut quitter le gouvernement.
Moi, je voudrais renoncer à toute analyse ou tentative d'analyse des questions économiques ou financières, et meme de politique gouvernementale.

Fondation Jean-Jaurès

Je voudrais strictement m'en tenir à la question que doit répondre le Conseil national, sur la question seule qui lui est posée à la fin des débats : faut-il demander ou donner sa démission.
Nous sommes d'accord sur toue les crainte que l'on pourrait avoir, comme le disait Guy Mollet.
Après l'analyse par laquelle il a essayé de démontrer qu'on a essayé de faire quelque chose, je vous avoues que je n'ai pas le courage, devant moi, d'aboutir à une réponse négative.
Pour quelle raison ? J'examine la situation.
Supposons que ce soir le Conseil national dise tu dois partir, et cela, le surlendemain d'un vote émis par le Parlement. Il y a une majorité extra parlementaire absolument conformes aux droits du Parti, du Conseil national.
Admettons qu'il faudrait mesurer les conséquences sur le plan général, précédent crée pour la première fois depuis que nous avons crée une nouvelle République, une nouvelle Constitution, créant ainsi un droit pour le Parti de provoque une crise en dehors d'un vote clairement émis par l'Assemblée Nationale. Sans cela, un Parti serait toujours esclave d'un Parlement.
L'argument joue, pour moi, un rôle considérable.
Ensuite, sur le plan de la politique intérieure -je le vois en dehors du gouvernement- est-ce qu'on demanderait à Ramadier de quitter le gouvernement.
Il ne s'agit pas de rentrer dans un cabinet présidé par un autre parti, où ce nouveau cabinet ne ferait que la politique pour laquelle vous demandez à Ramadier de partir.
Je mets votre réponse dans l'opposition. Avec qui ? Avec le Parti Communiste ? avec le PRI ? Nous poursuivrions des choses plus irréalisables que ce que propose le Parti Communiste.
Que défendrait ce nouveau gouvernement ?
Comment serait-il composé ?
MRP homogène ? Je n'en serais pas effrayé
A un moment où non seulement sur le plan intérieur il y a quand même comme l'action entreprise par les continuateurs de Marx. A un moment où nous pouvons rire de quelques-uns de ceux qui ont parlé de complot, il peut y avoir des fous parmi ceux qui l'ont préparés. A un moment où nous avons le droit, sans être ridicules, de dire qu'on a ouvert a découvert un mouvement hostile à la République, à la Constitution, qu'on a le droit quand-même de parler de complot.
Et sur le plan international,
A un moment où à la suite de l'échec de la Conférence des Trois à Paris, l'Europe se heurte à l'obstacle le plus formidable en vue de sa marche vers la paix ou son équilibre.
A un moment où nous nous trouvons en présence de l'offre Marshall qui aurait pu offrir à l'Europe une occasion unique pour faire, au moins sur le plan économique, le premier pas, je ne dis pas vers une unification mais au moins vers la condensation de ses besoins économiques, de ses capacités économiques, laissant le reste à l'Amérique à fournir.

Collection Jean Jaurès

Je ne suis en rien d'accord avec l'attitude des soviets. Je pense que la méfiance mérite être justifiée quand à la mesure qu'on aurait pu craindre qu'ils avaient des arrières-pensées. Je veux seulement considérer l'offre Marshall comme une offre magnifique.
Ceci n'est pas réalisable pour l'Europe entière, en raison de l'URSS.
A un moment où la Francs a pris l'initiative de convoquer une conférence européenne soit orientale soit occidentale.
C'est à ce moment que le Socialisme français disparaîtrait du gouvernement.
C'est au moment où le Parti - soyez-en sûrs – qui a dans le monde entier la réputation la plus solide, qui est considéré même par nos ennemis dans les autres pays, comme le Parti qui offre la plus grande garantie du point de vue paix et démocratie.
Quels que soient les dangers qui menacent le Socialisme français, s'il continue à assumer des responsabilités gouvernementales dans les conditions actuelles intérieures -et je reconnais ce danger- je suis persuadé que nous ne rendrons service :
- ni au peuple français
-ni à la France
-ni à la classe ouvrière de ce pays
-ni à la classe ouvrière du monde
-ni au Socialisme dans les autres pays,
Si, à la suite de nos craintes intérieures, nous disparaissons du gouvernement.
Je reviens du Congrès de Nuremberg
J'ai rencontré là bas un douzaine de grands du Parti Socialiste qui, tous, dans leurs pays respectifs, sont soit de gouvernement, soit de premier
plan dans leur Parlement.
Tous m'ont demandé : que penses- tu de la réunion de France.
J'ai répondu à tout qu'il n'était pas exclu, dans quelques jours, le Conseil natuonal du Parti SFIO allait obliger Ramadier à donner sa démission.
Si vous aviez vu quel effet cela a produit sur ces hommes, des responsables dans leurs pays, et qui connaissent tous nos difficultés, qui suivent tous de près et qui savent quels sont Ies sacrifices que les Socialistes français font dans les affaires publiques !
Si vous aviez vu quel effet cela a produit sur eux vous comprendriez quelles sont, non seulement les hésitations, mais les craintes profondes en envisageant la possibilité d'un vote obligeant Ramadier de partir.
Et pour la part, tout en partageant ces craintes, j'en ai une de plus grande : c'est que le Socialisme français croyant défendre la démocratie, en préservant l'enterrement magnifique d'un monsieur SFIO et que Guy Mollet veut sauver, il voit son développement, et ainsi ouvre la voie au fascisme.
Les Socialistes français, par ce moyen, obtiendraient exactement le résultat contraire de ceux qu'il veut atteindre.
C'est pour cela que ma conclusion est le sentiment direct de l'expression intégrale de ma conviction.
Il faut autoriser Ramadier à se maintenir au pouvoir.

Fondation Jean Jaurès

Et j'ajoute, à l'adresse de Ramadier :"Il ne faut cependant, en acceptant ce maintien ne pas se laisser terroriser par les autres partis qui sont au sein du gouvernement et qui, au cours des semaines à venir, soit sur le plan politique intérieur, soit international, voudraient l'obliger à faire une politique contraire à celle que nous jugeons nécessaire.
Je dis au Conseil national : laissez Ramadier au pouvoir, afin de préserver votre influence et de ne pas jeter le trouble dans le monde entier.
(Applaudissements)

Delaumay (Vienne)

La fédération de la Vienne estime que le ministère Ramadier n'a pas poursuivi l'expérience Blum dans le même esprit que son prédécesseur.
Il a fait preuve d'une faiblesse regrettable vis-à-vis de la grande industrie. Il n'a pas poursuivi avec assez de vigueur le sabotage de la politique de baisse, les fraudes relevées ayant été insuffisamment sanctionnées.
Par ailleurs, il a négligé la réforme financière complètement indispensable de l'expérience Blum, les mesures fiscales qu'il a prise relevant da la méthode Poincaré et frappant presque exclusivement les petits contribuables.
Il a, en un mot, par son insuffisance, gravement compromis le relèvement économiques du pays.
Elle n'admet pas certaine mesures prises en faveur de la haute finance, telle la revalorisation du prix de rachat des actions de la Banque de France dont le déficit a été constamment couvert par le budget, prix de rachat primitivement fixé, d'après les cours à 27 000 et porté à 44 000.
Par ailleurs, la position prise récemment par le MRP ne permet pas de dire que la majorité sur laquelle s'appuie actuellement le gouvernement, est républicaine.
J'étais chargé de développer cette motion. Je ne le ferai pas; le temps imparti est trop bref.
D'autre part, il n'y a rien à ajouter à l'exposé de notre camarade Guy Mollet.
Je veux relever un mot de Daniel Mayer, ce matin, qui a dit que la situation est inchangée depuis le dernier Conseil national. Nous estimons qu'elle est changée du fait de la nouvelle ligne adoptée par le gouvernement en matières économique.
Cette nouvelle attitude exige que la situation soit reconsidérée et qu'une décision nouvelle soit prise.
Un mot sur la situation de l'Union Française. Je suis un ancien fonctionnaire indochinois.
Je vous demande d'accorder un temps de parole à Lasco, délégué du Cambodge pour exposer cette question.
Ce matin divers camarades ont disposé d'un temps très large pour exposer la situation politique générale. Un colonial doit avoir le temps d'exposer largement la situation de l'Union Française, notamment celle de l'Indochine. Cette situation est extrêmement grave, complexe. Il n'y a pas de solution toute faite, de solution-éclair.
Il y a 1 300 000 qui n'ont que des objets de première nécessité. En Indochine, il

y a des vingt races, plusieurs nations, plusieurs civilisations opposées les unes aux autres. Par conséquent, il n'est pas, à ce problème de solution unique.
Je vous demande de prendre une décision sans qu'une discussion très large soit instituée sur ce point.

Chataîgnier (Ain)

Le Comité directeur départemental de ma fédération s'est réuni dimanche dernier. Nous étions divisés, au départ, et après cinq, ou six heures de discussion, nous avons abouti à des conclusions unanimes.
En premier lieu, nous déclarerons que nous ne participerons pas à la lutte de tendances, dans le cas où des tendances analogues à celles d'avant guerre viendraient à se créer à nouveau dans le Parti.
Il va de soi qu'après le Conseil national, il ne doit pas y avoir de vainqueurs et de vaincus, des minoritaires, des majoritaires, mais des camarades disciplinés qui feront appliquer les décisions du Conseil.
En second lieu, nous avons décidé de déclarer que nous sommes des réformistes. Nous croyons nécessaire de faire cet aveu, parce qu'il y a dans le Parti, une maladie que nous constatons même dans le corps électoral, où elle fait des ravages.
Des centaines de milliers, des millions de citoyens ont voté de la façon la plus extravagante, uniquement parce qu'ils voulaient aller de l'avant.
Et dans le Parti, il y a des camarades qui se conduisent de la façon la plus extravagante parce qu'ils ont peur de s'éloigner d'un marxisme qu'ils ne connaissent pas.
(Applaudissement et rires)
J'ajoute que, quant à la leçon qui nous est faite par Bracke et Blum, nous l'acceptons. Mais quand elle est donnée par d'autres, qu'on nous permette de rire.
Nous disons : Oui, nous sommes réformistes; oui, nous ne croyons pas à la révolution marxiste, à ce "Grand Soir" qui sépare les temps en deux.
Nous croyons que nous allons à la Révolution par paliers. Nous croyons que les nationalisations sont révolutionnaires, et nous croyons que nous sommes révolutionnaires quand nous défendons nos nationalisations qui sont menacées.
Troisième conclusion à laquelle nous sommes arrivés, conclusion de bon sens: il faut faire passer la défense de la République avant même la défense du Socialisme. Quand la République est disparue, il n'y a plus de Socialisme.

Une voix - Forcément !

Chataîgnier - Et nous avons dit: La République, il faut la défendre jusqu'au bout.
Je dirai même que nous ne demandons pas un très grand sacrifice à nos camarades, parce que nous sommes assez pessimistes, et nous nous demandons si le bout est très loin.
Nous nous demandons pendant combien de temps nous pourrons maintenir les

institutions démocratiques
La République est une grande bouteille dans laquelle on peut mettre tout ce qu'on veut.
Nous savons qu'il est difficile au gouvernement d'appliquer les formes de la Constitution, parce que de nombreuses Bastilles : CGT, CGA, anciens prisonniers, armée, tout ce que vous voudrez; il y a les agents des collectivités, des groupes collectifs, qui à chaque moment mettent quelque chose sous le grappin du gouvernement.
C'est pour cela que nous sommes assez pessimistes et que nous nous demandons si le pays n'aura pas, un jour, la réaction qui nous mènera au gouvernement fort.
Enfin, reste le cas Ramadier.
Je vous dirai d'abord que nous ne savons pas si l'expérience Ramadier a été bonne ou mauvaise, et que nous ne le saurons jamais, pour cette raison que l'on sait ce qui est arrivé, que Ramadier a été ministre, mais qu'on ne saura jamais ce qui serait arrivé dans le cas où il n'aurait pas été ministre.
(Rires, protestations)
Je dis que Ramadier a rendu au pays un service: depuis janvier, il n' a pas eu de crise ministérielle, et cela, c'est quelque chose. Je ne vois pas d'ailleurs pourquoi on ferait des reproches à Ramadier; mais on sous-estime les difficultés de la tâche qui fut la sienne
On oublie que, depuis deux mois, le ministère Ramadier seconde manière, c'est le ministère sans Thorez, dans lequel on a levé l'hypothèque extérieure.
On a adressé des reproches à Ramadier. Vous pouvez être contents de ce qui n'est pas arrivé, car s'il était arrivé une seule fois, qu'un seul cheminot fut tué par un garde républicain, vous verriez les affiches qu'on plaquerait sur les murs !
Quand vous reprochez à Ramadier de céder, je dis: Est-ce que nous confions à Ramadier les pouvoirs nécessaires pour briser ce que nous appelons des grèves ? Car il ne s'agit plus de grèves. La grève, c'est une lutte. Quand il n'y a pas d'opposition on a presque l'impression que les groupements disent : nous allons prendre des congés payés en attendant qu'on nous augmente.
Et c'est pour cela, camarades, que des corporations qui n'étaient pas grévistes autrefois, sont devenus grévistes.
Cette faute, si faute il y a, elle réside dans une classe ouvrière que nous aimons, cette classe ouvrière qui fait à Ramadier -et qui fera à n'importe quel autre ministre- ce que j'appelle le "coup du bon caporal". C'est à dire que quand on a chambré un bon caporal, on le fait casser; après, on en nomme un autre.
Et quand on aura fait assez de bêtises, et que nous aurons un gouvernement d'autorité, l'ordre régnera à nouveau dans la classe ouvrière, comme en 1940 et en 1941.
Alors la faute n'est pas à Ramadier, elle est à la classe ouvrière, nous sommes contre le renversement de Ramadier.
Je crois que si le Parti renversait Ramadier, ce serait une faute. Nous apporterions de l'eau au moulin gaulliste, parce que dans l'opinion publique, cette idée que les maux que nous subissons en France sont la fin de ce parti trop

Fondation Jean-Jaurès

rigide, c’est une opinion qui prend corps.
Si Ramadier doit être renversé, nous aimons mieux qu’il le soit par le Parlement plutôt que par le Conseil national du Parti Socialiste.
Je sais ce que nous ne voulons pas. Je suis contre un gouvernement homogène, au moins dans les circonstances présentes
Si nous faisons un gouvernement homogène, nous n’aurons pas, dans le pays, les appuis nécessaires. Je ne suis pas sûr que les Socialistes seraient homogènes pour le soutenir
(Rires)
Je ne suis pas systématiquement contre la rentrée des Communistes au gouvernement.
Je me demande s’il ne leur est pas plus difficile, dans le moment présent, plutôt que l’année passée, de subordonner comme il se doit leur amitié étrangère au patriotisme tout court.
Par contre, je verrais avec plaisir qu’on mette au pied du mur un groupe qu’on appelle Rassemblement des Gauches, et qui se fait le champion du libéralisme économique. On peut les mettre au pied du mur, ils n’accepteront pas.
Je termine par là. J’ai l’impression que nous allons vers un coup de chien: le changement de régime. Je voudrais que le Parti Socialiste joue un rôle dans cette affaire.
Et nous ajouterons: si le peuple voit en nous des gens énergiques, le peuple nous jugera d’après nos caractères plutôt que d’après nos intelligences.
C’est pour cela que, sans entrer dans les variations et le détail, je dis que nous devons montrer, au Parti Socialiste, un maximum de fermeté.
(Applaudissements)

Oreste Cappoci (Comité directeur)

Camarades,
Avant d’entrer dans le sujet que je voulais traiter, je suis obligé, en raison de l’attaque de notre camarade Mayer ce matin, d’essayer de rétablir quelques points, de lui dire que l’homme qui a commis l’indignité, a depuis 42 ans, l’honneur de servir et va essayer de démontrer que s'il a commis un acte d’indignité dans un article, on aurait pu poser les responsabilités de ceux qui provoqué cet article, et les raisons pour lesquelles cet article a été écrit.
Il est possible que nous pourrions examiner la ou une des responsabilités. Pour ma part, je ne retire rien de mon article. Je ne suis pas responsable si le Parti Communiste, l’ayant tronqué, s’en est servi. Il aura à s’en repentir.
J’aurais voulu qu’on leur réponde que, dans le même journal, la semaine précédente, je prenais position très nette contre les manifestations devant le Parlement que je prenais position très nette contre un certain nombre de grèves, et que je démontrais l’attitude de certains syndicats à l’égard du ministre du travail, lorsque c’était Croizat ou Daniel Mayer; et je vous assure que pour un militant comme nous, qui devons nous battre dans des conditions beaucoup plus difficiles que celles des réunions publiques, nous devons nous battre devant une majorité parfois écrasante par manque de courage de nos camarades du Parti

Fondation Jean Jaurès

Socialiste, trop souvent.
(Applaudissements)
Il n'est qu'à se rappeler que même en 1940, il n'y a eu qu'une poignée pour dire non à Vichy, et qu'après la Libération, il y avait une poignée pour dire non à la dictature Communiste, à la CGT.
Nous étions seuls - qu'on me permette de dire - lorsque cette attaque dirigée est venue en provoquant ce qu'on a appelé la tendance ex-confédérée.
Il y a là -Daniel Mayer me permettra de le lui dire en toute amitié- une confusion pas tout à fait honnête si elle est volontaire. J'espère qu'elle a été involontaire.
Vous mélangez la grève d es Banques avec les autres grèves, alors qu'il sait bien lui-même, alors que toute l'opinion publique savait qu'il n'y avait rien de commun avec la grève des employés de banque et certaines autres grèves : mineurs, gaz, électricité.
Il a parlé tout à l'heure des salaires noirs. C'est exact ; il y en a qui sont pratiqués dans certaines professions.
Nos camarades ne bénéficient pas du salaire noir dans les banques; ce sont les employés les plus exploités dans le pays.
Nous n'avons pas attendu qu'il y ait un ministre Socialiste pour faire faire des grèves. Nous les avons soutenus quand elles devaient être soutenues, même quand il y avait des ministres du travail Communistes.
En septembre, une grève avait eu lieu. Les points Communistes des banques n'avaient pas fait grève. La région parisienne et la région marseillaise, dirigées par les Communistes, n'avaient pas fait grève.
Un protocole fut signé, dans lequel un certain nombre de promesses étaient faites, non seulement par les banquiers, mais contresignées par les représentants des ministres des Finances, de l'Economie nationale, du Travail.
En avril, il y eut des promesses faites et des accords signés étaient truqués.
Il y eut tentative de grève des Chrétiens; nous l'empêchons. Nouvelles promesses du gouvernement, avec l'approbation du Président du Conseil.
En juin, rien n'est fait encore.
Et au moment où on allait présenter les conventions collectives, le grand patronat français rejetait des conventions collectives les éléments nécessaires que nous voulions voir incorporer dans la Convention.
C'est alors que les employés de banque, ces moutons, se sont levés d'un seul coup pour réclamer le respect de la signature donnée.
(Applaudissements)
Et c'est cette grève la, qui était profondément professionnelle, uniquement professionnelle, que nous avons pris la précaution de déclarer seulement le samedi pour le jeudi, permettant ainsi toutes les tractations possibles entre-temps pour empêcher la grève.
Rien n'a été fait pour l'empêcher.
Daniel Mayer ne me démentira pas-
Trouvons tout de même une formule qui donne satisfaction à des malheureux qui attendent depuis deux ans qu'on répare des injustices faites à leur sort !
Daniel Mayer avait compris, prépare un arbitrage qui ne touche en rien à la

Fondation Jean-Jaurès

politique générale du gouvernement sur les salaires. On refuse !
Son administration, sous son impulsion, convoque les administrations : Finances, Economie nationale, Travail. Après des heures, ils se mettent d'accord.
Pour obtenir l'accord du directeur du Trésor et de son directeur-adjoint sur un travail préparé au ministère du Travail, c'était quelque chose de très difficile à établir ! Cet accord, on l'avait. C'est encore une amputation à notre demande. Nous avons dit: nous l'acceptons.
Que s' est-il passé ? les banquiers ont lancé des chiffres mensongers à travers la Chambre. Les députés, Schuman en tête, Teitgen et autres, sont allés avec ces chiffres chez certain ministre, ont capitulé devant cette campagne dans les couloirs
Nous avons démontré que ces chiffres des banquiers étaient exagérés. Même les syndicats des Cadres adhérents à la CGT ont démontré que ces chiffres étaient exagérés.
Nous pensions que l'accord allait être fait.
Je ne voudrais cas faire état d'une réponse; mais nous étions en Comité directeur; j'avais à côté de moi Ramadier. Il y a 40 ans que nous nous connaissons.
C'est pénible parfois, camarades, de prendre des positions. Mais entre l'amitié et le devoir, j'ai toujours choisi le devoir. Je l'ai fait pendant la guerre, je continuerai à le faire
Les trois administrations se sont mises d'accord. J'ai dit: Je te demande de ne pas y faire obstacle, et le travail pourra reprendre vendredi après-midi eu samedi.
Je ne veux pas vous dire sa réponse : Elle m'a sidéré.

Plusieurs - Pourquoi ?

Oreste Capocci - Et le dimanche, il y a eu un banquet. Je ne ferai pas de la basse démagogie en reprochant aux ministres d'aller au banquet. Après ce dîner, on réunit quelques ministres en l'absence du ministre du Travail, et on "pond" une décision qui était une dérision.
Ce qui est pire, qu'on n'a pas fait à d'autres professions, on lance un appel à la radio, qui se termine ainsi:
" Le Gouvernement compte sur ceux-ci pour ne pas prolonger une grève qui, coïncidant avec la fin de mois, risque de mettre dans l'embarras beaucoup de salariés et de gêner un grand nombre d'activités".
Un ministre Socialiste, faisant appel aux jeunes, par dessus les organisations syndicales, pour briser un mouvement, n'est-ce pas plus grave qu'un article dans un journal ?
(Applaudissements)
C'est cela que nous ne pouvons pas admettre, et que nous n'admettrons jamais.
Lors du dernier Comité national, je vous avais dit: "Vous aurez des grèves".
Le Troquer m'a dit que je l'avais fait au chantage.

Fondation Jean-Jaurès

Je vous avais avertis, camarades.
Ne comptez pas sur nous pour faire les "briseurs de grèves.
La situation est la suivante
Pendant près de deux ans les travailleurs de la Seine veulent se mettre en grève. On les empêche. (Le Parti Communiste avait sur eux la possibilité de les empêcher de partir en grève). Le mécontentement grandit et il y avait même une certaine désaffection à l'égard du Parti Communiste, et les grèves commencent à éclater malgré la volonté du Parti Communiste de les empêcher.
Sentant la classé ouvrière organisée se retourner contre eux, ils ont fait volte-face. Sans doute ils ne poussaient pas à la grève, mais il est certain qu'ils n'ont rien fait pour l'empêcher
Quand les grèves sont vraiment professionnelles, tâchez de les empêcher avant; donnez satisfaction à certaines revendications légitimes, et ayez le courage de dire non aux grèves qui sont vraiment des grèves politiques.
Nous constatons exactement le contraire.
Encore hier matin. Si je ne suis pas venu, c'est parce qu'il y avait une Conférence nationale où on parlait de grèves dans un milieu qui aurait intéressé directement la classe ouvrière.
J'y suis allé, et je les ai empêchés de faire ce mouvement, parce qu'il était injustifié.
Mais pour la grève des Banques, où 100 000 camarades attendaient une amélioration de leurs conditions de vie, avaient confiance en nous, aucune amitié, aucune affinité ne me permettait de trahir la confiance de ces camarades
(Applaudissements)

Léopold Sédar Senghor (Sénégal)

Il y a un malaise sur le problème de l'Union Française.
Ce matin, j'écoutais à la radio, et à propos de la philatélie on disait: "Envoyez-nous vos suggestions, vos critiques".
Vous me permettrez de vous donner aujourd'hui notre critique.
Parce que la politique actuelle du Ministère de la France d'Outremer est une politique dangereuse pour le Parti Socialiste et pour l'Union Française.
Si j'avais le temps, j'aurais fait l'éloge de notre camarade Moutet. Il a grandement mérité du Parti Socialiste dans le passé. Mais le passé ne justifie pas le présent.
De fait, depuis la seconde Constituante, le ministère de la France d'Outremer a pratiqué une politique qui était une violation de l'esprit de la Constitution et de la lettre de la décision du Conseil national Socialiste.
Je choisis quelques exemples.
Lors de la dernière séance de l'Assemblée Nationale constituante, le gouvernement Bidault avait obtenu que l'Assemblée, violant l'esprit de la Constitution, laissât au gouvernement le soin de régler la question des assemblées locales - question importante au premier chef pour nous - par décret.
Mais il avait été entendu que le gouvernement avait donné sa parole, que le gouvernement s'entendrait avec la Commission des Territoires d'Outremer.

Fondation Jean-Jaurès

Cette commission s'est réunie et la grande majorité de la commission dit sa volonté de voir donner aux assemblées locales, les attributions que leur avaient donné les luttes des 9 et 10 Mai.
Quelle ne fut pas notre stupéfaction, en lisant quelque temps après, le décret du 27 octobre, où le ministre de la France d'Outremer a exactement repris l'opinion de la minorité de la Commission, c'est à dire de la droite. Une question importante était celle des attributions du Collège unique.
On allonge les dépenses obligatoires. Alors qu'en France, les crédits affectés au personnel ne sont que de l'ordre de 25%, ces crédits sont, dans nos colonies, de 60 à 80% ; et on nous oblige à voter ces crédits
Un Haut commissaire disait récemment; si on payait les fonctionnaires coloniaux comme on devrait les payer, cela représenterait 95% du budget.
Sur la question du Collège unique, je n'insisterai pas. Dans un pays comme le Soudan, nous avons quatre millions d'Africains et 4 000 européens.
Si ces européens se considéraient comme les habitants du pays, s'ils considéraient leurs intérêts comme solidaires de ceux des habitants du pays, nous comprendrions que l'on fasse un double collège.
Mais ces européens sont des employés de l'administration, qui sont à la dévotion des trusts étrangers.
D'autre part, ces européens sont composés de fonctionnaires qui ne sont que de passage.
Par le double collège, on nous demande de confier la moitié de nos intérêts à des gens qui ne se considèrent pas comme africains, qui ne sont que de passage, et ne sont pas Socialistes.
Nous sommes revenus sur la question. Nous avons fait adopter par le Conseil national le 20 mars, urne résolution d'après laquelle le Parti devait défendre l'essentiel des lois des 9 et 10 mai.
Seconde stupéfaction, le projet du gouvernement sur l'AOF est en opposition flagrante à la résolution votée par le Parti.
Fait plus grave : le ministre de la France d'Outremer se sert du pouvoir qui lui est donné de procéder par décrets, pour violer l'esprit de la Constitution.
Un décret du 17 avril punit les infractions au respect dû à l'autorité française.
Que faut-il entendre par respect, et par autorité française ?
Si je ne salue pas le gendarme du coin, il pourra me faire mettre en prison parce que je ne respecte pas l'autorité française dans sa personne.
Bien plus grave encore : chaque fois qu'un camarade Socialiste dépose une loi, comme la loi d'amnistie déposée par notre camarade Gallo, comme la loi électorale qui accorde le suffrage aux musulmans, nous voyons l'opposition du ministre de la France d'Outremer
Un haut fonctionnaire Socialiste m'écrivait l'autre jour en me disant : "Tout se passe comme si certaine milieux du Ministère de la défense nationale étaient marris de voir que l'Afrique noir travaille dans la tranquillité. On fait tout pour pousser l'Afrique noire à la révolte et pour pouvoir exercer une répression.
Seulement, cette révolte n'aura pas lieu ; même les apparentés Communistes sont contre la violence. Seulement, vous nous livrez pieds et poings liés, à la

Fondation Jean Jaurès

propagande Communiste.
Car la violation de l'esprit et de la lettre de la Constitution, la violation des décisions du Conseil national socialiste, sont autant d'armes mises entre les mains du Parti Communiste.
Et quand celui-ci sera maître du pouvoir en Afrique noire, il procédera comme en France: il procédera par des grèves larvées et vous aurez une désagrégation non seulement da la société noire, mais encore de l'autorité française.
Voilà ce que je voulais vous dire. Je ne veux pas m'étendre. Vous voyez quelle est notre position. Nous ne pouvons pas défendre une politique qui est, je ne dis pas Socialiste, mais même pas démocratique. Nous n'avons plus qu'une chose à faire : reprendre notre mandat dans les mains de nos fédérations.
Nous ne sommes pas Communistes, nous ne le serons jamais ; seulement, nous ne pourrons pas défendre une position qui n'est pas une position démocratique. Nous ne pouvons pas défendre une politique qui viole l'esprit de la Constitution et du Conseil national.
Que demandons-nous à ce dernier ? Nous lui disons de demander au ministre de la France d'Outremer de se soumettre aux décisions du Conseil national
(Applaudissements)
Je sais bien que la grande faute en incombe à ses bureaux ; mais c'est lui qui les a choisis; il y a son directeur de cabinet Méra... les fictions c'est toute la politique libérale da la France depuis la libération... Celle de de Gaulle, les réalités, c'est la bonne vieille politique de la Troisième République, la politique du travail forcé.
On me dira que nous sommes des primitifs.
Quand les camarades me disent que nous sommes des primitifs. Je n'ose pas trop les contredire, parce que je sais qu'ils sont de bonne foi. Mais quand c'est le ministre de la France d'Outremer qui me le dit, alors je suis dans indignation.
(Applaudissements)
Car il y a des spécialistes de civilisation africaine. On n'a qu'à les écouter
Hier, c'est Marcel Griel, professeur d'ethnologie à la Sorbonne, qui nous disait qu'au Moyen-Age, il y avait des villes de 100 000 habitants en pleine "Négrétie" et qu'ils n'avaient aucun civilisateur pour s'administrer eux-même.
C'est Monod directeur de l'Afrique noire, qui dit que pour bâtir l'Union Française, il faudra que nous renoncions aux méthodes de la ruse et de la violence, et que c'est en mettant nos clartés ensemble que nous illuminerons justement les ombres.
(Applaudissements)
Voilà, tout simplement, Camarades, ce que je voulais vous dire. Nos arguments, nous les défendrons du haut de la tribune. Nous recommencerons ce que Moutet a fait dans le passé. Quand il a des objections à faire, qu'il vienne les produire devant le groupe parlementaire et devant le Conseil national. Parce que nous voulons éviter que l'Afrique noire soit livrée demain au communisme et que nous ne puissions plut bâtir une Union française qui doit être bâtie dans l'estime réciproque.
(Applaudissements prolongés)

Jean Le Bail (Haute-Vienne)

Daniel Mayer se félicitait, ce matin, de la sérénité de ces débats. Je crois qu'on peut se féliciter d'autre chose : de la cordialité qui règne malgré la gravité de ces débats ou à cause de cette gravité.

Et c'est précisément en m'autorisent de cette cordialité que j'adresserai un rappel à Mayer, qui n'en sera pas étonné, parce qu'il me connaît.

Le philosophe Bergson avait l'habitude de résoudre les problèmes en déclarant qu'ils ne se posaient pas. C'était, pour lui, une solution élégante d' un grand nombre de difficultés.

Je crois que c'est cette méthode que Daniel Meyer a appliquée ce matin.

Il a dit: Il ne s'agit pas de savoir s'il faut maintenir ou supprimer Ramadier, il s'agit, si je comprends bien, de déterminer avant tout ce qui nous voulons faire.

Je ne dis pas qu'il n'y ait pas une grande part de vérité dans les affirmations de Daniel Mayer et dans sa démonstration.

Mais je crois que tout de même le Conseil national n'échappera pas à cette réponse qu'exige le bon sens dans la situation politique actuelle : êtes-vous pour ou contre le maintien de Ramadier ?

Je dis tout de suite qu'il est inutile d'insister sur ce point. Je suis pour ce maintien.

Je vais arriver à cette conclusion par un détour peut-être long mais nécessaire.

Je crois que ce qui domine tout ou presque tout, à l'heure actuelle, c'est la politique extérieure et l'événement qui vient de se produire il y a quelques jours.

La Conférence des Trois a échoué. Quelle importance faut-il donner à ce fait ? Comment faut-il en assurer la portée ?

Je crois ne pas m'aventurer en affirmant que cet échec va conduire à une coupure qui sera longue, sinon définitive.

L'Europe occidentale - qu'on soit pour ou contre elle - est faite et la France est dans Cette Europe occidentale.

Elle est liée d'avance, non pas par telle ou telle sympathie, mais par les réalités économiques elles-mêmes et par son besoin de se reconstituer.

Quelle va être la conséquence politique immédiate de ce grand fait international ?

Une conséquence, dont on n'a pas voulu encore mesurer la portée ou en tout cas dont on n'a pas voulu encore annoncer la portée : que va devenir le Parti Communiste ?

Je crois qu'il faut répondre franchement à cette question, ou en tout cas essayer de l'examiner franchement.

Ma réponse -est ce que je me trompe dans sa prévention ?- c'est que non seulement, le Parti Communiste ne sera plus un parti gouvernementale.

Je vais jusqu'au bout de mon affirmation, au risque de choquer : je ne vois pas le Parti Communiste au pouvoir autrement que par l'arrivée des blindés russes en France, ce qui est une éventualité que je ne veux pas envisager, et qui en tout cas serait quelque chose de si loin que nous n'avons pas le droit de céder au découragement et à la panique.

Car je crois que l'unanimité se fera toujours dans ce parti, quelle que soit la coupure qui se fera en Europe ; ce parti restera le parti de la paix, restera un parti internationaliste et quelles que soient les difficultés, essaiera d'empêcher le monde de glisser à la catastrophe.
(Applaudissements)
En tout cas, Je crois que non seulement le Parti Communiste ne sera pas un parti gouvernemental, mais qu'il ne pourra plus rester grand parti dans ce pays.
Pourquoi ? A un moment où la Russe et la France avaient une politique qui était concordante, ce parti a rendu la parti difficile à bien des gouvernements, croyez-vous qu'a l'heure actuelle, où la coupure va se poursuivre entre le monde occidental et le monde oriental, le Parti Communiste va réduire son action ?
Croyez vous qu'en dehors du gouvernement, il ne va pas mener contre les gouvernements quels qu'ils soient, une lutte inlassable. N'avez vous pas le sentiment, s'il mène le jeu à fonds, que nous allons aller à la paralysie et à l'anarchie.
Voilà le fait de demain, dans ce pays.
Et quelle vont être les réactions ? Il y en a deux. Il y a deux manières de lutter contre le péril :
- il y a une politique qui s'appelle Gaullisme,
- il y a une politique qui s'appelle Socialisme.
Au Gaullisme, Guy Mollet l'a dit ce matin, faisons attention.
Chataîgnier le disais tout à l'heure à mot couverts.
Nous n'avons peut-être pas des moies devant nous avant de prendre des décisions de redressements.
Si nous continuons dans l'atmosphère actuelle -je fais appel à nos camarades parlementaires- nous sentons bien que la machine ne pourra pas marcher longtemps.
Dans ces conditions, s'il n'y a pas, au centre de ce pays, animée par le Parti Socialiste une majorité capable d'enrayer cet anti-communisme violent que serait fatalement l'anti-communisme de de Gaulle, nous allons vers la répression très dure a l'égard de la classe ouvrière.
Voilà le fait,
Et c'est l'anti-Communiste que j'ai toujours été dans ce parti, inlassablement depuis la Libération, qui vous dit : Nous n'avons pas le droit de laisser le pays glisser à cet anti-communisme ; et c'est pour cela que je vous disais depuis de deux ans, qu'il fallait opposer à cet anti-communisme, un anti-communisme constructeur.
Nous n'avons pas le droit d'abandonner la classe ouvrière qui est derrière le Parti Socialiste.
Vous n'avons pas le droit, par lassitude, parce que nous sentons la situation difficile, de démissionner, de faire la politique de Ponce Pilate, de nous réfugier dans une sorte d'abstention qui permettrait le règlement des comptes entre une force de droite et une force d'extrême droite qui serait soutenue par le communisme.
Nous avons le devoir, au milieu, de faire autre chose, et cela, dans l'intérêt de la

Fondation Jean-Jaurès

classe ouvrière.
C’est pour cela que nous ne pouvons pas nous amuser dans une situation économique qui consiste à laisser la CGT entre les mains d'une organisation politique.
Je ne veut pas insister sur se point : toute affirmation trop vive serait fatalement une maladresse.
Mais vous sentez qu’il ne peut pas y avoir de gouvernement Socialiste sans une classe ouvrière qui soit derrière lui, ou tout au moins qui ne lui soit pas hostile.
Et dans un avenir plus ou moins lointain, si le Parti Socialiste n’arrive pas a réaliser se regroupement ou un minimum de regroupement dans la neutralité syndicale, il ne pourra plus prétendre avoir une action gouvernementale vraiment autonome. Il aura beau prendre toutes les décisions qu’il voudra en Conseil national, il sera paralysé dans la réalité des faits.
Il faut donc se tourner vers la classe ouvrière et lui dire franchement l’avenir qui l’attend.
Il faut, à l’heure actuelle -je rejoins Daniel Mayer non pas pour lui faire des concessions mais des offres- fixer la limite de ces offres, en lui disant : Voilà ce que nous, en toute conscience, nous pouvons t’offrir; voilà ce que nous pouvons faire pour toi.
Mais sachez bien que si nous ne réussissons pas, d’autres réussiront à tout mettre au pas.
Voila ce qu'il faut dire à la classe ouvrière. Je suis persuadé qu’on peut aller à elle et s'expliquer franchement. Je suis persuadé qu’une des grandes causes du malaise actuel, c’est le manque d’explications franches avec cette classe ouvrière.
Elle reste honnête ; elle a donné le plus magnifique exemple de patience, de patriotisme sociaux ; elle a montré une compréhension infiniment plus grande des nécessités nationales depuis deux ans, que certains milieux paysans. Je suis sûr que tous les députés de grandes villes sont fières des hommes qui les ont élus.
Cette classe ouvrière, elle a le sens de l’honneur, de la France ; elle a le sens national.
Et quand elle sentira qu’une parti d'entre elle est entraînée dans une vilaine aventure par les tenants du communisme, cette classe ouvrière nous reviendra si nous savons parler net.
Mais alors, mais alors, faut-il en ce moment donner l’exemple de la faiblesse chez nous, et de l'impuissance ?
Qu'est ce qu’on dit, au dehors du Parti Socialiste ? Bon militant ; on dit quelquefois bon représentant ; on dit ; bon ministre, des hommes d'état remarquables, mais pas de cohésion suffisamment dans ce Parti Socialiste.
Trop de discussions, par conséquent trop de nuances.
Je vous le demande : ne compliquons pas le problème. Retenons tous ce qu’ont dit Mayer et Mollet. Retenons tout ce qu’on croit nécessaire au succès du gouvernement Socialiste.
Quand vous aurez bien voté tout ce que vous voudrez ici, vous retrouverez une

Fondation Jean-Jaurès

majorité à la Chambre.
Vous retrouverez des hommes qui sont tout de même affirmées dans certains points de vue et savez que nous n'arriverons pas automatiquement à leur faire partager nos vues. Voyons donc d'une manière réaliste.
Au moment où le pays est capable de glisser à l'anarchie, sachons faire front commun de sympathie autour de notre Président du Conseil.
J'ai horreur de faire l'éloge d'un homme, mais il y a une sorte de paradoxe qui se produit à propos de Ramadier.
Alors que son gouvernement est critiqué, le pays a de l'estime pour l'homme. On a eu l'impression que l'homme était au dehors et au dessus des mesures impopulaires que prenait le gouvernement. On a l'impression que le pays a trouvé un homme qui, républicain, est ami du peuple et de la classe ouvrière, qui a des qualités, une patience inébranlable dans le travail.
Allez-vous négliger cela ? Est-ce qu'au moment où vous avez la chance d'avoir fait cette découverte chez nous, vous allez diminuer les chances du Parti.
Je vous on conjure, camarades ; je ne vous lancerais pas cet appel si je n'avais pas l'impression que, d'ici quelques jours, nous pouvons nous trouver devant des situations tragiques.
Nous pouvons voir les choses de manière différentes, nous pouvons avoir des méthodes différentes; mais il y a une chose dont je suis sur : c'est que nous vaincrons si nous sommes unis.
Blum disait, au dernier Conseil national je crois à un moment émouvant de son intervention : "j'ai peur".
Oui, nous avons eu peur, Blum, et nous continuons à avoir peur. Mais nous avons aussi confiance.
Le grand danger qui peut s'abattre sur nous, c'est la dictature ? N'est-ce pas ?
Eh bien ! Laissez-moi vous dire cette foi tranquille que j'éprouve quand je vois les camarades d'ici et ceux de la base. Nous représentons quelque chose de meilleur que les autres.
Il se peut que notre Socialisme ait été quelquefois dépassé dans le domaine des mesures pratiques. Il se peut que nous n'ayons pas encore mis nettement au point notre doctrine et notre interprétation du monde, mais nous valons mieux que les autres.
Et quand le Parti garde cette confiance dans sa valeur, dans son honnêteté et dans sa pureté, on ne peut pas passer par dessus lui, car ce Parti ne pas devenir un cadavre.
Pétain a eu raison, momentanément, du Parti, parce qu'il y avait derrière lui Ies baïonnettes ennemies.
Je suis sûr que dans ce Parti il restera toujours un groupement d'hommes qui, par leur dignité, par leur foi dans l'avenir du Socialisme, feront, quoi qu'il arrière, le barrage pour la République.

Léon Boutbien (Comité directeur)

Camarades,
J'ai le scrupule de tenter de réussir en 15 minutes, l'exposé de l'ensemble d'un

Fondation Jean Jaurès

problème aussi vaste. Je voudrais le faire avec la double souci des intérêts du Parti et des intérêts du pays. Je ne dissocie pas les uns des autres.
Je pars de cette action fondamentale que, dans les circonstances présentes, les chances du Socialisme démocratique sont liées, en France, à l'efficacité gouvernementale.
Je pense que la période est révolus où, par le verbe, les harangues, nous pouvions parcourir nos campagnes. Je pense qu'aujourd'hui, où nous prenons et partageons lourdement les responsabilités du pouvoir, c'est dans l'action et l'efficacité même de cette direction que nous pouvons espérer entraîner derrière nous l'ensemble de ce pays. C'est par là que nous pouvons détacher cette grande masse qui suit aveuglément les Communistes et qui n'est pas Communiste. C'est par là que nous pouvons préparer les conditions d'un avenir meilleur.
Il est évident qu'il n'est pas question, pour nous, de vouloir préconiser des solutions qui nous écartent des responsabilités. Il n'est pas question, pour nous, de vouloir jouer ici une espèce de jeu de massacre. Ce n'est pas le jeu de massacre que nous voulons jouer.
A la première question de Daniel Mayer, je réponds franchement : Oui. Je suis convaincu que ce Conseil national est capable de définir une politique conséquente pour le Parti.
Mais à la seconde question : Etes-vous capable d'appliquer et de faire appliquer cette politique ? Je réponds avec autan de fermeté : non. Et je ne dis pas "non" à la légère. Je dis "non" en m'appuyant sur des faits précis, et en les prouvant à la fois.
Il y a deux mois et demi, le 20 mars, nous étions réunis. Nous adoptions un texte unanime en ce qui concerne l'Indochine, et nos conclusions étaient les plus honnêtes et les plus justes à la fois.
Que demandions-nous, en définitive ? Nous demandions, d'une part, que le Parti ne s'engage pas dans une guerre de reconquête en Indochine. Nous demandions que la paix soit faite le plus rapidement possible et qu'aucune occasion d'engager les négociations ne soit laissée de côté.
Quelques jours plus tard, au Comité directeur, et presque seul de son avis, Ramadier déclarait qu'à aucun prix il ne ferait la paix en Indochine avec Ho chi Minh.
Et la guerre se continue et se prolonge.
Vous l'avez dit, Ramadier, et véritablement je n'apporte...

Une voix - Ce n'est pas vrai.

Léon Boutbien -... les faits sont là, car las faits sont là !
Pour quelle raison la guerre continue-t-elle encore ? Quelle mission avait Bollaert ? Dans quelles conditions Muss a-t-il pu travailler en Indochine ?
On a dit quo Ho Chi Minh était mort, pour impressionner votre décision. Aujourd'hui nous savons officiellement qu'il est vivant, libre et qu'il reste le héros national de ce pays.
Vous sentez bien que sur une telle question, aussi importante, dont on parlait

certes peu et qui a pourtant de telles répercussions sur l'avenir de l'Union Française, vous sentez bien qu'il y a un point précis : vous vous trouvez devant le fait que le Comité directeur et le Conseil national ont été incapable de mener une politique.
Tout à l'heure, Senghor parlait de la politique de Moutet en Afrique noire.
Il est certain que l'homme auquel il faisait allusion et qui est secrétaire général du ministère, M. Merat, a été délégué du ministre Platon, a été fondé de pouvoirs de l'ancien gouverneur Pelissier Bigore, ingénieur en chef d'Indochine, que la Commission d'épuration a limogé, Moutet l'a promu ingénieur général ; Roufel a été inspecteur général de Pétain : Moutet l'a nommé inspecteur général.
Il y a des réalités contre lesquelles nous luttons tous les jours.
La délégation à Moscou, on en a parlé tout à l'heure. Je m'étonne de l'intervention de Grumbach.
Nous a-t-on dit comment était représenté le gouvernement Socialiste à la Conférence de Moscou ?
Voici les délégués: Alphand, Couve de Murville, duc de la Tour du Pin, Baron de Courcelle, baron de Louis, comte de Bartela, etc…
Est-ce que vous croyez, camarades, que nous avons fait une intervention auprès de Ramadier pour demander que la délégation française ne soit pas simplement composée d'anciens aristocrates, mais qu'elle exprime un peu la Quatrième République !
(Applaudissements)
Avez-vous été capables de modifier cette décision ? Je dis non.
Quand il s'est agi de la question du contrôle et d'avoir des lois de presse… la loi de dévolution est en péril. Toute la presse de collaboration relève la tête. Bloch le disait hier à la tribune.
Qu'avons-nous pour réagir ?
Quand il s'est agi, ensuite, du remplacement d'Eric Labonne par le général Juin, sous la pression du capitalisme, avons-nous eu notre mot à dire ? Non.
Les derniers évènements -c'est la ficelle de ce Conseil national- croyez-vous que nous avons joué le jeu de massacre ? Non.
Nous avons essayé d'éviter, en fonction de la situation politique, que le jeu des partis ne prenne une telle importance qu'il puisse servir d'argument à la propagande gaulliste.
Nous l'avons fait quand nous avons fait remarquer qu'une avance de trésorerie à l'Etat entraînerait une poussée inflationniste. Automatiquement, nous avons demandé que la question soit posée d'une façon nette. Ce fut l'interpellation de Gazier.
Il est évident que cette interpellation prenait une importance extraordinaire, car dans l'hypothèse où le gouvernement trouvait une majorité sur cette interpellation, c'était le problème du remaniement d'une politique économique.
Dans l'hypothèse inverse, c'était le prélude de propagande et de batailles pour tous les partis de ce pays.
Nous avons pensé que l'interpellation Gazier ne serait pas suffisante pour fournir toutes ces armes. C'est pourquoi une Commission, nommée par le Comité

Fondation Jean-Jaurès

directeur, a travaillé. Daniel Mayer a donné les résultats de ses travaux, ce matin.
Pourquoi avons-nous repoussé ce Conseil national du mardi au samedi ? C'était pour permettre à Ramadier une réponse.
Au Comité directeur, tous les membres présents, à l'exception d'un seul, ont retenu Ies conclusions des travaux de cette commission économique. Il n'y a eu qu'un seul vote contre : ce fut celui de Ramadier.
Nous avons vu la suite.
Comment se faisait-il que l'ordre du jour rédigé par Leenhardt et Gazier ait été transformé en un ordre du jour de confiance pur et simple ? C'était clair : on voulait gagner du temps. C'est tout le secret de la politique actuelle.
Nous vous disons aujourd'hui: quelles que soient les décisions économiques que vous pourriez prendre, ne demandez pas à votre Comité directeur, dans les conditions actuelles, de les faire appliquer: il en est incapable.
Dites-vous une chose : la discipline doit être le même pour tous, et qu'un ministre est un militant du Parti.
(Applaudissements)
À vouloir aujourd'hui, tous les jours gagner du temps, à vouloir éviter la politique du Parti parce qu'il y a effectivement des dangers, ce n'est pas le glissement à droite qui nous menace : c'est le glissement au néant total.
Ne croyez pas que l'opinion publique accordera longtemps encore de l'intérêt à vos discussions si vous n'êtes pas capables de faire preuve d'autorité et de décision.
J'en arrive à l'aspect le plus intéressant de ce problème. J'aurais eu l'intention d'analyser les raisons de l'échec de l'expérience Blum.
L'analyse de cet échec nous aurait permis de tirer des conclusions pratiques pour la proposition d'une nouvelle économie politique.
La bataille de la production a été perdue par manque de charbon et d'acier, mais il y a aussi des éléments psychologiques qui entrent en ligne de compte.
Lorsque nos camarades Communistes défendaient la politique (la précédente), lorsqu'ils s'opposaient aux grèves de chez Renault, je ne comprends pas pourquoi un anti-communisme s'opposait à eux dans l'unique espoir de pouvoir les déborder à gauche.
(Applaudissements)
Nous avons perdu la bataille de la viande parce qu'en définitive, dans ce gouvernement, il n'y a pas de politique conséquente.
Là encore, le Comité directeur, derrière Philip, a été incapable d'appliquer la politique préconisée contre Rastel.
Pour la sécurité sociale, la démagogie a demandé l'application immédiate du Plan de Sécurité sociale que les conditions de la production et de l'industrie de ce pays ne permettent pas d'observer.
En augmentant les charges de sécurité sociale, on a paralysé la vie productive de ce pays.
Daniel Mayer disait ce matin : le chef d'orchestre clandestin est Benoît Frachon. Mais l'orchestre, c'est la faim, la misère, la peur.

Fondation Jean Jaurès

Quand un homme a 7 000 pour vivre, par mois, il a envie de se révolter sans même tenir compte de l'ensemble du système.
La bureaucratie politique a faussé tout le système et a rendu tout déficitaire; ce déficit s'aggrave tous les jours.
Il y a une observation fondamentale, en conclusion ; je dis : il y a un phénomène dont vous devez tenir compte. Nous sommes dans une phase intermédiaire qui n'est pas le Socialisme de demain. Le dirigisme et le Socialisme ne sont pas deux notions forcement liées.
Il y a un facteur dont vous ne tenez pas assez compte dans toutes vos constructions de systèmes. Ce facteur, c'est le facteur humain afin de remplacer aujourd'hui le mobile d'action du régime capitaliste avez-vous rendu, les gens plus vertueux pour appliquer vos systèmes ? Je dis : non.
Vous travaillez avec un matériel humain en voie de formation politique, et vous devez tenir compte du milieu dans lequel vous luttez si vous voulez un jour espérer un résultat'
Dans ce régime qui nous est imposé du fait des exigences, un recul stratégique s'impose, mais il doit être l'occasion d'un nouveau départ en avant. Il faut avoir le courage de rechercher la vérité telle qu'elle est, et ne pas s'enfermer dans les systèmes qui conduisent le Pays et le Parti à sa ruine.
(Applaudissements)

Francis Leenhardt (Bouches-du-Rhône)

Pour apprécier le problème gouvernemental tel qu'il se pose aujourd'hui, je crois qu'il est indispensable de faire un instant, comme l'a fait ce matin Guy Mollet, un retour en arrière sur les événements de ces dernières semaines.
J'ai été, au groupe parlementaire, parmi ceux qui avec Gazier, Archidice et d'autres, ont critiqué le plus ouvertement la politique du gouvernement de coalition.
Ce qui nous a le plus frappés, ce sont ces hausses inconsidérées de la viande, dues aux hésitations de Rastel ou aux contradictions Rastel-Philip qui sont à l'origine de ces instruments dont s'est servi le chef d'orchestre clandestin.
Nous avons critiqué ces primes à la production dans la mesure où elles n'ont pas été suffisamment précisées au départ, dans la mesure où elles sont nées avec une certaine équivoque et où nous avons senti qu'il y avait une hausse des salaires déguisée.
Nous avons été profondément émus à la fois par le libéralisme et l'optimisme excessifs de certaines déclarations de notre camarade Ramadier, notamment devant la Commission du ravitaillement.
Nous avons été émus aussi par le contraste qu'il y avait entre certaines affirmations de la volonté de restaurer l'autorité de l'Etat républicain et certains abandons qui suivaient presque aussitôt après que nous avions atteint, à l'Assemblée Nationale, certains sommets de l'autorité, par les déclarations de Ramadier.
Je n'ai qu'à évoquer un débat sur l'Indochine, où l'on s'est contenté de la solidarité ministérielle modeste, réduite; le débat du 4 mai, où on a réaffirmé que

notre politique en matière de salaires était intangible. (Quelques jours après, nous signions la première concession sur les salaires). Le débat sur les cheminots, où après avoir dit qu'on ne traiterait pas avec eux ; dans la huitaine qui a suivi, on a traité. Est-ce que cette grève aurait dû être évitée, ou se terminer d'une autre façon ?

Personnellement, j'étais arrivé lorsque les projets financiers ont paru; et comme déjà la même faute avait été faite par le gouvernement précédent, nous avons senti qu'il n'était pas possible de les accepter ; toutes les couches de la population étaient dressées contre le plan Schuman.

J'ai été un de ceux qui se sont prononcés contre l'adoption des projets Schuman, et de ceux qui ont été extrêmement étonnés de voir que c'était du côté de Gazier, de Mollet, que partaient les initiatives sous la forme de l'interpellation Gazier, qui permettait au gouvernement de se survivre. Cette question avait une importance psychologique considérable.

Si on était convaincu qu'il fallait se lancer dans une action gouvernementale, c'est là que devait se trouver le point. J'ai trouvé que cette interpellation Gazier se substituait à un vote sur les projets financiers.

A ce moment, qui a voté jour l'interpellation Gazier ? Ce n'est pas Archidice, Coppens, ni moi.

Ce sont des parlementaires, quelques amis de Gazier, et Guy Mollet et quelques-uns qui étaient partisans du maintien du gouvernement.

A une majorité de 50/22 ils ont décidé qu' il valait mieux voter les projets financiers et ensuite accrocher le gouvernement sur sa politique économique.

Ensuite, l'incident sur l'ordre du jour.

Gazier nous a dit un ordre du jour rigide c'est à dire qui sentait trop la volonté de chute créée d'une façon un peu artificielle.

J'ai pris l'initiative de substituer cet ordre du jour bref mais cousu de fil blanc. Il devait servir à empêcher que l'on se trompe sur la volonté du Parti. Je n'ai fait qu'atténuer certains aspects pour éviter que les adversaires puissent tronquer nos interventions

Dans l'intervention que j'ai faite dans la discussion générale, j'ai montré que nous ne cherchions pas la chute systématique du gouvernement, mais que nous voulions manifester notre volonté d'exercer une politique plus forte dans le sens qui nous préoccupait.

Je voulais situer la responsabilité des échecs dans le problème de la viande en particulier. C'était le sentiment des camarades. C'était déjà dans la motion du dernier Conseil national.

Des faits nouveaux se sont produits.

1) revendication massive du pouvoir, qui a été exprimée par le Parti Communiste dans son congrès de Strasbourg.

2) Parmi les camarades qui critiquent le gouvernement Ramadier avec moi, un certain nombre avaient comme objectif le retour du Parti Communiste au gouvernement à la faveur de cette crise.

J'en ai vu d'autres qui poursuivaient les critiques contre Ramadier avec l'idée qu'il fallait que le Parti abandonne tous les leviers de commande, qu'il retourne

Fondation Jean Jaurès

dans une autre opposition.
Je ne puis m'empêcher de considérer que, dans les circonstances actuelles, abandonner le pouvoir, c'est une désertion. Il n'est pas possible de faire cet effacement.
Dans ces conditions, je me suis dit qu'avant de prendre une responsabilité aussi grave que celle d'une crise ministérielle, il faut savoir ce qu'on veut faire après.
Un fait important m'a aussi alerté: c'est que j'ai eu connaissance de ce qui s'était passé au Comité directeur de vendredi dernier, au cours duquel d'après ce qui m'a été rapporté, Daniel Mayer avait soutenu avec la quasi-totalité du Comité directeur, une position qui était favorable à une augmentation générale des salaires, librement et volontairement décidée, pour occuper ensuite une position de repli sur laquelle on était sensé se battre d'une façon définitive. Tandis que Ramadier s'était opposé à cette formule. A mon sens, c'est lui qui avait raison.
Vous pensez que tout repli volontaire, toute augmentation de salaire librement décidée, constitue un changement de politique dont on porte la responsabilité, tandis que dans une lutte d'unité, où on ne cède que quand on y est obligé, la responsabilité est sur ceux qui ont organisé ces grèves.
Même si on faisait cet alignement général, je suis persuadé qu'on ne tiendrait pas le coup, qu'on serait débordés.
A ce moment là, je me suis dit : on va renverser Ramadier sans savoir quelle politique on fera après, et c'est lui qui a la position de bon sens réaliste sur la question.
Si vous prenez une responsabilité d'une hausse générale des salaires, vous prenez une part de responsabilité dans la dévaluation le jour où cette hausse des salaires sera devenue nécessaire. Tandis qu'actuellement, elle n'est pas sur nous, mais sur le Parti qui a créé toutes ces difficultés, qui a multiplié les grèves
A qui la faute si le groupe parlementaire a commis une erreur ?
Avons-nous un Comité directeur ?
Peut-il décider qu'il y a lieu d'interpeller ?
Ne peut-il pas décider qu'il y a lieu de renverser le gouvernement ?
Je dis que ce n'est pas au groupe parlementaire de décider de cela.
Nous, députés, nous sommes prêts à exécuter tous les ordres du Conseil national
Nous nous étonnons qu'aujourd'hui on vient dire : J'ai dû accepter une journée de réflexion sur ce que devait décider le Conseil national.
Aujourd'hui, le problème est dépassé.
Le maintien ou le retrait de Ramadier est dépassé. Il y a le vote de l'assemblée.
Nous constatons que le sentiment de tous les groupes, c'est que Ramadier a obtenu de l'assemblée qu'un sursis ; que le gouvernement Ramadier est malade ; son action est très insuffisante. Le sentiment général est qu'une crise est inévitable.
Le problème est de savoir ce qu'on fera si une crise se produit.
J'ai le souci d'une action exceptionnelle sous une forme exceptionnelle. Ce n'est pas une question de programme.
Il est inutile de reprendre celui que le Comité directeur a donné ce matin, car il

n’a pas une originalité ni un caractère extraordinaires pour que nous ayons à le retenir pour notre motion.
Il faut un choc psychologique qui ne peut être atteint que si on entreprend une action gouvernementale sous une forme entièrement nouvelle.
Il y a 30 ans, Blum nous exprimait dans son livre sur la réforme gouvernementale, son projet. Nous sommes en train de nous le laisser voler par les autres groupes. Nous l’avons repris dans notre résolution du Conseil national de novembre. Nous sommes en train de le laisser défendre par Gaillard, du Rassemblement des Gauches. Dans les couloirs ou dans "L’Aube", il est défendu par le MRP.
Nous disons: c’est le problème qui se pose. Nous pensons que, dans quelque temps, une initiative pourrait être prise dans ce sens
Si on parle "homogène", beaucoup de nos hommes sont usés. La véritable formule pourrait être que le Président du Conseil choisisse ses hommes, au lieu que ce soit un parti qui les choisisse.
Nous ne pouvons envisager d’ouvrir une crise ministérielle que si nous avons deux garanties :
1) le Parti ne pense pas à s’effacer dans les circonstances où nous sommes ;
2) le Parti ne pense pas à faire entrer, à l’occasion de cette crise, le Parti Communiste dans le gouvernement.
Et ici, je pose une question importante.
Je me suis laissé dire par un camarade de notre tribune, que la règle posée par le Conseil national du 5 décembre, suivant laquelle il n’était pas possible au Parti d’accepter d’être dans un gouvernement dont le Parti Communiste soit absent, que cette règle était toujours en vigueur, et que notre dernier Conseil national n’avait fait qu’une exception en faveur de Ramadier.
Ceci m’a d’autant plus frappé que je me souviens que Daniel Mayer a posé vers minuit une question qui a paru, dans la fatigue générale, être une simple question de procédure.
Il a dit : La question du dernier Conseil national n’est pas de choisir entre un gouvernement homogène et le gouvernement Ramadier ; elle est de dire s’il est possible au Parti Socialiste d’être dans un gouvernement d’où les Communistes sont absents.
Et avec beaucoup d’énergie et de persévérance, Guy Mollet a empêché que la question soit posée dans ce sens. Nous disons, malgré les affirmations du secrétaire général, ce matin, qu’il était impossible de concevoir le retour des Communistes au gouvernement. Nous disons que c’est une question sur laquelle il faut que nous ayons une certitude
Si nous savons que le Parti est décidé à ne pas s’effacer,
Si nous savons que le Parti Communiste ne rentrera pas dans ce gouvernement à la faveur de la grève,
A ce moment nous devons prendre des responsabilités.
Nous souhaitons que le Conseil national réponde clairement à ces deux questions.
Lorsque le 5 décembre nous avons dit que nous ne pouvions pas faire partie d’un

gouvernement dont les Communistes seraient absents, nous avons violé les décisions du Congrès national. Ce Congrès a affirmé l'autonomie, l'indépendance. Il l'a manifestée par la suppression du Comité d'entente socialo-Communiste.
Par conséquent, la seule règle posée est le "programme d'abord".
Il est inconciliable de dire "programme d'abord" et de dire en même temps alliance à tout prix avec le Parti Communiste?
C'est le programme qui nous sépare du Parti Communiste. Le nombre des ouvriers qui s'en rendent compte est chaque jour plus grand.
Il est devenu le parti de l'inflation. Il a empêché Blum de poursuivre lui-même jusqu'au terme l'expérience si magnifiquement engagée. Il a déterminé par les grèves, l'échec de toute la politique économique que nous avons entreprise. C'est sur lui encore qu'il faut que nous situions les responsabilités.
Vous rendez-voue compte que le Parti Communiste a toujours nié cette théorie du cycle infernal qu'en termes irréfutables Blum a développée à plusieurs reprises dans Le Populaire.
Ils ne comprennent pas que la hausse des salaires entraîne inévitablement la hausse des prix.
Par conséquent, nous sommes en désaccord absolu avec eux. Il faut que la propagande situe la responsabilité d'une dévaluation ultérieure sur eux.
Car c'est toujours à cela qu'on revient. Il y a une volonté que nous devons manifester dans le pays. Il y a une volonté très claire de la part de ce parti, de poursuivre la dépréciation de la monnaie,
Conclusion: il faut que nous disions tout haut ce que chacun dit tout bas, ou pense.
C'est une chose que nous n'avons pas l'habitude de faire ; mais dans la mesure où nous montrerions à cette classe ouvrière déçue, fatiguée, trompée, dans la mesure où nous étalerons sous ses yeux tous ces faits, je suis convaincu qu'elle se rendrait compte que la vérité est de notre côté.
Et notre Parti, sentant sa force, reprendrait confiance en lui-même et dans les possibilités de victoire qui lui restent.
(Applaudissements)

Jean Texier (Gironde)

Je suis obligé d'employer un style télégraphique qui donne à la pensée une âpreté qui ne correspond pas à la sympathie que nous avons pour les représentants de la France et le Comité directeur.
Les 19 et 20 mars, la fédération de la Gironde avait décidé de demander la constitution d'un gouvernement Socialiste homogène, ou le retrait du gouvernement.
Nous avons voté, dans les heures matinales, une motion à la quasi unanimité. Je n'en dirai pas le résultat, il a été développé.
Le 6 mai, nous avons voté le retrait des ministres Socialistes.
Depuis, nous avons entendu les militants, nous avons pu analyser leur état d'esprit.

Premier point : on se plaint du manque général d'informations, non pas provenant d'une correspondance quelconque du Comité directeur ou du secrétariat général ; mais la rapidité des événements est telle que les hommes éloignés de Paris ne peuvent les suivre qu'avec difficulté.
Lorsque notre conseil fédéral s'est réuni dimanche dernier, nous ignorions si l'ordre du jour déposé par Gazier serait maintenu ou si à cet ordre du jour, en serait substitué un autre plus ou moins "nègre-blanc".
Or, il se trouve que les militants des villes, que je vois quatre jours par semaine, et ceux des campagnes -le samedi et le dimanche- ont, à l'heure actuelle, le sentiment de l'amenuisement du Parti. Ce sentiment existe dans l'âme des militants les plus chevronnés.
Le militant qui lutte et se heurte à toutes les difficultés ne comprend pas (Ce n'est pas un génie, les génies sont quelquefois malfaisants ; le militant est bon et dévoué) le militant ne comprend pas que les hommes qui participent au gouvernement avec plusieurs MRP ou Rassemblement des Gauches, se combattent dans les départements, sous l'aile du général de Gaulle.
Nous avons quelque peu le droit, en Gironde, d'être pointilleux. C'est sur notre terre qu'ont poussé les fleurs malfaisantes du Néo-Socialisme. C'est là qu'a été signée la lâche abdication de 40.
Si nos militants ont quelquefois le droit de s'enorgueillir de leur passé, ils ont aussi le droit, le devoir d'apporter quelques critiques constructives.
Et nous entendons -comme vous entendez chaque jour- la plainte qui monte contre les mesures impopulaires prises par un gouvernement à direction Socialiste.
Je sais toutes les circonstances atténuantes qu'on peut plaider. Je me mets un instant à votre place.
Vous qui partirez demain dans les coins les plus reculés de France, vous saurez les difficultés que vous avez à exprimer quand on vous dira: le projet Schuman.
Et la fédération, lors du dernier Conseil national, a proposé ceci, envisageant deux hypothèses :
- cas de démission.
- cas de maintien
Les deux hypothèses se rejoignent dans la même solution : participation ou direction à un gouvernement acceptant l'application d'un projet de Salut public à présenter par le Parti suivant les idées exprimées par Gazier, et comportant :
1) lutte implacable contre la fraude ;
2) réforme fiscale, monétaire, administrative ;
3) organisation rationnelle du ravitaillement ;
4) programme de reconstruction ;
5) affirmation d'une politique extérieure nette et définie ;
6 revalorisation de la capacité d'achat des travailleurs.
"Je pense en Socialiste". Lorsque j'adhérai au Parti sous l'égide de Jean Jaurès, j'entendis cette phrase, qui retentit encore dans ma mémoire.
Il avait l'idéal. Maintenant, nous méconnaissons l'idéal.

André Philip

Camarades,

Nous avons, en janvier, commencé une certaine politique. nous l'avons poursuivie six mois, en imposant une baisse et ensuite une stabilisation qui a été réalisée sur le plan industriel, en sachant que, par ce moyen, nous mettions une partie de l'industrie française dans une situation extrêmement difficile, mais avec l' espoir que, dans l'intervalle, surviendrait une augmentation de la production permettant à l'industrie de devenir rentable.

La réalité, c'est que nos espoirs sur ce point n'ont pas pu être réalisés. Le manque de charbon avait comme conséquence le manque d'acier.

L'augmentation de production réelle est passée de 90 à 95% du niveau d'avant guerre. Cette augmentation est insuffisante.

À l'heure présente, une partie importante de l'industrie française se trouve déficitaire, et nous avons devant nous, inévitablement, un certain nombre de relèvements de prix dans certains secteurs industriels essentiels.

Autre point: sur la baisse des prix agricoles, nous avons échoué. Je ne rentrerai pas dans le détail. Je l'ai dit en février.

Lorsque, dans l'espoir de faire venir de la viande pour quelques jours à ¨Paris, on a fait les fameuses "tolérances" qui ont détruit la baisse qui avait commencé à se réaliser sur les prix agricoles, on a démoli la psychologie des prix. Pour les denrées alimentaires, on a reconnu qu'on était incapable d'imposer une discipline dans les milieux paysans.

Les prix ont continué à marcher sans contrôle réel du gouvernement. Et en mai-juin, nous avons connu une hausse sensible qui dépassait ; 10% pour les denrées alimentaires.

Maintenant, où en sommes-nous ? Au point qu'au cours des dernières semaines, un certain nombre de hausses de salaires - camouflées sous le nom de prime à la production - ont dû être accordées.

Certains voudraient qu'on aille aujourd'hui plus loin et qu'on aboutisse à de nouvelles hausses de salaires. Nous allons avoir devant nous de nouvelles revendications. Vous savez la poussée animée par le Parti Communiste.

Nous sommes obligés, ici, de dire la vérité. S'il y avait maintenant de nouvelles hausses de salaires au-delà du niveau déjà atteint dans un certain nombre de catégories industrielles, nous devrions perdre tout espoir : et pour la monnaie française et pour l'effort d'équilibre économique de notre pays.

Je vous le dis: l'industrie, dans son ensemble, est actuellement dans une situation difficile et déficitaire. Nous le voyons dans les entreprises nationalisées et le secteur privé.

Nos exportations se trouvent de plus en plus menacées du fait que nos prix sont, dès maintenant, nettement supérieurs aux prix étrangers.

Le déséquilibre entre les prix français et étrangers est de 10 à 15 pour les produits industriels ; de 80 à 100 pour les produits agricoles.

Et si on regarde les prix de gros exprimés en or nous trouvons que l'indice des prix de gros est 260, en Angleterre 160, en Amérique 120, en Belgique 220.

Le coût de la vie "or" en France 230, en Angleterre 115, en Amérique 155, en

Belgique 145.
Dès maintenant, nos prix sont plus élevés que les prix étrangers. Nos exportations rencontrent des difficultés qui vont croissant chaque jour.
Nous avons encore cette année un déficit de 400 millions de dollars. A la fin de l'année, il ne restera plus d'or à la Banque de France, car tout sera parti pour payer le déficit de la balance des comptes français au cours de l'année qui s'écoule.
Dans ces conditions, nous savons que de nouvelles hausses de salaires détruiraient l'équilibre industriel.
Dans le budget ouvrier, les produits alimentaires entrent pour 66% de la dépense ouvrière.
Quand on donne quelque chose sous forme d'augmentation de salaire, alors que n'augmente pas la production des produits alimentaires, vous avez une hausse de prix plus que proportionnelle avec l'augmentation.
Nous savons que les hausses de salaires ne donnent rien aux travailleurs. Au contraire, toute hausse de salaires entraîne une baisse de salaire réelle.
Cependant, nous sommes en face du problème ; toute une série d'avantages illusoires ont été accordés à des catégories professionnelles.
Comme le disait Daniel Mayer ce matin, nous ne pouvons pas faire une distinction entre ceux qui l'ont obtenue et ceux qui ne l'ont pas obtenue ; entre ceux qui ont fait grève et les autres qui ne l'ont pas faite.
S'il faut rejeter toute augmentation de salaires, il faut rechercher un précédé pour généraliser dans l'ensemble, progressivement, catégorie par catégorie, les divers avantages que nous avons été dans la nécessite d'accorder jusqu'ici à un certain nombre de catégories professionnelles, et ne pas aller au-delà de cela, c'est à dire au delà des 10 ou 12% qui en fait ont été donnés dans un grand nombre de cas.
Quelles sont les mesures qu'actuellement tout gouvernement peut prendre pour éviter la catastrophe ? Car de nouveau, c'est la catastrophe qui nous menace, maintenant comme en décembre.
C'est d'abord la lutte contre l'inflation, et l'effort tour réduire le déséquilibre budgétaire.
On a déjà fait beaucoup dans ce sens, mais nous sommes arrivés au moment où l'on ne peut pas aller plus loin dans cette voie sans une réforme profonde de la structure administrative de l'Etat.
Car continuer à faire des réductions de crédits dans les budgets -par des réductions de 7%-, dans certains cas cela aboutit à désorganiser certaines administrations. Ce sont un certain nombre de services entiers qui, ici où là, doivent être supprimés. C'est une réorganisation par la décentralisation administrative qui doit être réalisée.
Le problème économique est maintenant le problème de l'harmonisation des prix, la lutte contre le déséquilibre entre les prix agricoles et industriels, les uns par rapport aux autres.
Les prix agricoles sont à l'indice 132 ; les prix industriels à 759. Dans les pays voisins, c'est le contraire. Il faut donc faire un certain nombre de réajustements

nécessaires. Mais il faut en même temps fixer les prix agricoles, et ne pas parler de 2 000 francs pour le blé, ce qui représenterait, une hausse de 80% par rapport à l'année dernière. Il faut être sûrs que nous sommes capables de tenir ce que nous faisons.

Lorsqu'on veut harmoniser les prix agricoles et industriels par rapport aux autres, il ne faut pas oublier que ce qui a tout démoli jusqu'ici -comme pour la viande, il ne sert à rien de fixer un prix puisque le marché est libre- c'est que nous n'avons pas en mains le moyen de reprendre le contrôle.

Si nous ne parvenons pas, pour les denrées alimentaires, à rétablir un système de contrôle, de distribution, nous ne ferons rien. Les prix de la viande partiront en flèche, entraînant à leur tour des hausses de salaires et des prix industriels, et qu'à aucun moment nous ne parviendrons à trouver la formule nécessaire pour réaliser l'équilibre nécessaire.

Par conséquent, la politique économique à suivre est une politique de réorganisation, de décentralisation administrative, pour supprimer l'inflation menaçant de nouveau.

Conclusion : comment peut-on la faire ?

Je ne crois pas que le gouvernement actuel, dans sa structure, ait le moyen de la faire.

Nous n'avons pas, maintenant, l'efficacité permettant de résoudre les problèmes tels qu'ils sont posés.

Je crois que le minimum de ce que le Conseil national doit s'amender à Ramadier, c'est précisément ce que Leenhardt a suggéré tout à l'heure, et qui pourrait constituer un choc psychologique, montrant qu'il y a quelque chose de nouveau en France. C'est de demander à Ramadier de retransformer la structure même du ministère et d'aboutir, si vous décidez qu'on doit continuer une expérience à direction Socialiste, d'aboutir à un ministère concentré, avec 6 ou 7 ministres seulement, et des sous-secrétaires d'Etat, de façon à avoir le moyen technique de réaliser le programme que vous aurez décidé de fixer.

Nous en avons l'expérience maintenant : nous sommes trop nombreux, en particulier dans les ministères économiques, où chacun agit séparément et gêne l'autre, incontestablement. Et nous avons des conseils qui réunissent 5 à 8 ministres, où l'on passe son temps à prendre des décisions, et il ne reste plus de temps pour administrer son ministère. Il faut un regroupement des ministères, une réduction du nombre des ministères économiques.

Enfin, lorsque nous demandons de réaliser une certaine politique, lorsque cette politique risque de mettre en danger l'existence gouvernementale, on nous montre -et nous savons que c'est exact- les dangers qui se poseraient en cas de chute ministérielle, de crise gouvernementale.

Jusqu'ici, cette menace de le crise, on s'en est surtout servi contre nous. Il serait peut-être temps que nous nous en servions, nous aussi, contre les autres.

Il ne faut pas que ce soit indéfiniment vis-à-vis de nous qu'on dise : "Songez à ce qui se passerait s'il y avait chute gouvernementale".

Il faut que les autres aussi aient conscience de ce qui les menace, eux autant que nous.

Fondation Jean Jaurès

Il faut que nous puissions dire "Voilà le programme que le Conseil national a décidé", et "Voilà la tactique sur laquelle il s'est mis d'accord". Et que nous puissions dire à nos partenaires que "c'est comme ça, et que c'est ce qui va être réalisé". "C'est notre programme qui va entrer en application".
Mais nous ne pouvons pas rentrer au gouvernement si nous avons le sentiment que nous sommes là seulement pour administrer et faire de la bourgeoisie !
(Applaudissements)

Lamine Gueye (Sénégal)

L'exposé de Senghor a limité, en même temps qu'il a simplifié ma tâche.
Je voudrais vous rappeler que les élus, dans les territoires d'Outremer, dans les deux groupes Socialistes à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République, représentent environ 1/5 des effectifs de ces deux groupes.
Je voudrais vous signaler l'hypothèse qui ne nous est pas apparue à tous, c'est que beaucoup de ces élus sont allés engager la campagne électorale sous notre propre nom, sous notre responsabilité, en ne mettant en cause que nos seules ressources, et qu'une fois élus, ils sont venus apporter leur mandat à le disposition du Parti.
Ces élus d'Outremer, aujourd'hui, vous les voyez unanimes dans la volonté d'obtenir un redressement du Parti, dans l'intérêt de la République, que nous ne séparons pas des Territoires d'Outremer.
Nous ne sommes pas contents parce que nous sommes inquiets.
Nous sommes inquiets parce que nous avons vu dans des territoires (Vietnam, Madagascar) des événements qui risquent de se produire chez nous.
Nous voulons, pendant qu'il en est encore temps, jeter un cri d'alarme. Notre situation ne ressemble à celle d'aucun département ministériel.
Quand il s'agit, en France, de régler la. situation d'une catégorie quelconque de la population, il faut un vote du Parlement.
Rien de pareil pour nous. Nous dépendons, jusqu'en octobre 1947, d'un seul homme: le ministre de la France d'Outremer. Par décrets, il dispose de nous d'une façon discrétionnaire, il peut régler l'ensemble de notre vie économique et dicter des pénalités, des peines jusqu'à la mort. Et tout cela, sans consulter personne.
Vous voyez combien est grande pour nous notre préoccupation, quand nous sentons l'abandon complet non seulement de la politique Socialiste, mais de la politique démocratique.
Nous disons, chers camarades :
Si vous estimez -comme nous- que l'Union française est nécessaire à la République, et vice-versa ;
Si vous estimez que demain, en face des dangers, vous et nous, nous pouvons nous trouver associés dans la même action sur le plan économique, politique, et d'autres.
Si vous estimez tout cela, nous vous demandons de ne pas considérer ainsi la France d'Outremer et d'arrêter ce glissement.
On dirait qu'on veut nous punir d'avoir été trop sages et de ne pas avoir fait de

notre pays un foyer de discorde.
Nous faisons tout pour empêcher cela, mais tout est fait pour nous y pousser.
On a nommé un homme secrétaire de la France d'Outremer ; il a reçu une délégation permanente pour signer n'importe quelles décisions. Cet homme a écrit un livre qui est dans toutes les mains. Il a dit dans ce livre : La République et ses institutions, et ses pompes et ses oeuvres... Il l'a dit en toutes lettres. Moutet a préfacé ce livre.
Cela, nous ne l'acceptons pas.
(Applaudissements)
La question n'est même pas de savoir si le Parti sera avec nous.
Le Parti a voté à plusieurs reprises des résolutions.
À l'heure actuelle, c'est le ministre de la France d'Outremer qui viole cette politique, qui non seulement a rendu la vie impossible pour nous, et a mis le communisme au premier plan, mais a préparé Madagascar.
Je voudrais pouvoir obtenir que ma voix soit entendue, parce que c'est la voix de la sagesse. C'est le voix d'un homme indigné, révolté, inquiet, qui vous dit: "Vous avez assez de soucis, en France, avec le Vietnam, avec Madagascar, n'y ajoutez pas l'Afrique Noire".
Vous savez l'affection que j'ai pour Moutet. Mais aujourd'hui, je vous le dis avec toute ma sincérité; il y a un danger réel à continuer un seul jour cette politique. Elle n'est pas seulement anti-Socialiste, anti-démocratique ; elle est catastrophique, elle nous mènera à la guerre.
Et si demain vous allez en Afrique - les sénégalais ne sont pas des malgaches. Senghor a dit : j'ai un dossier, je ne le sors pas. Mais je vous en supplie, dites "non" à cette politique. Il peut lire ce qui a été écrit par les royalistes et par ceux du PPF.
Mais qu'ils ne viennent pas mettre le pays dans la catastrophe à un moment où nous avons besoin de nous serrer contre les républicains, pour qu'ensemble nous fassions vivre la République dans l'Union Française.
(Applaudissements)

Maurice Deixonne (Tarn)

Je suis surpris qu'on ne se soit pas davantage interrogé sur le portée de ce débat.
Si on est venu ici dans l'espoir de donner des consignes en temps utile au groupe parlementaire, il faudra passer : la force parlementaire est acquise, et fort d'un vote de confiance, le gouvernement Ramadier vogue vers de nouvelles destinées.
Peut-on se substituer au groupe parlementaire ? Alors, je vous rappelle que bien des fois je vous ai demandé de faire ce geste.
Toujours vous m'avez répondu: Ce n'est pas à une assemblée du Parti de se substituer au Parlement.
Si vous le faisiez, vous apporteriez de l'eau au moulin de de Gaulle, et vous créeriez une tension de solution extra-parlementaire.
Si cet argument était valable hier, je serais surpris qu'il ait perdu de sa force à l'heure où la République est menacée du côté Communistes et cagoulards'

Fondation Jean Jaurès

On pourrait ajouter que partir en ce moment du gouvernement, ce serait s'inscrire dans les plus pures traditions de de Gaulle qui, quand il en est parti à su donner à son départ l'apparence d'une fuite plutôt que d'une démission.

Une voix - Il est en train de revenir

Maurice Deixonne - Je crois qu'il ne faudrait pas être injuste vis à vis de Ramadier, alors que tout ce qui s'est passé, pour la plus grande partie, était parfaitement prévisible lorsqu'il a accédé au pouvoir.
Pour ma part, je suis de ceux qui ont averti le groupe parlementaire. Il m'est donc permis de rappeler que j'ai été le seul à voter contre la constitution du gouvernement Ramadier.
Je sais bien qu'une dizaine de camarades sont venus me dire: "probablement tu as raison", mais ils m'ont laissé seul dans la bataille.
Plus tard, à la faveur d'un vote sur les crédits d'Indochine, nous étions sept.
Plus tard, à le faveur du conflit des usines Renault, nous étions 21.
Maintenant, je suis surpris, effrayé même, du succès que j'ai finalement remporté !
Je vois des camarades qui, à ce moment là n'étaient pas dans la bataille, qui acceptaient de nous lancer dans cette aventure, je vois que ce sont eux qui sont les plus pressés d'en sortir, quelquefois par n'importe quel moyen.
Chers camarades, je me permets de dire à Guy Mollet que je ne suis pas impressionné par son argument quand il dit :
On a promis de faire la baisse, on a fait la hausse ; de faire du dirigisme, on a fait de l'anti-dirigisme.
Je crains que cette argumentation est une méconnaissance complète du véritable caractère de cette expérience Blum.
Blum lui-même ne s'est pas fait d'illusion sur la politique de baisse de 10%, qu'il considérait comme un coup de frein sur la pente vers la catastrophe dans laquelle l'économie française est sur le point de sombrer.
Du reste, vous savez qu'une échéance est fixée...

(L'orateur est interrompu par Léon Blum, qui sollicite une intervention).

Léon Blum

(Répondant à Deixonne)
Je me suis peut-être fait beaucoup d'illusions mais j'ai été très sincèrement convaincu ; et même à l'heure présente, je ne crois pas que cette conviction était si folle :
Qu'une, hausse des prix, dont les facteurs étaient d'ordre psychique beaucoup plus que des facteurs d'ordre économique, pouvait être renversée par des causes de même nature que celles qui l'avaient amenée; je n'ai jamais considéré que la baisse de 10% fut par elle-même un phénomène salvateur.
Ce que j'ai cru possible - et ce qui j'en suis encore aujourd'hui convaincu était possible - c'était qu'en substituant dans l'esprit public la croyance à la baisse à

Fondation Jean Jaurès

la croyance a la hausse, on amenait le déblocage des stocks, le retour dans la circulation taxée de produits qui étaient mis en réserve ou livrés au marché noir, et que par là même, on obtînt des baisses réelles, infiniment supérieures à la baisse légale que nous décrétions.
De même que dans la période de hausse on avait assisté à des hausses infiniment supérieures aux hausses économiques qui les justifiaient. En particulier la hausse des salaires. Voilà ce que j 'ai cru. Il n'était pas fou de le croire.
Ce qui s'est passé dans les premières semaines et les tout premiers mois de l'expérience, prouve que cet espoir n'était nullement insensé.
Quelles ont été les causes de la déception?
Il y en a une que je suis gêné de dire : ça a été la substitution du gouvernement de coalition par un gouvernement homogène.
(Applaudissements)
Dans l'ordre de fait psychique plus qu'économique et mécanique, il n'est pas douteux que ce changement a déterminé un arrêt, a freiné, dans
une certaine mesure, l'élan qui s'était propagé dans tout le pays, dont chacun de vous a été le témoin à cette époque.
Pourquoi cette substitution d'un gouvernement de coalition à direction Socialiste, au gouvernement homogène Socialiste ? Est-elle devenue nécessaire ? Je l'ai dit il y a quelques jours dans une réunion du groupe parlementaire, ou au Comité directeur. Je le répète devant le Conseil national,
C'est tout sifflement parce que cette prorogation d'un gouvernement homogène, à laquelle en dépit de toutes sortes de raisons personnelles je n'osais faire aucune opposition, a été rendue impossible à cette époque par l'opposition formelle du Parti Communiste, par ce mouvement ouvrier qui se préparait déjà à la suite de ce refus et je peux l'ajouter, pour être équitable, car c'est vrai, par le manque d'enthousiasme du MRP, qui est devenu partisan de la prorogation à partir du moment où les Communistes s'y sont opposés, mais qui, dans son for intérieur, n'était pas un partisan beaucoup plus enthousiaste.
L'expérience a continué sous la direction de Ramadier, et dans ma pensée, elle ne pouvait pas tomber en meilleures mains. Mais dans ce gouvernement, auquel les Communistes participaient, un sourd dénigrement a déjà commencé.
Et de cela, chacun de vous, aussi, a été le témoin.
Dans la presse locale, dans les réunions publiques, on a commencé à entendre les paroles sceptiques, les paroles décourageantes, celles qui devaient le plus refroidir et entraver cet élan de confiance et d'enthousiasme populaire.
Car, à un moment donne, il y a eu de l'enthousiasme, sur lequel nous avons misé, et qui était notre carte maîtresse.
Et à partir du moment où la position prise vis-à-vis de cette même position -car le Parti Communiste a disloqué le gouvernement de coalition. A partir de ce moment, ça a été l'opposition déclarée et l'organisation de la lutte. Et s'il y a eu échec, ceux qui n'ont pas le droit de nous le reprocher, et de nous le jeter au visage, ce sont ceux qui en ont été les artisans.
(Applaudissements)
Probablement, des erreurs ont été commises. Comment des erreurs ne seraient-

Fondation Jean-Jaurès

elles pas commises, quand on mène à travers tant de difficultés, des opérations aussi difficiles ?
Mais la recherche des causes et le départ des responsabilités doivent nous amener à des positions tout à fait claires et catégoriques.
L'expérience n'était pas insensée. Il fallait le temps. Elle pouvait réussir.
Tout en n'ayant pas réussi autant que nous l'avions espéré, elle a obtenu un résultat dont on mesurera un jour toute la conséquence. C'est que demain, même si vous releviez, si vous consentiez, si vous offriez un relèvement général des salaires de l'ordre de celui qui est envisagé dans le rapport de Mayer, vous vous trouverez au niveau des prix que nous avons trouvé quand nous sommes venus au pouvoir.
Et si nous n'avions pas tenté cette expérience, si elle n'avait pas obtenu son premier succès d'enthousiasme, nous aurions assisté, dans les 15 jours, ou en janvier, car l'effet des mesures financières que nous avons été obligés de faire voter des notre arrivée au pouvoir, une hausse nouvelle et rapide.
Par conséquent, nous avons procuré, par cette expérience, le seul moment de stabilité sur lequel on ait pu se fonder pour prendre des positions plus durables.
Nous avons encore obtenu autre chose, sur l'importance de quoi je veux insister. Les mouvements pour la revendication des salaires n'ont plus, aujourd'hui, le même caractère qu'en juin dernier.
Lorsque les masses ouvrières s'engagent dans ces revendications, quand ce sont elles-mêmes qui s'engagent, elles ne le font plus qu'avec gêne, embarras, qu'à contrecœur, avec une gêne secrète, avec une sorte de sentiment profond qu'elles ne sont plus bien surs d'agir ainsi dans leur intérêt réel et d'obtenir ainsi des avantages durables.
Il y a, je crois, si l'on veut considérer la physionomie profonde du mouvement ouvrier, un changement capital à cet égard, depuis un an.
Il est dû, naturellement, pour la plus large part, au résultat lamentable de l'augmentation générale des salaires en juin dernier.
Car, en réalité, c'est pendant ces dernières semaines de l'an dernier, après le départ du gouvernement de Gouin que les atteintes les plus graves, les plus dangereuses, ont été portées à l'économie française. On les a ressenties et on en a tiré les conséquences.
Mais à ce qu'ont constaté et apprécié les ouvriers, s'est ajouté aussi l'espoir, les premiers résultats, l'élan de confiance générale dans la masse du pays.
Par conséquent, ne regrettons rien de ce que nous avons fait, loin de là.
Et je le dis maintenant pour n'avoir pas à le dire à un autre moment du débat.
Pas de confusion non plus sur cette expression dont je me suis servi moi-même dans un article du Populaire.
L'expérience Blum ou l'expérience de la St Sylvestre a cessé. Elle a cessé en quoi ? Elle a cessé en ce qu'il me parait acquis aujourd'hui qu'une tendance essentielle des partis s'est substituée à la tendance à la baisse que nous avons provoquée; et d'autre part en ce que nous sommes de nouveau tombés dans une période d'incrédulité manifeste, alors qu'au contraire nous avons créé une période de confiance qui se traduisait par toutes sortes de signes que vous

Fondation Jean Jaurès

connaissez, comme le cours de l'or sur le marché noir et le cours du franc sur le marché libre du change. C'est en cela qu'elle a cessé.
Et pour cette raison, les mêmes procédés ne peuvent plus être appliqués exactement aujourd'hui.
Mais, ce qui n'est pas changé, c'est l'objectif, c'est le but. L'objectif et le but, c'est toujours aujourd'hui comme hier, demain comme aujourd'hui, d'agir non pas sur le taux nominal des salaires mais sur le pouvoir effectif d'achat, d'agir autant qu'on le peut par le maintien ou, s'il est possible, par la compression des prix.
Ces données fondamentales, je crois qu'elles sont entrées aujourd'hui dans la conscience commune de ce pays, et c'est un grand progrès que nous lui avons permis de faire.
Je vous demande pardon de vous avoir interrompu, mais vous me donnez une occasion si cordiale de dire quelque chose que j'avais envie que le Congrès entendit !
(Applaudissements)

Maurice Deixonne

Je vous en suis entièrement reconnaissant.
Camarades, Nous sommes tous très reconnaissants à Blum de ces importantes précisions.
J'ajoute que sur le fonds nous sommes tous d'accord pour penser que son expérience a été un considérable succès.
Du reste, j'ai vraiment manqué, pour ma part, de force persuasive quand je ne suis pas arrivé à persuader notre Parti de choisir cette occasion pour se retirer du gouvernement.
Jamais nous n'avons eu de meilleure occasion. C'était le moment de nous faire désirer.
Ramadier aurait peut-être été chargé du gouvernement, mais dans des conditions combien plus favorables. Si une crise s'était prolongée, cela n'avait pas tellement d'importance à cette époque.
Deux ou trois semaines que Ramadier aurait eues pour parler au public, avec un poids et une autorité qu'il n'a pas dans l'autorité parlementaire.
Ce que je retiens de la démonstration de Blum, c'est que son expérience était parfaitement viable du point de vue technique, mais qu'il s'est heurté à un renversement de la conjoncture psychologique
Je pourrais me reporter à l'exposé que Gouin faisait, disant que la tendance à l'inflationnisme était mondiale, qu'elle tient, au fond, des hommes.
Nous avons, dans l'enthousiasme de la Libération, voté des charges extrêmement lourdes pour l'économie nationale. Par exemple, la Sécurité sociale. Il y a les promesses faites inconsidérément aux sinistrés.
Et puis les cataclysmes mondiaux ou nationaux, l'insuffisance de la production de charbon.
Il y a eu des conditions qui, techniquement, rendaient difficile la prolongation de l'expérience.

Fondation Jean-Jaurès

Mais où je suis d'accord avec Blum, c'est quand il ajoute que les conditions psychologiques ont été complètement renversées.
N'a-t-il pas quelque contradiction à affirmer que l'expérience était techniquement viable alors que lui manquaient les conditions sociales inséparables de sa réussite ?
C'est là que je voudrais reprendre une controverse avec Guy Mollet, quand il parle de l'insuffisance du dirigisme.

Guy Mollet - Je vais demander à Blum de répondre.

Maurice Deixonne - Je rappelle qu'il a lui-même méconnu les moyens de la politique dirigiste.
C'est Baurins qui a fait supprimer par le Parlement les chefs de districts.
Il méconnaissait également le puissance de dissolution que représente le Parti Communiste.
Plusieurs orateurs ont confirmé ce que vous savez.
C'est que le premier geste grave contre la politique Blum, a été le plan Rastel, qui a relâché les prix de le viande et a commencé les grèves.
C'est le Parti Communiste qui en est responsable, et à mon avis, on devrait le lui rappeler plus souvent.
Tu nous dis: Il faut partir avant la dévaluation pour ne pas la faire.
Je veux bien mais nous en aurions un peu l'air... Je pense a cette peur tardive de cette responsabilité que tu as encourue en ne prenant pas position, constitutionnellement, contre la constitution du gouvernement Ramadier. J'aurais préféré un peu plus de clairvoyance politique.
En conclusion sur ce point :
- nous arrivons trop tard
- nous ne sommes pas habilités
C'est pourquoi la fédération du Tarn opposera la question préalable à la question qui pourrait vous être posée.
Deuxièmement, elle demande à Ramadier de tenir et de définir une nouvelle ligne de politique économique.
Puisqu'on a cédé sur la ligne Blum, il faudrait qu'on rétablisse un plan Ramadier.
Enfin, un point sur lequel j'aurais voulu attirer l'attention de l'Assemblée plus longuement, c'est l'espèce de scission virtuelle qui menace nos camarades de la France d'Outremer.
On a apporté ici un certain nombre de documents: Boutbien, Senghor, Lamine Gueye.
Il ne se passe pas de jour où les députés de la France d'Outremer ne viennent pas nous dire qu'il se passe des choses intolérables.
Si j'attaque la politique de Moutet, ce n'est pas sur les événements d'Indochine ou de Madagascar. Mais nous avons aussi le devoir d'empêcher la guerre de déferler là où elle n'existe pas encore.
C'est pourquoi, sur les faits graves apportés à cette tribune, je demande que le

Fondation Jean-Jaurès

Comité directeur charge une Commission enquête d'examiner l'entourage que Moutet a réalisé autour de lui.
Car il ne suffit pas de s'abriter derrière ses collaborateurs : un chef est responsable de ses collaborateurs.

Marius Moutet - Je pense que le Comité voudra m'entendre préalablement; n'ai des moyens de me défendre.

Maurice Deixonne - D'accord sur cette nouvelle interruption !
Je voudrais que Moutet soit persuadé que nous n'avons jamais eu l'occasion d'échanger un mot pénible.
Je voudrais également qu'on examine en toute objectivité les faits produits à cette tribune.
(Applaudissements)

Albert Gazier (Seine)

En écoutant ce matin Daniel Mayer, je pensais que le problème essentiel qui doit être réglé par ce Conseil national, n'est pas tellement celui de fixer un programme économique, de définir un palier, mais celui de définir les moyens propres à assurer l'exécution de ce programme et à se fixer sur ce palier.
Lorsqu'il disait: réorganisation de la distribution, organisation du marché de la viande, la question se posait tout naturellement de savoir: oui, mais comment ? par quel procédé ?
Nous tomberons toujours d'accord sur la définition du palier.
Ce qu'il faut savoir, c'est si nous disposons des moyens de nous cramponner à ce palier et de ne pas descendre jusqu'au bas de l'escalier.
Actuellement, c'est un problème presque uniquement politique. Nous sommes dans une situation que Philip a parfaitement définie tout à l'heure.
Ou les prix agricoles et industriels sont stationnaires et le resteront pendant des mois et des mois,
Ou les probabilités d'une réduction de la production industrielle sont plus fortes que les probabilités du maintien du niveau actuel.
Et devant cette production stable et peut-être un jour diminuée, les appétits se précipitent, chacun pour en prendre la plus grosse part ; et ils ne sont plus, pratiquement, limités par des mesures d'organisation économique et de contrôle ; ils s'affrontent en liberté les uns contre les autres.
De cette confrontation, ce sont forcément les économiquement forts qui triomphent, c'est à dire ceux qui, à un stade quelconque, ont le droit de propriété sur la marchandise, soit parce qu'ils la produisent, soit parce qu'ils l'achètent pour la revendre.
Et en face de cette augmentation, les salariés revendiquent une augmentation de salaires qui, en fin de compte, ne leur rapportera rien. Mais c'est leur seul moyen de réclamer quelque chose.
Il y a un phénomène capital, que les travailleurs sont convaincus que les mille francs seront rapidement mangés, et qu'ils n'ont pas autre chose à réclamer

Contribution Jean-Jaurès

qu’un chiffre de salaire nouveau. Alors, c’est la monnaie qui en subit le contre-coup. C’est elle qui supporte le poids de tout cela. Et le déséquilibre du budget et la situation monétaire jouent comme facteurs des causes sur cette situation générale.
Le remède ? Il n’y en a qu’un : c’est l’action sur les prix.
Et il n’y a pas d’action possible sur les prix sans une organisation correspondante des marchés.
Ce qu’on a appelé l’expérience Blum a passé par une série de phases, effort courageux vers l’équilibre budgétaire, effort psychologique, action sur l’administration, pour la première fois l’administration s’est sentie librement galvanisée au service d’une politique.
Comptant sur le facteur, psychologique, le gouvernement homogène Socialiste a tout de même préparé un arsenal de dispositions législatives destinées à vaincre les résistances qui se présentaient pour la seconde étape de 5%.
Prenons le parlement Socialiste de novembre, et les projets de lois déposés par le gouvernement homogène. En face de ces projets, vous pouvez sortir les dispositions adoptées par le gouvernement et déposées sur le bureau de l’assemblée.
Le gouvernement de coalition a succédé à celui-ci. Il a repris une partie des dispositions préconisées par sont prédécesseur.
Il l’a fait avec moins de perfection, perce que c’est un gouvernement de coalition
Il est resté donc des projets du gouvernement Socialiste, une sorte de résidu qui, peut-être, n’était pas suffisant, mais nécessaire ; et ce résidu il faut dire que, pour l’instant, la majorité de l’assemblée n’en veut pas.
Or, lorsqu'on demande à l’Assemblée Nationale d’approuver ces textes, nécessaires mais insuffisants, il parait que l’on affaiblit le gouvernement en demandant qu’on approuve ce qu’il a lui même demandé. Et ils paraissent encore contraires aux plus fermes soutiens du gouvernement.
Ce sont les partis qui, dans les commissions, votent systématiquement contre les mesures préconisées par le gouvernement dont ils font eux mêmes partie, par l’intermédiaire de notre ministre
Alors, il faut bien poser la question, soit dans son ensemble, en demandant aux partis de la majorité de se prononcer sur ce que nous considérons comme programme minimum, indispensable, sans lequel il n’y a que catastrophes.
Ou bien poser les questions une à une, sur chacune des mesures qui font partie de notre programme.
Je crains qu’on dise, lorsque ces mesures viennent les unes après les autres devant l’Assemblée : "Ce n’est pas la peine d'engager un conflit politique pour si peu de temps ; nous reposerons la question plus tard."
C’est ainsi que tout à l’heure, Mayer, à propos du programme de congélation de la viande, a montré qu’il avait une importance secondaire. C’est vrai, mais c’était déjà le signe d’un renversement, vers le signe d’une amélioration économique.
Or, il est possible que l’assemblée soit, dans sa grande majorité, une assemblée

Collection Jean Jaurès

libérale dans sa politique économique. Est-ce une raison pour s'y résigner ?
Je pense qu'il faut essayer de se battre devant elle, mais clairement, en posant les questions de la façon où elles se présentent à nous dans le Comité Socialiste ; en disant à l'assemblée:
Ou vous accepterez les mesures minimum que nous préconisons,
Ou si vous voulez faire une politique libérale, vous désignerez un gouvernement qui fera beaucoup mieux que nous.
Cela, pose un certain nombre de risques et comporte la réserve d'une crise ministérielle.
C'est un risque, mais entre des risques graves et la certitude d'une catastrophe, je crois qu'il vaut mieux choisir les risques.
Sinon, nous aboutirons à des conflits sociaux très graves, qui nous mettront dans une position beaucoup plus difficile que celle de la réquisition des ouvriers du gaz et de l'électricité. Ou bien, nous nous trouverons fatalement devant de nouveaux projets financiers infiniment plus lourds et infiniment plus impopulaires que les premiers.
Alors, faudrait-il les refuser ? Leenhardt soutenait que quelques camarades avaient demandé aux groupes d'accepter de voter pour les projets financiers.
C'est moi qui m'étonne alors que, partisan du rejet des projets financiers, il déclare quelques instants après qu'il ne fallait rien faire pour renverser le gouvernement.
Si cette politique aboutit à cela, je serais partisan de ces mesures, car lorsqu'on a suivi une politique, on n'a pas le droit de s'en aller sans payer la note.
Ce n'est pas au moment des comptes qu'il faut intervenir; c'est avant que le processus ait commencé
Seulement, vous aurez tendance à repousser les conséquences sociales et financières d'une politique que vous aurez subie, et il est possible alors que vous prononciez la retraite d'un gouvernement à un moment où les risques seront infiniment plus graves et plus certains qu'actuellement.
Ce qui est grave dans l'opinion politique, c'est qu'on a l'impression, du côté de tous les groupes de la majorité, de l'opposition, que le Parti Socialiste ne peut plus courir aucun risque et ne veut plus jamais affronter le risque d'une crise ministérielle.
On le sait, et il suffit, sur une mesure quelconque, qu'on nous menace de la rupture, pour qu'on soit persuadé que nous ne cèderons à contrecœur, mais que nous céderons tout de même.
Et c'est cela qu'il faudrait actuellement renverser, parce que ceux qui nous imposent, par cette méthode, leur politique à eux, au moment des comptes, ils se dérobent et nous lâchent ; et une partie du Rassemblement des Gauches a voté contre Ies projets financiers, dont ils sont plus responsables.
(Applaudissements)
La conclusion, c'est qu'il serait nécessaire que le Conseil national pose nettement la question ; qu'il rappelle ce qui est nécessaire indispensable, incompressible dans son programme économique, et que sur ce programme il examine et il impose les moyens de se faire prononcer l'Assemblée Nationale ou les autres

groupes de la majorité, soit à l'occasion d'un projet de loi, soit à l'occasion d'une nouvelle charte gouvernementale. L'essentiel est que la réponse soit nette et qu'elle engage à des faits précis dont on se pourra pas se dégager.
Si l'Assemblée Nationale l'accepte, il faut prendre hardiment les responsabilités que nous avons, parce que nous aurons les moyens de subir honnêtement les conséquences des responsabilités qui nous avons prises.
Si l'Assemblée Nationale le rejette, alors il vaut beaucoup mieux donner à d'autres la tâche de gouverner.
Cela supposera, d'autre part, un certain nombre d'attitudes qui ne sont pas toujours faciles à prendre, mais je suis convaincu que si nous le faisons honnêtement, les conséquences de l'autre politique seront telles que bientôt, très rapidement, le pays constatera quels sont ceux qui auront vu d'avance ce qu'il fallait faire, ceux qui, s'avance, auront préconisé les solutions indispensables, ceux qui auront confirmé leurs actes ou leurs paroles, qu n'auront pas réclamé une politique et subi dans les faits une autre politique.
(Applaudissements)

Félix Gouin

Camarades, nous sommes placés aujourd'hui devant une double tâche.
Nous devons, me semble-t-il, tout d'abord dresser un bilan ; cela, c'est le passé.
Nous devons ensuite tirer les conséquences de ce bilan et établir des directives.
Cela, c'est le présent, et en même temps, c'est l'avenir.
C'est précisément à cela que je voudrais répondre, dans le temps qui m'est imparti.
Le bilan d'abord. Je voudrais d'abord rappeler ce qu'avait voulu le parti lors de son dernier Conseil national, lorsqu'il a fait confiance à Ramadier, ce qu'il avait désiré, souhaité, voulu, c'est que continue l'expérience Blum, laquelle s'était fixé un double objectif :
D'abord, entreprendre la bataille contre la hausse des prix qui, depuis la Libération, corrode l'économie française
Second objectif, c'était d'arrêter cette fuite devant la monnaie qui est le symptôme certain de cette poussée inflationniste contre laquelle il fallait lutter.
Je veux rappeler dans quel climat s'était instituée l'expérience. Elle survenait après deux expériences successives de hausse massive des salaires et traitements, dans une conjoncture de pénurie la première expérience au lendemain de la libération, la seconde expérience en juillet 1946.
Chacune de ces expériences -il est bon qu'on le médite- a vu jouer la vieille théorie quantitative de la monnaie. Vous savez comment elle s'est définie : dans un marché de pénurie, c'est à dire que les produits offerts sont inférieurs aux besoins; les prix montent, non seulement en proportion de l'accroissement des ressources des acheteurs, mais au-delà même de ces ressources.
Ce qui signifie que lorsqu'on introduit dans un marché déréglé de nouveaux signes monétaires, ce marché prend instantanément un caractère spéculatif qui multiplie les facteurs de hausse et augmente les dangers d'inflation.
Autrefois, ce phénomène passait inaperçu, car dans la période d'abondance,

Fondation Jean-Jaurès

jouaient tout de suite un certain nombre d'éléments compensateurs rétablissant l'équilibre.
Dès que la demande s'accroissait, l'offre se mettait en mesure de satisfaire à la demande.
On avait pour cela le charbon à volonté, les machines en quantité suffisante, la main d'œuvre qualifiée, les heures supplémentaires, les achats faciles sur le plan international.
Ce n'était pas le cas en 1944 ; ce n'était pas le cas non plus en juillet 1946.
C'est au lendemain de cette dernière expérience que l'expérience Blum a marqué un changement complet de politique, une tentative de renversement de cette tendance inflationniste vers laquelle nous étions entraînés.
Cette tentative a reposé il faut bien le reconnaître, sur un acte de foi qui était double, acte de foi dans l'accroissement de nos disponibilités alimentaires, acte de foi dans le développement continu de notre activité industrielle.
Lorsque l'expérience se produisit en décembre 1946, ces deux actes de foi n'étaient nullement déraisonnables.
Notre agriculture disposait à ce moment d'un cheptel accru, de moyens de culture en progrès, d'engrais variés et abondants, de produits anti-cryptogamiques.
Sur le plan industriel, nous avions besoin de quelque dix millions de tonnes supplémentaires pour dépasser la production de 1938, et par rapport à ce que pouvaient donner les importations d'Amérique ou de la Ruhr, cela paraissait facile à obtenir.
On pouvait donc escompter que la hausse de production et que l'augmentation des ressources alimentaires permettrait la baisse des prix, se traduisant par une revalorisation du pouvoir d'achat du franc, et par une confiance accrue dans la monnaie.
Car c'était là le double objectif qui était visé.
Nous pouvons aujourd'hui discerner les raisons essentielles qui ont stoppé cette expérience, dont les effets sont cependant loin d'être négligeables, bien qu'elle ait du être interrompue.
Les raisons essentielles ? Le changement de structure politique.
D'abord, sur le plan industriel, nos prévisions n'ont pu se réaliser en raison de la situation charbonnière. En France, nous escomptions atteindre un rendement de 1090 kgs; nous en sommes loin, en raison d'un absentéisme qui ne diminue pas ; et d'un accident survenu à la Petite Rosselle, qui fait perdre d'avril à octobre 3.000 tonnes par jour.
Sur les prévisions initiales de mars 1947, il y a un déficit de trois millions de tonnes.
Nos importations sont loin d'atteindre le niveau escompté, en raison de multiples circonstances sur lesquelles je ne veux pas insister.
A cause de cela, nous n'avons pas pu atteindre le niveau de production de 1938 qui n'était qu'une année médiocre.
Sur le plan agricole, il y a eu une série de mécomptes successifs qui ont troublé la situation.

Fondation Jean Jaurès

Les gelées de l'hiver ont détruit une partie notable de nos emblavures.
Pour la soudure, nous avons dû réduire la ration de pain...en précisant que cette mesure était valable pour une année.
Pour la viande, on n'a pu assurer la ration des grandes villes qu'en cédant sur les prix taxés.
Nous n'avons pu, enfin, remédier au désordre incroyable des prix agricoles et industriels qui aboutit à des paradoxes dont Daniel Mayer vous a fourni des exemples typiques.
Le résultat de tout cela a été le rapide mouvement de hausse des prix et l'accentuation de cette incrédulité monétaire qui s'est produite à un moment tragique
Au moment où pesaient sur nous de lourdes échéances en Bons ou Traites, en juin-juillet.
Au moment où le crédit de l'Etat à la Banque de France était à peu près épuisé.
Le gouvernement, l'état républicain ne pouvait pas risquer une crise de régime immédiate ;
L'état républicain ne pouvait pas non plus augmenter la masse monétaire sans songer aux moyens de l'"éponger", de la gager, en quelque sorte.
C'est à cela, à ce double péril, immédiat, instantané, qu'a dû faire face le projet Schuman
Et quelles que soient nos réserves ou nos critiques à son sujet -elles ont été exprimées avec force et efficacité par Daniel Mayer- je dis que Ramadier a eu raison d'en demander la discussion et le vote immédiat; car sans cela, nous allions à un ouragan inflationniste qui eut tout emporté, tout balayé. D'abord, ce à quoi nous tenons par dessus tout, c'est au régime républicain, avec nos libertés essentielles.
Tel est le bilan que nous devions dresser, et dont il s'agit d'extraire des enseignements Et demain nous voulons dominer les périls qui montent autour de nous.
Nous devons tirer de cela des enseignements et des directives.
De quoi s'agit-il d'abord, lorsque nous parlons de périls ?
Il s'agit toujours et encore des périls que nous avions essayé de conjurer par l'expérience Blum.
Il faut faire face à la montée désordonnée des prix, et résister à la fuite devant la monnaie.
L'objectif reste le même; mais ne perdons pas de vue que cette fois, nous allons lutter devant un mur. Car la conjoncture actuelle est infiniment plus difficile, plus dangereuse qu'en décembre 1946.
Prenons conscience de cette gravité et de l'imminence du péril. Il nous menace de tous les côtés et sur tous les plans.
Sur le plan financier, le projet Schuman ne donne qu'un répit pour équilibrer le budget. Or, celui-ci est loin d'être obtenu, en raison des charges qui se profilent à l'horizon.
Il y a en effet, d'abord le reclassement des fonctionnaires, et ensuite de la réduction massive du nombre de fonctionnaires.

Fondation Jean Jaurès

Sur Ie plan économique, il n'y a pas d'amélioration notable à escompter avant fin mars 1948.
D'ici là, il y a une poussée de hausse prévisible par l'augmentation du prix des transports et la suppression des subventions économiques.
Sur le plan alimentaire, il y a la nécessité d'augmenter le prix du blé. Il faut prévoir la répercussion sur le prix du pain et aussi sue les autres prix si on ne fait pas une harmonisation de ceux-ci.
Sur le plan social, il y a les satisfactions accordées aux usines Renault, aux ouvriers du gaz de l'Electricité, de la SNCF qui poussent à des grèves généralisées.
Nous allons, au surplus, au devant de la demande de la CGT de révision générale des salaires.
Tout cela crée un élément de discorde et de mécontentement et d'inquiétude.
A cela, s'ajoutent nos angoisses sur plan international, qui ont de lourdes répercussions sur l'état des esprits et aussi sur la conjoncture économique et générale, qui, dans le monde rapetissé, influence directement et instantanément chaque économie nationale.
Donc, il n'est pas exagéré de dire que nous sommes au sommet des périls et que le moindre faux mouvement, la moindre faute, la plus petite erreur, peuvent entraîner notre chute dans l'abîme. C'est cela qu'il faut discerner si l'on veut faire face avec efficacité, avec courage, à la situation en France.
Comment faire face ? Comment faire front ?
D'abord, il faut mettre le pays en état d'alerte, car il ne perçoit pas les réalités économiques ; il est l'objet de campagnes partisanes qui l'abusent etc., l'illusionnent.
Il faut donc le mettre en face de la vraie situation, sans préoccupations électorales, et ne pas lui cacher que pour remonter la pente, il faudra des efforts patients et tenaces, à quoi devront s'ajouter des sacrifices multiples librement consentis, s'appliquant à toutes les classes sociales.
La France ne sera sauvée que par les Français, par tous les Français.
Ce n'est qu'après ce débourrage de crâne que l'on pourra songer a mettre en oeuvre une politique nouvelle tenant compte des éléments généraux de la situation tels que je les ai décrits.
Je veux en dégager les éléments d'efficacité d'abord, et en dresser ensuite les grandes lignes :
Il n'y aura pas de politique efficace si elle ne répond pas à un plan d'ensemble cohérent, organique, substituant à des solutions de fortune ou de facilité, des solutions s'inspirant dans l'ensemble du programme envisagé.
Il n'y aura pas de politique efficace dans notre monde si on ne se pénètre pas de cette idée que la notion de l'état-gendarme est périmée et qu'elle doit faire place à une notion nouvelle : état conciliateur et arbitre des intérêts divergents qui sont en conflit.
La conciliation suppose des rapports étroits et constants, cordiaux et confiants avec les collectivités, les organisations du travail, de l'agriculture, du patronat, de l'artisanat, de l'administration.

Confédération Jean Jaurès

L'arbitrage suppose une autorité gouvernementale s'appuyant sur une majorité cohérente aussi large que possible, réellement solidaire.
Si ces conditions sont nécessaires et suffisantes, se pose alors, dans le cadre de ces conditions ;
Un plan d'ensemble à promouvoir,
Une majorité à dégager pour l'appliquer.
En ce qui concerne le plan d'ensemble, j'ai donné mon accord aux grandes lignes du programme brossé avec clarté et talent par Daniel Mayer.
Il faut peser à la fois sur tous les secteurs, donc faire porter l'effort sur le plan financier, sur le plan administratif, sur le plan économique, sur le plan agricole, sur le plan international.
Dans la conjoncture actuelle, deux secteurs doivent retenir particulièrement notre attention : le secteur agricole et le secteur international.
Il n'est pas douteux que l'expérience Blum a été stoppée surtout par la hausse des prix agricoles, qui a déséquilibré les budgets ouvriers et a constitué une sorte de levain de grève sporadique, dont se sont servis certains agitateurs professionnels.
Il faut donc, dans les semaines à venir, faire porter l'effort sur les prix agricoles, sur leur harmonisation, de façon que la hausse du prix du blé ne pousse pas à une hausse généralisée.
Pour cela, il faut mettre en oeuvre simultanément : une collaboration active et permanente avec les collectivités agricoles, et aussi une organisation souple mais ferme des marchés essentiels : blé, céréales secondaires, viande, vin. Cela, en vertu de ce que j'appelle le droit d'intervention de l'état. Il faut mettre en oeuvre également un système de primes ou d'encouragement aux livraisons.
Si on fait cela, on aidera le budget ouvrier, dont 60% est constitué par des dépenses d'aliments. On aboutira donc à une revalorisation relative des salaires.
Il y a un autre effort à poursuivre pour obtenir des crédits extérieurs.
Un grand espoir est né : l'offre Marshall. Nous devons tout faire pour qu'elle puisse se réaliser.
Certes, on se heurte à des difficultés, à des incompréhensions, à cette sorte de schisme moral qui, depuis la guerre, sape les fondements de l'unité européenne. Il faudra cependant aboutit, coûte que coûte.
Car, si nous n'aboutissons pas faute de crédits extérieurs, la France serait rapidement privée de coton, de laine, de cuivre, de machines modernes, de pétrole. Ce serait une asphyxie lente, pareille à celle qui depuis le XV^{e} siècle a anémié l'Espagne.
Un peuple, pour se relever - ne l'oublions jamais - à-moins - d'être à lui seul un continent comme la Russie ou l'Amérique, donc doté de main d'œuvre et de matières premières, est obligé de compter à la fois sur son travail et sur les crédits, clef de l'armoire aux trésors qui lui manquent.
C'est cela qui postule pour nous l'effort d'entente avec l'Amérique, sans lequel il n'y aura plus de plan Monnet, et ce sera la misère en perspective.
Si on poursuit une telle politique, on peut concevoir, sans que ce soit une catastrophe, une révision modérée des salaires et des prix qui est déjà

Fondation Jean Jaurès

partiellement entrée dans les faits.
Mais il faut que cette révision soit conduite par le gouvernement, et non imposée au hasard des grèves. Il faut que ce soit une révision qui stoppe les grèves, qui harmonise les prix, qui nous donne le temps de faire une refonte du système fiscal et nous permette d'obtenir des crédits extérieurs.
Ceci postule une majorité large et cohérente.
Elle n'est pas possible actuellement : d'abord parce que les dangers de notre situation ne sont pas encore perçus par le pays, et ensuite parce que, par erreur de manœuvre grave, le Parti Communiste essaie de peser sur le Parlement, de l'extérieur, ce qui est la négation du régime parlementaire, et inacceptable pour des démocrates.
Elle n'est pas possible actuellement parce que la conjoncture internationale domine la conjoncture intérieure et qu'elle détermine la position Communiste, qui l'écarté pour l'instant, du pouvoir.
Elle n'est pas possible parce que les élections municipales sont proches, qu'elles introduisent dans les problèmes économiques de nouveaux éléments de désordre et de désunion entre les partis.
Pour l'instant, il convient donc de ne pas ouvrir de crise, car elle serait insoluble.
Mais, je dis, par contre, qu'il faut dès maintenant préparer le passage, la transition de la majorité actuelle à une majorité infiniment plus large.
Comment préparer cela ?
En ce sens, la révision modérée des salaires et des prix peut préparer le climat d'union favorable à l'éclosion d'un gouvernement de salut public.
En ce sens aussi, oeuvrera le travail de débourrage de crâne qui doit ouvrir les yeux et le cœur des masses laborieuses.
Il faut rappeler inlassablement à l'opinion républicaine que les régimes se perdent, non pas seulement par des défaites militaires, mais aussi par des perturbations financières.
Sans assignats, il n'y aurait pas eu de 18 Brumaire.
Un jour va venir, plus tôt qu'on ne le croit, où tout cela sera compris, senti, éprouvé, par la sensibilité populaire. Ce sera l'heure, alors, de faire le gouvernement de salut public dont parlait Guy Mollet, et dont ne pourra s'exclure, dont ne devra pas être exclu aucun républicain, quelle que soit sa position géographique à l'assemblée.
A ce moment, les problèmes intérieurs seront si pressants qu'ils effaceront toutes les oppositions.
Même celle que prévoyait Le Bail : l'attitude Communiste devant le problème international, ne pèsera pas lourd, si se précise le péril et le pouvoir de le résoudre, sans compter un revirement toujours possible des soviets, qui nous ont accoutumé à une souplesse de manœuvre dont le passé offre maints exemples.
Toute la question est donc de savoir si vous voulez que ce soit un Socialiste qui ait la chance de constituer un gouvernement de salut public, ou si vous voulez laisser à d'autres le soin de le constituer.
Si vous voulez vous dérober, quitter le navire engagé dans les récifs, alors, demandez à Ramadier de partir. Je vous assure qu'ainsi vous aurez porté le coup

Fondation Jean Jaurès

le plus redoutable au Parti et au crédit immense et mérité dont il jouit grâce à Blum, grâce à Ramadier.
Si vous voulez, au contraire, que ce soit le Socialisme qui dirige le gouvernement de salut public qui s'imposera bientôt, alors : ne fuyez pas les responsabilités. Dressez hâtivement votre nouveau programme. Mettez tout en oeuvre pour alerter, grouper les républicains de ce pays
A ces conditions, et à ces conditions seulement, nous aurons préparé la parade à la dictature et les conditions de survie et de salut de la République.
(Applaudissements)

Babana Horma (Mauritanie)

Senghor et Lamine Gueye viennent de vous expliquer la situation actuelle dans la France d'Outremer.
Quand j'ai été élu, j'ai été amené à adhérer au Parti Socialiste, à l'instigation de Lamine Gueye. Et quand j'ai reçu en Mauritanie le télégramme de Pleven, je lui ai répondu: "Vous demande autorisation m'inscrire au Parti SFIO."
(Applaudissements)
Ceci, camarades, pour vous dire la foi que j'ai dans le Parti Socialiste. Pour rien au monde, je ne le quitterai, car tout musulman est Socialiste malgré lui.
(Applaudissements)
C'est le seul parti que nous connaissons en AOF, jusqu'en 1946 où nous en avons vu naître d'autres.
Là bas, la vie politique est nouvelle. Nous avons besoin de votre soutien si nous ne l'avons pas, nous ne pouvons pas continuer à militer, nous avons une influence incontestable. Nous nous sommes présentés contre ces colonialistes ; nous les avons battus.
Mais il reste que nous avons besoin de votre soutien, et de celui du gouvernement. Car si vous ne pouvez pas nous soutenir quand vous êtes là. Comment pourriez-vous nous soutenir quand vous n'y êtes plus ?
La France est soumise à des lois votées par l'Assemblée Nationale, tandis que nous, nous sommes à la merci des arrêtés, des décrets. Ce n'est pas la même chose.
Je résume ; la situation est très grave, et je suis au courant de beaucoup de choses qui se passent dans le monde arabe et dans le monde de la politique française d'Outremer.
La France néglige beaucoup sa politique. Nous vous avons envoyé 22 élus Socialistes. Nous ne représentons pas comme les députés de la France métropolitaine. Nous représentons des hommes, aussi même des animaux...
(Rires).
Il faut que le Conseil national du Parti sache qu'il a au sein de lui-même 22 élus Socialistes SFIO, qui font appel à M. ministre de la France d'Outremer. Ils demandent à faire la politique arec lui, et à faire l'Union française avec lui.
Le ministre de la France d'Outremer est un militent Socialiste, incontestablement. Il ne cherche que l'intérêt du Parti. Nous lui demandons de s'adresser à Lamine Gueye quand cela concerne l'Afrique Noire. C'est grâce à

Fondation Jean-Jaurès

lui que nous avons été élus, grâce à son intervention.
(Applaudissements)
Nous demandons à nos camarades ministres de faire la politique du Parti Socialiste.
Je conclus en disant au Conseil national que ce n'est pas au moment où l'on parle du maquis noir ou des généraux, qu'on doit diriger le pays vers une crise gouvernementale. Nous savons ce que nous perdons, mais nous ne savons pas ce que nous aurons.
Il ne faut pas quitter un mauvais pour arriver à un plus mauvais encore.
(Exclamations, applaudissements.)
Je suis prêt à voter contre le gouvernement si la majorité vote contre lui.
Mais vous risquez d'entraîner 40 millions à majorité musulmane-Socialiste, à une destinée très vague où le maquis noir, ma foi, est très grand, très vaste, dans les territoires d'Outremer.
On vous a "peint" le Sultan du Maroc. C'est mon cousin. Il est pour la France. Il n'aime que la France. Seulement, son discours de Tanger a été mal commenté, à dessein, par la presse. Le Sultan n'aime que la France, l'Afrique n'aime que la France.
Mais ce sont des colons qui ont besoin de mal traduire la pensée des peuples d'Outremer, afin que la France, mal renseignée, prenne des positions catastrophiques vis à vis des peuples d'Outremer. Un point, c'est tout ; il faut dire la vérité.
(Applaudissements)
Je conclus en vous mettant devant vos responsabilités, et en vous demandant de voter à l'unanimité pour le maintien du gouvernement, et pour mener une politique purement et simplement Socialiste, dans l'intérêt de la France d'Outremer et de la France métropolitaine.
(Applaudissements)

Paul Ramadier

Citoyennes et Citoyens...pardon, Camarades. C'est une vieille habitude d'un vieux parti, excusez-moi.
Je pense qu'en effet le problème économique domine la situation politique, mais qu'il serait cependant erroné de penser que les facteurs proprement dits n'ont pas aussi leur valeur, et qu'en vérité il est impossible de séparer les uns des autres.
Lorsque Léon Blum a pu, en janvier, lancer au pays, un appel qui a été entendu, c'était dans un climat politique déterminé, et qui avait dans l'inquiétude provoquée par la période électorale suivie d'une longue crise gouvernementale, avait créé dans le pays une incertitude, un commencement d'épouvanté, la crainte de se trouver au seuil de la IV^{e} République, devant le néant.
Et lorsque le 31 décembre, il a pris la parole au micro, il y avait, en vérité, dans tout le pays, des oreilles prêtes à l'entendre. et un climat favorable à ce sursaut de civisme qui a répondu à son appel.
Et sans doute aussi, y a-t-il dans sa personne et dans les conditions dans

lesquelles il était venu au pouvoir, un élément extraordinaire, presque mystérieux, presque magique de succès.
Cet homme, qui avait un grand passé mais qui se tenait volontairement isolé, et que la 4ème République naissante était allé chercher d'un élan unanime, il venait avec une formule simple, avec des mots qui parlaient aux esprits. La France a compris, elle l'a suivi.
Et quoiqu'on dise, moi Je prétends que l'expérience Blum a réussi, et pleinement réussi.
Elle a donné tout ce qu'elle pouvait donner dans les circonstances qui se sont déroulées dans la suite.
Oui, il est vrai que la production n'a pas suivi le rythme que nous pouvions escompter, et qu'en vérité, au mois de juillet, nous nous retrouvions à un chiffre de production plus élevé qu'en janvier, mais qui a progressé d'une manière insuffisante, et que les perspectives que nous avons pour l'avenir marquent encore un progrès probable, mais un progrès plus lent, un progrès plus retarde, peut-être un certain moment susceptible d'être compromis ou retardé encore davantage que celui que nous avions escompté.
Et cela crée évidemment, du point de vue matériel et technique, des conditions défavorables.
Ajoutez à cela qu'un immense désastre a gelé des blés, qui n'a pas été senti par le pays au moment où il s'est produit, mais qui a été senti lorsqu'à fin mai, nous avons été dans l'obligation de réduire la ration de pain, et en définitive, d'annoncer que cette réduction vaudrait pour une année entière.
Mais, voyez-vous à ces éléments, sont venus aussi s'ajouter des éléments politiques.
Blum a marqué l'importance du départ des ministres Communistes, au mois de mai, qui a en effet provoqué, créé dans l'opinion française, tout un milieu, tout un bloc que désormais ne pouvaient plus pénétrer nos appels au civisme.
Et en même temps de l'autre côté, se constituait, autour du général de Gaulle, un autre bloc, également imperméable, et qui ne répondait plus aux appels que nous lui adressions ou que l'Assemblée lui adressait.
De telle sorte que nous nous trouvons aujourd'hui dans cette situation difficile et presque dramatique à certaines heures : que nos appels ne peuvent plus être entendus, et que nous devons conduire notre politique entre deux dangers, chacun d'un côté.
Evidemment, voilà qui crée une situation particulièrement délicate. Et lorsque se manifestent les difficultés, lorsqu'on subit les restrictions comme celle du pain, très sensible bien au-delà de ce qu'elle représente matériellement parce que le pain est, malgré tout et essentiellement un symbole, lorsque se produisent les hausses saisonnières, lorsqu'on voit les jours et les jours se succéder sans qu'on parvienne à faire une trouée, cette détente, cet espèce de sursaut, d'élan de la production que le pays attend depuis 1944 comme un miracle, et qui ne peut pas se produire au rythme de l'épopée, mais de la prose la plus tramante, alors il y a, à travers le pays, ce malaise moral, soutenu par l'existence de ces deux blocs d'opposition imperméables et qui viennent à pousser au paroxysme les

Fondation Jean Jaurès

impatiences, les mécontentements, les malaises, les souffrances.
Et c'est alors le déclenchement des grèves.
Le chef d'orchestre ? J'y crois ! Mais il m'est pas douteux qu'il n'y a pas de chef d'orchestre sans orchestre, et que le chef d'orchestre est intervenu quand déjà les instruments commençaient à jouer chacun leur air dans leur coin particulier.
On a dirigé le mouvement de grève essentiellement contre tout ce qui pouvait toucher à l'état, contre les industries nationalisées, contre les services publics. On a maintenant, sur tous les secteurs de l'état, successivement, mené l'assaut. C'est vraiment une chose singulière que dans l'industrie privée, où la difficulté était grande, où la tension paraissait à certains moments être plus forte qu'ailleurs, il ne se soit cependant pas prononcé de grands mouvements de grève.
Evidemment, cela révèle une orchestration une volonté, et en même temps, d'un autre côté, agissant sous l'influence des mêmes causes, voilà que réapparaît l'esprit de spéculation.
C'est la Bourse qui monte. Ce sont les cours des monnaies d'or qui s'élèvent. Ce sont les tendances à la baisse qui se manifestaient sous des influences saisonnières à ce moment là justement, et qui sont restées comme interdites par la perspective, par cette incrédulité monétaire que n'ont créée ni les oppositions de droite ou de gauche, mais qu'elles exploitent, qu'elles aggravent, qu'elles poussent au paroxysme.
Et nous nous trouvons aujourd'hui sans doute en présence d'un problème psychologique qui s'ajoute au problème économique,
Pour tout dire, c'est la France qui doute d'elle; c'est la nation elle-même qui se demande ce qui pourra survivre de sa force vitale, l'épreuve passée. Et il faut, soyez-en sûrs, qu'à cette heure, puisse intervenir quelque chose qui provoque le choc.
Ah, je sais bien ; c'est beaucoup plus difficile. D'abord, parce qu'il n'y a plus de magasins, et que nos budgets modiques n'ont pas la même force et la même valeur, et que nous apportons notre bonne volonté.
Là où il a porté toute l'autorité de son prestige, de sa parole, du sacrifice subi pendant des années, de l'intelligence si pénétrante qu'il a montré de tous les éléments de la situation politique depuis Descartes.
Et c'est cela, certes, un des éléments de notre infériorité.
Et puis il y a maintenant ces deux oppositions qui constituent une force.
Il y a, enfin, un véritable déchaînement, et peut-être, n'y a-t-il pas, dans l'opinion, sous ce déchaînement, un résidu suffisant de cette mauvaise conscience qu'avait donné aux spéculateurs l'appel de janvier.
Il subsiste encore comme un fond de carence, que les revendications de salaires, que les demandes d'augmentation de prix ne signifient rien. Mais on nous dit: Après tout, allons-y quand même, parce que nous ne savons pas si le retour à la santé est possible.
Voilà ce qu'il y a de sérieux, de grave, de dramatique, dans la situation présente.
Eh bien, en cet état, que pouvons-nous faire? Que devons-nous faire ?

Fondation Jean Jaurès

Mon cher Guy Mollet, j'entends bien que rester au pouvoir, c'est semé de risques et de responsabilités. Je suis d'accord avec toi. C'est faire courir au Parti, la chance bonne ou mauvaise d'une tentative non point désespérée, mais difficile, et de laquelle, après tout, il n'est pas sûr que nous sortirons triomphants.

C'est un risque, un grand risque pour, le Parti, pour le Pays, pour ceux qui ont charges et responsabilités, pour le groupe parlementaire, pour ce Conseil national.

Seulement, est-ce que ce ne serait pas un risque plus grave encore que de ne pas assumer cette charge ?

Le Parti Socialiste est ainsi placé qu'il est véritablement la clef de voûte de l'édifice politique actuel, fragile certes, qui n'a pas la solidité d'une bâtisse depuis longtemps éprouvée, et qui doit, par dessus le marché, subir des poussées que très peu de régimes et de gouvernements, je crois, ont subies dans le passé.

Mais nous sommes là. Nous y sommes avec des forces insuffisantes, avec 100 députés sur 600, mais nous sommes 100. Nous sommes la clef de voûte. Si la clef disparaît, c'est la voûte qui s'effondre.

Nous sommes l'équilibre, ce qui reste d'équilibre à la France républicaine.

D'un coté, la poussée Communiste, gaulliste, et derrière eux les violences, ou les fous, qui forment des complots ou qui réunissent des dépôts d'armes, et qui peuvent former, au gré de je ne sais quelle aventure, les troupes de choc.

Et si la clef de voûte disparaît, l'équilibre sera rompu.

Tu as dit, et tu as presque raison : il y a dans cette chambre une majorité libérale. Mettons, si tu veux, quelque modération à cette épithète. Mais je reconnais qu'il y a, en effet, une majorité plutôt à tendance libérale, et en tout cas, qu'elle se trouve nettement vers la droite, et dont certains partis sont pénétrés, profondément pénétrés par les influences gaullistes.

Il y a, certes, des républicains, des républicains énergiques, convaincus, mais qui ne sont pas sûrs de toutes leurs troupes.

Et alors, le jour où la clef de voûte s'effondre, le jeu même de la règle parlementaire conduit cette majorité au pouvoir. Avec quel risque ? Avec le risque de ne plus opposer la résistance, de ne plus devoir opposer la résistance.

Il y a l'hypothèse d'un gouvernement qui appellerait tous les partis, de Thorez à Paul Reynaud ou à Laniel.

Est-ce possible ? Est-ce que cela serait vraiment une tentative sincère ?

Tu as toi-même écarté cette hypothèse, et je pense qu'en vérité lorsqu'on analyse la situation politique, tout le monde tombera d'accord sur deux points.

Le Parti Communiste n'est pas nécessairement et définitivement exclu du pouvoir. Il est un parti qui a obtenu des suffrages, des élus, et qui doit compter dans le Parlement. Mais il s'est lui-même placé en dehors d'une action gouvernementale telle qu'elle semble possible à l'heure actuelle, même sous le signe du salut public.

Alors, il ne nous reste plus d'autre hypothèse que de conserver la direction, avec un ministère Socialiste homogène, avec un ministère de coalition composé d'autre manière.

Fondation Jean Jaurès

J’imagine que les diversifications de dosage n’ont pas une bien grande importance, et qu’un ministère Socialiste homogène ne serait probablement pas possible et ne pourrait même pas se former.
Blum l’a formé par-ce qu’il était Blum, et parce qu’il avait essayé autre chose et qu’il avait échoué, et qu’en outre, par dessus le marché, c’était par le calendrier politique lui-même un ministère provisoire qui devait disparaître le jour de l’élection du Président de la République.
C’était une sorte de trêve, et si ce ministère a pu agir, on peut le dire, c’est parce qu’il a pu prendre certaines décisions pendant les vacances mêmes du Parlement, et sous forme de décrets et d’arrêtés, et sans avoir à provoquer une délibération parlementaire qui aurait pu être décevante.
Aujourd’hui, les conditions sont changées.
Il n’est pas douteux qu’un ministère Socialiste homogène ne pourrait pas être constitué, qu’il n’aurait pas la majorité nécessaire pour passer le premier cap et il serait sans doute, si, par un prodige d’adresse, il y réussissait, encore plus impuissant qu’un ministère de coalition.
Je ne dis pas qu’un ministère de coalition soit la chose la plus admirable du monde. Si je l’ignorais, je l’ai appris. On parle des Danaïdes, de Pénélope ; tous ces personnages de la mythologie sont maintenant dépasses.
Je crois tout de même que dans un ministère de coalition, mieux que dans un ministère homogène qui me pourrait faire voter aucune mesure par le Parlement et qui toutes les minutes risquerait d’être renversé, il serait encore plus possible d’agir dans des conditions bonnes.
Nous n’avons pas d’autre alternative, d’autre choix, nous ne pouvons que disparaître.
En laissant courir l’aventure ou de rester où nous sommes ? En nous efforçant de faire pour le mieux ? Paire pour le mieux, c’est à dire quoi ?
Je n’entrerai pas dans les détails pour ainsi dire techniques du programme.
Je crois, je l’ai dit et veux le répéter ici, je ne suis pas dirigiste, et j’ai une certaine répugnance pour le dirigisme.
Et pour ma part, je considère que le dirigisme, tout au moins le dirigisme de pénurie, n’a rien à voir ni de près ni de loin avec le Socialisme. Et parfois même je suis un peu angoissé de voir utiliser, comme un expédient pour le temps de pénurie, certaines recettes, certains procédés, certaines institutions mêmes, qui ont été créées pour un autre emploi et qui imprégnés de l’esprit Socialiste dans une atmosphère et dans un temps plus favorables, sont en effet susceptibles d’orienter l’économie dans un sens Socialiste.
Je veux parler de l’Office des céréales, par exemple. Il tient et il rend des services, par ce qu’il a, derrière lui, ce temps d’avant-guerre, au cours duquel il s’est formé, mais au cours duquel il a aussi gagné en force dans les esprits paysans, de telle sorte qu’il a tout de même pu surmonter, avec un reste de popularité, les épreuves que la pénurie lui a fait subir.
Mais, qu’on le veuille ou non, dans la pénurie, il faut bien des mesures de rationnement, des mesures de taxation, des mesures de collecte. Il le faut, de toute nécessité.

Contribution Léon Blum

Personne ne peut échapper à cette nécessité, et c'est pourquoi je me résigne au dirigisme.
Je dirai même que c'est pourquoi, en ce qui me concerne, je ne porte la main sur une mesure ancienne et qui continue à produire certains effets, même si elle ne parait pas extrêmement utile, même s'il y a des objections contre elle. Je ne porte la main sur cette mesure qu'avec une extrême prudence, une extrême réserve, et toujours un peu de crainte.
Quand j'étais ministre du ravitaillement, on me sommait de tous les côtés, et même parfois du côté de certains de nos amis, de renoncer à certaines mesures.
J'ai préféré me faire traiter de Vichyssois plutôt que d'y renoncer. Je crois que je n'ai pas eu tort. Et je crois qu'on ne peut progresser là que très lentement.
Je crois surtout, au point où nous sommes, dans la crise renforcée que nous traversons, avec des risques plus graves qu'un certain renversement du dirigisme au moins de certains secteurs, est indispensable.
Il y a 3 ou 4 mois, on pouvait envisager certaines mesures qu'aujourd'hui on ne peut pas envisager. On pouvait envisager un desserrement, un retour à la liberté. Aujourd'hui, on est, au contraire, obligé d'envisager certaines mesures de renforcement. Je voudrais seulement que le dirigisme de crise fut orienté plus vers l'organisation que vers la contrainte.
Au demeurant, c'est un fait d'expérience, les mesures dirigistes n'ont réussi que dans la mesure où elles ont organisé, et elles ont presque toujours échoué dans les cas où elles ont seulement contraint.
Je crois aussi qu'un très grand effort est nécessaire dans le sens de la réorganisation administrative et de l'économie du train de vie de l'état. C'est évidemment un peu vieillot, un peu provincial, mais je crois tout de même que, lorsque la France a un revenu de 3 000 milliards, il n'est pas possible que l'on ait en dépenses publiques -je ne parle pas des industries nationalisées- environ un peu moins d'un millier de milliards. Et il est nécessaire, si l'on veut réserver à la reconstruction un certain champ, que l'Etat réduise ses dépenses.
Il faut qu'il comprime son personnel, il faut qu'il équilibre son budget ; et sans doute aussi qu'il ralentisse certains équipements.
Et je crois que cela a en vérité une importance beaucoup plus grande qu'on me le suppose.
L'an dernier, c'est au fond par des mesures d'assainissement budgétaire que pendant le premier semestre 1946 Gouin et Ferry ont obtenu des résultats qui étaient précieux. Je pense que nous ne devons pas négliger cela, et nous attacher avec une très grande force et une très grande vigueur à nous montrer d'une sévérité extrême.
Nous avons fait des efforts pendant ces six mois. Je vous assure que les efforts qu'on fait dans ce sens ne sont jamais faciles, et qu'on est obligé non seulement de renverser des résistances, mais de prendre souvent des mesures à l'aveuglette, parce que ceux qui devraient vous éclairer sont quelquefois les premiers à augmenter les ténèbres autour de la décision que vous allez prendre.
Mais, voyez-vous, il n'y a certes pas dans tout cela, quelque chose qui fasse le choc psychologique nécessaire.

Fondation Jean Jaurès

Pour moi, je crois que ce choc psychologique ne peut venir que de l'organisation européenne et de l'aide que nous pouvons obtenir à la faveur de cette organisation européenne.
Il y a dans les déclarations du général Marshall deux éléments. On a passé au premier plan les crédits. Moi, ce que je passe au premier plan, c'est, au contraire, le principe de l'organisation de l'Europe.
D'abord, créer une économie plus large, qui dépasse les frontières du pays, qui ne soit pas sujette à ces faiblesses de l'autarcie, qui constate l'immense lacune dans un secteur de l'économie sans pouvoir y pourvoir autrement que par des appels lancés désespérément à ceux qui détiennent les matières premières.
Et puis, reconstituer tout de même un climat pacifié, essayer de faire d'un camp du monde comme l'abside de la paix.
Nous ne sommes pas engagés dans les grandes rivalités. Notre faiblesse même est une arme pour mous.
Nous avons cette tradition de civilisation millénaire, cet humanisme européen qui est tout de même entendu à travers toutes les frontières ; et toutes les idéologies, et qui nous donne un prestige moral.
Et si nous avons la force de nous discipliner et de nous organiser, nous pouvons être à la fois l'élément de stabilisation de la paix sur le plan politique, et l'élément de la stabilisation économique et du coup d'arrêt donné à la misère.
Cette organisation européenne, il faut, évidement, par-dessus tout, qu'elle ne soit dirigée contre personne, qu'elle n'ait aucun caractère agressif d'aucune sorte; qu'elle soit simplement et fasse un large appel à la discipline humaine.
Le premier geste des gouvernements anglais et français a été d'inviter le gouvernement russe à venir converser. L'accord n'a pu se faire ce jour-là. Nous ne renonçons pas à l'accord. Nous n'y renoncerons jamais.
Le 12 juillet, les Etats d'Europe sont convoqués à une conférence d'organisation. Le gouvernement soviétique a reçu sa convocation, comme les autres gouvernements. Et toutes les propositions qui sont faites laissent toujours la porte ouverte à ceux qui voudront entrer.
Il s'agit de collaborer en pleine confiance, avec un plein espoir et une pleine volonté de solidarité. Il ne s'agit pas d'exclure, de limiter ou d'écarter.
Et sans doute, à côté, il y a l'aide américaine. Nous ne savons ni de quelle importance elle sera, ni quelle sera l'utilisation que nous pourrons en faire.
Nous savons seulement mais sûrement que dans la mesure où l'Europe saura s'organiser, constituer une grande force morale économique, politique, dans cette mesure là, l'aide américaine non seulement pourra être acceptée sans aucune crainte pour l'indépendance d'aucun pays, mais qu'elle sera sûrement féconde pour tous les pays qui l'accepteront et la recevront.
C'est pourquoi je pense qu'il faut que, reprenant de vieux espoirs, notre Parti s'adresse à le France et lui dise sa volonté de suivre cette tâche de solidarité internationale, de l'accomplir, de la mener jusqu'au bout.
Et c'est sans doute dans cet élargissement du problème, dans cette vue plus large vers l'avenir, que nous pouvons trouver un moyen de surmonter le désespoir, le découragement de l'heure qui passe, et reprendre nous mêmes notre discipline

Fondation Jean Jaurès

nationale qui s'en va.
Je crois qu'il y a pour nous une tâche. Cette tâche, elle est dans la tradition de notre Parti; elle peut être salvatrice. Et, mon Dieu, à travers toutes les raisons que nous pouvons avoir, de conserver une place de combat la plus exposée, la plus dangereuse et qu'à cause de cela nous n'avons pas le droit de déserter. En plus de toutes les raisons qui nous imposent le respect parce que nous sommes en danger, il y a aussi cette raison qui nous impose de rester parce que nous sommes l'espérance.
(Applaudissements)

Le président annonce que la séance va être suspendue jusqu'à 21 h 30, heure à laquelle aura lieu la séance de nuit.
Il est 20 h.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des5 et 6 juillet 1947

Séance du dimanche 6 juillet 1947 (nuit)
Président : M. Malacrida (Comité directeur)
Assesseurs : Odette Merlat (Revue Socialiste)
Auguste Rejon (Martinique)

Socie (Jura)

Camarades, si nous voulons jeter un regard !
Une vue schématique sur la situation, il semble que le Parti ait comme incidence pratique le gouvernement Ramadier et il se trouve actuellement entre le dilemme suivant : d'une part, il est impossible pour le Parti de se soustraire à l'activité gouvernementale. Mais d'autre part, il semble impossible de poursuivre l'expérience actuelle.
Il est impossible au Parti de se soustraire à l'activité gouvernementale. On l'a dit déjà longuement, parce que nous avons nos traditions, la volonté de servir les intérêts supérieurs du pays, de défendre le République quand elle est menacée et il est aussi impossible de nous soustraire à ces responsabilités pour une raison psychologique de tactique, car si notre Parti se retirait aujourd'hui du gouvernement, il est évident qu'on ne manquerait pas de le rendre responsable de cette catastrophe et on lui reprocherait de partir sans avoir payé la note.
Mais, d'autre part, la fédération du Jura, dans sa majorité pense qu'il est impossible de poursuivre l'expérience actuelle et ici, je dois dire que je n'ai pas été convaincu par les arguments de notre camarade Ramadier qui nous a dit, nous sommes aujourd'hui la clef de voûte, le frêle piller de l'édifice.
Ne croyez-vous pas camarades que si une sorte de foi tenace ne nous animait pas, nous pourrions dire que tout parle de danger et qu'en tout cas, les blessures sont déjà visibles et dangereuses.
Il est impossible de poursuivre l'expérience actuelle pour des raisons gouvernementales d'abord. C'est l'incohérence du gouvernement actuel qu'il

Fondation Jean-Jaurès

faut constater.
N’avons-nous pas vu, il y a quelques semaines, Maroselli, membre de l’actuel gouvernement, faire une intervention qui a eu quelque retentissement dans ma région en se faisant le champion de la liberté, alors que le même jour, notre camarade Ramadier indiquait la nécessité de poursuivre un certain dirigisme et la presse adverse se fait un malin plaisir de mettre côte a côte ces articles.
Il y a d’autres exemples de cette incohérence gouvernementale.
Il y a eu les échecs successifs qui sont là, qui sont ces faits et que Guy Mollet signalait dans son rapport de ce matin. Il est impossible de nier en effet que si nous nous sommes battus de tout notre cœur en faveur de l’expérience Léon Blum, nous sommes déjà, dès maintenant ceux qui font ce deuxième retirer sèment de vapeur et qui tolèrent un retour à une farce ascensionnelle des prix. Il y a deux impossibilités gouvernementales. Il y en a même une troisième.
Ne pensez-vous pas qu’il est infiniment pénible aux militants de base de ne pas pouvoir répondre à M. Kudny lorsqu’il nous dit, vous voulez diriger et vous êtes incapables de diriger.
Au point de vue gouvernemental, il est impossible de poursuivre l’expérience actuelle. Mais il y a d’autres raisons sur lesquelles j’ai l’impression qu’on n’a pas mis suffisamment l’accent. Ces arguments sont les suivants : les militants de base de notre Parti sont désespérés en constatant presque chaque jour combien sont graves et flagrantes les divergences de méthodes sinon de doctrine que l’on constate parmi les chefs de file de notre Parti. Cela nous ne le comprenons pas.
Nous sommes fatigués et nous voudrions que cessent certains exemples d’indisciplines de nos camarades qui sont au gouvernement, nous voudrions que cessent ce que nous considérons comme des malaises. Je suis d’ailleurs mal placé pour juger, mais nous voyons les faits. Il est pénible pour les militants de province de voir que notre parti se fait ridiculiser sur la question de l’interpellation Gazier dont plusieurs orateurs ont déjà souligné le malaise regrettable.
Il est amer également de constater que les désaccords qui existent parfois parmi nos camarades responsables au gouvernement, prennent une apparence presque officielle et sont utilisés par nos adversaires. Pour toutes ces raisons, il nous apparaît impossible de poursuivre l'expérience actuelle.
Mais alors, vous direz, d’une part il faut rester, d’autre part il faut partir. Mais, c’est impossible.
Allons-nous faire le jeu de nos adversaires ? Nous n’y pensons pas. Je crois pour ma part -et je sais bien que certains de nos camarades bien qualifiés du gouvernement pensent que c’est une utopie- mais dans le Jura, nous pensons qu’il y a dans le drame actuel une solution et une seule.
Il est possible -Guy Mollet, André Philip et d’autres le laissaient entrevoir- de nous faire maintenir en minorité au gouvernement. Les occasions abondent où les Socialistes pourront s’en tenir à une position strictement Socialiste. Dire c'est cela que nous voulons, si vous ne marchez pas, mettez nous en minorité.
Ce renversement se produira.
On a déjà passé en revue les différentes solutions possibles. Le MRP n'en voudra

pas. On a fait allusion à une coalition nationale qu'on a déclarée impossible également.
Pour ma part, je pense que tout naturellement, l'Assemblée Nationale sera conduite à songer à la situation de décembre 1946 et à solliciter une nouvelle fois le Parti Socialiste. D'ailleurs, je suis convaincu, absolument convaincu que l'immense majorité du pays, même ceux qui ne sont pas du tout Socialistes mais qui ont été soulevés par un mouvement en janvier dernier, demanderont le retour à une telle solution.
Vous savez très bien que l'expérience Léon Blum n'a pas été spécifiquement Socialiste, c'était une position de bon sens que l'immense majorité a approuvée.
Je pense par conséquent que dans la situation dramatique actuelle -et nous avons tous très bien compris lorsque Guy Mollet nous l'a dit- nous avons tous la gorge serrée car il s'agit de la vie même du Parti.
C'est bien cela camarades. Il s'agit de la vie du Parti.
Si nous demandons à notre camarade Léon Blum demain, la conjoncture que je viens de définir étant de consentir une nouvelle fois ce sacrifice, je pense qu'il ne nous refusera pas ce nouveau geste. Je suis convaincu qu'il est possible de créer autour de Léon Blum un nouveau gouvernement Socialiste homogène qui sera un gouvernement de salut public.
Dès 1945, dès la première campagne électorale, nous avons demandé la constitution d'un gouvernement Socialiste homogène, un gouvernement de salut public.
C'est là, camarades la seule solution possible pour sauver la monnaie, pour sauver la République et pour rendre possible demain, le véritable Socialisme
(Applaudissements)

Delvaux (Jura)

En quelques minutes, je ne peux attirer l'attention du Conseil national
que sur trois points.
Tout d'abord, notre camarade Leenhardt soulignait tout à l'heure un fait qui me parait grave. Il disait, ce Conseil national n'a guère de raison d'être puisque la chose que l'on discute est déjà jugée.
Je vous demande camarades si ce point de vue je doit pas être examiné. Je suis certain que vous entendrez encore cette nuit des partisans du maintien vous dire : si vous ne faites pas la politique du groupe parlementaire vous jetterez de l'eau dans le moulin gaulliste.
Je vous demande si le 6 mai et le 6 juillet nous n'avons pas eu un peu l'impression de venir, nous, représentants du Parti Socialiste, entériner purement et simplement des positions prises par le groupe parlementaire. Et le problème se pose. Il est déjà posé. La réaction la voici.
Pour l'opinion publique en général, il semble qu'il y ait à l'heure actuelle comme deux partis, ou bien un seul parti qui ne sait pas ce qu'il veut. Il y a deux partis certes. Croyez bien que l'opinion publique en France ne différencie pas du tout un Conseil national d'un groupe parlementaire.
Pour l'opinion publique française, le Parti a déjà jugé le problème. Le Parti s'est

Fondation Jean Jaurès

prononcé. Pour nous autres, militants, le Parti doit encore se prononcer.
Pour les militants, cette procédure créée un malaise. Pour les militants, beaucoup retourneront dans leurs fédérations en ayant l'impression qu'il y a une sorte de contrainte morale -je ne crois pas exagérée- qui pèse sur le Conseil national, comme elle a pesé au 6 mai.
Oh, je sais qu'il y aura des raisons pour m'expliquer que ce conseil n'a pas pu être convoqué, mais tout de même, voici plus de quinze jours que la situation gouvernementale est extrêmement critique, plus de quinze jours que l'on sait qu'il y aura une politique financière nouvelle, que l'on sait qu'il n'y a plus de politique au gouvernement et qu'il va falloir en choisir une.
Après avoir retardé -et je vous parle en toute sincérité- les discussions du groupe parlementaire, on retarde au lendemain du vote de confiance à la Chambre, cette réunion du Conseil national.
En toute conscience, conscience, je voudrais tout à l'heure, lorsque vous voterez, savoir si vous voterez oui ou non librement, si vous voterez en toute indépendance vis-à-vis du Parti et vis-à-vis du groupe parlementaire.
La chose mérite d'être souligné et dans les fédérations, l'on y pense.
Du point de vue de l'opinion publique, ce système semble devoir faire apparaître le Parti comme un parti de bavards et le mot est dur pour nous.
Je crois que j'ai été lors de mes premiers contacts avec les conseils nationaux, les congrès nationaux, profondément impressionné par la tenue de congrès et conseils, par le sérieux avec lequel nous discutions les problèmes.
De l'autre côté des fenêtres, il y a I'opinion publique.
Je vous dirai par exemple que le 6 mai, je descendais à 1 h et demie du matin, sur le trottoir, vos chauffeurs, M. les ministres disaient : quand auront-ils fini de discuter là-haut au lieu de nous donner des biftecks.
Il est un deuxième point sur lequel je voudrais attirer votre attention. Je voudrais faire savoir combien les camarades qui sont réellement des fédérations, sont passé ici dans l'après-midi pour opposer le point de vue des militants de la base. Il y a des secrétaires de fédérations qui sont parlementaires, d'autres qui ne le sont pas. S'il y a une douzaine de militants non parlementaire ici, vous ignorez peut-être la réaction de la paysannerie.
SI tous le savez, on ne le dit pas assez. Un troisième point, c'est évidemment la conclusion du Conseil national qui me la suggère. Je crains, parce que je sais que vous le croyez tous, que nous arrivions tout à l'heure à la fameuse motion de synthèse. Tant mieux, camarades, car je crois que les motions de synthèse sont des motions de faiblesse.
Une motion de synthèse, si elle est faite pour manifester l'unanimité du Parti et pour remonter sa force, traduit la faiblesse des conseils nationaux.
SI vous votez une motion de synthèse où tout le monde pourra voter parce qu'elle sera nègre blanc...(rires et protestations)... la Chambre a travaillé huit jours pour ne rien faire du tout. Il y a des militants qui se sont dérangés. Il ne faut pas l'oublier.
Je suis sûr qu'il faudrait que pour conclure, nous arrivions demain matin à une motion qui soit une motion exprimant véritablement les conclusions d'une

majorité Socialiste dans le Parti et je suis certain que nous en trouverons une. Elle sera capable de créer le mouvement d'enthousiasme que nous attendons tous et du parti et de l'opinion.
(Applaudissements)

Irma Rapuzzi (Bouches-du-Rhône)

Depuis huit jours, la presse de toutes nuances se pose la question de savoir si le Conseil national Socialiste décidera ou non le départ au gouvernement Ramadier.
Nous estimons, nous, représentants de la fédération des Bouches-du-Rhône, que ce débat vient trop tard. Nous sommes placés devant un fait accompli.
On a pensé au Comité directeur à demander l'avis des fédérations, mais on s'y est pris de telle façon pour le demander trop tard. La souveraineté des fédérations, dans cette affaire, ne peut s'exprimer que dans le cas où on vote par acclamations.
Nous estimons, à la fédération des Bouches-du-Rhône du moins, qu'une majorité, selon la volonté de la Constitution, s'est exprimée en faveur du gouvernement Ramadier.
Il ne doit pas être créé de crise ministérielle en de telles circonstances. Vincent Auriol a dit qu'il n'accepterait pas une crise ministérielle dans ces conditions.
Nous disons aussi que si nous acceptions de suivre ceux qui proposent maintenant le départ du gouvernement Ramadier nous suivrions l'exemple de ces agitateurs contre la souveraineté du Parlement.
Pour toutes ces raisons, nous ne pensons pas que le moment soit venu de décider ou non du retrait du gouvernement Ramadier.
Si le Conseil national s'était réuni huit jours plus tôt, la question se serait posée d'une autre façon.
La fédération des Bouches-du-Rhône a adressé un télégramme au secrétaire général du Parti dans lequel elle disait : "Le président Conseil national fut déjà placé devant un fait accompli par le vote de l'Assemblée Nationale. Nous constatons le renouvellement de la même opération. Demande au secrétaire général télégraphie date convocation".
Je dois porter à la connaissance des délégués que le secrétaire général du Parti n'a pas daigné répondre au télégramme adressé par la fédération des Bouches-du-rhône et pourtant le Comité directeur n'a pas d'excuses à invoquer car, déjà lors de la précédente crise ministérielle le Conseil national avait été réuni 48 heures après le vote de confiance.
Je n'en veux qu'une seule preuve. Une déclaration du camarade Dechezelles alors secrétaire adjoint du Parti et qui s'indignait des procédés adoptés vis à vis du Parti pour savoir si oui ou non il y avait lieu d'entériner les décisions du groupe parlementaire Socialiste. Nous constatons que pour la deuxième fois, on ne s'est pas tellement préoccupé dé tenir compte de la volonté des militants de la base.
La question du départ de Ramadier ne peut pas être posée sans de graves inconvénients.

La question de la continuation du gouvernement Ramadier n'est pas définitivement résolue et nous savons que même si on décidait cette nuit que le gouvernement Ramadier continuera son oeuvre, nous ne serions pas engagés pour longtemps dans la politique de ce gouvernement.
Il ne faut pas vous faire d'illusions, camarades. Il faut examiner attentivement le vote de confiance et les décisions des porte-parole des partis.
On a été très dur pour juger la politique du gouvernement.
Nous savons que ce vote de confiance n'a résolu aucun des problèmes essentiels qui se poseront demain à l'attention du gouvernement et du pays tout entier.
Les problèmes économiques politiques et sociaux demeurent entiers.
Il faut gagner du temps. Nous le savons. Mais, ce n'est pas tout. Ce n'est pas une solution et les solutions aux problèmes graves qui se posent à l'attention du pays, n'oubliez pas que nous aurons à les choisir et à les adopter.
La solidarité ministérielle, la solidarité gouvernementale, telle qu'elle résulte du vote de fidélité pour un spécialiste de la question, ce n'est pas quelque chose sur lequel on peut fonder de grands espoirs.
Il faut envisager quelle sera l'action du Parti dans les mois à venir. Nous ne sommes pas de ceux évidemment, qui pensent que le gouvernement Ramadier rempli les espoirs que l'on avait placés en lui
Cependant, nous n'avons rien de commun avec notre camarade Guy Mollet qui lui, conclut surtout au départ de Ramadier pour obtenir ce départ de Ramadier.
Dans les Bouches-du-Rhône, nous avons une position plus constructive. Nous n'avons pas eu un vote pris à la légère.
Nous voulons que les institutions républicaines soient à l'abri de toute aventure.
Je pense que lorsqu'on est Socialiste, il faut se préoccuper de défendre les institutions républicaines, il faut sauver la liberté. C'est là un problème très grave. Nous ne voulons pas non plus que la démission du gouvernement Ramadier ouvre une perspective qui, par la suite, place le Parti Socialiste dans une position difficile. Il faut examiner la situation et se rendre compte qu'actuellement, il n'est pas possible de changer la majorité parlementaire, d'envisager une dissolution de la Chambre, gouverner le pays avec le Parlement constitué de la façon dont il est constitué et avec la seule majorité possible.
Il y a plusieurs solutions, mais il y a une solution que nous n'accepterons pas. Nous ne voulons pas que le départ du gouvernement Ramadier permette la constitution d'un gouvernement dont les Socialistes seraient exclus car un tel gouvernement serait un gouvernement de droite, un gouvernement qui frapperait durement la classe ouvrière et c'est à ce moment-là que l'on pourrait, reprocher au Parti Socialiste d'avoir glissé à droite.
Il faut surtout éviter cette psychologie que le pays ne nous pardonnerait pas et qui serait la fin au Parti Socialiste. Le Parti Socialiste représente à l'heure actuelle le capitaine de l'équipe gouvernementale. Lorsqu'il y a danger, le capitaine ne déserte pas le navire. Notre place est au combat et nous disons que le Parti Socialiste ne peut pas envisager de se retirer de la combinaison gouvernementale avant d'avoir assuré la succession de gouvernement Socialiste.
On a présenté de nombreux plans. Nous en avons assez produit depuis ces

dernières années. Si demain nous lisons dans la presse que les travaux du Conseil national du Parti Socialiste ont adopté un nouveau plan, nous ferons sourire mais nous ne serons pas pris au sérieux. Nous devons étudier les moyens d'éviter que les fautes qui ont été commises dans le passé ne nuissent se renouveler.
L'opinion publique a été déçue. Il y a un certain nombre de conditions qu'il ne faut plus permettre de voir se renouveler dans ce pays. Il faut empêcher pour l'avenir, le sabotage de l'action gouvernementale.
Nous disons nettement que pour nous, il faut poser une bonne fois pour toute la question de la présence du Parti Communiste au gouvernement.
Le Parti Communiste se présente comme un parti républicain, comme un parti qui défend la constitution, Nous savons tous qu'il n'est pas républicain et qu'il supporte actuellement seulement les institutions républicaines. Il se présente comme un parti ce gouvernement. Le Parti Communiste n'est pas un parti de gouvernement, lui qui a saboté l'action de tous les gouvernements auxquels il a participé a saboté la politique de baisse et cela, c'est notre camarade Léon Blum qui l'a développé cet après-midi.
Il faut être présents et il y a une certaine urgence, il y a une obligation même que ce Conseil national, avant de se retirer, ait défini une bonne fois pour toute, ce qu'il entend faire et la position qu'il entend, adopter vis à vis du Parti Communiste.
Si j'insiste, c'est que je vois qu'il y a certains camarades et non des moindres, qui ne sont pas du même avis.
Dans le dernier Conseil national on est allé plus loin.
On a dit, nous n'irons pas à dans un gouvernement où les Communistes ne seront pas et, il faut partir du gouvernement parce que les Communistes sont exclus.
Je voudrais en terminant, faire une dernière observation. Le gouvernement Ramadier a été empêché d'accomplir complètement sa tâche parce que cette tâche a été rabotée par les militants de l'extérieur Je dirai mieux, il n'a pas été suffisamment soutenu à l'intérieur du Parti.
En conclusion, dans les Bouches-du-Rhône, nous refusons d'admettre l'éventualité du retour des Communistes au gouvernement.
Nous disons que le Parti Socialiste ne doit pas, sous peine de disparaître, déserter l'action gouvernementale et les responsabilités qui s'imposent à lui.
Nous avons entendu cet après-midi, de beaux développements, des exposés savants et bien construits et les militants que nous sommes ont admiré l'habileté des orateurs.
Ce n'est pas ce que le pays attend, ce que le pays attend, ce n'est pas tellement un long exposé, un superbe plan, ce que le pays attend du Parti Socialiste, ce sont les réalisations de son programme.
Il faut aller dans les villages, les coins les plus obscurs. Ce que le pays attend, c'est que nous nous mettions à la portée de toutes les populations. Ce que le pays attend, c'est que nous cession d'être semblable à tous les autres partis bourgeois qui se sont succédés depuis de longues années. Il ne faut pas céder le

Fondation Jean Jaurès

lendemain sur une position où l'on avait que l'on serait intransigeant. Je demande au gouvernement Socialiste c'est de ne pas faire de vaines menaces. Surtout n'allez pas dire la semaine prochaine, à propos du marché de la viande que vous allez faire la réquisition du bétail dans les étables, si vous attendez à l'avance que vous ne le ferez pas.
Il y a un grand besoin d'ordre qui se manifeste partout..
On a dit, il faut faire la réforme administrative, c'est le seul moyen de réorganiser le pays, de donner à l'action gouvernementale le moyen de faire des économies. La réforme administrative s'impose. C'est pourquoi nous disons aujourd'hui que le Parti Socialiste n'a pas le droit de déserter la lutte, que nous avons trouvé des mesures simples et applicables, que le Parti Socialiste s'engage courageusement avec tous ses militants et que nous soyons les guides et les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière de ce pays.
(Applaudissements)

Suzanne Charpy

Au congrès national d'août 1946, le Parti s'est prononcé en faveur d'une politique conforme aux intérêts des travailleurs. Il l'a clairement affirmé d'ailleurs dans son manifeste et en a précisé les termes.
Nous ne méconnaissons pas les très grandes difficultés de la situation économique ni la grande diversité des intérêts politiques qui rendent impossible dans le cadre parlementaire la constitution d'un gouvernement suffisamment homogène et durable. Sans doute le gouvernement ne peut satisfaire aux désirs des travailleurs qui n'ont pas toujours conscience des difficultés à surmonter mais il est absolument indiscutable que la politique générale du gouvernement s'est traduite pratiquement par un partage du revenu national favorable à l'élévation des profits agricoles et commerciaux, plus modérément des profits industriels et défavorable aux salariés, aux petits rentiers et aux vieux travailleurs.
Si notre parti devait continuer à prendre la responsabilité aux yeux de tous d'une telle politique, la population serait en droit de se demander de quel classe sociale il est représentant.
Bien des oppositions ministérielles se sont cependant manifestées au sein du gouvernement.
C''est ainsi que Philip a déclaré au Comité directeur qu'il était impossible de continuer une politique de blocage des salaire alors que l'on envisagent de faire droit aux revendications du MRP en faveur de l'élévation des prix.
C'est ainsi que Daniel Mayer insistant sur la nécessite d'une double révision des salaires et des prix se voyait opposé un refus et envisageait de démissionner du gouvernement.
C'est ainsi que Lacoste qui menait les pourparlers avec les mineurs se voyait désavoué par le chef du gouvernement qui, ultérieurement fut obligé de céder.
Je ne m'étends pas davantage. Tous ces faits sont significatifs.
Je n'étonnerai personne en vous indiquant que le travail des GSE est de plus en plus difficile et que la politique générale du gouvernement est un obstacle de

Fondation Jean-Jaurès

plus en plus décisif à la politique du Parti.
Les militants Socialistes dans les entreprises en sont solidairement rendus responsables par les travailleurs.
Si certains mouvements grévistes ont été transformés en instruments de pression politique, cette constation ne doit pas nous dissimuler un fait beaucoup plus grave et beaucoup plus général : c'est que les masses ouvrières ont débordé les cadres syndicaux et politiques que de plus en plus elles deviennent indifférentes à l'organisation syndicale qu'elles s'engagent dans des luttes très sommaires purement revendicatives.
Si la lutte revendicative des travailleurs est en général pleinement justifiée», il serait cependant erroné de notre part de nous transformer tout simplement en haut parleur de leur formulation.
Notre rôle militant est d'orienter la lutte et d'avoir le courage politique d'expliquer que la lutte revendicative doit être associée étroitement aux problèmes de la réorganisation économique et se traduire par une intervention chaque jour plus profonde de l'initiative ouvrière dans là marche des entreprises.
C'est un aspect de la démocratie économique à l'égard de laquelle les milieux ministériels sont rarement compréhensifs. De son succès cependant dépend le sort des institutions politiques car on ne peut faire face aux problèmes d'actualité sans donner au gouvernement une certaine autorité associée à une discipline de mise en oeuvre populaire.
On ne peut reprocher à Ramadier d'avoir manqué d'autorité et d'énergie, voir même d'entêtement mais ce qu'on peut lui reprocher, c'est d'avoir mis son énergie et son autorité au service d'une politique diamétralement opposée aux intérêts du Socialisme.
Il est par conséquent infiniment regrettable d'avoir reculé la convocation du Conseil national, mettant une fois de plus celui-ci devant un fait accompli. C'est d'ailleurs pourquoi au Comité directeur, j'ai voté contre ce recul.
Dans ces conditions, il est devenu indispensable que Ramadier démissionne du gouvernement.
(Applaudissements)

Marius Moutet (ministre de la France d'Outremer)

Je m'excuse de prendre la parole alors que j'aurais dû me taire. Mais mis en cause d'une façon assez vive, je pense que les camarades ne comprendraient pas que je me taise purement et simplement.
Etre au gouvernement présente au moins un avantage, c'est que lorsqu'on vous interpelle on vous prévient à l'avance et on vous indique l'objet de l'interpellation. Avec des camarades ce sont des formalités dont on peut se passer.
Nous sommes interpellés en permanence et avons l'obligation de répondre immédiatement. Je vais le faire ici dans des circonstances assez pénibles car, s'il est toujours facile de se défendre contre des adversaires, il est toujours pénible de le faire face à des amis.
On m'a reproché de ne pas avoir suivi, pour les événements d'Indochine et de

Madagascar, les indications du Conseil national.
Nous les avons suivies. Après le Conseil national, l'Amiral d'Argenlieu a quitté le haut-commissariat et les instructions données au haut commissaire ont ainsi permis de saisir, ainsi que le disait l'ordre du jour, toutes les occasions qui pouvaient s'offrir pour éventuellement, négocier.
Comme à la suite de la désignation du nouveau haut commissaire et par l'intermédiaire de ses représentants étrangers que j'avais fait envoyer pour s'inquiéter du sort des otages français désignés par le Vietnam, on avait reçu une demande tendant à obtenir la cessation du feu, il a été possible de renouer un contact par lequel on a dit, on peut faire cesser le feu, mais dans quelles conditions peut-on le faire cesser.
Comment cela garanti la sécurité des troupes, celle des Français, celle de leurs amis, on a posé aucune condition, on a dit voilà comment on pourrait envisager. Quand on a dit, quelles garanties offrez-vous en échange, on a répondu, notre sincérité.
Quand on a eu en main les documents qui ont suivi la signature de ce modus vivendi pour lequel je crois avoir montrer confiance en la sincérité de mes partenaires et quand on a vu quel but était poursuivi, on peut vous dire en toute sincérité que c'est une garantie insuffisante.
Quand on a la responsabilité de ne pas voir renouveler ce qui s'est passé lors de l'application du modus vivendi c'est à-dire de voir les (?)mités du Vietnam se répandant partout et faisant disparaître par tous les moyens 80% de ceux qui pensaient que la présence de la France pensaient que la présence de la France était encore utile en Indochine, on a tout le même le droit de ne pas agir avec légèreté. C'est tout ce
que j'ai à dire pour l'instant sur l'affaire de l'Indochine.
Pour l'affaire de Madagascar, nous nous sommes trouvés brusquement devant cette révolte au 29 mars qui a été une surprise pour tous et dans laquelle l'homme le plus attaqué a été notre camarade De Coppet, haut commissaire de la République à Madagascar, attaqué spécialement par les éléments colonialistes qui prétendent aujourd'hui dans leur journal que rien n'avait été prévu, ce qui est faux, ils prétendent que De Coppet n'a pu réussir qu'à les faire massacrer.
Oh, je comprends parfaitement la position de ceux qui ont supporté l'atroce situation qu'ils ont connue. Je pense que ce n'était pas le moment de porter atteinte à l'autorité d'un homme que j'ai défendu et couvert parce que ses actes, je les connaissais alors que les autres ne les connaissaient pas.
Je l'ai exposé à la tribune du parlement, mais ce dont nos camarades nous ont fait grief, c'est l'arrestation des députés malgaches pour laquelle le gouvernement n'avait aucune responsabilité, aucune parce que cette arrestation a été faite par un juge d'instruction agissant en vertu de son pouvoir judiciaire indépendant, en vertu de la constitution et il n'y avait que deux moyens d'agir contre sa décision.
Le premier, c'était les envoyer eux-mêmes devant la chambre des mises en accusation et de là devant la cour de cassation..
Le second, de la part des présidents des assemblées qui pouvaient convoquer les

assemblées et leur demander la répression immédiate de députés qui auraient été arrêtés en violation de i'immunité parlementaire qu'ils devaient découvrir…
Le jour même où nous avons connu l'arrestation, nous avons convoqué les présidents des chambres. Nous avons posé le problème. Aucun d'ailleurs n'a demandé le convocation de l'Assemblée.
J'avais un mandat d'amener contre le député Raseta. Je n'ai pas transmis ce mandat pour que Ramadier puisse s'expliquer au sein de l'assemblée devant les commissions. Vous savez comment il l'a fait.
Je comprends la susceptibilité des camarades qui ont eu l'impression que c'était une chose pénible, ils disent, nos camarades d'Outremer, à la lumière de ce qui se passait autrefois, (?) certainement arrêtés en vertu d'une théorie juridique discutable. Et je reconnais qu'elle est discutable. Nous sommes exposés à être également arrêtés. Ils ne nous ont pas fait part de leur expulsion. Ils se sont réunis entre eux avec les élus du Parti Communiste.
Ils ont décidé d'une manifestation publique que j'ai apprise par affiche et je peux dire que, peut-être, c'est à partir de ce moment-là qu'ils ont commencé à dresser contre moi un peu de ce réquisitoire qui s'est abondamment accentué.
Ils ne se sont pas montés assez confiants en moi-même pour venir me faire part des opérations et des moyens d'y parer. Un certain nombre de faits ont été jetés dans les débats.
Là, encore, je pourrais dire que si nos camarades avaient des reproches à me faire, le premier, je dirai qu'au lieu de s'expliquer par lettres publiques à droite et à gauche, il fallait venir me dire, voilà une erreur qui a été commise, voilà un décret qui nous cause de grandes difficultés, peut-on le retirer ou le modifier. Je l'ai connu que plus tard à un moment où mon ami Lamine Gueye m'a apporté des décrets en me disant, il faut les signer tout simplement, tu n'es pas le premier administrateur de ton ministère, tu n'as qu'à avoir confiance en nous et à signer.
Quand on est soucieux de ses responsabilités, on a le devoir d'étudier les pièces avant de les signer et c'est à quoi je me suis appliqué. Je l'ai examiné après avoir pesé toutes les responsabilités. M. Mera est entièrement étranger aux deux décrets reprochés.
Le haut commissaire de Doppeten but aux attaques des colonialistes m'écrit en me disant qu'un décret de telle date lui reprochant sa désobéissance aux actes de l'autorité lui était adressé. La décision ne peut être prise qu'après avis du ministre de la France d'Outremer
Pour ma part, je n'ai pas hésité et je n'ai pas songé un instant que ce décret pouvait avoir des conséquences graves à l'égard de nos autres camarades et j'ai signé cette simple modification au décret qui consistait à me prévenir après au lieu de le prévenir avant dans les circonstances où nous nous trouvions.
Le second- décret. Les prisonniers en France, les condamnés de droit commun en France, sont autorisés s'ils le demandent à travailler dans les prisons. Parfois à l'extérieur.
Quand ils travaillent à l'extérieur, il y a des fuites. Le haut commissaire de l'Afrique Equatoriale, notre ami Barthe me dit : "J'ai des évasions sur ces

chantiers de la part de la main d'œuvre depuis que vous avez supprimé le code de l'indigénat. Je vous demande de prendre un texte me permettant de punir l'évasion sur les chantiers hors des prisons comme on punit l'évasion dans les prisons. C'est le texte métropolitain. Il est ainsi étendu aux territoires de la France d'outremer."

Lorsque j'ai signé ce texte, je n'ai vu aucune sorte de difficulté à le signer. Moi qui ait signé l'abolition du tribunal français, et qui ait été exposé à toutes les attaques, je n'ai jamais pensé qu'un texte qui rétablit l'égalité entre métropole et territoires d'Outremer pouvait être de nature à rétablir le tribunal français.

Si nos camarades, lorsqu'ils ont vu et texte étaient venus me trouver en me disant, il peut y avoir de graves répercussions, on peut modifier le texte. Je l'aurais immédiatement modifié. Il ne m'est pas témoigné assez de confiance. Je dois dire que l'homme qui a été attaqué n'est absolument pour rien dans les deux décrets qui ont été signés.

Je les ai signés au milieu d'une centaine d'autres sans y avoir peut-être attaché assez d'importance.

On me reproche aussi, parait-il -je ne sais pas sur quel point- la situation des fonctionnaires d'AOF. En AOF, à la demande de nos amis, j'ai enlevé le gouverneur général, j'ai enlevé les deux gouverneurs du Sénégal. On me reproche de n'avoir pas tenu les promesses que le gouvernement avait faites de faire publier les décrets en accord avec la commission des territoires d'Outremer.

Encore une fois, il s'agit de faits. Au sein du parti, comme au sein du gouvernement, en ce qui concerne l'Afrique, et les territoires, j'ai toujours défendu le collège unique. Mais les derniers jours l'Assemblée Nationale constituante, au moment où il s'agissait de savoir si les assemblées locales seraient mises en place pour permettre l'élection des conseillers de la République, j'ai posé au sein du gouvernement le problème du collège unique et je l'ai défendu, mais je n'ai pas triomphé.

Le Président du Conseil était M. Bidault et ne triomphant pas j'ai dit "je ne sors pas du gouvernement sans avoir un ordre de sortir". Mais les décrets, ce n'est pas moi qui les défendrai à l'assemblée constituante. Et c'est M. Letourneau qui, dans la nuit du 27 octobre a défendu les décrets que j'ai publiés et grâce auxquels les conseillers de la République ont pu être élus, élections grâces auxquelles, notre camarade Vincent Auriol par la voix d(?, de ou des) députés d'Outremer, a pu être porté à la Présidence la République. Voilà pour les Assemblées locales.

Mais j'avais fait prendre l'engagement que ces décrets, puisqu'on n'avait pas le temps de discuter la loi, puisque c'était la dernière heure de l'Assemblée Nationale constituante, seraient ratifiés par la loi.

J'ai déposé il y a plus d'un mois au gouvernement tous les projets sur les assemblées locales. Ils représentaient 2 000 pages de dactylographie. Le gouvernement m' a demandé de les faire d'abord passer au Conseil d'état et c'est seulement lorsqu'ils sont revenus du Conseil d'état avec les modifications que j'ai dû les refaire dactylographier et que les ayant présenté au Conseil de

gouvernement avant le le[r] juillet, celui-ci m'a dit, devant les questions particulièrement urgentes et importantes que nous avons à débattre nous vous demandons de les examiner nous ne pouvons pas, en conseil de cabinet restreint, examiner le volumineux paquet que vous nous présentez. Et c'est incessamment, probablement cette semaine que ceci viendra devant le comité et qu'ainsi tout le paquet sera transmis à l'assemblée pour qu'elle puisse le voter.
Voilà la querelle ? Eh bien, vraiment si c'est une querelle de retard, je m'en frappe la poitrine et je m'en accuse, mais les hommes les moins libres de leurs actes ce sont les ministres Ils ne font pas toujours ce qu'ils veulent, même au conseil des ministres même devant les assemblées. Quant aux assemblées de groupes, j'ai toujours indiqué nettement quelle était ma position, hostile à des assemblées fédérales qui ne peuvent pas s'interposer entre les assemblées territoriales et l'Assemblée Nationale parce que s'il y a des assemblées fédérales, il faudra leur refuser d'être dans des assemblées nationales et dans celles de l'Union Française.
Il ne peut pas y avoir quatre assemblées superposées et d'un autre côté, j'ai dit, ce seront les syndicats de gestion des intérêts communs et c'est sur cette base que j'ai déposé des projets concernant des assemblées de groupes. Je n'ai pas identifié qu'il y eut une décision du Parti qui m'impose une autre ligne de conduite au surplus, s'il en fallait discuter, nous en discuterions avec tous les représentants des territoires d'Outremer et nous verrions si la thèse soutenue par notre camarade Senghor serait celle qui arriver' à triompher...

Léopold Sédar Senghor - Evidemment, il y a les élus, l'administration.

Marius Moutet - Oh, évidemment, j'ai mes élus. Les Communistes disent que je les ai payés 12 millions. Le malheur, c'est que ce soient nos camarades : qui fassent écho à ces choses-là.
Maintenant, je n'ai aucune raison d'être en poste où je suis. Je n'ai rien demandé. Je ne me suis pas débattu sur un portefeuille ministériel. On m'a demandé de prendre une charge et des responsabilités. Je les ai prises et je les ai assurées. Si les camarades me rendent responsables de certaines choses et s'ils me retirent leur confiance si le parti me rend ma liberté, je la reprendrai avec satisfaction.
En la situation présente et devant les difficultés de la tâche, je ne suis pas de ceux qui désertent, Mais je suis attaché à cette vieille maxime stoïcienne, recevoir sans orgueil. Je quitterai sans résistance et si nos amis pensent que d'autres sont mieux qualifiés que moi, je leur céderais volontiers la place.

Léon Boutbien - En ce qui concerne l'Indochine vous avez aussi le devoir d'informer vos camarades. En ce qui concerne la question des négociations en Indochine, les conventions passées, les camarades doivent savoir. Savez-vous comment elles ont été rédigées ? Bollaert est un radical plein de bonnes intentions. Lorsqu'il s'agit de passer à l'action, il hésite. Il s'est adressé à deux hommes qui sont les deux adjoints de Thierry d'Argenlieu, c'est le général

Collection Jean-Jaurès

Valluy et M. Pigion. Les conditions que ces hommes ont rédigées en pensant que Bollaert en supprimerait les trois quarts ont forcé le maximum pour rendre ces conditions inacceptables et bien alors, Bollaert, lorsqu'elle lui ont été présentées, il les a signées sans conditions C'est pourquoi des reprises de pourparlers de paix n'ont pas pu aboutir.
Vous rendez-vous compte pour l'avenir de l'Union française où nous conduira une politique de reconquête de l'Indochine.
J'accepte votre démission dans l'intérêt du Parti et de l'Union française.

Marius Moutet - Je n'excéderais pas cinq minutes. Le général Valluy a pu rédiger les conditions militaires. J'affirme qu'aucune condition militaire n'a été posée et qu'au cours des conversations qui ont eu lieu qui étaient une prise de contact ont simplement indiqué des directives générale parmi lesquelles il y avait la restitution des otages qui sont entre 500 et 800 femmes, enfants, vieillards, en offrant de les échanger contre non pas des otages mais des prisonniers de guerre. On a répondu que c'était inacceptable.
Quand on a demandé des garanties pour que pendant la suspension de feu, il n'y ait pas de combats ni d'attentats individuels, on a répondu que c'était inacceptable. Quand on a parlé de garanties militaires, on a répondu que c'était inacceptable, mais on a fait aucune autre proposition Car quand on discute, il faut non seulement avoir une proposition, mais une contre-proposition. Il y en a eu aucune. Si vous voulez le fond de ma pensée la demande officielle de cessation de feu, n'avait pas d'autre but qu'un but de propagande.
Au moment où le Vietnam sans qu'une grande partie de la population l'abandonne chaque jour davantage en raison des atrocités qu'il répand sur ce pays, de la tactique de la terre brûlée, d'innombrables attentats continuent à être perpétrés.
Pour le surplus, bien sur, je suis comme vous. Je voudrais bien que le conflit cessât. Seulement, entre eux qui me disent, il ne peut cesser qu'en négociant avec Ho Chi Minh et avec personne d'autre, je voudrais être assuré que cette négociation soit d'abord poursuivie dans un autre esprit que celle du 6 mars et celle du 14 septembre dont l'esprit est révélé par des documents que j'ai en ma possession et dont je peux faire état en comité secret.

Un délégué s'écrie - Et pourquoi de la diplomatie secrète ?

Une majorité de délégués - N'exagère pas tout de même :

Marius Moutet - Parce que c'est ridicule quand on a charge d'âme. On doit être très prudent et être prudent à l'égard de chacun
Voilà ce que j'avais à répondre à Boutbien.
Un certain nombre de nos amis ont infiniment plus confiance dans ce que répond la radio du Vietnam que dans la parole d'un camarade.
(Applaudissements)
Cela ne nous empêche pas de poursuivre notre difficile devoir et si le camarade

Fondation Jean Jaurès

Boutbien est assez heureux pour voir se réaliser son expérience, personne ne lui en saura autant de gratitude que moi-même.

Paul Ramadier (Président du Conseil)

Pour toutes les questions, toutes les décisions importantes qui ont été prises n'ont pas été prises par Moutet mais par le gouvernement tout entier. En particulier par le conseil restreint aussi bien quand il y avait les Communistes au sein du conseil restreint que depuis leur départ. Et nous avons arrêté nos décisions qu'en complet accord et après être parvenus à l'unanimité.
Les instructions qui ont été données à Bollaert avant son départ et auxquelles il s'est conformé et en vertu desquelles il a agi, portent la signature de tous les ministres d'Etat en même temps que celle du Président du Conseil et des ministres de la France d'Outremer.
C'est nous qui les premiers - et cela a peut-être soulevé une certaine résistance dans une partie de l'opinion - posé les bases de notre accord avec le Vietnam. C'est nous qui avons confirmé le principe de la liberté du Vietnam dans le sein de l'Union française et conformément aux principes de la Constitution.
Lorsque nous nous trouvons en présence du représentant du gouvernement de Ho Chi Minh et que nous dirons, si vous voulez, c'est le fait désormais, nous sommes en conformité avec des dispositions constitutionnelles, d'après lesquelles la sécurité des territoires d'Outremer est assurée seulement par l'armée de l'Union Française, sous l'autorité du gouvernement de la République. Nous ne violons pas la Constitution. Nous n'autorisons pas le Vietnam à une armée séparée. Si le 6 mars l'accord a tourné en définitive au massacre, c'est parce qu'il s'est constitué une armée vietnamienne, que cette armée à pu prendre les armes, a pu déchirer le pacte. Nous ne recommencerons pas. On peut dire, quittons l'Indochine. Cela a un sens. On ne peut pas dire, le Vietnam restera dans l'Union française en violation de la constitution, avec une armée prête à prendre les armes contre l'armée de l'Union et contre la France. Ce serait dissoudre l'Union française avant même de la reconstituer.
A l'heure actuelle, on peut le dire, les opérations militaires d'Indochine dans l'ensemble, sont terminées. A l'heure actuelle, les conditions qui se posent sont d'ordre politique. Il subsiste une guérilla, ce n'est pas par les moyens militaires que l'on pourra en venir à bout, mais uniquement par l'action politique.
Il s'agit de construire là-bas un Vietnam qui puisse prendre sa place dans l'Union française.
Et puis, voyez-vous, ce que nous n'admettrons pas, c'est que nous abandonnions le principe de l'Union française pour servir des revendications ou les prétentions d'un parti vietnamien.
Nous avons trop l'expérience de certaines influences qui ont été commises où les répercussions ont coûté la vie à de nombreux Français et Vietnamien pour nous aventurer à la légère.
La reconstruction que nous voulons faire doit être une reconstruction Socialiste. Elle ne doit pas être l'abandon du Vietnam à un parti qui tue ceux qui ne sont pas avec lui, qui brûle et pille des villages qui ne sont pas d'accord avec lui.

Collection Jean Jaurès

C’est la liberté qui doit régner dans les territoires de l’Union française et non pas la terreur.
Nous serons amenés dans les mois qui viennent a juger profondément la nature de notre action. Encore une fois, les opérations militaires proprement dites sont terminées. C’est l’action politique qui maintenant a le dessus. Cette phase politique ne sera pas de longue durée, et nos efforts finiront par aboutir.
Mais croyez- moi, ce que je ne puis pas admettre, c’est que certaine propagande s’exerce dans le parti, je ne puis pas admettre que certains camarades défendent les intérêts de ceux qui ont massacré des Français, qui ont attaqué la France, qui ont porté les armes contre l’Union française. Je ne puis pas admettre que cette propagande s’exerce sans que nous mettions en garde le parti.
Nous ne pouvons mettre en cause aucune responsabilité individuelle, n’étant pas suffisamment informés mais nous sentons bien qu’il y a parfois qu’il a quelque chose entre certains camarades et ceux qui combattent et qui tuent nos amis et nos soldats.
Je dis que la propagande exercée par les représentants du Vietnam à Paris et qui s’est parfois introduite dans les organes mêmes du parti, c’est en tout cas exercée sur certains camarades.
Il y a en ce moment un gouvernement qui est en lutte contre la France. Il y a en ce moment un gouvernement qui dresse des hommes contre des soldats français, contre l’armée française. C’est contre cela que je m’élève.
Il s’agit de savoir, alors que nous avons l’impression de défendre l’intérêt de l’Union Française, les traiter avec ceux qui ont pris les armes et qui se battent contre l’Union Française. S’ils veulent poser les armes, d’accord. Nous sommes prêts. S’ils veulent continuer la lutte, je dis que nous n’avons pas le droit de soutenir leur thèse et de défendre leur cause.
(Applaudissements)

Guy Mollet

Je voudrais terminer cet incident pour revenir à l’ordre du jour. Je regrette certains propos tenus par les uns et les autres. Nous sommes en train de chercher à faire appliquer les décisions du Parti. Mous pouvons avoir des points de vue différents sans que cela suppose, pas plus dans un sens que dans l’autre, des intérêts en cause. Les camarades qui défendent certaines positions ne le font que parce qu’ils sont convaincus que là est l’intérêt du pays et les intérêts du Parti. En fait, il s’agit de quoi. Il s’agit de savoir si les efforts correspondant à nos espoirs ont été faits pour établir la paix en Indochine.
Si je demandais par exemple qu’on entende M.Mus nous pourrions peut-être avoir sur la teneur des négociations des renseignements légèrement différents.
Je suis d’accord avec Ramadier pour dire que personne ne soit jamais dans le parti, ni le défenseur, ni même l’ami de ceux qui arment contre la nation française. Seulement, je relève une certaine contradiction sur certains propos.
Quand Moutet disait aucune condition militaire n’a été déposée et plus tard, il y avait un certain nombre de garanties militaires.
Il faut bien discuter avec ceux contre qui l’on se bat. Cela était conforme à la

Fondation Jean-Jaurès

pensée du dernier Conseil national. Il ne faudrait pas qu'à l'occasion de cet incident, on oublie les autres questions posées.
Il y a un certain nombre de questions posées par nos camarades de la France d'Outremer qu'il ne faut pas oublier. Il ne faut pas que cette déviation permette de ne pas répondre aux questions posées par nos camarades. Je vous demande de bien vouloir reprendre la discussion.

Lamine Gueye

J'ai la conviction que Moutet a de grosses responsabilités. Sans être au courant de rien, nous lisons un beau jour (?) à l'officiel qu'un décret concernant les territoires d'Outremer doit être appliqué. Qu'est-ce que cela veut dire Moutet.
Moutet, je t'ai dit que Pierre Laval lui-même a été obligé de ne pas appliquer un décret du 4 juin 1941 qui permettait de faire travailler les hommes prisonniers en France.
Nous disons à Moutet, attention, nous sommes des camarades, des collègues, ce que tu fais là, tu le fais entre nous.
Heureusement, nous avons une grande affection pour Ramadier.
Nous sommes pour la 4ème République, pour la Constitution que la France s'est donnée. Nous sommes pour la Démocratie. Mais nous disons à Moutet, attention, quand on écrit tout ce que tu as écrit, ce n'est pas fait pour nous engager. Nous ne voulons pas être victimes de tes décrets, de ta politique.
Nous sommes prêts, toujours prêts à la lutte, mais il ne faut pas nous traiter avec quelque fois tant de désinvolture.
(Applaudissements)

Marius Moutet

Je dis à mes camarades, quand une question de cette nature se lève dans vos esprits, venez me trouver et dites moi "voilà ce qui se passe" et vous m'expliquez.
Vous allez dans mon cabinet où il n'y a que des camarades du parti. M. Mera était mon directeur de cabinet. J'ai pour M. Mera la plus haute estime, c'est un homme de grande valeur. C'est un fonctionnaire loyal et cela je le dis hautement parce que mes amis savent que je place pas ma confiance à la légère.
M. Mera a écrit un rapport dans lequel il fait peut-être quelques réserves sur la précipitation avec laquelle, d'un seul coup, toute une série de réformes ont été faites.
Sur ces points, je suis plus optimiste que lui et pas d'accord avec lui. J'ai fait là-dessus une préface. Mais en dehors de cela, je ne laisserai pas dire ici, pas plus qu'à la chambre, contre de Coppet, les infamies qu'on a dites contre lui.
Je connais sa vie. Je sais ce qu'il a fait, je défends ce fonctionnaire attaqué ici injustement et je suis prêt à demander à nos camarades de venir lire avec lui le rapport et la préface qu'il termine.
Je dis simplement ceci : c'est un malentendu et je vous prie de bien vouloir vous réunir dans mon cabinet, nous examinerons ensemble tous les griefs qui ont été

Fondation Jean-Jaurès

formulés contre moi. Nous verrons si nous pouvons nous mettre d'accord. Si nous ne pouvons pas nous mettre d'accord, j'en tirerai la conséquence nécessaire. Cela ne changera rien à notre amitié.

Lamine Gueye - C'est d'accord, nous irons.

Le Secrétaire fédéral des Basses-Alpes

C'est un peu impressionnant, après cette succession d'orateurs qui ont démontré que le Parti Socialiste est une libre tribune où toutes les opinions peuvent s'exprimer, de monter à cette tribune. C'est une constatation, on en tirera peut-être des conséquences plus déplorables dans une certaine presse, mais pour nous autres, Socialistes, c'est tout de même réconfortant.

C'est une petite fédération qui vous parle et vient vous dire le Conseil national a une utilité. Celle de faire entendre la voix des militants. La voix de militants de base qui sont bien inquiets parce que les conseils nationaux se succèdent et les résultats ne se succèdent pas.

Je vous dis et le dirai au président Ramadier, il y a deux mois, nous nous sommes réunis et nous avons voté dans la proportion des deux tiers, une confiance et un maintien au gouvernement. C'est avec d'autant plus de facilité que nous pourrons lui dire quelques vérités.

On attend des solutions, la fixation du prix dû blé pour discuter. Vous parlez, peut-être. Nous écoutons avec respect un orateur éminent puisque c'est un professeur de faculté. Dans une salle à côté, à deux heures de l'après-midi, lors du dernier Conseil national, on discutait statistique de millions de dollars. Je vous dis, les millions de dollars, les statistiques, les chiffres, c'est peut-être très bien, mais il y a des résultats positifs que nous attendons.

L'on n'a pas assez discuté d'un programme précis, concis, rapide, réalisable et qui sera réalisé rapidement. Voilà ce que les Socialistes des Basses-Alpes vous disent.

Nous voterons pour le maintien de la formation actuelle puisque c'est une formation qui est la seule possible actuellement, nous voterons pour plusieurs raisons. D'abord, nous venons après le Parlement et nous ne voudrions pas apporter au moulin de certains, l'eau qui les alimenterait.

Nous avons le sentiment qu'il y a tout de même des élus du peuple et que nous venons modestement après une discussion du +Parlement.

J'ai encore dans les oreilles les paroles de Guy Mollet d'il y a deux mois, "et vous verrez, demain les grèves commenceront". Eh bien, tout de même, pour des Socialistes, il est intolérable de penser que si le maintien n'était pas prononcé alors ce serait les grèves et les manifestations qui amèneraient un parti au gouvernement et nous avons le sentiment que si le Parti Socialiste sait prendre ses responsabilités, il ne s'inclinera pas devant ces manifestations.

Nous avons le sentiment tout de même que nous sommes capables de faire ce programme Socialiste et de le faire appliquer.

Nous avons peut-être perdu la notion de politique, nous avons peut-être perdu la notion tout simplement d'une doctrine qui doit être la nôtre, qui est celle de

Jaurès, de Guesde. Nous avons le sentiment que le Parti Socialiste est aujourd'hui dans un complexe d'infériorité. Nous voulons faire rapidement ce programme politique, économique, financier et agricole. Alors tous les espoirs pourront être permis.
Ne discutons plus. Il faut passer aux actes. Le pays est un peu comme un malade ayant subi trente six traitements.
Il y a trois ans que les médecins se concertent pour savoir quel régime il faut choisir. Je crois, quant à moi, que dans l'espace et dans le temps, l'on n'a pas donné encore suffisamment de temps à un gouvernement pour faire ses preuves. Nous avons le sentiment qu'en donnant notre confiance au gouvernement conditionnée par un programme précis, nous travaillerons pour le bien du pays.
(Applaudissements)

Le délégué de l'Orne

Camarades, j'élève une protestation au nom de la fédération de l'Orne contre le fait que ce Conseil national a été réuni seulement aujourd'hui.
Ces assises auraient dû se tenir avant que le camarade Ramadier pose la question de confiance.
J'élève une deuxième protestation. Cette fois en mon nom personnel, tout à l'heure, en allant dîner, j'ai ouvert le robinet de la radio nationale et j'ai entendu par quelqu'un dont j'ignore le nom dire ce qui suit et évidemment, il n'y avait pas de contradicteur- Le gouvernement Ramadier, en convoquant les vingt deux nations pour faire l'unité européenne faisait à ce moment-là le bloc occidental pour enfermer les petites nations, pour détruire la Démocratie et pour préparer avec les capitalistes anglais et les capitalistes américains, la guerre contre l'URSS, seul pays où était le Socialisme.
Je déclare que la radio nationale qui est une radio d'état n'a pas le droit de parler dans un tel sens. Si le gouvernement Ramadier permet que l'on fasse à la radio d'état une telle propagande contre le régime et contre la France, c'est qu'il est bien faible ou bien incapable. Je pense que cette politique est non seulement pas Socialiste, mais anti-Socialiste.
La politique de blocage des salaires, la politique de la baisse des prix, approuvée par tous les partis et par les organisations syndicales a échoué parce qu'il y a un manque de personnel dans certains services et il y a eu du sabotage dans les services administratifs intéressés qui a permis à certains commerçants de majorer leur prix avant de pratiquer un surplus de baisse.
Les intermédiaires, nous les connaissons. Nous connaissons dans les campagnes les marchands de bestiaux qui achètent sans comptabilité et sans argent, qui prennent simplement des notes sur un carnet. Je sais qu'il est très difficile de les découvrir, mais si le gouvernement avait mobilisé les camarades Socialistes dans le pays, nous aurions peut-être pu supprimer leur commerce lamentable qui entrave si sérieusement l'économie française.
Pour la question du vin par exemple, on pouvait faire une baisse immédiatement le vin est actuellement trente deux fois le prix d'avant guerre d'après les indices officiels. On pouvait facilement faire la baisse, si par exemple on nous avait

donné comme l'ont fait les Allemands pendant longtemps, deux litres de vin par semaine et j'affirme que c'était possible. Si on avait fait cela, le prix du vin aurait baissé.
Il y a quantités d'autres méthodes à employer, pour le sabotage administratif. La bureaucratie qui devait être détruite, continue à être toute puissante, même dans les ministères Socialistes.
La Section de Flers a fait un rapport extrêmement précis et documenté d'après les chiffres officiels, par lesquels le département de l'Orne devait
de blé de près de plusieurs dizaines milliers de quintaux. Or, les paysans de l'Orne, depuis deux mois, n'ont pas de pain. Il y a deux choses, ou bien les chiffres officiels donnés par la préfecture de l'Orne sont faux ou ils sont vrais.
S'ils sont vrais, où est passé le blé. S'ils sont faux, c'est que le gouvernement continue à entretenir des fonctionnaires qui donnent des statistiques fausses et qui font la gabegie du ravitaillement.
A Bazoches où il y a un maire Socialiste, le ravitaillement était -chiffres officiels- de 160 têtes de bétail. La commune devait donner 160 têtes de bétail. Notre camarade a fait le recensement. Il a trouvé 2 400 têtes et prétend qu'il y en a au moins 4 000. Voilà comment le sabotage administratif a permis de lutter contre la politique de baisse des prix. On se demande où va la viande.
La condition première de la baisse des était une politique cohérente, il fallait s'y tenir avec fermeté et supprimer les intermédiaires. Ce qui n'a pas été fait.
La deuxième condition était la réduction du budget de l'Etat. Il fallait supprimer la moitié de ses charges. La diminution massive des impôts et des prix de revient. La sixième section de la Seine avait fait un rapport extrêmement intéressant dans lequel on disait : pour équilibrer le budget, il faut établir un plan d'économie, tout ce qui n'est pas indispensable au relèvement économique et à la sécurité de la France doit être supprimé.
Or, il y a cinquante chapitres dans le budget qui ne sont pas indispensables au relèvement économique et à la sécurité de la France. On peut donc conclure.

Le président : Tu dépasses cinq minutes.

Le délégué - Si les militants qui pour la première fois parlent à cette tribune n'ont pas le droit, n'ont pas la possibilité de s'exprimer, je dirai à mes camarades de l'Orne qu'on ne m'a pas permis de remplir mon mandat.
Il est vraiment pénible de voir que des militants de la base n'ont pas le droit de parler dans un Conseil national et pas le droit d'exprimer leur opinion et d'apporter des solutions que personne n'a encore apportées sur ces problèmes.

Max Lejeune

Je dois ce soir, devant le Conseil national, faire mon mea culpa. J'ai au groupe parlementaire, il y a quelques jours, à la suite d'une série de séances où l'attitude du parti, plutôt du groupe, n'avait pas été selon moi définie d'une façon constante, déposé un ordre du jour d'espérer qu'après les déclarations catégoriques de notre camarade Ramadier, il serait mis fin à l'interpellation

Gazier, et cela par ce que j'estime que dans le parti, il faut avoir le courage de ses attitudes.
On veut dire aux camarades de quitter le gouvernement ? Qu'on leur dise franchement. On veut qu'ils restent au gouvernement, et bien, qu'on soit derrière eux.
Je n'accepte pas, pour ma part, que l'on charge d'autres partis de trancher nos propres indécisions.
Ce soir j'espère que le Conseil national tranchera très nettement la question qui lui est posée par le parti doit savoir choisir aujourd'hui.
Je crois d'ailleurs que la situation est actuellement modifiée dans la mesure où ces jours derniers ont eu lieu à Paris certaines délibérations internationales.
Nous devons examiner avec soin l'offre Marshall, malgré le refus de Molotov. La Russie feint de croire aujourd'hui que la politique Marshall peut permettre des ingérences intérieures dans la politique des petits états. Je dis que dans la mesure où le projet Marshall peut nous ouvrir la porte sur la voie du relèvement, nous n'avons pas le droit de rester sourd. Je sais bien que Maurice Thorez déclare que le peuple de France doit vivre dans la liberté en mangeant du pain noir, mais l'expérience politique de ces récentes semaines nous amène à penser que si le peuple de France tient à sa liberté, il tient aussi à son pain blanc. Ce pourquoi il est absolument indispensable pour nous, à mon sens, d'examiner le projet du plan Marshall avec sérieux d'autant plus que dans nos classes ouvrières où l'on a sans cesse été sensible aux mots d'ordre de bien-être et de liberté, ce plan Marshall a peut-être suscité quelque espoir. A partir du moment où la Russie refuse d'accepter ces propositions, nous aurons sur le plan politique la riposte fasciste et d'une façon continue, d'une façon systématique.. Il ne faut pas croire qu'on nous laissera nous prolonger avec l'Amérique de concert avec les autres peuples d'Europe occidentale. Nous aurons nos mouvements sociaux. Et alors. Alors il est évident que cela implique sur le plan de la politique intérieure, une conclusion. Il s'agira de savoir si le Parti Socialiste est capable de se faire le champion d'une idée de coopération européenne comme après l'autre guerre. Il s'agit de savoir si, dans l'impossibilité où nous serions de le faire, ce serait de Gaulle lui même qui le ferait.
C'est pourquoi aujourd'hui, pour moi-même, je réponds que je pense que le gouvernement Ramadier pourrait tirer de la proposition qui a été faite sur le plan international un énorme avantage sur le plan intérieur.
Il est possible à mon sens de donner à la vie à l'existence même du gouvernement Ramadier un peu plus de moyens que ces dernières semaines où l'on a vu s'accumuler jour après jour les difficultés.
J'estime que le Parti Socialiste doit prendre position sur le problème de la production et sur le problème des grèves.
Gouverner c'est prévoir. Ce serait peut-être aussi donner la possibilité à des ministres de dormir. Ils arrivent à travailler quelque fois 18 heures, 20 heures sur 24 et c'est peut-être là le drame que vivent les ministres Socialistes, qui aux prises avec les événements, on ne leur accorde même pas le strict minimum nécessaire à tout homme pour se reposer.

Il s'agit de savoir si nous aurons un programme minutieusement établi.
(se tournant vers Daniel Mayer). Excuse-moi Daniel, le programme que tu nous a apporté ce matin nous l'avons entendu dans les congrès, les conseils nationaux, ils se ressemblent tous étrangement ces programmes, mais ce que nous n'avons pas toujours trouvé, c'est la volonté de tout le Parti derrière les hommes qu'il envoie au gouvernement pour se battre, les aider et les faire triompher.
Il est évident que le problème que nous avons à trancher, que nous le voulions ou non, à partir du moment où nous acceptons les propositions Marshall, c'est d'être capable, sur le terrain ouvrier, comme sur le terrain politique, de riposter aux attaques bolcheviques. Il s'agit de savoir quelle sera notre attitude dans des grèves qui sont devenues des grèves politiques. Il s'agit de savoir si dans le Parti, on appartient d'abord au Parti.
C'est cela qui, en fait, est absolument indispensable pour notre organisation politique, de réviser certaines idées. Dans la lutte ouvrière, à partir du moment où un syndicat exprime des revendications dans une période de misère, on a tout de même le droit, nous Socialistes, qui somme en contact avec la misère ouvrière, de poser le problème et de demander au pays de le résoudre.
Ce sera la démagogie Communiste qui attirera nos camarades ouvriers vers elle dans la mesure où n'aurons pas le courage de dire la vérité.
En politique, nous sommes obligés de nous battre, de nous battre dans les réunions publiques et même parlementaires. On n'a pas défendu à l'intérieur du groupe la position qu'on a votée dans le Parti.
Pour ma part, je pense qu'il est nécessaire à un gouvernement Socialiste, à direction Socialiste de rester su pouvoir à condition de prendre les responsabilités dans tous les domaines, de dire la vérité telle qu'on le pense même si quelquefois on risque d'être incompris de certaines fractions de la classe ouvrière.
Il y a pour nous un moyen de défendre la République, c'est de faire en sorte que le parti ne s'efface pas. Il ne s'agit pas aujourd'hui de nous retirer.
Si nous nous retirons, quelle sera la majorité de demain ? Ce sera fatalement une majorité de conservation sociale, une majorité qui n'ayant pas son chef sur les bancs du parlement, ira peut-être le chercher ailleurs et vous croyez alors que le parti pourra agir.
Non, le parti à ce moment-là sera "bridé" que vous le vouliez ou non et la doctrine que certains d'entre vous préconisent aujourd'hui serait au jour du drame complètement renversée, vous ne pourrez plus agir. Il sera trop tard.

Capocci - Je suis un militant syndicaliste, au sein du parti, j'ai défendu, j'ai débattu la question des salaires. Je vous demande de vous rappeler que l'année dernière, je me suis opposé à l'augmentation des salaires. J'ai pris position contre la position de la majorité confédérale.
Nous avons par conséquent fait notre devoir et nous demandons au Parti de ne pas faire de bêtise qui nous empêche de reprendre la CGT en mains.

Fondation Jean Jaurès

Max Lejeune - Dans l'exposé que j'ai fait, je ne l'ai pris aucunement à parti et j'ai tout de même le droit de constater que dans toutes les grèves faites ces jours derniers, mineurs ou cheminots, il a été répondu à nos camarades qu'il fallait accepter les revendications de la CGT du haut en bas de l'éventail.
Nous demandons l un certain nombre d'entre nous, aux camarades qui sont dans les groupes Socialistes d'entreprise, de faire prévaloir une autre politique dans la mesure où aujourd'hui nous sentons que le destin de la République est lié au destin du parti.
Nous demandons à chaque militant à l'intérieur du GSE et à l'intérieur de la CGT de faire d'abord prévaloir les mots d'ordre du parti.

Théodore Staub (Loire-Inférieure)

On a beaucoup parlé de la situation gouvernementale. On a peu parlé du Parti lui-même. C'est son existence qui est en cause.
Guy Mollet avait raison de signaler des démissions d'éléments anciens dans le Parti. Ce sont en général des éléments ouvriers qui sont venus.
Pourquoi s'en vont-ils ? Parce qu'ils sont dégoûtés. Dégoûtés de voir des déclarations dirigistes et la situation pratique du dirigisme. De voir par exemple dans mon département qu'il y a en tout et pour tout dix contrôleurs économiques. Dégoûtés de voir que depuis que pratiquement le contrôle économique ne fonctionne plus, les prix de détail ont augmenté de 5 à 10%. Ils sont dégoûtés de voir qu'on capitule devant les classes moyennes.
Dans mon département, les commerçants ont fait la grève, elle n'a pas été interdite. Ils sont dégoûtés de voir qu'on a cédé aux commerçants et aux professions libérales, de voir les Socialistes avalisés des projets que Poincaré n'aurait point désavoué, des projets où l'on augmente ce qui frappe la bourse du travailleur, mais rien contre la fraude fiscale, des projets où l'on accepte que les ouvriers paient dix fois plus que les paysans pour l'impôt sur le revenu.
Alors ils sont étonnés et dégoûtés parce qu'ils disent qu'on fait, sous notre contrôle et sous le couvert de notre drapeau, une politique que nous serions acharnés à combattre si d'autres la faisaient.
Ils ont l'impression que le Parti Socialiste a perdu son caractère de franchise. Ils arrivent à se demander qui doit l'emporter du militant syndicaliste ou du militant Socialiste que je croyais jusqu'à présent que chacun de nous avait le devoir d'être.
On laisse penser que pour défendre et sauver la République, il faut qu'ils fassent encore des sacrifices. On arrive à laisser se créer cette idée, que pour que la République vive, il faut que les gens acceptent de "crever" de faim. Ce n'est pas cela qu'ils attendent. On nous dit, cette politique a eu la confiance. Vous avez eu 331 voix.
Il y a eu des voix Socialistes. Peut-être certains d'entre eux ont voté par discipline, mais contre leur conscience.
Je vous donne la réponse des camarades de la base. La confiance des camarades de la base à l'égard de cette politique, cette confiance, vous l'avez perdue. (Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

René Peeters (Meurthe-et-Moselle)

Le Parti Socialiste serait un parti contre le droit de grève en régime capitaliste ? Je ne le crois pas. C'est pourquoi nous ne pouvons pas accepter, militants syndicalistes et Socialistes que nous sommes, les paroles qui ont été prononcées à cette tribune. Si nous acceptions ces principes, c'est là que nous irions vers le corporatisme car il ne faut pas oublier que nous avons eu un certain courage au moment de l'expérience Blum lorsque dans les masses ouvrières nous avons demandé à nos camarades de faire des sacrifices en ce qui concerne le blocage des salaires.

On y trouvait la même compensation en ce qui concerne les prix. Là est tout le problème et je voudrais demander à nos camarades ministres qui ne jugent pas de la même façon et avec la même objectivité, comment se sont manifestées les grèves qui se sont déroulées.

Certes, il y a eu orchestration pour certains, il y a peut-être des buts politiques qui voulaient que l'on pousse à la grève ou modifier la structure gouvernementale, mais il y a d'autres motifs, il y a la misère, la gêne dans les foyers ouvriers qui ont faim et il y a maintenant un esprit de révolte. Il ne faut pas l'oublier non plus cela.

Et puis, avons-nous trouvé la contrepartie et, dans le rapport présenté ce matin par notre camarade Daniel Mayer, au nom du Comité directeur, nous sommes un peu inquiets car les mesures qui sont proposées se révèlent à l'avance inefficaces. Pourquoi ?

Parce que nous n'avons pas eu le courage dans ce Parti de dire toute la vérité au pays, parce que nous n'avons pas su imposer un programme précis parce que nous n'avons pas montré assez de fermeté. Peut être par répercussion électorale dans certaines couches de la société. Car si nous voulons prendre un coefficient pour fixer le prix du blé, il faudrait amener tous les prix agricoles à ce coefficient. Est-ce possible actuellement ? Les projets du gouvernement en ce qui concerne le système fiscal vont-ils permettre une baisse des prix. Cela ne va-t-il pas encore augmenter les prix.

Quand nous discutons sur des questions de salaires, c'est le volume de pouvoir d'achat qui nous intéresse, c'est cela qui est primordial pour les travailleurs, qui les intéresse au premier chef.

Regardons ce qui s'est passé dans certains milieux agricoles, c'est la cause de la montée des prix, la disproportion qui s'est manifestée a permis cette disproportion même des salaires et des prix. Aurons-nous le courage de le dire à l'opinion et de demander des sacrifices à la paysannerie française ? Il ne faut pas que les sacrifices soient toujours à sens unique. J'ai été étonné des déclarations de notre ami Ramadier. Il nous a dit qu'il avait une certaine répugnance pour le dirigisme. Il faudrait savoir ce que l'on veut. Le programme reposait sur le dirigisme. Nous avons arrêté certaines mesures, mais elles n'ont jamais été mises en application.

Ce n'est pas le Conseil national qui doit les mettre en application ; c'est bien la fraction du groupe parlementaire qui doit mettre en application les principes

déterminés par les assises. Le Parlement doit en être saisi. Alors si l'on marque une répugnance pour le dirigisme... Je n'ai pas l'habitude de parler dans nos assises. Je voudrais simplement dire que pour faire une certaine pression nous détenions les clefs de voûte. Si nous perdions les clefs, la voûte s'effondrerait.
Je pose une question naïve. Il faudrait me dire laquelle car ne comprenant plus maintenant, si c'est la République qui va faire l'émancipation Socialiste, alors nous disons oui. Mais si c'est la République qui va fortifier la position des forts contre les faibles, nous ne pouvons pas demander à nos troupes de nouveaux sacrifices.
C'est la conception des militants de la base. C'est cela que nous attendons dans nos fédérations et nous aimerions que de ce Conseil national sorte un programme net et précis lorsque nous aurons déterminé ses différentes modalités.
Si nous ne trouvons pas l'équipe gouvernementale acceptant ces formules, nous demanderons alors à nos camarades de ne pas rester au gouvernement.
Nous ne pouvons pas continuer à faire cette politique particulière qui fait que nous consolidons d'une façon constante un régime qui est chancelant, un régime qui est au bord du gouffre. Il faut alors que le Parti Socialiste s'affirme avec ses conceptions, afin de redonner une certaine confiance à ce pays.
Voilà comment nous comprenons la question et c'est à une politique semblable que nous nous associerons dans l'avenir.
(Applaudissements)

Sissoko (Sénégal)

Il est bien décevant de constater dans les sociétés civilisées aussi bien que dans les sociétés primitives, quand il s'agit de parler de questions politiques, on ne s'entend plus.
Je pense quant à moi que le Parti est en train de se suicider. Je le dis avec ma conception de primitif, très fier d'être primitif
Voyez-vous la situation de la France à l'heure actuelle. Elle est prise entre deux dictatures, l'une à gauche, l'autre à droite.
La position du Parti Socialiste est une situation centrale entre la Gauche et la dictature qui se prépare à droite, une dictature que je ne veux pas nommé parce qu'elle a un passé glorieux. Or, le Socialisme se trouve placé entre ces deux tendances dictatoriales et vous voudriez que la France puisse se relever de ses misères.
Vous avez le moyen de le faire. Le seul moyen, c'est de conserver la ligne du gouvernement. Si vous manquez à cette occasion, vous pouvez être sûr que le Socialisme est en train de se suicider. Je voudrais dire que le parti politique le plus attaqué, c'est précisément le Parti Socialiste, parce que c'est le parti du bon sens, de la raison et si nous sommes venus au Parti Socialiste, c'est parce que nous pensons que le Parti Socialiste est celui du vrai, nous pensons que c'est le parti du bon sens, qui peut orienter la politique d'Outremer vers ses destinées qui, je crois, doivent être conforment à nos traditions.
Si le Parti Socialiste ne répond pas à nos espérances, croyez bien que ce n'est

Fondation Jean Jaurès

pas nous qui perdrons dans l'affaire, c'est vous aussi.
Il ne faut pas oublier que chaque fois que le Parti Socialiste manifeste une préférence quelconque, cette préférence est exploitée dans les grandes largeurs par le Parti Communiste.
Si vous ne faites pas attention, il se produira en AOF., en AEF les évènements d'Indochine et de Madagascar.
D'autre part, vous savez que dans les territoires d'Outremer il y a beaucoup d'anciens combattants. Ces anciens combattants ne comprennent pas suffisamment la politique du Parti Socialiste parce qu'ils constatent tous les jours que les territoires d'Outremer ne sont pas soutenus comme ils devraient l'être.
Le Parti Socialiste est à la tête du gouvernement français. Nous avons l'impression qu'il devrait appuyer toutes les revendications de quelque nature qu'elles soient, afin que la population d'Outremer obtienne satisfaction.
Je constate que l'indifférence du Parti Socialiste n'est pas une bonne formule parce que l'homme qu'on attaque aujourd'hui, Marius Moutet comme Ramadier, est bien pour nous, à nos yeux l'incarnation du Parti Socialiste et nous savons que se désolidariser de ces deux hommes, ce serait aller au suicide du Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Yves Dechezelles

Je crois que l'uns des nécessités primordiales, c'est de rétablir une véritable démocratie. J'estime en effet qu'il ne faut pas laisser s'instituer cet usage qui consiste à mettre les Conseils nationaux de notre Parti devant le fait accompli des votes de confiance.
Je me rappelle qu'avant le dernier Conseil national, j'avais émis l'opinion au cours d'une réunion du Comité directeur, que le chef du gouvernement aurait dû consulter le Parti avant de poser la question de confiance.
Je me rappelle qu'un camarade ministre Socialiste avait levé les bras aux ciel et avait semblé considérer cette opinion comme une stupidité.
Seulement, quelques jours après, la plupart des camarades délégués au Conseil national et de vieux militants, soutenaient la même opinion.
Cette fois-ci, la chose est plus grave car si la majorité du Comité directeur a décidé de renvoyer la convocation du Conseil national a hier, c'est sur l'engagement très net que l'ordre du jour de confiance de notre camarade Gazier serait débattu devant l'assemblée jusqu'au bout et ferait l'objet du vote de confiance de l'assemblée. Mais le Conseil national a été renvoyé et, en réalité, on a substitué un texte net, précis qui devait comme conséquence ou bien l'engagement formel des autres partis, ou la démission du gouvernement. On a substitué à cet ordre du jour comportant l'énumération de mesures précises d'exécution en vue de la réalisation d'un programme, un ordre du jour pur et simple de confiance.
Aujourd'hui, le Conseil national se trouve placé devant un problème grave. Le fond du tableau c'est l'aggravation d'une crise sociale presque sans précédent

Fondation Jean Jaurès

depuis de longues années.
En ce qui concerne les grèves, ce qui permit le déclenchement de ces grèves, c'est la réalité économique et sociale dans laquelle nous nous trouvons placés et je voudrais rappeler ici, devant le Conseil national que c'est grave, que ces mouvements revendicatifs se sont déclenchés bien avant la démission des ministres Communistes. Je peux même indiqué, parce que c'est là quelque chose d'objectif que si les ministres Communistes ont pris une position qui les a mis hors au gouvernement, c'est précisément parce qu'ils ont senti l'ampleur de ce mouvement revendicatif et qu'ils n'ont pas voulu voir les masses populaires échapper à leur influence.
Lors d'une réunion du Comité directeur, André Philip nous a donné des chiffres extrêmement significatifs. Vous savez tous que le pouvoir des travailleurs est actuellement de 50% inférieur à celui qu'ils avaient avant 1938.
Bien entendu, camarades, la guerre a passé par là, qui a entraîné un affaissement considérable des pays qui l'ont subis comme le nôtre.
Ce qui est important, c'est la répartition du revenu national qui a changé d'une manière considérable depuis l'avant-guerre.
André Philip nous a donné les chiffres suivants. Tandis que la part qu'on réservait aux travailleurs, aux salariés était avant guerre de 33,5% . Elle n'est plus aujourd'hui que de 36,5% c'est-à-dire qu'elle a presque diminué du tiers et au contraire, la part qui revient aux bénéfices commerciaux qui était de 9,4% est aujourd'hui de 17,7%. Cela veut dire qu'elle a augmenté de presque du double.
Le voila le véritable chef d'orchestre !
Bien entendu, il n'est pas question de nier un certain nombre de facteurs politiques. Il est évident que maintenant que les Communistes sont hors du gouvernement, ils profitent de ce mouvement revendicatif pour lui donner une plus grande ampleur encore.
Mais camarades, nous n'agirions rien résolu si, précisément, nous ne parvenons pas à modifier la répartition actuelle au revenu national et à cet égard, Albert Gazier nous a montré qu'il était absolument nécessaire, si nous voulions modifier cette situation, de mettre en avant un programme économique précis, comportant les moyens d'exécution de réalisation de ce programme.
Seulement, si vous avez un programme, il est aussi nécessaire pour le réaliser, que nous examinions la majorité parlementaire avec laquelle nous pourrons la réaliser.
Et Ramadier la dit lui-même tout à l'heure, dans son intervention, il a dit, je crois bien que dans cette assemblée, il y a une majorité inclinée vers le royalisme, que dans cette assemblée, il y a une majorité de droite.
Je vous dis, camarades, que pour réaliser un tel programme qui comporterait des mesures énergiques vis-à-vis de certaines catégories sociales, non seulement il faudrait une majorité parlementaire de gauche, mais il faudrait encore l'appui complet, l'appui enthousiaste de l'ensemble des masses populaires.
Est-ce que vous vous trouvez dans cette situation ? Mais non. Il est certain que cette majorité de droite vous laissera prendre la responsabilité du pouvoir. Elle votera n'importe quel ordre du jour de confiance, mais s'opposera à la

réalisation de véritables programmes économiques de salut public.
Au lieu d'avoir l'appui des masses populaires, et vous continuez à gouverner dans le sens ou vous avez gouverné jusqu'ici, vous aurez les masses populaires contre vous. Dans quelle situation se trouvera alors notre Parti ? Je vous demande ce que feront nos camarades des GSE. On a dit beaucoup de chose sur ces groupes.
Je puis vous dire que les GSE ont lutté pour une véritable démocratie ouvrière, pour que l'on concerte à bulletins secrets les ouvriers dans les usines, les camarades des GSE ont lutté pour le resserrement de l'éventail des salaires. Ce qui est tout à fait conforme à notre doctrine et nous voyons aussi ces camarades qui militent dans les syndicats.
Dernièrement, il y a eu cette grève des mineurs. Parmi les mineurs, il y a de nombreux Socialistes. Il n'empêche que l'ensemble des mineurs a fait la grève et que s'il arrivait que des militants syndicalistes Socialistes veuillent s'opposer à des mouvements revendicatifs, c'est le Parti qui en bénéficiera. Bien entendu on objecte le spectre du pouvoir personnel et de la dictature.
Pour ma part, j'affirme que c'est en montrant au pays, à l'opinion publique, à l'opinion ouvrière que nous sommes impuissants à réaliser un tel programme économique de justice sociale, c'est de cette manière que nous verrons que nous nous acheminons inexorablement vers le pouvoir personnel et vers la dictature.
Eh bien, camarades, si nous sommes d'accord pour penser que dans cette assemblée il y a une majorité de droite, que les partis qui composent la majorité actuelle ne formeront pas la réalisation de ce programme économique, il faut alors mettre les autres partis face à leurs responsabilités.
Ce sera tout de même au MRP, ou à un autre parti de prendre la responsabilité du pouvoir et d'appliquer sa politique économique car, actuellement, nous permettons aux autres partis de faire de la démagogie vis-à-vis de toutes les catégories sociales, nais nous perdons notre influence sur la catégorie sociale qui est la raison même de notre Parti.
C'est pourquoi le salut du Parti est dans la reconquête de l'influence auprès des masses populaires et aussi des populations d'Outremer car je n'arriverai jamais à assimiler les représentants des peuples d'Outremer à des ennemis.
L'avenir du Socialisme est précisément dans la lutte pour la défense des revendications de tous les opprimés, que ce soient ses ouvriers des peuples coloniaux.
(Applaudissements)

Ousman Sosse (Soudan)

L'essentiel a déjà été dit par Sissoko et Lamine Guey en ce qui concerne les critiques que nous avons eues à formuler sur le politique de la France en Outremer. Lamine Gueye vous a dit nettement que se n'était pas le ministre qui était en cause, sais plutôt son entourage.
En 1945, Lamine Gueye et sa liste de conseillers municipaux élus par l'ensemble de la population ont obtenu 95% (?) des suffrages exprimés. Cette liste comprenait des militants Socialistes, des militants syndicalistes qui

militaient depuis quinze ans'
Le peuple sénégalais est français depuis 1643, le peuple sénégalais est français avant l'Alsace-Lorraine, avant même les Flandres, il a démontré à la France son loyalisme en la servant derrière le drapeau tricolore. Ce peuple sénégalais ne mérite pas une telle oppression.
Ce que nous demandons, ce n'est pas tant que Marius Moutet soit relevé de ses fonctions. Nous vous demandons que le Conseil national l'oblige à s'entourer d'hommes qui soient profondément pénétrés de la pensée Socialiste et le traduisent par des actes politiques dans toutes les décisions qui concernent les territoires de la France d'Outremer. Nous demandons également que sur place, à tous les postes de commandes, soient placés des républicains sincères qui soient désireux de faire la politique de la République et non pas des réactionnaires qui à tous les échelons, mettent en échec les décisions si généreuses que la constitution du 27 octobre a prise pour les populations d'Outremer, des hommes qui mettront demain en échec toutes les consignes partant du ministère des territoires d'Outremer.
Il faut que tons les résolutions qui seront prises, le Conseil national du Parti Socialiste invite le ministre de la France d'Outremer au ministère comme dans tous les territoires, d'hommes pénétrés de la pensée Socialiste qui fassent une politique républicaine et Socialiste.
(Applaudissements)

André Cruz

Au sujet de la discussion sur la politique générale du Parti, la fédération nord-africaine vous jette encore une fois un cri d'alarme sur la situation tragique de l'Union française.
Je sais, notre politique, la politique du Parti Socialiste est belle sur le plan de l'Union française et notre attitude sur ce point est définit dans la résolution adoptée à notre dernier Congrès national d'août 1946.
On y lit : "Le Parti Socialiste s'est toujours penché, plus que tous les autres, sur les problèmes intéressant les peuples d'Outremer. Il a, le premier, dénoncé les méfaits du colonialisme. Il veut libérer ces peuples de toutes les formes d'oppression capitaliste, impérialiste et raciale les aider à s'émanciper et leur assurer leur place légitime au sein de l'Union française".
Et le programme d'action de notre Parti est plus précis encore quand il dit :
"Il importe donc de fonder au plus vite, dans la pratique, sur la solidarité d'intérêts, de traditions et de culture, cette Union française qui, s'étendant sur plus de 11 millions de kilomètres carrés et peuplée de plus de 110 maillons d'habitants constituera la quatrième puissance du globe…
… Les populations d'Outremer doivent, au nom de l'égalité, jouir de statuts comparables à ceux des métropolitains. Nul racisme n'est convevable. Elles doivent participer à la gestion des affaires politiques dans leur pays et dans l'Union française, notamment par la création d'assemblées locales adaptées à l'évolution de chaque peuple".
Camarades ! Je vous le demande après avoir entendu ces propositions si belles et

Fondation Jean Jaurès

si humaines : y a-t-il deux doctrines dans votre Parti ? Une pour nos Congrès, l'autre poux l'action ? Oublie-t-on dans l'action la doctrine ?
Il faut être aveugle pour ne pas s'apercevoir que la France est en train de perdre la sympathie des populations de l'Union française pour le raison majeure que l'enthousiasme suscité par la ratification de la constitution de la 4ème République laïque, démocratique et sociales qui donnait une vie officielle à l'Union française, a fait place à une déception hostile qui s'aggrave au fur et à mesure que le temps passe et que l'on retarde la mise en place des organismes prévus.
Gouverner c'est prévoir.
Le gouvernement qui a des yeux et des oreilles dans toute l'Union française ne sait-il pas que la guerre d'Indochine qui se prolonge, la violation des garanties constitutionnelles dans l'affaire des députés malgaches, la nomination d'un général à la place d'un résident démocrate au Maroc suscitent l'angoisse dans toute l'Union française ?
Ne voit-il pas que l'on essaie par la force de maintenir ou de rétablir le colonialisme ?
Ne prévoit-il pas dans on avenir très proche hélas, une hostilité complète de la part des peuples qui veulent s'associer à la France.
Le panarabisme n'est pas un vain mot et la ligue arabe du Caire sait faire entendre sa voix sur toute notre Afrique du Nord.
En Algérie, les élites musulmanes, qu'elles soient au Parti Socialiste ou à l'Union des amis du manifeste algériens, trop imprégnée de la culture française, résistent aux appels d'un nationalisme à la propagande facile. Ils attendent encore beaucoup de cette 4ème République qu'ils ont appelé de toute leur âme et ont manifesté leur attachement à la France en applaudissant Depreux lors de sa tournée en Algérie.
Va-t-on les décevoir ?
Les appels pathétiques ne manquent pas? Le gouvernement a reçu de nombreux télégrammes émanant de toutes les organisations démocratiques algériennes, le suppliant -le mot n'est pas trop fort- de faire en sorte qu'un statut démocratique soit voté avant les vacances parlementaires.
Ces appels lancés par cinq représentants de la partie lucide de la population algérienne -UDMA-CGT - Parti Communiste, parti Socialiste- à un gouvernement à direction, sinon à majorité Socialiste, vont-ils rester sans écho ?
Nous le disons tout net : les Socialistes au gouvernement ne peuvent répudier le titre 8 de la Constitution de la 4ème République. Ils ne peuvent non plus répudier les décisions de notre dernier Congrès national qui dit ceci :
"Le gouvernement instituera, dans le cadre de l'Union française, une assemblée algérienne, élue au suffrage universel, où les métropolitains et les indigènes disposeront de nombre égaux de sièges".
L'unanimité de la population saine de l'Algérie s'est faite pour réclamer d'urgence le vote de ce statut par l'Assemblée Nationale. En demandant cela, syndicalistes, amis du manifeste, Communistes, Socialistes sont conscients de la gravité de la situation et savent que seul ce vote peut maintenir la paix sociale dans notre Algérie, conserver à la France des sympathies qui risquent de lui

échapper.
Si le gouvernement ne le comprend pas, si le gouvernement ne le peut pas, nous disons à nos camarades ministres :
"Votre place n'est pas dans un tel gouvernement car nous ne voulons pas que le Socialisme soit de près ou de loin pour le plus grand malheur de la France, avec les "fossoyeurs" l'Union française.
(Vifs applaudissements)

Victor Provo (Nord)

La position de la fédération du Nord n'est pas différente de celle qu'elle à exprimée lors du dernier Conseil national et les 367 mandats de cette fédération iront au maintien du gouvernement Ramadier.
Ils iront entièrement au gouvernement Ramadier et là-dessus, il y a, dans la fédération du Nord aucune note discordante.
Ceci pour vous dire que dans des fédérations ouvrières –car je n'est pas besoin de vous dire que notre fédération est exclusivement ouvrière- il n'y a pas un grand pourcentage de classes moyennes et dans les centres ouvriers -et se représente un de ces centres- notre recrutement est un recrutement exclusivement ouvrier.
Par conséquent, c'est dans la mesure -et je le dis parce que je le pense- où nous aurons le courage de défendre les hommes que nous avons investi de notre confiance que nous obtiendrons des résultats intéressants.
On a parlé de désaffection du Parti. Ce matin on a parlé que de vieux militants du Parti quittaient notre organisation.
Je puis bien vous dire que ce n'est pas le cas en ce qui concerne le Nord et cependant, nous avons défendu le gouvernement de toutes nos forces.
D'ailleurs, nous ne comprenons qu'il n'en est pas ainsi. Vous avez certes le devoir, si vous le pensez, de ne pas être d'accord avec le gouvernement et d'exiger sa démission.
Vous avez certes, si vous le pensez, le devoir de réclamer des ministres Socialistes une démission collective. Mais si vous n'ayez pas obtenu cela du Parti, vous n'avez pas la possibilité de faire ce que l'on pensait, ce que l'on faisait trop souvent avant guerre, de dire que l'on en appelait au prochain Congrès.
A partis du moment où nos hommes se battent dans des conditions extrêmement difficile que nous connaissons, à partir du moment où ils sont les représentants de notre Parti au gouvernement, notre seul devoir est de venir derrière eux.
Est-ce parce que dans les circonstances actuelles il serait trop facile d'être avec le gouvernement.
Nous pensons que plus nos militants rencontrent de difficultés, plus sous devons être à leurs côtés, plus nous devons les défendre. C'est en tout cas la thèse que nous avons défendue dans la fédération du Nord avec pas mal de courage.
Je suis bien certain que si l'on appliquait cette méthode et que l'on agissait avec la même volonté dans toutes les fédérations, nous n'aurions pas à regretter des démissions et que nous pourrions, comme dans le Nord, enregistrer au contraire, de nouvelles adhésions.

En tout cas, mes chers camarades, quel que soit l'issue de ce débat, si demain vous décidez le maintien du gouvernement Ramadier -je le souhaite et je l'espère- vous aurez le devoir de le défendre, sinon vous serez les "fossoyeurs" au Parti.

Marceau Pivert

En effet, camarades, il s'agit de savoir ce que fait le Parti et d'appliquer la politique qu'il aura décidée.

Si nous sommes en difficulté, c'est précisément que la politique voulue par le Parti n'a pas été appliquée, ni par les groupes parlementaires ni par le gouvernement et la question est posée est donc une fois de plus, dans une situation particulièrement grave, de savoir si le Parti va continuer à s'enliser ou s'il va accomplir un geste pour redresser non seulement la situation du pays, mais d'abord la sienne propre.

On a présenté une fois de plus le Conseil national, dans des conditions particulièrement singulières comme une véritable démocratie.

Camarades, je crains que cette habitude qui consiste à mettre le Parti devant le fait accompli se développe. Et, en demandant l'avis du Parti, en le plaçant comme je le souligne devant le fait accompli, on a bien soin d'insister sur ce point que s'il donne un avis qui n'est pas celui qui a été décidé, on va créer des catastrophes.

Le groupe parlementaire et les alliés du MRP ont voté la confiance. La confiance, pourquoi ? On ne peut pas le savoir actuellement. Le groupe Socialiste n'a pas même pu maintenir sa position qui aurait recueilli l'assentiment ici, de proposer un programme économique sur la réforme fiscale.

Cette confiance, il s'agit de savoir si le Parti va l'entériner.

Au nom de la fédération de la Seine, je vous dis non, vous n'avez plus la confiance pour continuer cette politique.

La politique qui est faite actuellement n'est pas définie, personne n'a pu nous dire quelle sera la politique de demain.

Ceux qui ont parlé de dirigisme ne dirigent rien et sont au contraire dirigés par les événements. Nous vivons précisément dans cette époque de rafistolage général qui n'est pas ce que le Parti Socialiste devrait définir comme politique.

Il faut bien saisir et je crois que beaucoup de l'ont exprimé ici, que l'époque que nous traversons ne peut plus permettre ce genre de petite manœuvre parlementaire qui était peut-être possible avant 1914. Cela ne résout pas les problèmes.

Les problèmes sont urgents et les solutions doivent être parfaitement définies. Les raisons de cette incertitude, c'est en effet ces phénomènes de désaffection, de démission, d'insubordination, de désagrégation que l'on constate.

C'est la classe ouvrière qui paie les frais de ces déchirements.

C'est une chose intolérable de voir que la classe qui doit avoir ses interprètes sur le gouvernemental est obligée d'entrée en lutte avec ceux chargés de défendre ses intérêts sur le plan gouvernemental.

Nous sommes devant une sorte de passage à une nouvelle période de

dégringolade. Il s'agit de prouver si le Parti Socialiste croit au Socialisme.
C'est en effet ce que, dans les motions que je dépose sur le bureau du Conseil national, nous avons essayé de résumer.
Il y a des solutions Socialistes à la crise, il faut les proposer et il faut en même temps marquer la volonté de les appliquer. De les appliquer avec ceux qui sont d'accord et s'il se trouvait que sur le plan parlementaire, il n'y avait pas de voie suffisante, ces solutions Socialistes devront être portées devant le pays pour mobilier les forces populaires et pour intervenir en exigeant qu'on applique enfin les solutions Socialistes.
Philip nous a fait l'aveu extrêmement subjectif de l'échec de ce qui a été décidé. La conclusion devrait être, essayons autre chose.
En vérité, on nous propose de continuer dans l'échec. Avec la désaffection qui se développe même au sein du Parti, on n'a plus la force nécessaire pour appliquer des solutions cohérentes. On peut indiquer sur le papier et puis, nous n'irons pas plus loin.
Il faut éviter de créer un choc psychologique dans la pays car à partir du moment où on se résigne, il est évident qu'on va plus loin. On se trouve ballotté au gré des événements et on n'a plus de possibilités pour remonter la pente.
Pour que les solutions Socialistes soient éclairées par les éléments objectifs de la situation, il suffirait peut-être qu'on se rappelle des conditions mêmes de la doctrine Socialiste à appliquer au monde d'aujourd'hui.
Le monde d'aujourd'hui est un monde documenté qui précisément, plus que jamais appelle des solutions de transformations complètes, un monde dans lequel, au lendemain de la deuxième guerre mondiale les trois quarts de la population du globe crève de faim et malgré l'écrasement des puissances militaires du Japon et de l'Allemagne, ce monde continue à dépenser actuellement 100 milliards de dollars de plus qu'en 1938 pour préparer la troisième guerre.
Ce monde est actuellement soumis à une mécanique infernale qui fait qu'il y a 19 millions d'hommes sous les drapeaux.
La Russie soviétique a remis en fonctionnement des usines pour préparez de nouveaux armements et dans la zone américaine, des trains entiers circulant pour installer des fabriques d'artillerie en Bavière.
Croyez-vous que le Parti Socialiste n'a rien à dire à cela. Le rôle des Socialistes consiste à apporter des solutions Socialistes, à traiter les problèmes en Socialiste.
Nous aurions été heureux d'entendre une ou plusieurs déclarations sur la situation financière internationale, sur les crédits militaires. On ne l'a pas fait, Tout est traité de la même manière, comme si les solutions Socialistes étaient mises à l'écart et comme si les solutions de replâtrage étaient à l'ordre du jour en essayant même pas de comprendre que c'est le seul moyen de discréditer la doctrine du Socialisme dans le monde.
Nous avons eu a constater, c'est la seule chose que je dirais, qu'il y a en effet des désaccords profonds. Nous devons essayer de nous comprendre à ce sujet, de comprendre dans les courtes altercations entre des camarades qui continuent à

considérer comme leurs frères de classes
des militants Socialistes, quelle que soit la couleur de leur de peau, quel que soit le drame dans lequel leur pays est plongé, des camarades qui veulent que l'union des races et l'Union française ne soit pas une formule, simplement une formule mais une réalisation.
Il faut choisir. Il faut choisir dans quelle direction, lorsque le monde est en mouvement, que des centaines de millions d'hommes de couleur sont actuellement en train de conquérir leur indépendance et que des camarades Anglais ont magnifiquement compris cela, que l'Inde va être indépendante, que l'Indonésie est d'accord avec le Vietnam, le Socialiste français va-t-il comprendre qu'il ne peut se sauver, va-t-il comprendre que la doctrine Socialiste doit triompher.
Enfin un dernier point. En ce qui concerne le problème international, il y a aussi une politique Socialiste à préconiser. Il est évident -et Max Lejeune le disait- que les évènements pousse à l'unification de l'Europe. Mais, attention. L'unification de l'Europe sous le régime capitaliste, ça ne sera pas l'Europe, tout simplement.
Je connais les propositions Marshall. Nous devons aller dans le courant et une fois de plus les Socialistes sont placés, malgré eux, dans le courant européen par la loi même du régime capitaliste. Ils n'ont pas encore pris les devants.
Maintenant, la bataille de classes est posée. Va-t-on appliquer les propositions de Genève. Interdira-t-on à nos camarades Allemands de socialiser la Ruhr ?
Sur le plan intérieur, il est évident qu'on joue un rôle considérable auprès des masses. Il ne faut pas oublier que l'intérêt des masses n'est pas seulement sur le plan intérieur. Les Communistes ne pourront pas accepter car ils ne sont pas internationalistes. Nous pouvons les mettre au pied du mur et mettre au pied du mur les autres partis. Le Parti Socialiste doit lutter pour libérer les travailleurs opprimés dans tous les pays, c'est la grande espérance dans un monde qui marche au cahot, à la guerre.
Sauvez le Parti, vous saurerez l'indépendance, la possibilité de liberté et de paix.
(Applaudissements)

Gagnaire (Rhône)

La fédération du Rhône est pour le départ des ministres Socialistes. Je prendrai simplement deux exemples. Nous avions demandé, au dernier Conseil national qu'on pratique une politique de revalorisation des salaires anormalement bas. Je ne parle pas d'une hausse générale des salaires. Il ne s'agissait que des salaires anormalement bas.
Rien n'a été fait dans ce domaine. Qu'est-il advenu ? Ce qui devait se passer normalement, les grèves se sont multipliées un peu partout parce que nous n'avions pas su rapidement aller au-devant de ces grèves en donnant une petite satisfaction à la classe ouvrière. Nous n'avons pas eu le courage d'indiquer à la classe paysanne qu'il fallait qu'elle accepte une diminution des prix agricoles.
Comment voulez-vous parler d'une diminution du coût de la vie quand les prix agricoles ont continué d'augmenter à une cadence considérable.

Mais, quand nous disons que nous allons voter le départ des ministres Socialistes, s'agit-il pour cela d'entrer dans l'opposition systématiquement. Nous sommes de ceux qui ont d'autres points de vue que l'opposition. Nous devons revenir le moment opportun, avec quelque chose de Socialiste dans les mains.
Nous pensons à la fédération du Rhône qu'il faut reprendre le problème complètement. Quand je parle de problème, c'est celui de toute la politique économique, financière, sociale de ce pays.
Nous pensons à la fédération du Rhône, ou plus exactement, nous sommes partisans dans une certaine mesure, de l'organisation d'une nouvelle conférence genre Matignon 1936.
Si nous prenons les problèmes les uns après les autres, je suis certain qu'automatiquement, nous ne solutionnerons pas ce problème car ce serait en prenant les problèmes les uns après les autres, créer de multiples grèves.
Ce qu'il faut faire si l'on veut créer un climat de stabilité, si on veut avoir l'audience de la classe ouvrière, si l'appel du Parti Socialiste ne peut rien faire, il faut lui démontrer que nous autres, Socialistes, nous voulons nous attacher à ce problème en reconsidérant complètement la question, en disant, oui il faut équilibrer les salaires avec les prix industriels, avec les prix agricoles. Il faut revoir complètement la question de la fonction publique et à partir de ce moment, s'attacher sérieusement à cette tâche. Ne pas faire de démagogie, ne pas donner des hausses continues de salaires. Il s'agit d'un équilibre qui donnera la possibilité aux masses ouvrières de pouvoir vivre dignement.
Je suis en contact permanent avec la classe ouvrière, avec les masses ouvrières. Dites-vous bien qu'elles sont arrivées à l'état d'esprit suivant : les masses laborieuses considèrent qu'elles n'ont plus rien à perdre, qu'elles ont tout perdu.
Elles ont peut-être quelque chose à perdre. C'est la liberté. Permettez-moi de vous dire qu'elles mettent cette question au second plan et alors il va de soi que cela créé un trouble favorable à toutes les expériences et évidemment l'impossibilité de réaliser n'importe quel programme. L'appel Communiste ? Je ne crois qu'il faut l'exclure très rapidement. Il est possible que les Communistes essaient de jouer leur carte.
Dans le moment présent, le Parti Socialiste doit jouer sa carte. Il doit démontrer que véritablement, il est capable lui, d'apporter quelque chose.
Je suis certain que nous allons jouer notre dernière carte. Il s'agit de gagner cette dernière manche. Mais si nous continuons de gouverner avec la formule actuelle, nous sommes certains d'aller à l'échec total.
En conséquence, nous pensons en effet qu'il y a une initiative à prendre dans ce pays. Cette satisfaction initiative consiste à donner à la classe ouvrière qui nous intéresse plus particulièrement, cette initiative doit être prise par les Socialistes, c'est la seule chose qui nous reste pour sauver véritablement notre Parti.
En conséquence, camarades, tout à l'heure, vous allez être mis en face de vos responsabilités. Je sais bien que vous avez des mandats impératifs, mais dans de telles circonstances, je dis qu'il ne doit pas y avoir de mandats impératifs. Ce sont les délégués des fédérations qui, devant un tel problème doivent prendre

leurs responsabilités.
Si vous êtes capables d'abandonner un petit peu les discussions que vous avez dans vos fédérations et de voir la situation comme elle se présente. Si vous êtes capables de renvoyer le gouvernement actuel et de prendre le problème à bras le corps, oui, là vous travaillerez comme de véritables Socialistes.
(Applaudissements)

Jean Rous (Comité directeur)

A cette heure tardive, je ne pourrai m'étendre comme je le voudrais sur un problème aussi grave que celui qui se pose aujourd'hui devant le Conseil national.
Nous avons pu nous apercevoir que dès que le Parti accompli un acte d'audace, il ranime la confiance. Cela, l'expérience Blum l'a prouvé.
Maintenant, je suis arrivé à cette conviction qui consiste à dire, ce qui serait souhaitable actuellement, la position à laquelle je me rangerai, en dépit des positions extrêmes qu'on prévoit dans le Parti, la position qui serait, à mon avis, la meilleure, la plus modérée... on parlait de réformes... Eh bien oui, je souhaiterais que le Parti soit un parti réformiste.
Devant la menace actuelle du danger fasciste, devant le cahot économique, je souhaiterais et se souhaiterais très sincèrement que le Parti s'accroche et se maintienne au gouvernement pour y faire une politique démocratique minimum. Mais je dis que cette chose qui est souhaitable, n'est précisément pas possible actuellement en raison de la direction du gouvernement et de l'orientation qui lui est donnée par le Président du Conseil. C'est pour donner une preuve essentielle de cette espèce de procès-verbal de carence qu'il nous faut tracer aujourd'hui, toute cette impossibilité majeure que nous avons constatée, et je dois vous dire : oui, actuellement, sur la base du problème économique défini par Gazier et confirmé par Daniel Mayer, il serait peut-être souhaitable de dire, nous allons nous accrocher au gouvernement, mais à la condition que nous ne refasse pas le coup de l'Indochine, à la condition que cette politique économique et sociale soit appliquée parce qu'elle est un minimum applicable. C'est cela ou le départ.
Précisément, les camarades doivent savoir que lorsque ce programme économique et social à été évoqué devant le Comité directeur unanime, le camarade Ramadier a dit qu'il n'était pas d'accord avec cela. Alors, aujourd'hui, nous ferions tous un effort pour nous accrocher à un homme qui n'est pas d'accord pour diriger. Alors, nous lui laisserions le soin de l'appliquer et nous lui ferions confiance. Je me refuse à cette attitude de duperie. Cela n'est pas possible.
Il y aura peut-être d'autres solutions qui vous permettront de vous accrocher.
En tout cas, nous ne pouvons pas, une nouvelle fois faire confiance sur des formules alors que l'on est pas d'accord sur le contenu de ces formules et que l'on a démontré à diverses reprises que l'on misait avec la politique du Parti et que l'on ne l'appliquait pas au gouvernement.
Ou la démission de Ramadier ou la démission du Parti.
Je dis que si nous continuons dans cette vois le Parti ira -et vous avez entendu

tout à l'heure les nombreuses désaffections qui déjà menacent le parti- en s'effilochant et notre bonne volonté sera impuissante à retenir l'affection des meilleurs membres des ouvriers.
S'agit-il d'un ultimatum ? Une fois que nous nous seront prononcés nettement sur le fond, il est évident que la démission devra être envisagée dans ses répercussions gouvernementales et parlementaires. A ce moment-là, je crois qu'on peut faire confiance au Comité directeur en rapport avec les ministres, pour envisager les conséquences de la politique et de la prise de position par le Parti, sur le plan parlementaire.
Si on se souvient de notre exemple vivant de 1934 où nous étions menacés par le danger fasciste. A l'époque, la solution a-t-elle consisté à s'accrocher au pouvoir pour y faire la politique de la réaction ou bien, la position Socialiste n'a-t-elle pas consisté à entrer dans les masses, à faire un programme précis. Allez-vous prendre une position qui sera favorable au fascisme renaissant ?
Nous avons aussi sous les yeux l'exemple de la démocratie allemande qui s'est accrochée au pouvoir.
Il y a l'exemple qu'a donné le Parti entre 1934 et 1936.
Qu'allez-vous choisir ?
Je vous demande de choisir le deuxième exemple en pensant pour la démission de Ramadier, c'est-à-dire contre la démission du Parti.
(Applaudissements)

Pineau (Sarthe)

Je suis convaincu, pour ma part, que le problème fondamental qui se pose au Parti, n'est pas tellement de savoir si Ramadier restera ou ne restera pas au pouvoir, mais de terminer, n'il y reste, quelle politique il devra appliquer. En ce qui concerne par exemple le plan de congélation de la viande, je me demande s'il ne serait pas temps pour le Parti d'élargir un peu son horizon, s'il n'y aurait pas d'autres solutions à proposer.
Il faut d'abord avoir le courage de dire qu'il n'y a pas à proprement parler de problème du gouvernement Léon Blum.
Ce qu'a fait Léon Blum, c'est un acte de foi, c'est un acte d'autorité qu'aucun gouvernement avant lui n'avait fait avant la libération.
Après avoir salué l'autorité du chef, le pays attendait un programme et ce programme n'est pas venu.
On nous dit qu'il est nécessaire de renforcer les réglementations existantes. On nous dit qu'il doit y avoir un secteur libre et un secteur contrôlé. Je suis bien d'accord mais lorsque nous affirmons cela, nous laissons purement et simplement une porte ouverte car nous savons parfaitement dans la réglementation que nous voulons établir, quelles sont nos propres limites.
Nous savons parfaitement que nous avons à notre droite et à notre gauche des partis qui s'opposent au fonctionnement de cette réglementation.
Alors, nous pouvons nous demander si ces conditions de réglementations ne seront pas immédiatement jetées par terre par le processus même de l'initiation que nous n'avons pas, au cours des derniers mois, su éviter.

Fondation Jean Jaurès

Il n'y a pas eu d'augmentation de la production et c'est le facteur essentiel. Nous devons aussi souligner qu'au cours de ces derniers mois, nous n'avons pas résorbé le déficit de notre budget extraordinaire. Nous devons observer également que si nous avons accepté le plan Monnet, nous n'avons pas encore envisagé sérieusement les conditions de ce financement et nous savons parfaitement que chaque année, nous aurons à payer pour notre reconstruction de 300 è 400 milliards de francs pour lesquels nous n'avons, pour le moment, d'autres ressources que l'inflation. Comment voulez-vous résoudre cette émission constante de billets nouveaux.
Les billets nouveaux appellent sur le marché et comme rien n'a été fait, les marchandises désertent le marché régulier que vous contrôlez pour aller alimenter le marché noir. C'est ainsi que l'on arrive parfois avec des réglementations théoriquement parfaites à faire que les marchandises désertent les marchés car l'appel de la monnaie est plus fort que toutes les réglementations que nous avons pu établir.
Après 4 ou 5 mois d'inflation, nous en sommes arrivés au moment où il a fallu voter les projets financiers. Le soir où l'assemblée les a voté, il restait 600 millions dans les caisses de l'Etat.
S'il n'y avait pas eu la grève des banques, nous aurions probablement cessé nos paiements avant le vote de l'assemblée.
Dans ces conditions, évidemment, il n'est pas possible au Parti Socialiste de partir sans payer la note. Il a voulu accepter ces projets financiers qui n'étaient peut-être pas aussi graves en ce qui concerne les classes laborieuses.
J'ai entendu dire, vous manquez d'imagination ou vous avez de l'imagination. Il n'y a pas d'imagination en matière financière. Toutes les solutions ont été appliquées, mais ne vous imaginez pas qu'il peut s'agir d'un miracle. Il peut s'agir que de réalités qui sont parfaitement connues.
Je dirai qu'un certain nombre de camarades ont été quelque peu illusionnés par les déclarations de Jacques Duclos à la tribune, selon lesquelles il fallait faire payer les riches. Mais savez-vous que les riches d'aujourd'hui ne sont plus les riches d'autrefois. Les riches d'autrefois, tout leur argent est à l'étranger. Les riches d'aujourd'hui se sont des gens qui se sont enrichis au marché noir et n'ont laissé d'autres traces de la fortune que des billets de banque. Dans ces conditions, dire que l'on pouvait trouver 45 milliards comme le disait Jacques Duclos... j'ai fait le calcul et j'arrive difficilement à 4 milliards.
Il ne faudrait tout de même pas frapper ceux qui travaillent honnêtement et dégrever ceux qui ont travaillé avec les Allemands. Il faut avoir le courage de voir la réalité. Il n'y a que trois politiques possibles actuellement. Il faut choisir une des trois.
Nous ne pouvons pas faire de politique intermédiaire. La première politique, Paul Raynaud, la politique de la confiance dans les solutions qui auraient pour but de faire revenir les capitaux français qui sont à l'étranger au moyen de satisfactions données au capitalisme, de certains dégrèvements fiscaux, d'une politique avantageuse, politique que le Parti Socialiste n'a pas pratiquée, qui, je crois serait inefficace car les risques internationaux qui pèsent sur l'Europe

seraient plus forts que les appels à la confiance qui pourraient être adressés et je suis convaincu que dans les circonstances actuelles, les capitaux ne seraient pas rapatriés.
La deuxième politique est la politique de l'inflation. Il peut y avoir une politique de l'inflation.
Certains camarades estiment que nous devons accepter les revendications immédiates présentées par la classe ouvrière. Il faut le faire en acceptant l'inflation car l'inflation alors est inévitable et si vous la faite, vous devez accepter le retrait des Communistes au gouvernement parce que les Communistes sont les promoteurs de l'inflation.
La troisième politique, la seule à mon avis, qui puisse être salutaire pour le Parti Socialiste, c'est évidemment une politique de réglementation, mais une politique de réglementation intelligente, en ce sens qu'elle ne doit pas n'exercer par des paroles et des menaces mais par des actes. La réquisition du bétail, c'est une mesure dont il n'est pas nécessaire de parler, on la fait. Ce qui est le plus grave, c'est d'en parler et de ne pas la faire.
Cette politique de réglementation doit être appuyée sur une politique financière d'inflation. Dans l'immédiat, il est peut-être nécessaire de rajuster certains salaires, mais il ne faut pas maintenir l'éventail largement ouvert.
Si vous augmentez tout le monde dans les mêmes proportions, vous n'augmentez absolument personne.
Il y a aussi la question des subventions à examiner. Vous devez prévoir aussi un certain nombre d'économie. Je sais que nous sommes toujours d'accord lorsqu'il s'agit de faire des économies en bloc et que nous ne sommes jamais pour les faire en détail.
Quant, aux dépenses militaires, elles deviennent d'autant plus lourdes que nous sommes absolument hors d'état de les contrôler sérieusement.
Il est possible d'augmenter encore, dans une mesure pas très large, les impôts sur le revenu, mais le problème est de lutter contre la fraude fiscale qui représente encore 40% des recettes que l'Etat doit normalement encaisser et qui par conséquent, pèsent lourdement sur les contribuables honnêtes.
Avec ces mesures vous n'arriverez pas complètement à financer votre budget extraordinaire et vous allez être obligés, un jour ou l'autre, de prendre un certain nombre de mesures d'ordre monétaire pour éviter l'inflation que le Parti Socialiste proposait, il y a deux ans.
Il faut que vous limitiez les bénéfices, les hauts salaires, obligeant tous ceux qui ont des bénéfices, des dividendes supérieurs à un certain chiffre à les investir dans les fonds de la reconstruction, exiger l'usage du chèque et empêcher le paiement par billets au-delà d'une certaine somme, l'impôt direct sur le marché noir.
Ces mesures, il va devenir nécessaire de les prendre, car si vous n'avez pas obtenu des moyens de financement par la confiance, il faut les obtenir par d'autres moyens.
La question que je pose à Ramadier est la suivante : Est-il d'accord oui ou non pour appliquer ces mesures et pour les appliquer non pas en affirmant leur

nécessité, mais en se mettant immédiatement à l'œuvre pour les présenter au Parlement dans un court délai.

Paul Ramadier - Le gouvernement avait proposé une limitation des dividendes. En ce qui concerne le paiement par chèque, le problème a été à diverses reprises soulevé et je dois dire qu'il ne rencontre pas d'objection. Des difficultés, sans doute, mais pas véritablement d'objections.
Dans l'état actuel et précis de la monnaie, de la circulation fiduciaire, je suis obligé de faire sur ce dernier point des réserves. Le projet a été à diverses reprises examiné de près. Ce qui n'est pas possible aujourd'hui peut devenir possible demain...

Pineau - Je dis qu'il faut rétablir la confiance pour essayer d'obtenir la souscription des épargnants. Je crois que dans le climat social actuel, vous n'obtiendrez pas complètement cette confiance.

Paul Ramadier - L'objection la plus importante, c'est que le coefficient de la circulation monétaire est inférieur au coefficient des prix de telle sorte qu'un blocage de certains billets conduirait à l'émission d'autres billets. Cette situation est actuelle et présente, pas nécessairement permanente.
Il est possible que dans un certain temps, une conjoncture favorable se fasse. Il n'est pas possible à l'heure actuelle de la réaliser.

Pineau - Le risque d'augmentation des billets est à l'heure actuelle assez rapide pour que l'on puisse penser que les billets rattraperont vite les prix. En second lieu, dans les souscriptions que vous allez, être obligé d'accélérer, c'est là aussi la marche vers l'accélération de la planche à billets.
Un grand nombre de ces billets ne sont pas en réalité un moyen de paiement car ils font l'objet d'une thésaurisation. Je suis convaincu que dans un délai qui n'est peut-être pas très éloigné, vous serez obligé, si vous voulez éviter l'inflation, de recourir à une mesure dont les détails sont à étudier sur les billets en circulation.
Nous ne devons pas arriver comme nous l'avons fait jusqu'a présent, à minimiser à ce point les problèmes économiques. Nous n'arrivons même plus à être compris par le pays.
Si vous tombez un jour, tombez sur quelque chose qui quelque chose qui puisse grandir le pays et non sur un programme qui ne ferait pas comprendre au pays notre position.
Si vous tombez sur votre énergie, alors vous grandirez le Parti. Si vous tombez sur votre faiblesse, alors vous le diminuez.
(Applaudissements)

Jules Moch

J'ai deux remarques à faire. Le plan rapporté par Daniel Mayer suppose un palier nouveau des salaires. Il en résulte automatiquement une hausse des prix

Fondation Jean-Jaurès

industriels et ce qui n'a pas été souligné, c'est que nos prix industriels étant déjà supérieurs aux prix mondiaux, une nouvelle hausse des prix industriels arrêtera pratiquement ou en tout cas, ralentira considérablement nos exportations.
Comme nous n'avons plus de dollars pour payer nos importations notaient d'Amérique, un ralentissement de nos exportations se traduit par un ralentissement au moins égal de nos importations.
Cela signifie pour nous, d'abord l'abandon du plan Monnet, ensuite, des difficultés accrues de ravitaillement puisque le seul blé que nous devions acheter cette année en Amérique, s'élève à une valeur de 30 milliards de francs en dollars et il y a aussi 30 milliards de francs en dollars de charbon a acheter en Amérique.
Nous jouons la vie même du Parti, la vie du pays. Si le plan Marshal échoue, pas d'exportations, pas d'importations, difficultés de ravitaillement accrues, arrêt de la reconstruction.
Il faut voir ce que cela signifie. Je pense qu'il y a des choses que l'on peut faire, quand on ne les dit pas mais que l'on ne fait pas quand on les dit. Je considère que le danger de la politique de l'inflation est plus grave que le croient la plupart des militants.
Réfléchissez à ceci, que la révolution russe a détruit toutes les classes précédentes et même les autorités d'anciens régimes plus encore que par les persécutions, par la chute du rouble provoquée en 1918.
Actuellement, dans les pays occupés par la Russie, nous assistons à la multiplication des billets que je viens de vous indiquer.
Je ne suis pas certain qu'il n'y a pas une tentative en France de nous acculer à cette même inflation par des procédés différents.
On peut se demander si le chef d'orchestre dont on a parlé n'a pas comme but de dévaloriser les valeurs françaises comme il a dévalorisé celles de certains pays occupés.
Je termine en disant simplement que tout à l'heure, Pineau, dans une excellente intervention disait à Ramadier, si vous tombez un jour, tombez dans la fermeté, tombez sur une idée Socialiste qui puisse être exploitée dans le pays. Je dis, quant à moi, que la plus mauvaise façon du point de vue du Parti, de le faire tomber, c'est d'ouvrir une controverse constitutionnelle grave en exilant sa démission au lendemain du vote de l'assemblée, démission que vous ne savez pas si le Président de la République a, constitutionnellement le droit d'accepter mais qui, si elle était imposée par le Conseil national, serait un argument pour de Gaulle montrant que le Parti viole le fonctionnement même de la constitution républicaine.
(Applaudissements)

Charles Lussy (Vaucluse)

Un Conseil national devrait être avant tout une assemblée d'informations. Je ne suis pas monté à cette tribune pour exprimer une opinion personnelle ni une opinion de fédération, mais pour apporter au Conseil national, pour les délégués des fédérations qui vont rentrer dans leurs départements, quelques explications

Fondation Jean Jaurès

sur un sujet longuement débattu, à savoir l'attitude du groupe parlementaire au cours de la journée de vendredi dernier.
Je voudrais d'abord que le Conseil national, une fois pour toutes, admette que les parlementaires sont des militants comme les autres, ils sont devenus des parlementaires parce qu'ils étalent des militants et étant devenus des parlementaires, ils sont restés des militants.
Toutes les régions y sont représentées. Je voudrais qu'on admette que lorsque le groupe parlementaire prend une position, que l'on a le droit ensuite de discuter et de critiquer, il ne la prend que dans l'intérêt du Parti. Le groupe parlementaire n'aurait pas été fidèle aux décisions des Congrès s'il n'avait pas observé la politique du Parti.
J'aimerais qu'à l'appui de certaines informations on apporte des preuves. Le groupe parlementaire a pu se trouver quelquefois dans l'embarras. Vous allez chercher à définir une politique économique. Ce n'est pas au groupe parlementaire à la définir. C'était le parti lui-même qui devait la définir, le groupe parlementaire lui, lié par les décisions de nos congrès nationaux, exécute.
Lorsque l'on affirme que l'on a abandonné l'ordre du jour, lorsqu'on veut donner une information, on donne des preuves, en donne une information complète.
Nous avons changé de position, j'ai le devoir d'en instruire plus complètement le Conseil national.
Le groupe parlementaire s'était rallié à un ordre du jour.
Cet ordre du jour contenait d'une part, un certain nombre de considérations, d'autre part, une conclusion sur laquelle le gouvernement engageait sa responsabilité.
Cette conclusion était que le gouvernement, dans des débats prochains, engagerait sa responsabilité sur quatre projets : le plan de congélation de la viande, l'organisation des mutuelles obligatoires, l'assainissement du commerce, un projet de sous-répartition des matières premières et des produits contingentés.
Pourquoi le groupe parlementaire a-t-il été appelé, après avoir déposé son ordre du jour, à se rallier finalement à l'ordre du jour de confiance, approuvant les déclarations du gouvernement pour une raison très simple, c'est qu'entre temps, il y a eu les déclarations du gouvernement.
Dans la déclaration apportée à la tribune par Paul Ramadier, non seulement il y avait exactement l'esprit de notre ordre du jour, sais il y avait, énumérées les unes après les autres, toutes les mesures qui, pour nous, étaient la conclusion de cet ordre du jour et sur lesquelles Paul Ramadier avait déclaré que le gouvernement engagerait sa responsabilité.
Si bien que, camarades, on peut discuter notre attitude. C'est le droit du Conseil national. On n'a pas le droit de penser qu'il y a eu de notre part ou de qui que ce soit, ni manœuvre ni atténuation dans notre attitude, c'était exactement la même chose avec cette différence que les déclarations de Ramadier engageaient le gouvernement d'une façon plus précise et plus formelle et qu'en définitive, c'est surtout du gouvernement a direction Socialiste que nous avions à nous occuper.
Nous nous serions trouvés dans une situation singulièrement difficile si notre

ordre du jour qui ne présentait aucune différence dans le fond avec les déclarations du gouvernement lui-même, n'avait pas été voté.
Il y a aussi des raisons de politique intérieure et des raisons de politique extérieure.
Nous étions dans la semaine où le gouvernement avait mis hors d'état de nuire les conspirateurs dont les journaux vous ont donné une liste.
Il y avait aussi la politique extérieure.
Le véritable problème qui se pose devant nous actuellement, ne vous le dissimulez pas, c'est le problème de la participation des Socialistes au pouvoir. Ce n'est pas seulement le problème du départ ou du maintien du gouvernement Ramadier.
Nous savons avec la majorité du groupe parlementaire la situation dans laquelle nous trouverions si le Parti se retirant au gouvernement, avait, demain à se trouver en face d'une nouvelle crise.
Parmi les camarades, il y en a encore qui continuent à penser à un gouvernement Socialiste homogène. Je voudrais chasser cette illusion de leur esprit.
S'ils avaient reçu comme nous en avons reçu des délégations ouvrières de la région parisienne pour venir apporter les revendications d'un gouvernement qui n'est pas du tout le gouvernement Socialiste homogène, ils comprendraient que c'est une illusion à chasser de leur esprit. Un gouvernement MRP homogène ? Il vous appartiendra de le dire. Même cette formule de gouvernement, je ne crois qu'elle puisse trouver une majorité pour la soutenir.
Je suis un vieux militant et ce qui se pose aujourd'hui, ce qui s'est posé dans d'autres congrès, ce n'est pas une nouveauté pour moi.
Pour le Parti, il faudrait avoir un programme, un programme précis, adapté aux circonstances présentes. Le groupe parlementaire qui n'est pas une certitude autonome mais qui est l'expression du Parti et qui a toujours été son interprète fidèle, a fait ce qu'il considérait uniquement comme son devoir.
A maintes reprises, nous sommes allés trouver le chef du gouvernement et le ministre de la France d'Outremer.
J'ai tenu a apporté ces explications à la tribune parce que je veux que, de retour dans vos départements, vous sachiez exactement dans quelles conditions le groupe parlementaire, soucieux de l'intérêt du Parti et fidèle au mandat qu'il a reçu de lui, a cru devoir agir.
Je suis, en ce qui me concerne, complètement d'accord avec Guy Mollet lorsqu'il disait que le mandat impératif ne devrait pas jouer dans les Conseils nationaux. Il est difficile de comprendre que des délégués qui souvent ont quitté leur département avant même que la question fut nettement posée, puissent arriver ici avec un mandat formel qui engage la répartition de leurs mandats.
Aujourd'hui encore, on a parlé de fait accompli devant lequel le Conseil national se trouvait placé. Il faudra que le Parti cherche à avoir une organisation différente du Conseil national qui puisse avant que les débats soient terminés, prendre position, si vous le jugez nécessaire. Le groupe parlementaire ne s'en formalisera nullement. Il est l'interprète du Parti. Il ne faut pas oublier que si la situation est difficile pour le Parti, elle est également, pour les mêmes raisons,

difficile pour le groupe parlementaire.
Nous nous trouvons encore devant d'autre situations aussi difficiles. Nous nous refusons, la majorité des groupes parlementaires, à admettre une politique qui consisterait à nous écarter résolument pour longtemps du pouvoir parce que ce n'est pas en partant que nous accomplirions la meilleure besogne.
Je ne pense pas que se soit en désertant le combat qu'on marche avec la plus grande efficacité vers la victoire.
(Applaudissements)

Archidice

Je ne suis pas d'accord pour donner quitus à la majorité des députés du Parti Socialiste. En effet, le groupe a fait preuve au moins de légèreté pour ne pas dire davantage.
En effet, lorsque la question des projets financiers s'est posée, le groupe, dans sa majorité semblait hostile à ces projets financiers. Les uns parce qu'il les jugeait anti-démocratiques les autres parce qu'il les jugeait inefficaces.
Il y avait une hostilité profonde dams le groupe parlementaire contre les projets du gouvernement et dans la journée du vendredi 20 juin le groupe était prêt à manifester cette hostilité. Par 32 voix contre 24, le groupe a décidé qu'il ne voterait pas.
Nous sommes revenus le 23 et à ce moment-là, nous avons décidé que nous allions voter. J'ai le regret de dire que certains de nos camarades, de bonne foi, parce qu'ils ne voulaient pas prendre des responsabilités que peut-être ils estimaient exagérées, ont accepté contre une minorité dont j'étais encore, une forme de débat qui est devenue la loi du groupe parlementaire.
Puis il y a eu l'interpellation Gazier. Les voix se sont réparties ainsi : 57 contre 22. Les 22 étaient celles qui refusaient les projets financiers et les 57 celles qui les acceptaient avec l'interpellation.
Le 24, le groupe unanime décidait que l'interpellation Gazier devait aller jusqu'au bout et jusqu'à ses conséquences finales.
Le 2 juillet, l'interpellation ayant eu lieu, le groupe se réunissait trois fois dans la journée. A 14 heures, il acceptait d'apporter à cet ordre du jour quelques codifications de forme sans en toucher le fond. C'est la première fois que j'ai voté la modification de forme.
A 18 h 45, il se réunit à nouveau et à l'unanimité, y compris la voix du Président du Conseil on décidait de refuser toute modification nouvelle que réclamaient les radicaux et de présenter l'ordre du jour et Ramadier déclarait qu'il posait la question de confiance sur l'ordre du jour.
Et puis nous revenions à la séance et à la séance, on laissait l'ordre du jour. Apres les modifications qu'il avait subies, il était proposé par le président de la séance comme l'ordre du jour définitif du groupe Socialiste.
On suspendit la séance et à 23h10, le groupe Socialiste se réunissait, il retirait l'ordre du jour, acceptant celui que vous connaissez par 47 voix contre 18.
Alors Lussy m'a dit : "L'ordre du jour que nous avons accepté, nous avons bien fait de le faire, il était meilleur que le premier".

Fondation Jean Jaurès

S’il était meilleur le 2 juillet à 23h10, il devait être meilleur 2 heures avant. Je pense que s’il était meilleur, on aurait pu s’en apercevoir plus tôt.
On nous dit, meilleur, parce qu’on se réfère aux déclarations du chef du gouvernement. Moi qui suis naïf, encore jeune parlementaire, pas habitué aux subtilités de la politique, j'ai dit au groupe parlementaire.
Radicaux et MRP refusent de voter le premier ordre du jour et ils accepteront de voter celui qui a été modifié avec les explications du Président du Conseil. Ils sont beaucoup plus durs, ils vont refuser l’ordre du jour. On m’a dit que je n'y comprenais rien. Seulement, j’ai eu la honte d’entendre Duclos un quart plus tard reprendra son argumentation à la tribune de l’assemblée pour la jeter à la face du groupe parlementaire Socialiste.
MRP et rassemblement des gauches ne veulent en aucun cas accepter une politique de compromis entre nos idées et les leurs, mais ils veulent nous imposer la totalité des leurs, à l’exclusion de la nôtre.
S’ils ont voté cet ordre du jour, c’est parce qu’ils savent que devant le Parlement, le groupe Socialiste, que non seulement le rassemblement des gauches, non seulement le MRP, mais le Président du Conseil, ne croient pas au Socialisme dirigiste
Le rassemblement des gauches sait, le MRP sait que les décisions de nos Congrès et de nos Conseils nationaux ne sont pas appliquées.
Regardons maintenant la situation. Avant l’interpellation, nous pouvions faire le chantage de la démission aux radicaux et aux MRP, nous pouvions leur faire croire que nous les amènerions sous la menace à voter certaines dispositions. A l’heure actuelle, ils savent que nous sommes incapables de leur faire cette politique de chantage et que ce chantage se retourne toujours contre nous à leur avantage.
Avant de retirer l’ordre du jour, Claudius Petit et Philip ont discuté de ce qui allait se passer. Nous avons voté la confiance et maintenant le rassemblement des gauches sait qu’il n’a plus à se gêner avec nous, qu’il est le maître du pouvoir alors qu’il était battu par le pays.
On nous propose de continuer dans le même sens, avec la même majorité, les mêmes formules gouvernementales. On a désamorcé un nouveau replâtrage. On nous avait dit que l’on s’en tiendrait aux projets jugés indispensables qui se trouvaient à notre ordre du jour et on commence à dire, on ne va pas renverser le gouvernement sur le plan de congélation de la viande, ce serait ridicule.
Si nous parlons d’organisation de contrôle, on nous dit que c’est du détail, que c’est risquer d’être considérer comme voulant la renaissance des organismes professionnels de Vichy.
Alors, nous allons continuer à faire de la politique que l’on fait à l’heure actuelle, la politique qui est dure pour le salaire puisqu’elle le bloque, pour le prix puisqu’elle le laisse monter.
Le Communisme est l’ennemi n°l du Socialisme. Il faut savoir lutter contre lui et se montrer fort, toujours plus fort, savoir prendre ses responsabilités et faire preuve d’une grande fermeté. Aujourd’hui, vous devez vous rendre compte que vous payez amèrement la légèreté que vous avez parfois eue à l’égard de

Fondation Jean Jaurès

l'adversaire.
Avec les Communistes hors du gouvernement, vous ne pouvez gouverner que de deux façons, soit par la politique des radicaux qui consiste à priver la classe ouvrière du droit de grève, cela, c'est la politique de libéralisme et de la réaction anti-ouvrière et capitaliste.
La deuxième façon, c'est la politique qui impose aux classes privilégiées la contrainte, la véritable contrainte de l'économie organisée, celle qui bloque véritablement le prix, celle qui équilibre la balance des salaires et des prix. Je ne crois pas que la majorité actuelle puisse le faire.
D'un autre côté, je suis sûr que nous allons à l'échec par l'inflation qui va naître de la hausse des prix.
Nous allons à la rupture avec la classe ouvrière en faisant cette politique qui amène chaque jour plus de misère chez l'ouvrier.
Le Parti ne peut pas accepter cela en attendant le jour où il pourra reprendre le chantage sur les autres.
Le Parti doit demeurer ferme et démontrer l'efficacité de sa doctrine. Il faut préserver les institutions républicaines.

Un délégué du Finistère - Un simple mot. Je voudrais demander au Conseil national d'aujourd'hui d'appliquer la motion votée par le Conseil national du 6 mai et de voter la démission de Ramadier.
Si vous avez suivi l'exposé de Ramadier, il a fait l'aveu lui-même qu'il a une majorité réactionnaire. Il y a une majorité libérale à la chambre. Pour nous, dans le Finistère, la Droite est synonyme de réactionnaire. C'est pourquoi je demande aujourd'hui au Conseil national d'appliquer les décisions du dernier Conseil national et à l'inverse de la fédération du Nord, le département du Finistère donnera tous ses mandats pour la démission du gouvernement Ramadier.

Naegelen

J'aurais volontiers renoncé à la parole. Mais puisque nous devons attendre le résultat des délibérations de la Commission des Résolutions, je voudrais vous apporter quelques-unes des réflexions que j'ai faites au cours de cette longue journée.
Je voudrais dire tout d'abord que ceux qui au Conseil dernier vous ont conseillé de maintenir au gouvernement notre camarade Ramadier, après le départ des ministres Communistes, avaient prévu les difficultés qui se sont présentées.
Nous savions au moment où nous vous demandions de prendre cette décision que le Parti Communiste qui s'était exclu lui-même du gouvernement, allait entamer contre le gouvernement à direction Socialiste une lutte sans merci. Nous savions aussi qu'ils essaieraient d'utiliser la Confédération générale du travail sur laquelle ils exercent l'influence que vous savez pour combattre le gouvernement Socialiste et pour essayer de faire échouer sa politique.
Et alors, aujourd'hui encore, quand on a entendu les critiques qui ont été formulées contre la politique menée par le gouvernement, les critiques formulées et qui se résument en ceci :

Fondation Jean-Jaurès

Vos intentions étaient peut-être belles, mais vous avez été incapables de réaliser le programme que vous avez fixé, vous n'avez pas été capable de continuer la politique de baisse du gouvernement Blum. Vous n'avez pas été capable de maintenir les prix, vous avez été incapables de résister à l'offensive des augmentations de salaires, vous n'avez pas été capables de faire la paix en Indochine et à Madagascar et de donner satisfaction aux aspirations de la France d'Outremer.

Ayant entendu toutes ces critiques, camarades, je voudrais répondre très simplement, comme quelqu'un qui ne détient pas un ministère économique, qui ne détient pas non plus le ministère de la France d'Outremer, et qui se trouve dans ce gouvernement, un peu placé dans une situation privilégiée.

La fin de la politique de baisse, camarades, à qui la faute ? Est-ce au gouvernement à direction Socialiste. Cette fin de la politique de baisse à laquelle nous assistons qui n'a pas été provoquée par le parti Socialiste ni par le gouvernement à direction Socialiste, les mouvements sociaux auxquels nous avons assisté et qui nous ont amenés à consentir des augmentations de salaires, non pas seulement à ceux qui se trouvaient dans le besoin mais à d'autres qui auraient pu attendre car je dois relever une chose inexacte (rien fait pour les salaires insuffisants). Nous n'avons pas attendu les mouvements sociaux pour prendre certaines mesures en faveur de ceux qui souffrent le plus par la situation économique présente..

Nous savions qu'en consentant à ceux qui pouvaient attendre, qu'en leur donnant ces augmentations, nous compromettions encore la situation de ceux qui, déjà souffraient. nous avons été obligés, par l'action du Parti Communiste, de consentir ces augmentations de salaires. La conséquence n'a pas été seulement l'arrêt de la politique de baisse parce que à partir du moment où ont été consenties des augmentations de salaires, la vapeur a été renversée, la psychologie de la population a changé. La fuite devant la monnaie a commencé, mais ces augmentations de salaires et ces mouvements sociaux ont une seconde conséquence ça été la diminution de l'or de la Trésorerie française, ça été le refus de renouvellement des bons de reconstruction et des bons du trésor, ce qui a placé la Trésorerie dans une situation tragique. Voilà quelles ont été les deux conséquences redoutables de ces mouvements sociaux déclenchés contre le gouvernement à direction Socialiste et déclenchés aussi contre la politique do Léon Blum, contre la politique de baisse car le Parti Communiste souffrait du succès de cette politique, il sentait que le succès de cette politique de baisse était pour lui le commencement de sa déchéance, de sa décadence et le commencement de notre renaissance.

Lorsque nous voyons se déclencher une grève, vous pensez bien que notre sympathie va aux grévistes. Nous sommes quelquefois obligés de leur résister dans leur propre intérêt, dans l'intérêt de la classe ouvrière, nous sommes obligés d'examiner leurs revendications, ce qui ne veut pas dire que sentimentalement nous ne sommes pas avec eux.

A d'autre époque, nous avons connu d'autres grèves, c'était l'époque des grèves héroïques où l'ouvrier qui cessait le travail savait tout ce qu'il risquait, d'abord

Fondation Jean Jaurès

la perte de son salaire et si la grève continuait, la faim qui s'installerait au foyer, la misère, la femme et les enfants qui suppliaient le père de retourner au travail. Aujourd'hui on se met en grève un peu facilement.
Le lendemain d'un accord de satisfactions, la première revendication, c'est le paiement des jours de grève. Voilà pourquoi les grèves n'ont plus le caractère d'autrefois. Elles n'ont plus ce caractère héroïque.
Nous n'avons pas maintenu le prix. Mais, camarades, il était inévitable qu'à partir du moment où nous entrions dans le politique de hausse des salaires, nous allions assister à une hausse des prix. Mais je dis que si nous ne voulons pas que les avantages que nous avons consenti ces dernières semaines à la classe ouvrière, ceux que nous consentirons demain aux fonctionnaires, ne leur soient pas immédiatement repris, il nous faut engager la lutte contre la vie chère.
Je n'ai pas attendu la fin de l'expérience Blum pour proclamer ces choses. Il y a plus d'un an que je me suis élevé au Conseil du gouvernement contre la politique de hausse des prix agricoles.
En vérité, en ce moment, lorsque nous croyons consentir un nouvel avantage à la classe ouvrière ou aux paysans, ce n'est pas aux paysans ni aux ouvriers que nous accordons cet avantage. L'argent que nous leur donnons, quelques jours après, il est dans la poche des trafiquants, mais il ne reste pas entre les mains de la classe ouvrière, des employés eu fonctionnaires. Il faudra que nous essayions de fixer les prix agricoles. Il faudra que nous définissions notre politique vis-à-vis de la classe paysanne. Camarades, il y a peut-être une démagogie ouvrière, mais je sais que depuis la libération -et cela a commencé sous le gouvernement de Vichy- nous souffrons d'une démagogie paysanne beaucoup plus dangereuse pour l'avenir de ce pays.
Quand nous apprenons par exemple que, alors que l'impôt direct sur les traitements et salaires a rapporté, au cours de l'année 1946 40 milliards et que l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels a rapporté 50 milliards et qu'en tout et pour tout, l'impôt sur les bénéfices agricoles, sur le revenu, les paysans de France n'ont pas payé 6 milliards d'impôts directs au cours de la même année... Il faut que nous examinions ces problèmes et que nous ayons le courage de dire aux paysans qu'ils ont des sacrifices à faire.
Il est injuste de penser que la même ration de chocolat et de confitures est donnée aux petits paysans qui ont du lait, du pain, de la viande, qu'aux enfants de la banlieue de Paris et des grandes villes de France qui sont privés de tout cela.
Il faudra donc avoir le courage d'aborder ces problèmes.
Je voudrais dire maintenant à nos camarades de la France d'Outremer que l'Union française c'est encore à peine un texte constitutionnel, l'Union française, nous avons à la faire, nous avons à la construire, mais nous ne voulons pas la faire contre les populations d'Outremer, nous ne voulons même pas la faire, sans les populations de la France d'Outremer, placées sur un pied d'égalité avec le peuple français.
Lorsque nous nous rappelons que nous n'avons pas encore été capables de faire les Etats-Unis d'Europe...

Je dis qu'il faut être juste et laisser aux hommes le temps de réfléchir, de peser leurs décisions. Les populations de la France d'Outremer n'ont pas toutes évolué de la même façon. Il ne faut pas appliquer partout le même régime. Il faut là aussi tenir compte des réalités, ne pas s'engager à la légère.
Voilà camarades, ce que je voulais répondre aux observations faites contre ce gouvernement.
Je dis aussi qu'il faudrait examiner le bilan. Vous n'êtes pas contents du projet financier. Il ne faut pas nier, il ne faut pas méconnaître que nous avons réussi à rétablir une certaine justice.
Ces jours derniers, c'est un ministre Socialiste qui a eu le courage de porter le fer rouge dans une plaie qui peu à peu grandissait à travers le pays. C'est Depreux qui a dénoncé le complot, c'est Depreux qui a fini par découvrir les principaux coupables et a déclaré que nous irions jusqu'au bout.
Je sais bien que nos adversaires essaient de minimiser et de ridiculiser le complot et je regrette que certains camarades prêtent une oreille trop complaisante aux adversaires et les fasse leur quelque fois ces propos qu'ils entendent.
C'est là une chose très sérieuse. Les préparatifs étaient très poussés. S'il n'y avait pas eu un ministre Socialiste courageux, nous aurions eu une surprise désagréable. C'était des troubles dont la France n'a pas besoin dans la situation ou nous nous trouvons.
J'ai sous les yeux la seule motion qui a été déposée, celle de notre camarade Marceau Pivert. Je l'ai lue, relue. Je dois dire que lorsqu'il demande la compression massive des crédits militaires, je suis de ceux qui pensent que la prochaine guerre ne se fera pas avec les armes telles que nous les avons vues. La prochaine guerre, si prochaine guerre il doit y avoir, elle se prépare dans les laboratoires et je voudrais qu'on mette à la disposition de nos laboratoires quelques-uns de ces milliards gaspillés inutilement.
Réforme Socialiste de la fiscalité. C'est une politique que nous avons toujours essayé de pratiquer et qui ne présente rien de nouveau pour des Socialistes.
Ce n'est pas notre faute si la Russie s'exclue de l'Europe, comme les Communistes se sont exclus de la démocratie française.
Lorsqu'on nous parle de la politique de l'Union française, je suis de ceux qui pensent que l'Union française se fera comme s'est fait la France, comme s'est faite la République, par l'instruction, par l'école.
Alors, camarades, je vous demande simplement, en terminant, d'être justes, de réfléchir, songez que la France est en ce moment comme un bateau jeté dans la tempête et que le navigateur qui tient le gouvernail ne peut pas avoir la prétention toujours de suivre la ligne droite, il voit arriver sur lui les orages, il essaie de les éviter, puis il voit surgir une nouvelle tempête... Voilà exactement la situation dans laquelle se trouve la France. C'est dans ces conditions que le gouvernement à direction Socialiste est obligé de gouverner.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Guy Mollet (discours de clôture)

Je n'ai pas l'impression qu'en cette fin de débat, je sois appelé à apporter beaucoup d'idées neuves. Comme vous devez l'avoir constaté, presque tout a été dit dans ce débat et il arrive même que pas mal d'idées ont été redites plusieurs fois.

Il n'est donc pas dans mes intentions de les reprendre, ni même de les résumer. J'ai pensé qu'il serait donné d'avoir à répondre à plusieurs objections de points de vue de différents exposés.

Je dois commencer par exprimer le regret d'avoir vraiment à répondre à peu de choses, d'avoir vraiment entendu fort peu d'arguments opposés à eux que nous avions développés, le regret aussi d'avoir entendu fort peu de réponses aux critiques que nous avons prononcées et le regret de n'avoir pas entendu exposer une politique économique en face de la politique que nous préconisons.

Rien de précis n'a été exposé en ce qui concerne les propositions nettes faites par Daniel Mayer, par Gazier, par Peeters et par moi-même, aucune autre position n'a été opposée.

Valentino m'avait dit que j'étais assez mal informé sur les craintes de nos amis de la France d'Outremer, le député de la France d'Outremer a répondu pour moi.

Le Bail s'est déclaré convaincu par la politique extérieure. C'est à cause des développements récents de la politique extérieure qu'il est décidé à maintenir le gouvernement. Je dis simplement que la position de Le Bail serait exactement la même si les événements extérieurs ne s'étaient pas produits.

Il nous fait la condamnation de l'attitude des Communistes et il a montré leur responsabilité dans les faits actuels. Le problème est pour nous d'essayer de définir une ligne politique et une politique économique.

Ce qui est d'ailleurs très original dans la position de Le Bail ; nous avons parlé que des Communistes et c'est Le Bail qui, chaque fois dit que nos positions sont prises en fonction de ce que pensent les Communistes. Or, aujourd'hui aucun de nous n'en a fait état.

Il ne faut pas dire à la classe ouvrière ce qu'elle doit faire, il faut faire pour elle ce qui est à faire.

Deixonne met l'accent sur le fait que le Comité directeur avait, à la majorité, décidé de voter contre le Conseil national. Il en rend le Comité directeur responsable. L'explication se trouve donnée par ce qu'a dit Archidice.

Il me suffit de dire que nous avons été, une fois de plus "roulés" comme je l'avais été au groupe parlementaire quand j'ai accepté de voter le texte proposé par Gazier. Au Comité le Président du Conseil était venu nous dire "allez-vous faire prendre au Comité directeur du Parti et au Conseil national les responsabilités des radicaux et des MRP".

Je vous l'ai déjà dit, il aurait fallu placer la chambre dans l'obligation ou bien d'accepter la politique économique que nous voulions et alors nous avions satisfaction ou bien dire qu'elle n'en voulait pas, ce qui eut permis au Conseil national de discuter face aux responsabilités dans une crise ouverte, de dire ce qu'il voulait, avec qui il fallait travailler. Le Comité directeur avait décidé qu'il valait mieux laisser la responsabilité au Parlement et à nos adversaires du

Parlement que de vous la faire prendre à vous. Dirais-je que le tour a été bien joué ?
En fin de compte, nous avons été mis devant le fait accompli par le fait que l'on n'a pas voté sur l'ordre du jour Gazier.
Le deuxième argument de Deixonne au groupe parlementaire, le jour où l'on a composé le gouvernement Ramadier, il a été le seul à y voir clair et à vous dire que vous alliez faire une bêtise monstrueuse. La preuve a montré quelle bêtise et les événements ont prouvé combien nous nous étions trompés.
S'adressant à Deixonne qui l'interpelle : tu as réfléchi depuis et la preuve est faite que c'était une erreur.
Vous avez voulu faire la bêtise, allez jusqu'au bout. C'est peut-être de la logique de philosophe mais non d'homme politique.
Je pense à notre camarade Paul Ramadier nous dit, deux blocs se constituent, le bloc Communiste, le bloc gaulliste, c'est la préoccupation de chacun de nous.
Ce qui comptait, c'était précisément de préserver l'existence du Parti Socialiste, le seul qui sera, s'il subsiste, capable de s'opposer à la (?) des deux blocs.
Resté au gouvernement, c'est un grand risque, mais est-ce que ce n'est pas courir un risque plus grand encore que de ne pas courir actuellement ce risque nous dit Ramadier
A l'heure actuelle, il y a un risque certain en quittant le gouvernement mais ce risque reste placé sur le plan parlementaire, dans trois mois, si nous avons péris au Parti Socialiste de se déconsidérer définitivement, ce n'est plus sur le plan parlementaire que le risque sera couru ce n'est pas par le Parti Socialiste non plus que ce risque sera couru, ce sera purement et simplement une crise de régime.
Ramadier nous a expliqué que la raison essentielle du maintien était que nous étions la clef de voûte de la démocratie et que si la clef disparaissait, la voûte s'effondrerait.
L'image en soi a quelque chose à la fois d'exacte si par-là l'on veut dire que le Parti Socialiste est indispensable à la construction de l'édifice. Mais quelque chose me paraît faux dans la mesure où cette image évoque cette voûte absolument passive qui a juste comme travail d'empêcher le rapprochement des deux autres, sans avoir elle-même de rôle à jouer.
Nous sommes à l'heure actuelle, la seule force active du pays capable de défendre à la fois la démocratie et la construction Socialiste dans le pays. C'est cette force qu'il faut sauver. Ne pas se laisser compromettre dans une formation gouvernementale où le Parti risque d'être déconsidéré.
Je vois deux hypothèses : ou bien grâce à l'autorité de nos hommes nous arrivons à imposer la majorité susceptible à l'heure actuelle de sauver le pays ou bien nous réussissons ce paradoxe, de maintenir des gouvernements d'allure de gauche avec une majorité de droite. L'on constate chaque fois que des textes précis sont proposés à l'assemblée, cette assemblée refuse pendant cinq mois de laisser sortir les dossiers des Commissions et le gouvernement dans le même temps ne demande pas la procédure d'urgence et engage la question de confiance sur les mêmes projets.

Fondation Jean Jaurès

Ramadier estime qu'un ministère Socialiste serait encore plus impuissant qu'un ministère de coalition. J'ai retenu la formule et elle me paraît quelque peu paradoxale :
"En conclusion, il ne faut pas d 'autre formation que la formation actuelle.
Il faut, a-t-il dit, rester et faire pour le mieux".
Le problème est bien posé. C'est de savoir effectivement par quelle politique nous allons replacer la politique économique préconisée par le gouvernement dirigé par Léon Blum, politique dont nous savons aujourd'hui qu'elle est terminé. Par quelle politique allons-nous la remplacer ? Par celle que Daniel Mayer, au nom du Comité directeur, ce matin préconisait au point de vue économique. Ou bien voir celle que nous propose notre camarade Ramadier "rester et faire pour le mieux".
Nul ne doute que déjà, sur le plan humain, individuellement, chacun fait pour le mieux.
Faire pour le mieux lorsque les autres se refusent à vous donner les moyens dont vous avez besoin, cela consiste à continuer ce qui existe.
Je sais, pour les côtoyer régulièrement, quel est le travail de sauvage que chacun de nos ministres ont à abattre chaque jour, quel est le travail personnel que Ramadier abat chaque jour, au point de vue quantité, au point de vue puissance de travail, c'est quelque chose de fantastique. C'est continuer à essayer de faire quelque chose et à ne rien obtenir. C'est continuer à céder à des pressions constantes. Je voudrais que ce que j'ai dit qui est l'expression profonde de que je pense, représente à vos yeux de préserver le Parti.
J'avais très sérieusement pensé, j'avais même décidé que le vote de ce soir, dans l'hypothèse où il décidera une attitude politique que je m'éviterai de défendre, j'avais décidé dis-je que le Parti se devait de donner à tous les postes et particulièrement au Secrétaire général, les hommes de sa politique et qu'en conséquence, j'étais démissionnaire.
Cette démission présente des dangers. Plusieurs camarades sont venus me trouver pour et dire "tu n'as pas le droit".
En effet, lorsque j'avais dit que j'étais démissionnaire, ça pouvait être interpréter comme une menace et à l'heure actuelle, comme un chantage, comme une tentative de pression.
Je sais le trouble profond qui existe actuellement dans le Parti, je ne voudrais pas que mon départ aggrave encore ce trouble.
Je resterai à mon poste et rendrait compte au Congrès du mandat qui m'avait été confié.
L'heure est venue de conclure.
La réponse doit être nette.
Il n'est pas possible que cette fois nous cherchions encore de ces réponses qui permettent des interprétations différentes qui amènent des mécontentements et des divergences profondes, qui finissent par rompre l'amitié nécessaire dans le Parti à partir du moment où l'on ne sait plus si des textes sont suffisants pour lier les intéressés.
Il faudra donc que la réponse d'aujourd'hui soit précise. Avant de la fournir, je

vous demande de penser tous que vous avez entre les mains à l'heure où la vie, l'existence même du parti est en jeu, que sans parti ou avec un parti diminué ou avec un parti transformé dans sa structure, dans sa composition, il n'y a plus d'espoir de s'opposer entre les blocs en question et de sauver la démocratie.
Qu'il ne soit plus question de crise parlementaire et comme je l'ai dit, une crise de régime dans laquelle nous ne sommes plus appelés à jouer un rôle.
Sans parti, il n'y aura plus d'espoir pour rebâtir la société Socialiste pour faire la révolution. Nous sommes à la fois des démocrates et des révolutionnaires. Il faut avant tout sauver le Parti, le seul Parti qui puisse préserver notre espoir dans la démocratie et dans la révolution.
(Applaudissements)

Malacrida, président de séance fait procéder à la nomination de la Commission des résolutions
Robert Verdier rapporte les textes proposés par la Commission des résolutions sur la presse.

Projet de résolution sur la loi du 2 mai
Le Conseil national, vivement ému de la politique suivie par le ministre chargé de l'information,
Dénonce les levées de séquestres qui permettent aux anciens propriétaires d'imprimeries de rentrer en possession de leurs biens en violation directe de la loi du 11 mai 1946 ;
Rappelle que dans l'esprit du législateur, le seul fait pour un journal d'avoir continué sa publication sous l'occupation allemande, justifie en tout état de cause l'interdiction de paraître et la dévolution à l'Etat des biens de ce journal ;
Rappelle que la dite loi votée par l'Assemblée Nationale Constituante doit être appliquée intégralement ;
Souligne que la non-application systématique de la loi, et notamment le refus de signer les décrets de dévolution ou les arrêtés de transfert, menacent l'existence de la presse issue de la résistance ;
Rappelle que le devoir de tous les militants du Parti est d'agir sur tous les plans et avec tous les moyens dont ils disposent pour s'opposer aux entreprises de ceux qui tentent de faire renaître la presse de collaboration.

Cette résolution sur la presse Socialiste est adoptée à l'unanimité.

Résolution sur la presse Socialiste

1- "Le Populaire"
a) Le Conseil national confirme que "Le Populaire" juridiquement et politiquement organe central du Parti, doit être un journal complet, politique et d'information, orienté conformément aux décisions des Congrès.
b) Le Conseil national estime :
(1)Que chaque section doit être abonnée au "Populaire". Celui-ci, aux termes des

Coll. Fondation Jean-Jaurès

statuts, contient les actes officiels du Parti et doit, par conséquent, être conservé en collection dans les archives de la section, à la disposition de tous ses militants.
(2) Que chaque fédération doit désigner un responsable chargé d'assurer la liaison avec la direction et l'administration du "Populaire" en ce qui concerne sa diffusion et sa propagande, en particulier l'organisation des ventes directes.
(2) Le Conseil national approuve, en outre, l'initiative prise par l'administration du "Populaire" d'envoyer à chaque secrétaire de section un questionnaire sur les conditions de vente du "Populaire" dans sa localité et invite les secrétaires de sections à retourner dans les plus brefs délais ces questionnaires dûment remplis.

2- Hebdomadaires fédéraux et régionaux du Parti
Le Conseil national, considérant la nécessité d'aider et de moderniser la presse fédérale et régionale du Parti, mandate le Comité directeur pour réorganiser et stabiliser l'Agence Presse Liberté. Cette agence doit, notamment, devenir, sous la direction immédiate du Secrétariat du Parti, un organisme central rédactionnel et technique chargé de l'aide aux hebdomadaires fédéraux du Parti en vue de leur transformation et de leur éventuel groupage.

3- Le Conseil national émet le vécu que l'Agence Presse Liberté crée une section spéciale d'informations internationales et de l'Union française ainsi que du mouvement Socialiste international.

4- Quotidiens démocratiques et Socialistes
Le Conseil national constatant le manque de liaison entre de nombreux quotidiens démocratiques et Socialistes, fait un devoir exprès aux militants du Parti membres de la direction de ces journaux d'œuvre à la création rapide d'un groupement de la presse quotidienne démocratique. Ce groupement, dont le bureau permanent aura son siège à Paris, aura pour but d'organiser entre ces journaux l'entraide la plus large possible sur tous les plans (informations, publicité, questions techniques, etc.).

5- "Gavroche"
Le Conseil national, soucieux de ne pas grever plus longtemps le "Populaire" des charges afférentes à la marche des publications Socialistes, désireux, cependant, de ne pas priver le Parti du bénéfice moral et de la valeur de propagande d'un hebdomadaire de la qualité de "Gavroche", invite le Comité directeur et le Secrétariat général du Parti à examiner en accord avec le Comité directeur de "Gavroche" toutes mesures de nature à permettre, dans le cadre d'une autonomie administrative et financière, la publication de cet hebdomadaire qui devra, en tout état de cause, demeurer sous le contrôle du Parti.

6- Hebdomadaire central du Parti
Le Conseil national souhaite la création d'un hebdomadaire politique,

Collection Léon Blum

économique et social du Parti, exposant la pensée Socialiste de façon plus approfondie que ne peut le faire le quotidien central du Parti. Mais son existence doit être subordonnée aux possibilités financières du Parti. Au prochain Congrès les fédérations devront décider si elles se considèrent capables de faire vivre un tel organe dont la création sera étudiée en relation avec les projets de réorganisation du Parti.

7- Le Conseil national considère que les articles des statuts du Parti relatifs aux journalistes membres du Parti s'appliquent à la presse parlée aussi bien qu'à la presse écrite.

8- Le Conseil national mandate le Comité directeur et le Secrétariat du Parti pour coordonner et centraliser toutes les activités des militants Socialistes concernant les problèmes de publicité de presse.

9- Le Conseil national charge le Secrétariat général et le Comité directeur de recherche -en accord avec la direction de la "Moisson"- tous les moyens pratiques pour étendre la diffusion de ce journal et améliorer sa présentation, notamment en ce qui concerne le lancement d'éditions régionales.

10- Le Conseil national attire l'attention des fédérations sur la nécessité de collaborer activement à la diffusion de la "Revue Socialiste" et les invite à désigner dans chaque département un responsable chargé d'animer à cet effet les efforts des cercles d'études Socialistes Jean Jaurès.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.
Le passage suivant y était inscrit, sur lequel la fédération de la Seine n'est pas d'accord :
"Le Populaire" Le Conseil national, considérant la nécessité d'une collaboration plus étroite, entre la direction du "Populaire" et le Secrétariat du Parti, décide la création d'une délégation spéciale du Comité directeur, composée du directeur du "Populaire" du directeur-adjoint, du Secrétaire général du Parti et de deux membres du Comité directeur.
La résolution a été adoptée à l'unanimité, à l'exception de ce passage.
(Abstention de la Seine)

Daniel Mayer

Je dois donner quelques explications aux rescapés du Conseil national. Tout à l'heure notre camarade Senghor vous présentera lui-même sa résolution qui a été adoptée à l'unanimité des résolutions. Vous entendrez également un rapport de notre camarade Grumbach adopté à l'unanimité par la Commission des résolutions.
Je dois tout de suite faire confiance au Secrétaire général et nous avons tout lieu de nous féliciter au retour des jeunesses Socialistes ou plutôt de la fidélité d'un grand nombre de jeunesses Socialistes à notre doctrine, à notre programme. Je

Fondation Jean-Jaurès

félicite notre camarade Courtois pour l'effort magistral qu'il a opéré dans quelques jours.
Le rapport de Cluz sur les problèmes nord-africains a été également adopté à l'unanimité.
Tous les textes que je présente ont été adoptés à l'unanimité moins deux voix (Jean Rous et M. Pivert)
Les problèmes qui se posent devant vous seront de deux ordres. Nous vous présentons tout d'abord, à l'unanimité de la commission le texte d'un programme immédiat de gouvernement dont je vous donnerai lecture. Ce programme immédiat de gouvernement porte sur une lutte à la fois parlementaire et gouvernementale, sur un programme volontairement limité et volontairement insuffisant en ce sens qu'il traite uniquement les problèmes ayant trait aux prix et aux salaires et qu'il laisse de côté tout autre problème, tels que les problèmes de l'Union française et un certain nombre d'autres questions qui seront traitées au Congrès national prochain dans le Cadre de la situation politique générale. Il n'y a pas unanimité dans les conclusions politiques auxquelles nous aboutissons.
Nous avons saisis d'une notion préjudicielle du Tarn : "La fédération du Tarn oppose la question préalable à tout vote qui serait demandé sur la question de savoir si le gouvernement doit démissionner ou non".
D'un autre côté, au nom des camarades Jean Rous et Marceau Pivert, je pose le problème de la démission du gouvernement. Les points sur lesquels nous sommes d'accord en ce qui concerne le programme seront inclus dans la résolution de notre camarade Pivert, à l'intérieur de sa résolution.
Nous sommes d'accord pour le vote préalable de la motion du Tarn. Cette résolution revêt la signification suivante : ceux qui seront pour la question préalable posée par la fédération du Tarn, seront en principe partisans au maintien actuel du gouvernement et ceux qui s'opposeront à la motion préalable du Tarn, donneront à leur vote, la signification du départ du gouvernement.

Marceau Pivert - Je suis tout à fait surpris que la question préalable n'ait pas été posée tout de suite et comme question a été posée maintenant, il est bien évident qu'on a engagé le débat, en essayant de modifier le vote dans cette croyance que le programme sur lequel nous sommes d'accord était accepté par le gouvernement et que par conséquent, il s'agissait, puisque maintenant le camarade Ramadier l'accepte, d'aller remplir les conditions et ainsi on a escamoté le problème fondamental de savoir ce qui s'était passé jusqu'à maintenant et on empêche le Conseil national de juger s'il avait le droit de nous mettre devant le fait accompli. Par conséquent, le vote manque de clarté.
C'est la raison pour laquelle je suis obligé de maintenir une motion plus claire, réserve faite de la motion préjudicielle.

Daniel Mayer - (lecture de la résolution)
Dans les conditions particulièrement graves où se trouvent, aujourd'hui placés le pays, l'Europe et le monde, et quand sont menacés à la fois les libertés

républicaines et la paix, le Parti Socialiste ressent pleinement l'importance des décisions qu'il est appelé à prendre et il n'entend reculer devant aucune des responsabilités qui lui incombent.
Les difficultés qui ont été opposées jusqu'à ce jour a sa politique ne le découragent pas. Il est résolu à tenter un nouvel et dernier effort pour obtenir l'exécution ces mesures qui lui paraissent indispensables et qui sont les parties indissociables d'un vaste plan d'ensemble.
Le Conseil national du Parti Socialiste donne mandat au groupe parlementaire et aux membres Socialistes du gouvernement de mettre sans délai à exécution, le programme immédiat suivant :
Equilibre du budget ordinaire
Par une réorganisation administrative, par le déconcentration, la suppression des services non indispensable ou faisant double emploi, par une modernisation des méthodes de travail, par une réorganisation de la défense nationale permettant une réduction substantielle des crédits militaires, par une réforme profonde et la simplification de la fiscalité.
Financement partiel de la reconstruction
Par un investissement en bons de la reconstruction prélevés sur les super-bénéfices des sociétés, et sur les hauts traitements publics ou privés au-dessus d'une certaine limite, par la spécialisation et le financement par emprunt sur le plan local ou régional.
Lutte acharné contre l'inflation
Par l'utilisation obligatoire du chèque, l'emploi du chèque garanti et, éventuellement, tous les moyens susceptible de réduire le montant des billets en circulation.
Harmonisation des pris
Etablissement d'un équilibre entre les prix agricoles et les prix industriels, et entre les divers prix agricoles et les divers prix industriels.
Notamment par : une revalorisation au prix du blé et la baisse du prix de la viande. Cette baisse sera obtenue par :
L'organisation et le contrôle du marché à tous les stades, au producteur au consommateur.
L'adaptation des bas salaires au coût de la vie ainsi déterminé.
L'adaptation éventuelle des prix industriels en fonction, des nouveaux prix de revient et d'une révision des marges.
Assainissement du commerce. Réduction du nombre des intermédiaires.
Le Conseil national alerte les militants du Parti afin qu'ils soient immédiatement mobilisés pour le réalisation de ces mesures.
Le Conseil national affirme qu'il ne peut accepter la présence de ses hommes au gouvernement que dans le mesure où celui-ci obtiendra de l'assemblée dans les délais les plus brefs, les mesures nécessaire à l'application de ce programme.

Donc deux questions sur lesquelles le Conseil aura à se prononcer :
1- vote sur la motion du Tarn qui a un caractère préjudicielle
2- un second vote sur la résolution que je viens de vous lire

Fondation Jean Jaurès

Je tiens à remercier notre camarade Jules Moch, habile rapporteur de ce genre de travaux et qui à présidé pendant plus de 4 heures la réunion de Commission des résolutions avec beaucoup de fermeté et beaucoup de précision.
J'ai une deuxième observation à faire, devant le Conseil national, c'est que les heures des travaux de la Commission des résolutions n'ont pas été perdues puisqu'elles ont permis de rassembler parmi les signataires à la fois le nom de notre camarade Ramadier et le nom de notre camarade Guy Mollet, ce qui fait que quel que soit le résultat de ce vote, ni le Président du Conseil, ni le camarade Guy Mollet ne sortiront diminués de cette assemblée et le Parti s'en ira de l'avant, vers de nouvelles destinées.

Guy Mollet

Il ne faut pas qu'il y ait une seconde confusion dans vos esprits. Ce vote doit être clair. La motion du Tarn dit, le gouvernement a la majorité à la chambre, en conséquence, la question ne doit pas se poser devant le Conseil national. Adopter la motion du Tarn, c'est donc, dans l'esprit de la Commission voter pour le maintien du gouvernement. Voter contre la motion du Tarn, c'est donc, dans l'esprit de la commission voter contre le maintien du gouvernement.
Le premier vote sera donc exclusivement clair.
Il y a l'aspect immédiat et politique du problème. Il faut, dans toutes les hypothèses déterminer un programme économique. La commission a fait sien à l'unanimité, le programme dont la lecture vient de vous être donnée il y a quelques instruits par Daniel Mayer.
C'est uniquement dans les considérants que nos camarades Pivert et Rous ne sont pas d'accord. Ils demandent deux votes nettement distincts.
Le premier pour ou contre le maintien.
Le deuxième, pour l'adoption du programme économique et de ses considérants.
Nous ouvrons le vote sur la question préalable posée par le Tarn?
- Le vote par mandats donne :
2 578 pour, 2 058 contre, 127 abstentions, 6 absents.

Guy Mollet - Nous allons maintenant passer à l'adoption du programme économique. Nous sommes maintenant placés dans la certitude du maintien, autrement dit, ce programme vaut pour le gouvernement Ramadier.
Le texte a été adopté à l'unanimité de la Commission des résolutions, sauf qu'il y a des additifs posés par nos camarades Rous et Pivert

Marceau Pivert - Je le retire.

Daniel Mayer

Je vais probablement avoir un mauvais accueil dans le Conseil national. Je crois que la question est beaucoup trop grave et beaucoup trop importante pour que la presse puisse dire que cette résolution a été adoptée sans qu'on sache de quoi il s'agit.

Fondation Jean Jaurès

… Je remercie Marceau Pivert pour son geste de discipline et de fraternité Socialiste qu'il a accompli.
Les derniers paragraphes de cette résolution engagent l'avenir immédiat de votre Parti, posent des conditions au gouvernement et ce texte est beaucoup trop grave pour qu'il ne puisse pas être procédé à un vote par mandats.
Vote par mandats :
Pour le programme : 4 675 pour
Contre le programme : 25
Abstentions : 12
Le texte suivant, rapporté par Senghor est adopté à l'unanimité à mains levées :

Résolution relative aux assemblées des territoires d'Outremer
Le Conseil national du Parti Socialiste, réuni au Palais de la Mutualité les 6 et 7 Juillet 1947, rappelant les résolutions antérieures du Parti relatives à l'Union française, invite ses représentants au gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les lois fixant la composition et les attributions des assemblées locales dans les territoires d'Outremer soient votées avant les vacances parlementaires, et au besoin grâce à la procédure d'urgence.
André Cruz présente le texte suivant, adopté également à l'unanimité.

Résolution relative au statut de l'Algérie
Le Conseil général demande au gouvernement et au groupe parlementaire de tout mettre en oeuvre pour qu'un statut démocratique de l'Algérie soit voté avant les vacances parlementaires.
Sur la reconstruction de l'Europe, Salomon Grumbach présente le texte suivant, adopté également à l'unanimité à mains levées.
Le Conseil national se déclare convaincu que les Etats du vieux continent agiraient dans l'intérêt suprême de tous ses peuples en saisissant l'occasion unique que leur fournit l'offre du général Marshall pour s'entendre entre eux en vue de l'établissement d'un plan de reconstruction européenne.
"Un accord général même limité, constituerait un premier pas vers une Europe qui serait dorénavant, au moins sur le plan économique autre chose qu'une conception purement géographique.
Il regrette que les pourparlers engagés récemment à Paris entre les ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagne, d'Union Soviétique et de France, se soient terminés par une rupture qui risque de compromettre l'équilibre et l'avenir de l'Europe.
Il exprime l'espoir que l'invitation adressée par les gouvernements de Londres et de Paris à toutes les nations européennes -l'Espagne de Franco exceptée- pour une nouvelle conférence de Paris le 12 juillet, déterminera l'Union Soviétique à s'y faire représenter. Seule, une participation de tous les états européens assurera à l'offre Marshall une réussite capable d'arracher l'Europe au chaos dans lequel elle se trouve et qui s'aggraverait rapidement sans l'aide américaine.
Il adresse ses remerciements au peuple et au gouvernement américain pour tout ce qu'ils pourront faire afin de venir en aide à l'Europe dans le respect de

Fondation Jean Jaurès

l’indépendance totale de tous les états dont elle se compose".

Le président de séance, Malacrida déclare le Conseil national clos. L’assemblée se sépare.

(Il est 7h30 le lundi matin)

Coll. Fondation Jean-Jaurès